

L'ORGANISATION BANCAIRE DES PAYS BALKANIQUES ET LES CAPITAUX ÉTRANGERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Décembre 1934, à 14 h.

PAR

CONST. V. COLOCOTRONIS

Président : M. AFTALION, Professeur

<i>Suffragants</i> {	MM. Roger PICARD, MAUNIER.	} <i>Professeurs</i>
----------------------	-------------------------------	----------------------

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

—
1934

**L'ORGANISATION BANCAIRE
DES PAYS BALKANIKUES
ET LES CAPITAUX ÉTRANGERS**

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.

L'ORGANISATION BANCAIRE DES PAYS BALKANIQUES ET LES CAPITAUX ÉTRANGERS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 11 Décembre 1934, à 14 h.

PAR

CONST. V. COLOCOTRONIS

Président : M. AFTALION, Professeur

<i>Suffragants</i>	}	MM. Roger PICARD, MAUNIER.	}	<i>Professeurs</i>
--------------------	---	-------------------------------	---	--------------------

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1934



INTRODUCTION

Avant d'aborder cette étude sur l'organisation bancaire des pays balkaniques et les capitaux étrangers, nous croyons devoir définir dès le début ce que nous entendrons par les expressions « banque étrangère » et « capital étranger ».

La distinction entre banque indigène et banque étrangère ne peut décidément plus être basée sur les anciens critères des civilistes. La réalité économique domine de plus en plus les formules juridiques. Le siège social, le pays où l'activité est exercée et le lieu de constitution, ne sont plus que des artifices. Ce qui donne au fond dans le sens économique du mot, la nationalité à une société, c'est la notion de contrôle¹. Cette notion de contrôle est même entrée dans la terminologie juridique. Ce fut un des cas nombreux dans lesquels la technique juridique dut se plier devant les vérités de la vie économique qu'elle ne pouvait plus ignorer². C'est pendant la grande guerre que cette notion entre dans l'énoncé de règles de droit positives.

En Grande Bretagne la notion de contrôle entre dans la législation avec le « *Trading with enemy amendment act* » du 27 janvier 1916. On y trouve la phrase « ... les affaires qui sont faites au bénéfice ou sous le contrôle de sujets ennemis... »³.

1. Voir dans R. Michel, *Le contrôle économique des sociétés*, Paris 1923, une application intéressante de ce même principe pour la distinction juridique de la nationalité des sociétés.

2. La notion de contrôle est également entrée dans la vie juridique sous l'aspect de l'immixtion indésirable. Elle a donné naissance à toute l'interminable série de mesures de stabilisation du contrôle initial d'une société, comme : irrévocabilité des gérants, clauses restrictives de la liberté des transferts, vote privilégié, dissociation du droit de vote. Voir pour des détails A. Tamboise. *La stabilisation du contrôle*, Paris, 1929.

3. Voir le texte dans la *Revue de Droit International Privé*, 1916.

Cette notion est utilisée peu après par la jurisprudence des tribunaux britanniques. (Voir : Chambre des Lords. 30 juin 1916. Affaire *Continental Tyre c. Daimler Co*)¹.

En Italie la notion de contrôle se dégage de l'esprit du décret du 24 août 1916, sur les *Assicurazioni Generale* de Trieste.

En France la notion de contrôle se dégage de la jurisprudence².

La notion de contrôle entre définitivement dans la terminologie juridique par les Traités de Paix. Ainsi, le Traité de Versailles (art. 74 et 297) le Traité de Saint-Germain, (art. 249), le Traité de Neuilly (art. 177) et le Traité de Trianon (art. 232) parlent de « sociétés contrôlées ». L'art. 64 du Traité de Lausanne emploie une terminologie un peu différente. Il parle de « sociétés qui sans avoir la nationalité des puissances alliées, étaient en fait l'objet de la protection de ces puissances ». C'est l'assimilation des sociétés contrôlées aux sociétés nationales.

La jurisprudence des Tribunaux Arbitraux Mixtes ainsi que les diverses jurisprudences nationales, ont permis une interprétation assez large de cette notion de contrôle. Aux criterii primordiaux et indiscutables de la majorité des capitaux et de la majorité effective des votes, la jurisprudence a ajouté les cas suivants, dans lesquels elle a considéré que le contrôle existait en fait : Minorité de haute valeur d'un Conseil d'Administration (Ordonnance de référé du Tribunal de la Seine, 28 décembre 1915. Affaire Foraky). Existence de porteurs fictifs (Cour d'Aix, 22 juillet 1915, Affaire de la Société Provençale de Charbons Cokes et Briquettes). Consentement d'un rachat éventuel

1. Voir : *Revue de Droit international privé*, 1916, p. 260. Voir également pour la jurisprudence britannique l'article de Ch. de Visscher, « La nationalité et le caractère ennemi des sociétés commerciales d'après la jurisprudence des Cours anglaises », *Revue de Droit International privé*, 1917, p. 501.

2. Cour d'Alger, 22 juillet 1915, affaire : Vulcan Coal Co. Cour de Lyon, 30 mars 1915 et Chambre de Requêtes de la Cour de cassation 20 juillet 1915. Affaire : Société des conserves Lenzbourg. Ordonnance de référé du tribunal de la Seine, 28 décembre 1915. Affaire Foraky. Cour d'appel de Rouen, 19 janvier 1916. Affaire Companhia Krische. Cour de Montpellier, 24 janvier 1916. Affaire : Bouillon Kub. Cour d'Aix 29 juillet 1915. Affaire : Société Provençale de Charbons Cokes et Briquettes. etc...

des actions (Cour de Paris, 7 juillet 1916. Affaire des Mines de Barbery). Existence d'un groupe neutre favorisant un groupe minoritaire au Conseil (Tribunal Arbitral Mixte Franco-Allemand, 31 août 1921. Affaire de la Société des Chemins de fer Damas-Hamah). Majorité à la dernière assemblée (Tribunal Arbitral Mixte Franco-Bulgare, 30 juin 1925. Affaire de la Compagnie Sucrière de Bulgarie).

Ainsi largement entendue et appliquée dans le domaine juridique pur, la notion de contrôle doit être entendue dans un sens plus large encore dans les études économiques. Nous ne devons pas nous arrêter aux criterii trop stricts de la majorité du capital ou de la majorité des votes¹. La multitude des petits actionnaires se trouve entièrement sous la domination des grands groupes financiers, qui ne possèdent généralement pas une majorité de droit, mais exercent pourtant un contrôle de fait. La possession de $1/5 - 1/4$ du capital, suffit généralement pour assurer ce contrôle² car il faut prendre en considération l'indifférence bien notée et trop connue des petits actionnaires et la supériorité technique des grands groupements financiers, possesseurs de gros paquets d'actions.

D'autre part, dans le domaine bancaire qui nous intéresse spécialement, nous devons prendre en considération que le contrôle ne s'exerce pas seulement par participation au capital, mais aussi d'une manière plus rémunératrice encore et plus conforme aux principes bancaires, par l'ouverture de crédits à court terme.

En résumé seront considérées comme étrangères dans l'étude qui nous intéresse, les banques suivantes :

- 1) Les succursales des banques étrangères ;
- 2) Les filiales et banques commanditées par les banques étrangères. Ce sera le cas des banques dont le contrôle par les étrangers est assuré par la majorité, avouée et parfois

1. Ceci fut illustré par l'exemple de la Banca Commerciale Italiana de laquelle les Allemands avant 1914, ne possédaient que 4 sur 130 millions de lire du capital, et s'étaient pourtant assuré le contrôle de la Banque. Voir : Hausser, *Les méthodes allemandes d'expansion*, p. 99. Le même fait s'est produit aux assemblées générales du Crédit Anversois.

2. Et aussi le contrôle de toutes les sociétés filiales de la société contrôlée.

même affichée, au capital social au Conseil d'Administration ou aux Assemblées Générales ;

3) Entreront dans une troisième catégorie un certain nombre de banques, dont le contrôle par l'étranger est moins connu et plus discutable. Ce sont celles qui sont considérées comme contrôlées, malgré l'absence des criterii primordiaux de la majorité. Entreront dans cette troisième catégorie les banques, aux conseils desquelles siègent des porteurs fictifs. Celles dans lesquelles un groupe national favorise un groupe étranger. Celles qui jouissent de moyens d'action mis à leur disposition par des banques étrangères. Il sera parfois très difficile de les distinguer et leur appliquer la qualification « contrôlées par l'étranger ». Mais nous considérerons en général comme appartenant à ce groupe les banques d'apparence nationales, qui appartiennent à ce que nous appellerons un « groupe bancaire international ».

Un exemple suffira à illustrer notre pensée. Le groupe bancaire international de la *Banque de l'Union Parisienne*, de la *Banque Belge* pour l'étranger et de la *Wiener Bankverein*, est bien connu dans les milieux financiers. D'autre part, la *Banque d'Athènes* appartient à ce groupe indiscutablement. Nous ne nous attarderons donc pas à discuter et à démontrer que les étrangers possèdent ou non la majorité des actions de la *Banque d'Athènes*. Le seul fait d'appartenir à ce groupe sans en être un de ses chefs, la liaison étroite existant entre un groupe étranger et une banque nationale, nous suffira pour considérer cette banque comme « contrôlée par l'étranger ». Les criterii de cette liaison étroite seront des plus variés. Nous signalons dès à présent les plus importants : Participation continue du groupe étranger aux augmentations du capital de la banque envisagée, ou simple constitution de syndicat pour le placement de ses actions, octroi de crédits à court terme. Participation commune à des opérations diverses, emprunts publics, fondation de banques-filiales et autres sociétés en commun, constitution de syndicats financiers, correspondance mutuelle et exclusive, etc...

En résumé, sauf s'il s'agit d'une banque de la première ou de la deuxième catégorie (succursale ou filiale déclarée)

la question de savoir si cette banque est contrôlée ou non par l'étranger, se ramène à une question de fait, sur laquelle on ne peut donner d'avance une solution rationnelle.

* * *

Abordons maintenant la définition de la notion « capital étranger », car c'est à cette notion qu'aboutiront (sauf les exceptions déjà indiquées) nos recherches sur la nationalité de chacune des banques envisagées.

La question a été longtemps discutée et nous aurions pu nous contenter des résultats auxquelles elle a déjà aboutis. Nous croyons pourtant devoir les compléter, car pour les pays balkaniques, la question présente aussi un autre aspect, ignoré jusqu'ici à notre connaissance, celle de la nationalité du capital des minorités nationales et religieuses.

Nous nous occuperons dans les chapitres qui suivront de l'organisation bancaire de territoires et de régions qui furent dans le temps, et sont parfois encore aujourd'hui, habités par une population qui est un véritable mosaïque de races, de langues et de religions. Nous serons parfois obligés de distinguer pour chacune de ces régions des organisations bancaires différentes pour chaque race ou nationalité (saxonne, souabe, hongroise et roumaine en Transylvanie), ou pour chaque religion (chrétienne, musulmane et juive pour la Bosnie et la Herzégovine). Nous nous heurterons donc à des problèmes spéciaux de nationalité du capital, jamais étudiés et bien fréquents pour les Balkans, sur lesquels il est sage de définir, dès le début de cette étude, notre position.

Afin de ne pas nous lancer dans des discussions théoriques interminables, nous allons poser certains principes généraux que nous allons suivre dans chacun de ces cas spéciaux envisagés.

1) Le premier de ces principes est celui de l'unité politique. Nous considérerons comme capital national tout capital produit et détenu dans le pays même, sans distinguer si son possesseur appartient à telle ou telle nationalité ou telle ou telle religion.

En vertu de ce principe nous ne pourrions pas considérer comme capital étranger le capital autrichien, hongrois et même allemand, investi avant la guerre dans les nouveaux territoires actuels de la Roumanie ou de la Yougoslavie, qui faisaient à cette époque partie intégrale de l'unité économique et financière de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Nous considérerons au contraire comme étranger ce même capital dans ces mêmes territoires après la guerre et les changements des délimitations politiques apportées par les traités de paix.

Nous posons en somme un principe de territorialité, en ne considérant comme capitaux étrangers que ceux qui pour s'investir dans un pays durent passer une frontière politique, et ceux qui pour rentrer dans leur pays d'origine ont à traverser une même frontière, créée entre temps. Afin de la faire accorder avec ce que nous lui faisons signifier, nous n'opposerons plus à l'expression « capital étranger » l'expression « capital national », mais l'expression « capital indigène » plus conforme à la réalité.

2) A ce premier principe de territorialité nous ajouterons un second, celui de l'unité nationale, en ce qui concerne l'importation de capitaux. Le cas se présentera surtout pour la Grèce, dans laquelle nous verrons de grands investissements de capitaux de colonies grecques à l'étranger comme celles de Londres, d'Alexandrie ou de Constantinople. Devrions nous considérer ces capitaux comme anglais, égyptiens ou turcs ? Ce n'est évidemment pas le cas et voilà pourquoi nous nous voyons obligés de poser ce second principe de l'unité nationale, qui nous fera considérer comme indigènes les capitaux des colonies ou des minorités nationales à l'étranger.

Il est évident que ce second principe apporte une certaine complication au problème que nous aurions pourtant désirer simplifier au possible. Le capital de la colonie grecque à Constantinople par exemple sera considéré dans les chapitres qui suivront comme turc, s'il est investi en Turquie, et grec s'il est investi en Grèce. Mais comme ce cas est heureusement unique nous ne nous arrêterons pas devant cette complication.

Il est entendu que ce principe n'est valable que dans le cas d'importation de capitaux. Car il est hors de doute que la fondation de banques roumaines ou grecques aux Etats-Unis, doit être considérée comme une véritable expansion bancaire, malgré l'existence de colonies roumaines et grecques dans ce pays.

Il est un cas pourtant, où ce second principe s'appliquera même à l'exportation de capitaux, lorsqu'un changement de délimitations politiques serait entre temps intervenu. Ainsi les capitaux serbes, roumains ou grecs qui avant les guerres et les traités de paix se sont investis en Croatie, Transylvanie, ou Macédoine, seront considérés comme indigènes, étant donné que les délimitations politiques postérieures ont justifié cette émigration anticipée.

Nous pensons avoir ainsi clairement expliquer ce que nous entendrons par l'expression capitaux étrangers. Le caractère borné de cette étude ne nous permet malheureusement pas de nous étendre sur une plus longue discussion théorique, mais nous croyons pourtant que les définitions ainsi données, malgré une certaine part d'arbitraire, sont les plus justes et les plus conformes à la réalité.

* * *

Nous voudrions maintenant expliquer la façon par laquelle nous comptons traiter notre sujet.

Le but poursuivi par cette étude est de dégager la contribution des capitaux étrangers dans la formation de l'organisation bancaire actuelle des pays balkaniques, et la participation actuelle de ces mêmes capitaux à l'activité des banques de chacun de ces pays prises en bloc.

La recherche de la première impose un travail historique et celle de la seconde un travail statistique de comparaison. Pour chacun de ces deux travaux bien différents nous avons eu à surmonter des difficultés bien spéciales.

Notre travail historique a été rendu extrêmement difficile par le manque d'études sur l'histoire du crédit de nos pays. Sauf quelques exceptions citées dans les bibliographies particulières, nous nous vîmes obligés de recourir

à des traités généraux dans lesquels les questions de crédit ne sont qu'effleurées.

Notre travail de comparaison statistique s'est heurté à la difficulté théorique suivante : Les banques étrangères devraient elles-êtré prises en bloc et comparées au total des banques indigènes ? Ce serait évidemment un travail intéressant, mais sans grands résultats pratiques. Il ne faut pas en effet perdre de vue les faits suivants : Dans l'organisation bancaire de chaque pays, il y a un certain nombre de banques qui se détachent de toutes les autres et s'imposent sur le marché, par leurs puissants moyens d'action, le chiffre élevé de leur capital et de leurs dépôts et comptes-courants, certains privilèges dont elles jouissent, la confiance qu'elles inspirent au public, le réseau de leurs succursales, leur manière de travailler ou leur politique spéciale de crédit. Ce sont les « banques dirigeantes » ou les « *leading banks* » anglaises ; Les *Big Five* de Londres sont trop connues. On a parlé par extension des *Big Six* de Sofia ou de Bucarest. Cette extension s'est imposée par la véritable supériorité de ces banques et non pas par un esprit simpliste d'imitation ; Elle est encore justifiée par un autre fait, l'enchevêtrement des bilans.

Dans les pays balkaniques où la concentration bancaire n'est pas très développée, elle est remplacée par une sorte de concentraton primitive, la formation de groupes. Les grandes banques, afin de développer leur activité dans tout le pays et bénéficier dans la plus large mesure des conditions du marché qui leurs sont généralement favorables, forment autour d'elle un groupe plus ou moins important de banques locales et provinciales, desquelles elles versent une partie du capital, afin de s'assurer leur fidélité, et auxquelles elles ouvrent des comptes-courants. Dans la plupart des cas une délimitation géographique des activités est contractée. Dans le groupe ainsi constitué les grandes banques jouent le rôle de siège central et les petites de succursales d'une banque ordinaire. Il en résulte un véritable enchevêtrement et un gonflement des bilans. Ce qui est capital ou compte-courant débiteur pour la petite banque est participation ou compte-courant créateur pour la

grande. Parmi les centaines des petites banques balkaniques il y en a très peu qui ont échappé au contrôle plus ou moins prononcé des banques dirigeantes. Elles sont presque toutes leurs filiales déclarées (en Roumanie surtout) ou leurs clientes, et trouvent leurs moyens d'action dans les crédits des grandes banques, et non dans leurs capitaux qui sont généralement faibles ou leurs dépôts qui sont également sans grande importance. Les sources initiales du crédit sont ainsi les banques dirigeantes, qui le distribue soit directement, soit par l'intermédiaire des banques locales.

Notre champ d'observation se trouve ainsi automatiquement limité aux seules banques dirigeantes. Nous distinguerons leur groupe soit en nous basant sur les chiffres de leurs bilans, soit en suivant les travaux antérieurs sur ce sujet. Au total de l'activité de ce groupe de banques dirigeantes, nous comparerons l'activité des banques étrangères qui sont entrées dans sa composition. Nous aboutirons ainsi, à une série de chiffres de pourcentage, un chiffre pour chaque poste de bilan et chaque année de la période envisagée.

Nous n'avancerons pas plus loin. La composition d'un pourcentage unique, qui serait pour ainsi dire l'indice mathématique de la participation étrangère dans l'activité bancaire de chacun des six pays balkaniques, présente trop de dangers théoriques que nous ne devons pas ignorer. Certains auteurs ont même posé comme principe qu'en matière de capitaux étrangers, il ne faudrait pas mentionner des chiffres mais se borner à énumérer des faits. Sans en arriver là, nous croyons que les séries de pourcentages que nous nous proposons d'établir, sont déjà un résultat appréciable, qu'il ne faudrait pas chercher à préciser, sans crainte de s'éloigner de la réalité.

Ce travail de comparaison qui portera naturellement sur ces dernières années, a été facilité par les divers travaux statistiques officiels ou non, qui présentent actuellement dans les Balkans de grands progrès.

Pour la Roumanie nous nous servirons des statistiques de la *Banque Nationale*, qui donnait jusqu'en 1929 les détails des bilans des plus grandes banques du pays. Malheureu-

sement depuis 1930 ces statistiques en détail ont été remplacées par des statistiques en bloc de trois groupes de banques, et nous fûmes obligés de recourir aux sources même des renseignements, aux bilans des banques.

Ce même fait s'est répété en Bulgarie. Des statistiques détaillées ont été publiées jusqu'à une certaine date, puis soudainement elles ont été remplacées par des statistiques en bloc de toutes les banques.

Les statistiques de la *Banque de Grèce* et de la *Banque Nationale* de Yougoslavie, ne s'occupent également que de toutes les banques prises en bloc. Nous avons recouru, pour la Grèce, au *Bulletin Mensuel* de la *Statistique Générale* et pour la Yougoslavie, à des publications non officielles.

Même constatation pour la Turquie où la *Banque Centrale* ne donne de renseignements que sur les banques nationales, suivant en celà l'exemple de l'*Annuaire Statistique de la Turquie*.

* * *

Chacun des six pays balkaniques fera l'objet d'un chapitre différent et bien distinct de cette étude, qui ne sera pas une étude comparée. Le premier chapitre sera consacré à la Turquie et les suivants dans l'ordre alphabétique, à la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie et la Yougoslavie. Le dernier chapitre sera consacré à l'Albanie.

Pour chacun de ces six pays nous dégagerons en premier lieu les traits généraux et caractéristiques de son organisation bancaire ainsi que les raisons particulières de l'investissement de capitaux étrangers. Puis suivra un examen historique de l'évolution bancaire, par régions s'il y a lieu, dans laquelle la contribution étrangère sous sa forme historique sera constatée, et enfin le travail de comparaison sur lequel nous nous sommes déjà expliqué. Enfin, pour terminer nous ajouterons un résumé de l'évolution de chacune des banques étrangères et un tableau récapitulatif de la participation étrangère actuelle sous toutes ses formes, dans chaque pays.



Les banques seront désignées en français, sauf s'il s'agit de banques anglaises ou américaines, autrichiennes ou allemandes et italiennes, qui seront désignées par leur nom anglais, allemand ou italien. Seules quelques banques balkaniques bien connues par leur nom national (*Banca Romaneasca*, *Beogradska Zadrouga*) feront exception. .

D'autre part nous nous permettrons certaines abréviations. Ainsi par exemple, nous écrirons *Société Générale* au lieu de Société Générale pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France.

Pour les noms de villes, nous avons adopté leurs noms historiques français (Constantinople, Smyrne, Salonique, Belgrade, etc.) et faute de nom français leur dernière dénomination officielle.

CHAPITRE I

LA TURQUIE

§ 1, Considérations générales

Si nous essayions de décrire l'organisation bancaire de la Turquie vers 1920 ou même 1925, nous serions fort embarrassés. En fait d'organisation, dans le véritable sens du mot, nous ne pourrions citer que la *Banque Ottomane*, qui accomplissait par son siège de Constantinople et son grand réseau de succursales dans le pays, le rôle de distributeur unique de crédit. Aux côtés de la *Banque Ottomane*, existait également un nombre imposant d'établissements financiers de toutes nationalités, sauf turque, dont les principales occupations étaient la spéculation sur les changes et le financement de leurs compatriotes installés en Turquie.

Le trait caractéristique de cette organisation, était le manque absolu de banques à capitaux indigènes et l'accaparement du marché financier par des banques contrôlées par l'étranger. Mais il n'y aurait rien de critiquable dans ce fait, si la masse des capitaux étrangers investis dans des entreprises bancaires en Turquie avait servi à la création d'une organisation bancaire quelconque. Mais il n'en fut pas ainsi.

De tout temps, la Turquie, et pour être plus précis, la place de Constantinople, était considérée comme le siège idéal pour des spéculations rémunératrices. Pendant la seconde moitié du XIX^e siècle, la politique d'emprunts

successifs suivie par les sultans, avait attiré à Constantinople une foule de banquiers et de capitaux qui ne vivaient que des opérations avec le Trésor. Après la banqueroute de 1875 qui mit fin à cette floraison extraordinaire de banques, la Turquie fut délaissée pendant quelque temps, puis on se souvint soudainement d'elle lorsqu'il s'est agit de se l'annexer politiquement. Les banques politiques pullulent à Constantinople à la veille et pendant la grande guerre.

Après l'armistice une multitude de banques étrangères s'installe dans le pays, guidées par le désir de succéder aux établissements de l'ennemi, dont on avait fait table rase, et par l'éternelle spéculation qui cette fois prévoyait le plus brillant avenir économique pour le marché de Constantinople. Mais comme ces prévisions ne se sont pas réalisées, elles ont subi de grosses pertes et leur ardeur première se modéra petit à petit.

C'est à ce moment qu'intervint la Révolution Nationale. Elle s'efforça de transformer cette multitude de banques en une véritable organisation bancaire. Elle a créé d'un côté une banque centrale à capitaux entièrement turcs, et d'un autre côté elle encouragea les banques indigènes et poussa à la liquidation les banques étrangères qui n'accomplissaient pas une véritable fonction économique.

Nous sommes des ennemis déclarés de tout nationalisme économique et nous nous montrerons parfois trop sévères quand nous rencontrerons une pareille politique suivie dans d'autres pays balkaniques. Mais nous ne pouvons que sympathiser avec la Révolution Nationale turque, quand elle essaie de mettre fin à une exploitation qui a duré plus de 3/4 de siècle.

A cette triste histoire des capitaux étrangers en Turquie il y a lieu de citer ici une brillante exception. Nous voulons parler de la *Banque Ottomane*, qui pendant 80 années est restée le seul établissement bancaire du pays. Un seul point noir dans son histoire : l'attitude de ses dirigeants en 1914, quand ils ont préféré servir les intérêts et les sentiments de ses actionnaires, tandis que partout ailleurs les banques centrales se mettaient à la disposition de leur pays en guerre.



L'organisation bancaire turque est actuellement au point de se parfaire. La crise économique et financière mondiale et la chute de la livre sterling, n'ont pas facilité la tâche de la Révolution. Elle a eu en effet de graves répercussions psychologiques sur l'esprit d'épargne et la confiance en toute fortune mobilière.

§ 2. L'organisation bancaire

A. Les banquiers de Galata.

Jusque vers la fin de la première moitié du XIX^e siècle, la seule opération bancaire connue en Turquie était le change intérieur. La multitude des pièces circulant dans le pays, les altérations successives et énormes de leurs valeurs, les difficultés générales de s'y connaître à cette époque sur le chapitre monnaie, avaient déterminé la formation d'une classe spéciale de chargeurs, dénommés « sarafs » nom qu'on donne encore aujourd'hui en Turquie et dans tout le Levant, aux gens qui, installés le plus souvent dans la rue devant une table quelconque, échangent avec plus ou moins d'honnêteté les monnaies étrangères de la foule cosmopolite en pièces de « bon aloi ».

Les sarafs acquirent une certaine importance par le développement du commerce international qui ajouta aux difficultés des changes intérieurs celles des changes étrangers. Ils concentrèrent bientôt devant leurs guichets primitifs toutes ces opérations et devinrent de très importants personnages, auxquels on donna le nom collectif de « Banquiers de Galata », du nom du quartier de Constantinople dans lequel ils s'étaient installés.

Grâce aux bénéfices énormes que leur laisse ce commerce de l'argent, les banquiers de Galata se trouvèrent bientôt possesseurs d'importantes sommes, qu'ils cherchèrent à faire fructifier. C'est ainsi qu'à leur première occupation de changeurs, ils ajoutèrent une seconde plus rémunératrice encore. C'était une sorte d'escompte de bons du trésor comme on aurait dit aujourd'hui. Les revenus de

l'Empire Ottoman étaient à cette époque constitués en grande partie des tributs des diverses provinces. Contre ces tributs le trésor émettait un « havali » (délégation) qu'il escomptait ensuite aux banquiers de Galata.

En partageant ainsi leurs capitaux personnels entre les opérations de change et celles de l'escompte des bons du trésor, les banquiers de Galata, qui formaient déjà une sorte de corporation en vue d'éviter la concurrence, se trouvèrent être les seuls régulateurs des changes locaux et étrangers, desquels ils fixaient les prix à leur guise et imposaient d'autre part leur volonté au trésor.

La question du change domine en Turquie durant toute cette période. Les fluctuations qui étaient dues, d'une part aux altérations des monnaies locales et à l'émission de papier monnaie connue sous le nom de « caïmé », et d'autre part à la spéculation des banquiers, ruinaient le commerce et rendaient impossible toute transaction.

En vue de remédier à cette situation le gouvernement turc passa en 1843 un contrat avec deux des plus importants banquiers de Galata, MM. *J. Alléon* et *Th. Baltazzi* qui s'engagèrent contre une subvention annuelle de 2.000.000 piastres, à fournir des lettres de change sur Paris et sur Londres, au prix de 110 piastres par livre anglaise, ce qui correspondait à la parité de l'époque.

Le contrat fut renouvelé en 1846 avec Em. Baltazzi et en 1847 avec J. Alléon et Em. Baltazzi, qui à l'expiration de ce troisième contrat fondèrent la première véritable banque turque, la *Banque de Constantinople*, qui se proposait comme but de maintenir la stabilité des cours du change étranger.

Dès ses débuts la *Banque de Constantinople* se trouva en prise avec de graves difficultés. Elles furent surtout provoquées par la crise mondiale de 1848 et l'arrêt du commerce turc qui a suivi la fermeture du port de Marseille. La *Banque de Constantinople* avait prêté au Trésor une somme de 130.000.000 de piastres, qu'elle s'était procurée en faisant circuler des traites sur l'étranger. Mais l'État ne lui ayant pas remboursé sa dette, la banque dut recourir

à divers expédients qui ruinèrent son crédit ¹. Malgré cela elle fonctionna tant bien que mal jusqu'en 1852, maintenant le cours du change dans les environs de 110 piastres par livre anglaise, mais provoquant une perte de 60.000.000 piastres pour le Trésor, comblée par l'émission de papier-monnaie, qui grâce à l'action de la banque se maintenait au pair. La *Banque de Constantinople* cessa ses opérations en 1852.

Aussitôt après, le change étranger fait prime et le gouvernement songe déjà à la création d'une nouvelle banque. Un projet français connu sous le nom projet Trouvé-Chauvel est sur le point d'aboutir, mais la guerre de Crimée éclate entre temps et empêche sa réalisation.

La nécessité d'une banque devenait pourtant pressante. Dans le *Hati-Houmayoum* du 18 février 1856, qui a complété la réforme du *Tanzimat*, le gouvernement a pris l'engagement « de s'occuper de la création d'une banque et d'autres institutions semblables pour arriver à la réforme du système financier et monétaire, ainsi que la création de fonds, destinés à augmenter les ressources de la richesse publique et matérielle de l'Empire. Pour arriver à ces buts on recherchera les moyens de mettre à profit les sciences, les arts et les *capitaux* de l'Europe » ².

La création d'une banque était donc décidée et le gouvernement n'avait qu'à choisir entre les trois projets qui lui en était soumis. a) le projet des banquiers de Galata, b) le projet Trouvé-Chauvel et c) le projet d'un groupe de capitalistes anglais.

Ce furent ces derniers qui l'emportèrent, grâce à ce que les deux premiers emprunts turcs avaient été conclus à Londres et aussi peut être aux sentiments nettement anglophiles du grand vizir Rechid Pacha.

A la nouvelle banque, on donna le nom de *Ottoman Bank*. Elle fut reconnue par Charte Royale de S.M. Britan-

1. La somme fut finalement remboursée à la Maison Baltazzi de Londres par les maisons Deveaux et C^{ie} de Londres et Bechet, Dethomas et C^{ie} de Paris sur le montant de l'emprunt de 1850 qui fut souscrit par leurs soins à Paris et à Londres.

2. Art. 24 et 25 du *Hati-Houmayoum*

nique le 24 mars 1856, siégeait à Londres et ouvrit immédiatement une succursale à Constantinople, puis successivement à Beyrouth, Galatz et Salonique. Son capital initial fut fixé à £ 500.000 avec faculté de le porter à £ 2.000.000.

Malgré ces puissants moyens d'action, la *Ottoman Bank* ne put conjurer la crise financière de 1860. Cette crise a pris une intensité inattendue, par l'insuccès de l'emprunt ottoman lancé à cette date à Paris par le célèbre banquier Mirès. Plusieurs maisons commerciales de Constantinople envers lesquelles le gouvernement turc ne put accomplir ses engagements, tombèrent en faillite et une véritable panique se déclencha à Marseille où les traites détenues sur les maisons du Levant s'élevaient à 50 millions de francs. La livre-sterling est demandée à Constantinople au prix de 200 piastres. La Turquie réclame l'aide du gouvernement français. Des délégués anglais, Lord Hobart et M. Forster, et le Baron Doyen, sous-gouverneur de la *Banque de France*, se rendent à Constantinople, où ils procèdent à la liquidation de la crise.

Entre temps était fondée à Constantinople par des financiers de Londres et de Paris la *Banque de Turquie*, qui passe un accord avec le financier Mirès, le 21 novembre 1860. Par cet accord Mirès s'était engagé d'accepter des traites de cette banque jusqu'à concurrence de 22 millions de francs et aurait souscrit le 1/3 de son capital, fixé à 50 millions. On procédait en même temps à la fondation de l'*Union Financière* (avril 1860) au capital de £ 320.000 divisé en 64 actions de £ 5.000 ¹. Cette société devait soutenir la Banque de Turquie dans ses opérations. La crise de 1860 empêcha le fonctionnement de ces deux établissements, tandis que la *Ottoman Bank* était obligée de suspendre ses opérations.

En vertu de l'accord de liquidation de la crise de 1860 le gouvernement turc avait pris l'obligation de ne plus recourir à l'émission de papier-monnaie. Le privilège d'émis-

1. Souscrites ainsi : Maison *Tubini et Corpi*, 28 actions, Maison *A. Baltazzi*, 12 actions, Maison *J. Camondo et C^{ie}*, 12 actions, et Maison *Zarifi*, 12 actions.

sion devait être accordé à une nouvelle banque, qui aurait été fondée à l'aide de capitaux anglais et français.

La nouvelle banque à laquelle on donna le nom de *Banque Impériale Ottomane* (La *Banque Ottomane* d'aujourd'hui) fut fondée par un syndicat anglo-français constitué à Paris en 1862. Dans la liste des membres de ce syndicat on lit en premier lieu les noms des frères *Pereire*, des représentants du *Comptoir National d'Escompte de Paris*, des banquiers *Mallet frères* de Paris, des fondateurs anglais de la *Ottoman Bank* liquidée et de tous les banquiers qui appartenaient au groupe international du *Crédit Mobilier Français*.

Le capital initial de la *Banque Impériale Ottomane* fut fixé à FF. 67.500.000 divisé en 135.000 actions de 500 francs libérées de moitié. Sur ces actions : 80.000 furent souscrites par le groupe anglais, 50.000 par le groupe français et 5.000 par des banquiers de Constantinople¹. La *Banque Impériale Ottomane* jouissait dès sa fondation du privilège d'émission des billets de banque et d'une exonération générale de toute taxe et impôt.

En créant la *Banque Impériale Ottomane* le gouvernement avait annoncé qu'il renonçait aux anciennes méthodes d'aliénation des revenus de l'empire. Ce n'était que des promesses. Non seulement les diverses opérations du Trésor reparurent de plus belle, mais elles devinrent tellement importantes, que les banquiers de Galata, malgré les grosses fortunes qu'ils avaient amassées, se trouvèrent dans l'impossibilité de traiter ces affaires et se virent obligés de s'unir et de syndiquer leurs capitaux.

Telle fut l'origine des banques qui se fondèrent à Constantinople vers la seconde moitié du XIX^e siècle. Le rôle de ces établissements de crédit s'est limité à des opérations avec le Trésor. Toutes ces banques seront apportées dans le tourbillon des emprunts et des avances temporaires qui se succéderont avec une rapidité vertigineuse. Tous leurs bénéfices auront cette source unique. Leur dis-

1. Du Velay, *op. cit.*, p. 197 et suiv.

parition coïncide avec la clôture de ces opérations dont elles avaient vécu.

Voici une liste, autant que possible complète, de ces banques :

1. *Société Générale de l'Empire Ottoman*. Siège à Constantinople. Fondée en 1864 par la *Banque Impériale Ottomane* et les banquiers A. Baltazzi, Ch. Zographos, B. Missiroglou, A. Ralli, J. Camondo et Cie, Zafiropoulo et Zarifi, Oppenheim, Alberti et Cie, S. Schulzbach, Fröling et Grosschen, Stern Bros, et Bischoffschein et Goldschmidt.

Son capital initial de £ 2.000.000 divisé en 100.000 actions de £ 20, fut soucrit comme suit : Les fondateurs : 67.000 actions, en émission publique en Angleterre par intermédiaire de la *Banque Impériale Ottomane* : 26.500 actions, et le reste en émission publique en Turquie. Le succès de l'émission fut énorme. Trois jours après la clôture de l'émission les actions faisaient déjà prime de 15 %.

A la fin de 1864, la *Société Générale de l'Empire Ottoman* prêtait au gouvernement turc une somme de 50.000.000 fr. En 1868 elle prend ferme à 54 % l'emprunt Pinard de 1.111.111 obligations de 500 fr. qu'elle place à Paris, Lyon, Amsterdam, Berlin, Hambourg et Constantinople, avec un bénéfice de 35 fr. par obligation ¹.

Elle s'est également intéressée en Grèce dans diverses entreprises, et fonda notamment la *Société des Chemins de fer du Péloponnèse* avec le concours de la *Anglo-Foreign Banking Co* de Londres.

Elle est entrée en liquidation en 1893.

2. *Crédit Général Ottoman*. Fondé à Constantinople en août 1869.

Le groupe Perreire traversait une crise sérieuse en 1869 et le groupe adverse, dirigé par la *Société Générale* de Paris, avec le concours de la maison *Tubini et fils* de Constantinople, a profité de l'occasion pour conclure une opération avec le trésor de l'empire ². Comme suite à cette opé-

1. La Banque Impériale Ottomane s'était abstenue de l'opération.

2. Escompte de bons de trésor de 125.000.000 fr.

ration le *Crédit Général Ottoman* était fondé au capital de 50.000.000 fr., divisé en 100.000 actions de 500 fr., libérées de moitié. Le capital initial fut versé entièrement par la *Société Générale* et la maison *Tubini et fils*.

Parmi ses premiers administrateurs citons les noms de *S. Denier*, Président de la Chambre de Commerce de Paris, *V. Fère*, censeur de la *Banque de France*, *Blunt et Koenigswarter*, banquiers à Paris et *P. Talabet* directeur général du *P.L.M.*

C'est le *Crédit Général Ottoman* qui a conclu avec le Trésor Ottoman les opérations financières de la période 1870-1873, pendant laquelle les Perreire ne pouvaient pas lutter contre leurs adversaires à cause de la crise qu'ils traversaient.

Parmi ces opérations notons les suivantes :

a) emprunt de 1871 Lstg 5.750.000 à 6 % pris ferme à 73 % par le *Crédit Général Ottoman* et les maisons *Louis Cohen and Sons* et *Dunt, Palmer and Co* de Londres.

b) emprunts de 1872, ff. 278.155.000 sous forme de bons de trésor et

c) emprunt de 1873 soit 1.388.889 obligations de 500 fr. prises ferme à 59,5 %.

Le *Crédit Général Ottoman* est finalement tombé sous le contrôle de la *Banque Impériale Ottomane* et fut liquidé en 1890.

3. *Banque Austro-Ottomane.*

La guerre franco-allemande de 1870 avait fermé le marché de Paris, et le marché de Vienne avait pris sa place comme centre de spéculation pendant la période 1870-1873. Les capitaux autrichiens profitèrent alors de l'occasion pour s'installer à Constantinople.

La *Banque Austro-Ottomane* fut fondée à Vienne en 1871 et reconnue par décret du Ministre de l'Intérieur autrichien, daté du 26 novembre 1871. Ses fondateurs étaient : la *Anglo-Austrian Bank*, la *Union Bank* de Vienne et la *Société Générale de l'Empire Ottoman* de Constantinople. Son capital initial fut fixé à £ 2.500.000.

Les capitaux autrichiens ainsi investis en Turquie ne se désintéressèrent naturellement pas des opérations avec le Trésor, qui étaient alors plus nombreuses et plus rémun-

néatrices que jamais, mais prirent également part à la création de diverses entreprises et notamment la *Société des Tramways de Constantinople* de sorte qu'on peut dire qu'ils apportèrent un concours sérieux au développement économique du pays.

Finallyment la *Banque Austro-Ottomane* fusionna en 1875, avec la *Banque Impériale Ottomane*.

4. La *Banque Austro-Turque*.

Elle fut également fondée pendant la prospérité éphémère du marché financier de Vienne. Son siège était à Vienne et son capital fut fixé à £ 2.000.000. Il fut versé par la *Anglo-Austrian Bank* de Vienne, la *Union Bank* de Vienne et la *Société Générale de l'Empire Ottoman* et les banquiers de Constantinople, *G. Carapanos, J. Camondo et Cie, St. A. Raïli, Z. Stefanovitch, Otto Ullmann, Ch. Zographos* et *G. Zarifi*.

Elle participa à la création de la *Société des Tramways de Constantinople*. Elle fut liquidée à la suite de la crise du marché de Vienne en juillet 1873.

5. *Banque de Constantinople*.

Fondée à Constantinople le 10 août 1872 au capital de £ 1.000.000. Elle créa une succursale à Londres.

Parmi ses fondateurs citons les banquiers, *Ant. Vlasto, A. Syngros, G. Coronios* et *S. Skouloudis* et la maison *Bischoffschein* et *Goldschmidt* de Londres.

Elle s'intéressa aussi dans diverses entreprises et notamment les *Chemins de fer de Thessalie* (Voir page 88 en Note) et la *Société des Mines de Cassandra* fondée en 1896 avec le concours de la *Société des Mines de Laurium*.

A la suite de pertes sur les fonds helléniques elle fut absorbée en 1896 par la :

6. *Société Ottomane de Change et de Valeurs*.

Fondée à Constantinople le 16 octobre 1872 au capital initial de £ 600.000 elle a pris la suite des affaires de la maison *D. Eugenidi et Cie*. Son premier Conseil d'administration se composa des banquiers *F.M. Clado, Eust. Eugenidi*

et A. F. Barker. Elle absorba en 1894 la *Banque de Constantinople* et fut finalement liquidée en 1899.

Pendant toute cette période de grande spéculation, il fut également question d'un très grand nombre de banques projetées, qui rentrèrent dans le néant. Citons à titre de curiosité la *Banque Russe*, la *Banque Arménienne*, la *Banque de finances et de Travaux Publics*, la *Banque Italo-Orientale*, le *Comptoir de Constantinople*, le *Crédit Industriel*, la *Société Commerciale Ottomane*, la *Banque de Crédit et de Commission*, la *Banque Ottomane de Travaux Publics*, la *Banque Austro-Levantine*, la *Banque Nationale de Turquie*, etc...

La banqueroute de 1875 marque la fin de la prospérité de ces institutions financières qui n'avaient des banques d'aujourd'hui que le nom, et qui peuvent être plutôt caractérisées comme des associations d'usuriers dont le principal client était le trésor.

B. L'expansion allemande

Depuis 1873 le fait caractéristique de l'organisation bancaire turque est la disparition successive de toutes ces institutions et la création d'un monopole de fait en faveur de la *Banque Impériale Ottomane*, qui d'un côté continue à être le précieux auxiliaire du trésor qu'elle tire plus d'une fois de ses embarras, mais d'autre part organise dans le pays un grand réseau de succursales, réglemente l'émission des billets et stabilise les changes, finance l'industrie et le commerce, et en résumé lentement mais sûrement porte la Turquie vers les formes modernes de l'économie du crédit.

A côté de la *Banque Impériale Ottomane*, il est difficile de trouver jusqu'en 1906 un seul autre établissement financier. On ne peut signaler en effet que la *Banque de Salonique* fondée à Salonique en 1888 et qui n'était pour ses débuts qu'une petite banque locale à laquelle un avenir heureux était pourtant réservé, et la *Banque Agricole* institution de crédit spécial et banque d'état de laquelle nous n'aurons plus à nous occuper pour le moment.

Tandis qu'ainsi les capitaux français et anglais se parta-

geaient le monopole des opérations bancaires dans l'Empire Ottoman, commença ce qu'on appela « l'invasion allemande ». Mais tandis que dans les autres pays balkaniques cet afflux de capitaux contrôlés par les Allemands, avait commencé par la création de banques, en Turquie ils se bornèrent pendant longtemps, à disputer aux marchés de Londres et de Paris, l'émission des emprunts turcs et s'intéressèrent surtout aux chemins de fer, pour lesquels ils fondèrent une institution financière peu commune, la *Banque des Chemins de fer Orientaux*.

La Banque des Chemins de Fer Orientaux fut fondée à Zurich par la *Deutsche Bank*, la *Wiener Bankverein* et deux banques suisses, le *Crédit Suisse* et la *Banque Commerciale de Bâle*. Le but de la banque était de reprendre pour le compte de l'Allemagne le contrôle de la *Société des Chemins de Fer Orientaux* qui avait été fondée à Vienne en 1878 par le baron *Hirsch*.

La banque disposait d'un capital versé de 35.000.000 fr. suisses, et elle a émis sur le marché suisse des obligations d'une valeur de 35.000.000 fr. Avec ces puissants moyens elle a réussi à atteindre son but et à acquérir le contrôle de la Société des Chemins de Fer Orientaux ainsi que des sociétés, *Chemins de Fer d'Anatolie*, *Port de Haidar Pacha* et *Chemin de Fer Mersina-Tarsus-Adana*.

La *Banque des Chemins de fer Orientaux* liquida après la guerre à la suite de grosses pertes subites par la dépréciation des actions et obligations qu'elle détenait en portefeuille et le rachat des Chemins de Fer d'Anatolie et du Port de Haidar Pacha.



Lorsque les Allemands fondèrent une banque en Turquie afin de contrôler les entreprises et sociétés auxquelles ils s'étaient intéressés et pour aider les relations commerciales entre l'Allemagne et le bassin oriental de la Méditerranée, ils ne connurent pas le même succès. Leur première tentative fut la fondation de la *Deutsche Palastina Bank* en 1899. Elle fut remplacée en 1904 par la *Banque d'Orient*

qui se montre rebelle à leur volonté et leur politique, grâce à la participation du capital grec à sa fondation.

Ce n'est qu'à leur troisième tentative qu'une banque purement allemande et assez puissante prit naissance, la *Deutsche Orient Bank* fondée en 1905 par la *Dresdner Bank*, la *Shaffhausenscher Bankverein* et la *Nationalbank für Deutschland*. La *Deutsche Orient Bank* absorba finalement la *Deutsche Palästina Bank* en 1913.

L'expansion bancaire allemande en Turquie est complétée par la fondation des succursales de la *Deutsche Bank* à Constantinople en 1909 et à Bagdad en 1913, de la *Wiener Bankverein* à Constantinople en 1913 et à Smyrne pendant la guerre, et entre 1914 et 1918 de la *Union Bank de Vienne* à Constantinople, de la *Ungarische Bank und Handelsgesellschaft* à Constantinople et de la *Britische-Ungarische Bank* à Constantinople et à Smyrne.

Pour contrebalancer cet accroissement de l'influence allemande et pour sauvegarder les intérêts britanniques dans le Levant, l'Angleterre décida la fondation d'une banque purement anglaise, étant donné que la *Banque Impériale Ottomane* avait pris le caractère d'une société internationale.

C'est ainsi que fut créée en 1909 la *National Bank of Turkey* de Sir Ernest Cassel au capital initial de £ 1.000.000. La *National Bank of Turkey* essaya de prendre pour son compte l'émission de l'emprunt de Lstg 7.000.000 de 1910. Finalement ce fut la *Banque Impériale Ottomane* qui l'emporta après une lutte diplomatique qui est restée légendaire à Constantinople. Le marché de Londres manifesta d'ailleurs son mécontentement en ne souscrivant pas sa part de £ 2.000.000 qui lui était réservé sur l'emprunt.

Après cet insuccès, la *National Bank of Turkey* fut complètement délaissée par les Anglais jusqu'à la fin de la guerre. En 1914 il fut même question de sa fusion avec la *Banque de Salonique*.

Entre temps, des débuts du XX^e siècle jusqu'à la fin de la guerre s'étaient installées à Constantinople et les autres grandes villes turques un nombre imposant de succursales de grandes banques internationales, qui avaient été atti-

rées dans le Levant par le développement des transactions commerciales.

Ces banques étaient : la *Banca Commerciale Italiana*, la *Banco di Roma*, la *Banca Italiana di Sconto*, la *Banque d'Athènes*, la *Banque Hollandaise pour la Méditerranée*, le *Crédit Lyonnais* et la *Guarantee Trust Co of New-York*.

On a beau rechercher dans toutes ces banques qui travaillent en Turquie une seule banque à capitaux turcs, sauf la *Ban ue Agricole* qui n'est qu'un département de crédit du Ministère de l'Economie Nationale.

La première banque à capitaux turcs n'est fondée que pendant la guerre, quand la Turquie qui avait rejoint le camp des Empires Centraux, ne pouvait plus compter sur la *Banque Impériale Ottomane* dont les capitaux, l'administration et la direction se trouvaient en mains anglo-françaises. C'est à cette occasion que fut fondé le *Crédit National Ottoman*, dont le capital fut versé par le gouvernement.

C. L'après-guerre

L'histoire d'après guerre immédiate de l'organisation bancaire de la Turquie est marquée par deux faits caractéristiques de très grande importance. On remarque d'un côté une sorte de renaissance de l'esprit de spéculation, due à l'importance que l'on accorda à cette époque à la situation géographique de Constantinople. La capitale de l'ancien empire ottoman était en effet considérée comme la clef économique de tous les pays balkaniques et du Levant. C'était le port de transit par excellence, via lequel auraient dû se répandre les marchandises de l'occident, pour remplacer les stocks de ces pays épuisés par la guerre, l'arrêt général du commerce et plus spécialement la fermeture des Dardanelles. On lui prévoyait donc un grand développement commercial et c'est ce qui incita tous les pays de l'Europe Occidentale et même de l'Amérique à créer des banques à Constantinople. D'autre part, le second fait qui marquera l'évolution du système bancaire turc est le sequestre des succursales et des filiales des banques ennemies (allemandes, autrichiennes et hongroises et le

Crédit National Ottoman) imposé par l'occupation alliée de Constantinople. Le sequestre amena la liquidation de presque toutes ces banques et facilita grandement la fondation et le développement de banques françaises, anglaises et italiennes.

La *Deutsche Orient Bank* pour éviter la liquidation de ses succursales¹ les a transmis à la *Banque de la Seine* qui les utilisa pour fonder le 12 mars 1922 la *Banque Commerciale de la Méditerranée* avec le concours de la *Banque Transatlantique*, la *Banque de Bruxelles* et des banquiers *Sir Basil Zaharoff* et *Mavrogordato*. La *Deutsche Orient Bank* n'a maintenu que ses agences de Constantinople et d'Egypte qui se trouvaient d'ailleurs aussi sous sequestre. Pendant cette période 1920-1923 elle ne travailla que comme banque intérieure en Allemagne avec son siège de Berlin et son agence de Hambourg. Finalement l'agence de Constantinople fut réouverte en 1923.

La succursale de la *Deutsche Bank* à Constantinople qui avait été mise sous sequestre fut également réouverte en 1923.

L'agence de la *Wiener Bankverein* fut cédée à la *Banque Française des Pays d'Orient*. Toutes les autres banques ennemies ont été définitivement fermées.

La liquidation forcée fut également imposée aux banques grecques après la victoire de la Turquie en Asie Mineure. La *Banque d'Athènes* fut obligée de liquider. Pourtant les banquiers grecs essayèrent de s'y installer de nouveau sous la forme et les raisons sociales de sociétés anglaises. C'est ainsi que la *Ionian Bank* prend en 1924 la suite des affaires de la *Guarantee Trust Co of New-York* mais est obligée de céder son agence en 1927 à la *Deutsche Bank*, et la *Banque Commerciale de Grèce* s'installe à Constantinople sous l'étiquette de sa filiale de Londres, la *Commercial Bank of the Near East*.

Tandis qu'ainsi les banques allemandes, autrichiennes et

1. Leur nombre s'était considérablement accru en 1913 après l'absorption de la *Deutsche Palästina Bank*, qui lui céda 13 agences en Syrie et Palestine. Elle en possédait déjà 6 autres en Europe et en Asie Mineure, sans compter celles d'Egypte, du Maroc et de l'Allemagne.

grecques étaient obligées de liquider, la place restait libre pour les banquiers français, italiens et anglais.

La France qui était déjà représentée en Turquie par la *Banque Impériale Ottomane*, la *Banque de Salonique*, le *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*¹ et le *Crédit Lyonnais*, voit le nombre de ses établissements augmenter des banques suivantes :

a) La *Banque Commerciale de la Méditerranée* déjà citée. Elle s'intéresse à plusieurs entreprises industrielles parmi lesquelles la *Société des Mines de Balia-Caraïdin*, et la *Société des Docks et Entrepôts du Bosphore*. Elle amorce même l'extension de ses affaires en Egypte où elle fonde la *Commercial Bank of Egypte* avec le concours du *Crédit Franco-Egyptien*. La crise des affaires l'oblige de liquider.

b) la *Banque Française des Pays d'Orient*.

c) La *Banque Générale du Commerce étranger*.

d) La *Banque Franco-Asiatique*.

L'Italie qui possédait déjà les agences puissantes de la *Banca Commerciale Italiana* et de la *Banca di Roma*² à Constantinople et à Smyrne, voit le nombre de ses établissements bancaires augmenter des suivants :

a) La *Banca Italo-Orientale* (capital Lit. 6.000.000) de Milan, fondée sous les auspices de la *Banca Zaccaria* de Pise et de la *Maison Assayas et Cie* de Constantinople.

b) La *Societa Commerciale d'Oriente* (cap. Lit. 25.000.000).

L'Angleterre s'intéressa de nouveau à la *National Bank of Turkey* dans laquelle a pris de grands intérêts la *Anglo-International Bank* de Londres. La *National Bank of Turkey* se transforme grâce à cette collaboration en une puissante banque d'affaire, et finance toutes les entreprises anglaises en Turquie et notamment l'*Oriental Carpet*, la *Smyrna Fig Packers Ltd*, la *Droguerie Centrale*, la *Fabrique*

1. Le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie voulant appliquer en Asie Mineure et dans les autres territoires de l'ancien empire ottoman, l'expérience acquise par 40 années de travail aux possessions nord africaines françaises, avait fondé des succursales à Smyrne et Beyrouth, s'était intéressé à la Banque de Salonique, et avait fondé le Crédit Foncier de Syrie, avec le concours du Crédit Foncier d'Orient. Ses succursales furent liquidées peu après.

2. La Banca Italiana di Sconto avait fait faillite en 1921.

Valex de Smyrne et la *Société des Téléphones de Constantinople*.

Enfin s'installent à Constantinople des succursales de banques américaines, (*American Express Inc*) roumaines (*Banque Marmorosh, Blank et Cie* et *Banque Chrissoveloni*) belge (*Banque Belge pour l'étranger*) et même la première succursale à l'étranger d'une banque russe soviétique (*Banque de l'U.R.S.S. pour le commerce étranger*).

En résumé, sur 22 grandes banques qui travaillaient à un certain moment à Constantinople, il y avait 19 banques de nationalité étrangères, 2 banques de nationalité turque mais à capitaux complètement étrangers, et une seule banque à capitaux indigènes.

D. *La Révolution Nationale*

Contre ce véritable accaparement du marché turc, la Révolution Nationale a fortement réagi. Elle a d'une part créé une banque centrale et encouragé la fondation de banques commerciales à capitaux turcs, et d'autre part elle a poussé à la liquidation les banques étrangères par sa politique de nationalisme économique.

La Banque Centrale.

On verra dans le chapitre sur la *Banque Ottomane* l'histoire du privilège d'émission des billets de banque en Turquie. Bornons nous ici à dire, que ce privilège a été transmis en 1930 à la *Banque Centrale de la République Turque*, fondée par une loi votée le 11 juin 1930. Elle est entrée en activité le 1^{er} octobre 1931. Son siège social est à Angora, la nouvelle capitale de la République, et son capital fut fixé à Lt 15.000.000, divisé en quatre séries, souscrites comme suit :

1^{re} série. (A) Lt. 2.727.500 souscrites par les institutions de l'état, en or ou en valeurs équivalentes.

2^e série. (B) Lt 5.185.300 souscrites par les banques nationales (celles dont la majorité du capital est détenue par des Turcs).

3^e série. (D) Lt 5.587.200 souscrites par des établissements turcs et des particuliers.

4^e série. (C) Lt Celle qui nous intéresse ici particulière-

ment, puis qu'elle devait être souscrite par des banques étrangères et concessions, soit par du capital étranger, et dont le maximum était fixé à Lt 1.500.000.

Voici les souscriptions :

Banque Ottomane	Lt. 1.000.000
Banca Commerciale Italiana	500.000
Deutsche Orient Bank	100.000
Deutsche Bank und Disconto Ges.	100.000
Banque Hollandaise pour la Méditerranée	100.000
Banco di Roma	100.000
Banque de Salonique	62.000
Electricité d'Istanbul ¹	60.000
American Express	50.000
Crédit Lyonnais	50.000
Commercial Bank of the Near East	15.000
Banque Générale du Commerce étranger	15.000
Banque Française des Pays d'Orient	10.000

On voit que les souscriptions ont largement dépassé le maximum de LT 1.500.000.

Un dividende de 6% est garanti pour les premières années.

Les banques commerciales.

La réorganisation et la nationalisation du système bancaire turc a été atteinte par deux moyens. D'une part, l'appui gouvernemental a permis la fondation de banques turques et d'autre part de sévères mesures législatives ont rendu impossible la continuation des affaires des banques étrangères.

L'appui du gouvernement aux banques nationales eut des résultats très appréciables. En quelques années on a pu s'assurer des services d'un groupe de banques indigènes, auxquelles on ne peut reprocher qu'un seul défaut, la trop grande spécialisation. Presque toutes en effet, ne s'occupent que d'un certain genre d'opérations, de préférence du financement de l'industrie, et il n'existe pas encore, une véritable banque de dépôts.

Voici les principales de ces banques turques :

1. La *Banque d'Affaires de Turquie*, dans laquelle on dit qu'est engagée la fortune personnelle du Président de la République, ce qui explique son surnom populaire, la

1. Capitaux belges.

Banque du Gazi. Elle est intimement liée avec le Parti Populaire. Son capital actuel est de Lt 5.000.000. Elle absorba en 1927 le *Crédit National Ottoman*. Elle s'occupe du financement de l'industrie et de diverses entreprises. Elle contrôle plus de 20 sociétés turques, exploite 4 mines et a même fondée en 1932 la *Ich Ltd d'Egypte*, au capital de Lt 100.000 avec une succursale à Alexandrie, pour le développement des relations commerciales avec l'Egypte.

En 1928 il fut question dans la presse financière internationale d'un emprunt de 60 millions de dollars négocié par la *Banque d'Affaires de Turquie* avec la *National City Bank of New York*. Les négociations n'ont pas abouti.

2. La *Banque de Turquie pour l'industrie et les Mines*. Capital 20 millions Lt dont 8.970.504 versés en 1933. Elle s'occupa surtout de la gestion des entreprises industrielles qui lui appartenaient. (Voir pour son évolution ultérieure, page 34).

Il y a aujourd'hui en Turquie, en plus de ces deux banques et des banques spéciales, une quarantaine de petits établissements d'importance locale.



Tandis qu'ainsi le gouvernement posait les fondations d'une organisation bancaire nationale, il inaugurait sa politique de nationalisme économique, vis-à-vis des capitaux spéculateurs.

« Le pays n'est pas disposé à favoriser l'enrichissement démesuré du premier venu. Toutes les facilités seront assurées au concours étranger, mais seulement à ceux qui veulent gagner de l'argent d'une façon légitime, par la contribution de leurs capitaux et de leurs intelligences, car en Turquie il n'y a plus de place pour les spéculateurs ». C'est le Premier Ismet Pacha qui a prononcé ces paroles (citées par Courdougou) et l'on voit combien la vieille hantise des banquiers de Galata est encore vivante dans la mémoire des dirigeants de la Turquie d'aujourd'hui. Les critiques portées contre les banques étrangères en Turquie sont nombreuses et parfois non exagérées. On a accusé toutes les banques de ne pas par-

ticiper à la vie financière turque. Les banques françaises spécialement, de s'être établies en Turquie uniquement pour servir de liaison entre les capitalistes français et leurs capitaux investis dans diverses entreprises turques. La *Deutsche Orient Bank* fut accusée de ne s'occuper que de liquidations¹.

Un premier coup fut porté aux banques étrangères par la non réalisation de leurs espoirs fondés sur l'avenir économique de Constantinople, qui avait déterminé l'installation de la grande majorité d'entre elles en Turquie. Le commerce de Constantinople avec la Roumanie fut de plus en plus ralenti par la tendance de cette dernière à établir des relations directes avec les centres de l'Occident. Les transactions avec les ports de la Russie méridionale devinrent de plus en plus précaire après la révolution bolcheviste. L'occupation militaire hellénique de la Thrace et de l'Asie Mineure et la transformation de leurs plaines fertiles en champs de bataille, entrava les échanges même avec les localités les plus proches de la Marmara².

Puis vint la crise générale économique et le dérèglement du marché des changes qui provoquèrent les sévères mesures de restriction de la loi 1567 du 27 février 1930 et des décrets subséquents, sans même que la monnaie soit stabilisée à un certain niveau. Selon l'expression du Président de la *Banque Ottomane* « en cet instant nulle part, l'exploitation bancaire ne rencontre techniquement plus d'obstacles qu'en Turquie ».

Enfin, sont venues en dernier lieu les nouvelles lois bancaires et notamment la loi 2243 sur la sauvegarde des dépôts par laquelle les banques étrangères se virent imposé la totalité de leur capital, obligées de disposer en Turquie d'un capital-garantie de un million de livres turques, de disposer d'une encaisse de 30 % sur le montant des dépôts à vue, limiter leurs dépôts au triple de leur capital et obliger de dresser leurs bilans en livres turques.

Devant cette réaction de la Révolution et la crise géné-

1. *Journal Commercial de Turquie*, n° 457, janvier 1933.

2. Rapport à l'A.G. de la Banque Ottomane, 26 janvier 1922.

rale des affaires, le capital étranger essaya de se dégager. La *Ionian Bank* se retire la première en 1927, cédant son agence à la *Deutsche Bank*. Puis suivirent successivement la *Banque Chrissoveloni*, la *Banque Marmorosh Blank et Cie*, la *Banque Belge pour l'Etranger* jusqu'en 1929, la *National Bank of Turkey* en 1931, le *Crédit Lyonnais* (Smyrne 1927 et Constantinople 1932). La *Deutsche Orient Bank* fusionne au début de l'année 1933 avec la *Dresdner Bank* (à laquelle elle avait déjà cédé ses succursales d'Egypte et cette fusion sera probablement suivie par la liquidation de ses affaires en Orient. La *Banque Française des Pays d'Orient* a également suspendu ses opérations et la plupart des autres sont sur le point de le faire.



Nous ne nous livrerons pas pour la Turquie à des comparaisons statistiques entre l'activité des banques étrangères et celle des banques indigènes, comme nous nous proposons de le faire pour les autres pays. L'accaparement du marché financier et monétaire par les banques étrangères est total et manifeste. Les quelques banques turques que nous avons énumérées sont trop spécialisées pour pouvoir être comparées aux grandes banques de dépôts étrangers, et trop jeunes encore pour pouvoir prétendre détrôner des institutions puissantes, qui jouissent de la confiance inébranlable de capitalistes et déposants.

Cette comparaison statistique n'aurait donc démontré rien d'utile et en plus elle serait extrêmement difficile, étant donné que les chiffres des affaires bancaires en Turquie sont généralement incorporés dans le total de bilans d'institutions financières étrangères duquel ils ne peuvent être dégagés.

§ 3. Les banques spéciales.

Il est pénible de constater que le capital étranger ne s'est jamais intéressé dans une banque de crédit spécial en Turquie. Tandis qu'actions et obligations de banques

industrielles, hypothécaires ou agricoles de tous les autres pays balkaniques, circulent depuis longtemps en Europe Occidentale, Amérique ou Scandinavie, aucune institution similaire turque n'a jamais attiré l'attention du capital étranger. On pourrait remarquer que la Turquie officielle n'a jamais rien fait pour attirer des capitaux dans des institutions de crédit spécial. Mais on pourrait également répondre que très peu de capitaux étrangers ont été « invités » en Turquie et qu'il y en a toujours eu des quantités étonnantes, dès qu'il s'agissait de la moindre spéculation.

Le crédit industriel.

Le crédit industriel est organisé pour la première fois en Turquie par la loi du 8 juillet 1932 par laquelle la *Banque de Turquie pour l'Industrie et les Mines* est transformée en *Banque de Crédit Industriel Turc*, par la cession des fabriques qu'elle gérât ou contrôlait, à l'Office Industriel nouvellement créé, et libération de son capital de 5 millions de livres turques, qui pourrait ainsi être disposé en crédits pour l'importation et la vente de machines et crédits pour des exploitations industrielles. Le capital étranger n'est pas intervenu dans cette opération.

Le crédit foncier.

Le crédit foncier est exercé en Turquie par la *Banque Immobilière et des Orphelins* qui fut fondée en 1926 au capital de Lt 20 millions, dont les 50 % (environ) versés. Son capital fut fourni entièrement par le gouvernement¹.

Le crédit agricole.

Le crédit agricole est exercé de tous temps par la *Banque Agricole*, fondée en 1888 au capital de Lt 11.000.000 incorporée au ministère de l'Economie Nationale, transformée en société anonyme indépendante en 1925. Son capital est aujourd'hui de Lt 30 millions.

1. Il fut question de fonder un *Crédit Foncier Ottoman* en 1914 à Paris après l'émission de l'emprunt ottoman. Son capital serait de Lt. 2.000.000 dont 50 % versés. La *Banque Française pour le commerce et l'industrie* serait en tête du syndicat de fondation qui comprendrait en outre la *Deutsche Bank* et la Maison *S. Bleichroder* de Berlin. La guerre n'a pas permis la réalisation du projet.

Voir : *Moniteur des intérêts matériels*, 24 avril 1914.

§ 4. Les banques étrangères

(Par ordre chronologique de fondation).

Banque Ottomane (Société Anonyme Turque).

(Ex. *Banque Impériale Ottomane* jusqu'au 30 septembre 1925).

Siège social : Constantinople, Succursales : 43 en Turquie, Paris, Marseille et Nice en France, Londres et Manchester en Angleterre, 7 en Egypte, 6 dans l'Île de Chypre, 5 en Palestine, 3 en Mésopotamie, à Annam en Transjordanie, 4 en Perse et à Salonique et à Cavalla en Grèce.

Capital social : £ 10.000.000 dont 5.000.000 versées.

Fondée à Constantinople le 4 février 1863 par un syndicat composé des banquiers suivants : *Isaac Pereire*, Président du *Crédit Mobilier Français*, *Emile Pereire* Président du *Crédit Mobilier Espagnol*, *E.A. Fould et Cie*, le *Duc Hottinguer et Cie*, *Pillet-Will et Cie* *J.A. Seillère*, *A.J. Stern et Cie*, banquiers à Paris, *de Galliera*, *P. Biesta*, Directeur du *Comptoir National d'Escompte de Paris*, *F. Greiniger et Mussard*, *Andéon et Cie*, et *Pascet du Pré Crenjell*, *Lachlam Mac Kintosp Rate* et *W.R. Drake*, administrateurs de la *Ottoman Bank* de Londres. L'acte de fondation porte également les signatures de MM. *Eugène Pereire*, *W. Clay*, *J. Stewart*, et *E. Gilbertson*.

Le capital initial de la banque était de 67.500.000 francs, divisé en 135.000 actions de 500 francs libérées de moitié desquelles 80.000 furent remises au groupe anglais, 50.000 au groupe français et 5.000 furent placées en Turquie. En cas d'augmentation de capital il était convenu dans l'acte de fondation, que le groupe français aurait droit au 8/10 des actions nouvelles jusqu'à égalité entre les deux groupes.

Les bases de l'organisation actuelle de la banque, soit l'existence de deux comités, dont l'un siégeant à Londres et l'autre à Paris, étaient posées dès sa fondation.

A la *Banque Impériale Ottomane* ainsi constituée, le gouvernement accorda divers privilèges et notamment celui du monopole de l'émission des billets au porteur, limitée

au double pour les deux premières années puis au triple de son encaisse, et l'exonération de toutes taxes et impôts.

Douze années après sa fondation, la *Banque Impériale Ottomane* subit une transformation radicale par l'absorption de la *Banque Austro-Ottomane*, et la nouvelle convention du 17 février 1875 avec le gouvernement. Son capital fut porté au montant d'aujourd'hui, soit £ 10.000.000 dont 50 % versées, que les groupes anglais et français se se partagèrent également. Aux Comités de Paris et de Londres on ajouta le Comité de Vienne, qui d'ailleurs n'a jamais fonctionné, et un Conseil de trois membres à Constantinople qui serait une sorte de Conseil d'Escompte.

D'autre part la *Banque Impériale Ottomane* fut chargée des fonctions de trésorier payeur-général de l'Empire et on lui accorda le droit de préférence sur tout autre banque, pour toutes négociations de bons de Trésor. En échange elle ouvrit un compte-courant statutaire au Trésor pour la somme de £ 2.700.000 avec garanties spéciales.

Ses privilèges étaient tels que Thomas Bruce, président de son Comité de Londres, pouvait dire à l'Assemblée Générale de ses actionnaires que la *Banque Impériale Ottomane* est « sans précédent dans l'histoire des compagnies indépendantes et des institutions financières du monde ».

C'est en effet un cas très curieux et unique peut être au monde que celui de la *Banque Impériale Ottomane*, à laquelle la Turquie indépendante accorde des privilèges qu'on n'accordait généralement à cette époque même pas à des institutions nationales mais à des organismes d'Etat.

Ainsi constituée et régie par la convention de 1875 qui n'a subie que des modifications peu importantes jusqu'à la guerre, la *Banque Impériale Ottomane* a fonctionné régulièrement 40 années successives, pendant lesquelles elle a assuré le quintuple rôle qu'elle s'était proposé lors de sa fondation : 1° d'un institut d'émission qui aurait régularisé l'émission de papier-monnaie ; 2° de *Banque Centrale* qui aurait stabilisé les cours des changes ; 3° de *Banque de l'Etat*, qui aurait aidé le Trésor à lancer ses grands emprunts sur les marchés extérieurs ; 4° celui de la *Banque de Dépôts* qui aurait introduit en Turquie l'usage de la lettre

de change, du chèque et des autres instruments modernes de la circulation et du crédit, et qui aurait inspiré au paysan turc l'esprit d'épargne et l'aurait détourné de la thésaurisation, et enfin, 5° le rôle de *Banque d'Affaires*, qui aurait soutenu et financé l'économie naissante du pays sous toute les formes de son activité.

La guerre mondiale dans laquelle la Turquie s'est battue aux côtés des Empires Centraux, tandis que le contrôle de la *Banque Impériale Ottomane*, était détenu par les alliés porta un premier coup aux privilèges de la banque. Dès la déclaration de la guerre et le refus de la banque à se plier aux exigences du gouvernement qui lui demandait d'émettre des billets non gagés pour le financement de la guerre, elle se vit retiré tous ses privilèges d'émission et de banque d'Etat, qui furent transmis au *Crédit National Ottoman*, la première banque turque à capitaux indigènes entièrement versés d'ailleurs par l'Etat. Finalement les billets furent émis par le gouvernement lui-même. Entre temps toute communication était interrompue entre les Comités de Paris et de Londres et la direction de la banque à Constantinople, ainsi que ses agences en territoire turc. Les directeurs français et anglais de la banque étaient obligés de quitter Constantinople. D'autre part, la *Banque Impériale Ottomane* étant considérée comme une banque ennemie par les alliés, ses sièges et agences en territoire français ou anglais furent placés sous séquestre. Mais ce séquestre fut bien indulgent. Les administrateurs-séquestre furent choisis à Paris parmi les membres du Comité (le Baron de Neuflize, M. Félix Verne et M. Arsène Henry). En Angleterre Sir William Plender fut choisi comme contrôleur de la *Banque Impériale Ottomane* pour le compte du Trésor.

Après l'armistice, la Banque rentre automatiquement dans ses privilèges d'avant guerre et renoue ses relations avec le Trésor ottoman en lui accordant diverses avances en 1920 et 1921.¹

Par les accords du 10 mars 1924 et 24 mars 1925, la

1. 500.000 fr. en 1920 gagés par du matériel à vendre et 1.200.000 fr. en 1921 à valoir dans sa part des bénéfices de la Régie des Tabacs.

Banque Ottomane (elle changea son titre après la réforme constitutionnelle en Turquie) se désiste de son droit exclusif de garder en dépôt toutes sommes encaissées à titre de recettes fiscales, privilège qui lui procurait sans intérêts de très importants fonds de roulement. D'autre part la banque s'engage de payer un intérêt de 1 1/2% pour le montant de ses billets en circulation ¹ et d'ouvrir un compte compte-courant de Lt 5.000.000 au Trésor, un autre compte-courant de Lt 2.000.000 à la *Banque Agricole* et de consacrer Lt 500.000 en opérations en Turquie.

Par ces mêmes accords le privilège d'émission des billets de la *Banque Ottomane* était prolongé jusqu'en 1935 ² tandis que les billets émis avant la date de l'accord étaient déclarés inconvertibles et que pour les émissions futures une encaisse de 33 1/3% était exigible, dont 50% en or et 50% en valeurs turques ou étrangères et titres d'Etats. La *Banque Ottomane* n'a pas fait usage de ce privilège. Le total des billets émis jusqu'au 10 mars 1924, qui seuls sont restés en circulation, a d'ailleurs constamment diminué.

En 1929 le privilège d'émission des billets est accordé à la *Banque Centrale* de la République Turque, mais elle n'en jouira effectivement que depuis 1935, date à laquelle expire le privilège actuel de la *Banque Ottomane*. La *Banque Centrale* de la République Turque a pris à sa charge les Lt 158.748.562 de billets émis par le gouvernement durant la guerre, et s'est engagée à les racheter et les remplacer par des billets gagés. La *Banque Centrale* est entrée en fonctions le 11 juin 1930. Depuis cette date la *Banque Ottomane* est devenue en fait une simple banque de dépôts.

Essayer de retracer l'histoire de la *Banque Ottomane* sous toutes les formes qu'a pris son activité, serait allonger démesurément la longueur de cette étude qui par nature doit être condensée en certains faits essentiels. Nous nous bornerons donc à passer rapidement en vue l'activité de la banque tout en renvoyant ceux qui désirent de plus

1. 2 % si le montant dépassait Lt. 3.000.000.

2. Il expirait le 4 août 1925 selon la convention de 1896.

amples renseignements pour la période avant 1910, à l'excellent ouvrage déjà cité de M. Billioti.

*Le rôle de la Banque Impériale Ottomane comme
banque d'Etat.*

« Faire l'histoire des rapports de la *Banque Ottomane* et du gouvernement ottoman c'est vouloir faire l'histoire des finances turques depuis 1863. Il n'est pas en effet un événement important, sans compter les opérations quotidiennes du Trésor, où la banque n'intervienne pour le grand bien du gouvernement. Grâce à elle les difficultés sont aplanies, les emprunts se sont réalisés avec plus de facilité et à meilleur prix, les embarras chroniques du Trésor ont trouvés un palliatif dans les avances que la banque ne s'est jamais refusée à lui faire, toutes les fois que le besoin en était légitime ». (Billioti, *Op. cit.* page 35).

C'est ainsi que s'exprime Billioti dans son livre et y ajoute la longue liste des opérations conclues entre la Banque et le Trésor entre 1863 et 1908. Dans ces relations constantes il n'y a qu'une seule interruption, vers 1870, lors de la crise du groupe de la *Banque Ottomane* et plus généralement des marchés de l'Europe Occidentale. Pendant ces années le marché de Vienne par ses banques (*Austro-Ottomane* et *Austro-Turque*) a pû conclure quelques opérations en Turquie. Enfin, vers les débuts de ce siècle nous remarquons une influence grandissante des capitaux allemands, mais ils se sont surtout intéressés aux chemins de fer et aux ports et l'on peut dire que l'activité de la *Banque Ottomane* comme Banque de l'Etat, n'a jamais été interrompue.

*Le rôle de la Banque Impériale Ottomane comme
banque centrale.*

L'émission et surtout la mise en circulation de monnaie-papier en Turquie n'était pas chose facile après les émissions gouvernementales de « caïmè » qui avaient ruiné toute confiance sur toute monnaie-papier. D'autre part, l'étendue de la Turquie et le manque de communications, rendaient très délicat le problème de l'encaisse et de la convertibilité

des billets, aggravé encore par le manque absolu d'autres banques, auxquelles une agence isolée aurait pû à la rigueur s'adresser pour répondre à une demande imprévue de remboursement. Enfin la saine circulation de papier-monnaie était exclue, du fait que l'escompte et les autres opérations des banques commerciales, étaient inconnues encore en Turquie.

La *Banque Ottomane* dès sa fondation eut à lutter contre toutes ces difficultés ainsi que contre l'ignorance et la méfiance générale. Elle fixa que ses billets ne seraient convertibles qu'à Constantinople afin d'éviter l'immobilisation trop considérables de fonds. Pour augmenter la circulation elle a suivi le bon moyen, qui était le développement de ses opérations. Elle a ainsi réussi à obtenir avant la guerre une circulation de Lt 1.500.000 chiffres très appréciable.

Dans le domaine des changes la *Banque Ottomane*, se trouva devant un véritable chaos. Il n'y avait pas en Turquie seulement des changes étrangers mais aussi des changes locaux, basés sur un étalon arbitraire qui était la pièce d'argent altérée. Le change officiel était 100 piastres pour la livre turque, 110 piastres pour la livre sterling et 88 piastres pour la pièce d'or de 20 francs. A Constantinople pourtant la livre turque valait 104-105 piastres, la sterling 120 piastres et le « napoléon » 90 piastres. A Smyrne la Lt valait 115 piastres. A Beyrouth la Lt valait $124 \frac{5}{8}$ piastres. A Jaffa $142 \frac{1}{2}$, et le cours du change était tributaire de Bombay. En Arabie, la base monétaire était le thaler, dans les provinces limitrophes de la Russie le rouble et à Metelin la livre sterling, dont la valeur était évaluée en... cierges. D'autre part, le change était influencé par les monnaies en circulation¹, par les mouvements saisonniers et par l'agiotage des « sarafs ».

La *Banque Ottomane* a mis de l'ordre dans cet état de choses. Elle a établi une monnaie de compte unique, la livre turque valant 100 piastres², a considéré comme égale

1. Les petites monnaies faisaient prime sur les grandes.

2. Seule l'agence de Beyrouth continua à calculer en piastres-Beyrouth selon le rapport 1 : 1 24 5/8.

la valeur des différentes petites pièces, et comme elle a pû devenir la maîtresse du marché des monnaies elle a imposé son étalon unique et déterminé ses cours.

Quant au change étranger elle a pû lui assurer une certaine stabilité jusqu'à l'inflation de 1915, grâce au fait qu'elle concentrait à ses guichets la presque totalité des paiements entre Constantinople et l'étranger (opérations commerciales et coupons de la dette) et pouvant prévoir les variations saisonnières elle exerçait grâce à ses crédits étrangers, une politique régulatrice dans le temps.

En raison de l'émission d'une somme de billets non gagés de 188.000.000 Lt, la monnaie nationale a fléchi depuis 1915 sur le marché des changes. La livre sterling dépassa 800 piastres en novembre 1921 et 900 piastres en novembre 1922. Elle fût ramenée un peu trop vivement à 600 piastres en mars 1925, mais regagna progressivement le cours de 950 au début de 1926. Enfin de très fortes fluctuations se sont manifestées en été 1929 et elle atteint 1015 au mois d'août ¹.

Le gouvernement créa une masse de manoeuvre au capital de £ 1.000.000 dont 500.000 furent versées par l'Etat et 500.000 par la *Banque Ottomane*. La livre sterling pût ainsi être maintenue dans les environs de 1030 à 1035 piastres jusqu'au mois d'août 1930. A cette époque on pouvait prévoir la baisse habituelle des changes en hiver qui est due à l'économie saisonnière du pays. Afin d'enrayer cette baisse qui aurait été préjudiciable à l'économie nationale, le gouvernement obtint de la *Banque Ottomane*, la mise en circulation des billets en réserves afin d'absorber l'excédent du change offert par les exportateurs. Elle continua cette politique jusqu'au 1^{er} janvier 1932 date à laquelle la *Banque Centrale* de la République s'est chargée d'intervenir sur le marché.

1. La hausse des changes en août 1929 doit être attribuée aux importations massives qui précédèrent la mise en vigueur du nouveau tarif douanier turc le 1^{er} octobre 1929. Les importations juin-octobre 1929 présente un accroissement de 45 % sur les importations de la même période de 1928.

*Le rôle de la Banque Impériale Ottomane comme
banque de dépôts.*

Comme banque de dépôts la *Banque Ottomane* a également rencontré de très graves difficultés. Son action peut être considérée comme un véritable souffle civilisateur qui a passé des bords du Danube aux confins du golfe Persique et de l'Afrique du Nord au Caucase. Elle fut un véritable pionnier dans toute cette immense région habitée par des peuples laborieux, auxquels elle a montré pour la première fois les bienfaits de l'épargne et du crédit. Elle fut obligée de lutter contre la tradition, la méfiance et les préjugés séculaires. Ses agences se sont généralement installées dans des localités isolées, dans lesquelles elles furent pendant longtemps les seuls indices de civilisation. L'expansion qu'elle a pris dans le Levant et les Balkans est le résultat heureux d'un travail acharné et parfois plein de dangers. En établissant ses succursales la *Banque Ottomane* devait commencer par faire l'éducation de ceux qu'elle appelait une « clientèle possible ».

Elle fut la première à installer de véritables guichets de banques en Roumanie, où elle fonda la première banque du pays, la *Banque de Roumanie* en 1865 (Voir page 115) en Bulgarie (voir page 61) et en Albanie (voir page 184). En Serbie elle a établie des agences à Skoplye et Bitoljje en 1903 qu'elle céda en 1913 à la *Banque Franco-Serbe*, qu'elle avait fondée en 1916 (voir page 180). En territoire annexé par la Grèce après la guerre balkanique et la guerre mondiale elle possédait sept agences, dont elle en a conservé deux et a complété son expansion dans les Balkans, par la fondation de la *British-French Discount Bank* (voir page 91) Elle s'installa également à Rhodes ¹ et dans l'Ile de Chypre, où elle a établi six succursales et a fondée la *Banque Agricole de Chypre*.

Son expansion en Asie et en Afrique est tout simplement prodigieuse. En Afrique elle s'installe en Egypte ² en

1. Agence cédée en 1925 à la Banque locale *Alhadeff*.

2. A Alexandrie dès 1867. Les succursales d'Egypte ont toujours fonctionné sans privilège spéciaux et étaient plutôt en relations directes avec le siège de Londres que celui de Constantinople.

Tunisie et à Tripoli di Barbaria. En Asie Occidentale elle établit une véritable chaîne de succursales qui couvrent l'Arabie, le Hedjaz, la Perse, la Transjordanie, l'Asie-Mineure, l'Afghanistan, le Caucase Turc, la Mésopotamie¹, la Syrie, le Grand Liban². En Europe Occidentale elle s'installe à Paris, Londres, Manchester, Marseille et Nice où elle trouve de très sûrs placements pour ses disponibilités, en reports et bons du Trésor français et anglais.

Dans tous les pays des Balkans et de l'Asie où elle s'est installée, elle a apporté l'usage des procédés bancaires et remplace les usuriers. Elle pratique l'escompte, les avances sur effets et l'acceptation.

L'escompte est rendu difficile par le manque de papier bancable et par la méfiance générale qui règne en Turquie. Il n'y a pas de taux officiel d'escompte, mais il varie constamment, soumis non seulement à des considérations d'opportunité mais aussi à des considérations personnelles.

Les avances sur effets remplacent la réescompte. Elles sont plus sévères que lui parce qu'une marge de 25% est généralement exigée et que l'intérêt est calculé en compte, à un taux toujours supérieur au taux officiel de la *Banque d'Angleterre*.

L'acceptation est pratiquée sur ses agences de l'Europe Occidentale et est toujours garantie par des effets.

La *Banque Ottomane* eut à subir de graves crises desquelles elle est toujours sortie saine et sauve. La crise des marchés extérieurs en 1895, les difficultés intérieures et les troubles monétaires, déclenchent un « run » de ses déposants et une demande massive de remboursement de billets. Elle peut y faire face grâce à un moratorium de quatre mois mais elle rejette une proposition du gouvernement d'établir le cours forcé³.

La crise de 1907-1908, ne l'a presque pas touchée. Tandis que les autres banques à Constantinople réalisaient

1. Grâce à la succursale de la B.O. à Bagdad fondée en 1882 la Mésopotamie qui était plutôt rattachée aux Indes pour le change, se rattache à Constantinople.

2. Où elle fonde la *Banque de Syrie et du Grand Liban*.

3. Connant, *op. cit.*, p. 332.

leur actif, la *Banque Ottomane* n'a pas cessé de prêter son concours aux maisons défailantes.

Après la guerre mondiale enfin, elle est le premier de tous les établissements financiers des nations belligérantes, à offrir aux banques neutres les facilités d'avant guerre.

Elle traverse actuellement ainsi que toutes les autres banques qui travaillent en Turquie, la crise provoquée par le marasme des affaires en Orient et les restrictions au commerce et les opérations de change. Cette crise locale est aggravée pour elle du fait qu'une même crise sévit en Europe Occidentale où elle se servait de ses sièges comme soupapes de sûreté. Il est hors de doute pourtant que grâce à ses puissants moyens financiers et ses relations elle pourra sortir indemne de la crise actuelle et reprendre sa place parmi les grands établissements financiers internationaux.

*Le rôle de la Banque Impériale Ottomane comme
banque d'affaires.*

Comme banque d'affaires la *Banque Ottomane* s'est intéressée dans presque toutes les entreprises qui ont été fondées en Turquie au XIX^e siècle et notamment : la *Société de la Régie Cointéressée des Tabacs de l'Empire Ottoman* en 1883, la *Société de construction du Chemin de Fer de Raccordement de la Turquie d'Europe* en 1885, la *Compagnie du Chemin de Fer Ottoman Jonction Salonique - Constantinople*¹ la *Compagnie Ottomane du Port des Quais et des Entrepôts de Beyrouth*² et la *Société Ottomane d'Assurances* en 1882, la *Société Privilegiée du Tombac* en 1893, la *Société Ottomane pour la mise en valeur du bassin houiller de Héraclée* en 1896, la *Société Ottomane des Chemins de Fer Smyrne-Cassaba* en 1894, la *Société Ottomane des Chemins de Fer Damas-Hamah et prolongement* en 1900, la *Société exploitante de la ligne Konia-Bagdad-Golfe Persique* en 1902. Elle participe également à toutes les autres concessions de tramways, eaux, ports, routes, gaz, chemins de fer, docks, entrepôts, chantiers, etc.

1. Cette opération marque le début de la longue coopération de la Banque Ottomane avec la *Banque de Paris et des Pays Bas*.

2. Avec le concours de la *Compagnie de la Route Beyrouth-Damas*.

Tel est d'ailleurs son programme dès 1864. Dans le rapport à l'Assemblée Générale des actionnaires en 1864, il était dit que la banque « aura pour devoir et pour but d'entreprendre et d'augmenter toutes les opérations tendant à développer la richesse et la prospérité nationale ».

Depuis 1896 pourtant elle a cessé cette politique de participation et a évolué vers le type parfait de banque de dépôts. Son actif actuel ne comprend que des actions de ses banques filiales, de la *Société Turque des Mines de Plomb argentifère de Balia-Caraïdin* et de la *Middle East Development Ltd*¹.

L'évolution de son capital.

Son capital initial (1863) fut couvert de 80/135 par des Anglais et de 50/135 par des Français. Le solde fut placé en Turquie où il fut souscrit selon toute probabilité par des étrangers.

Lors de l'augmentation de son capital en 1875 le capital français a atteint l'égalité avec le capital anglais, tandis que des capitaux autrichiens prenaient une faible participation.

Depuis il est impossible de suivre clairement l'évolution de son capital. Les faits connus sont la prise d'intérêts de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, du *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*, de la *Banque Industrielle de Chine*, de la *Société Générale de Paris* et de la *Banque Gunzburg*. Il est également hors de doute que la part française est aujourd'hui bien plus importante que la part anglaise et que la participation autrichienne est complètement liquidée.

Les actions de la *Banque Ottomane* sont cotées à Londres et à Paris et sont considérées comme une des valeurs dirigeantes de ces deux bourses.

Banque de Salonique

(Société Anonyme Turque).

Siège Social : Constantinople. (Salonique jusqu'en 1909)

Succursales : Adana, Mersine, Smyrne et Samsoun (Tur-

1. Fondée en 1922 sous la raison sociale *Anglo-French Middle East Development Corporation*. Elle contrôle la *Cyprus Asbestos Co*.

quie), Athènes, Cavalla, Salonique et Le Pirée (Grèce). Capital : Ff 30.000.000 (son bilan est établi depuis 1897 en Ff).

La *Banque de Salonique* fut fondée en 1888 à Salonique comme petite banque commerciale. A sa fondation participèrent la *K.K. Privat Oester. Länderbank de Vienne* et le maisons *Fratelli Alatini, Fernandez et Misrachi* de Salonique et le *Comptoir National d'Escompte* de Paris.

Elle s'est vite développée et devenue une des plus grandes banques turques actuelles. Elle installa des agences à Bitoljje et Cavalla en 1893, à Constantinople en 1897, Alexandrie et Le Caire en 1905, la maison de banque *Keyser et Cie* à Smyrne à titre d'associé commanditaire en 1906, Skopljje en 1907. En 1909 elle transfère son siège social à Constantinople. Puis elle ouvre successivement des agences à Samsoun, Dédéagatch, Xanthi, Drama, Andrinople, Soufli, Koumanovo et Giumuldjina en 1910, Kir Kilissé en 1911, Adana et Mersine en 1924 et Athènes en 1925. Elle s'est d'autre part intéressée à la fondation de la *Banque de Syrie* en 1919. En 1914 il fut question de sa fusion avec la *National Bank of Turkey*.

Son capital initial était de Ff.2.000.000 divisés en 4.000 actions de 500 fr. dont 50 % versés au début et le tout en 1893,

augmenté en 1894 à 4.000.000 Ff.,

augmenté en 1904 à 5.000.000 Ff. par création de 2.000 actions nouvelles émises en souscription publique,

augmenté en 1905 à 6.000.000 Ff. par création de 2.000 actions nouvelles cédées à la *K.K. Privat. Oester. Länderbank* de Vienne contre son appui financier pour l'établissement des agences du Caire et d'Alexandrie,

augmenté en 1906 à 8.000.000 Ff. par création de 4.000 actions nouvelles dont 2.000 ont été cédées à la *K.K. Privat Oester. Landerbank* de Vienne et 2.000 émises en souscription publique par un syndicat dirigé par la *Société Marseillaise*,

augmenté en 1907 à 10.000.000 Ff. par création de 4.000 actions nouvelles émises en souscription publique,

augmenté en 1908 à la suite de la crise d'Egypte à

20.000.000 Ff. par création de 20.000 actions nouvelles dont 12.000 furent prises ferme par un syndicat composé de la *Société Générale de Paris*, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* et la *Anglo-Austrian Bank*. Les 8.000 actions restantes furent souscrites à option par le même syndicat qui leva l'option en 1910,

augmenté en 1920 au montant actuel de 30.000.000 Ff. par création de 20.000 actions nouvelles souscrites entièrement par le *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie* qui s'en est assuré le contrôle.

La Banque de Salonique dès sa création s'est intéressée dans diverses entreprises et opérations parmi lesquelles citons :

1° Participation au syndicat de construction du Chemin de Fer Salonique-Monastir.

2° Vente à la commission des tabacs dans les villayets de Salonique, Monastir et Cossovo, d'après un contrat signé en 1894 pour cinq ans avec la Régie Cointéressée de l'Empire Ottoman. Elle fut amenée par cette opération à s'associer à la *General Tobacco Corporation Ltd* et à créer la *Commercial Co of Salonica*.

3° Participation en 1908 à la fondation de la brasserie *Olympos*.

4° Participation en 1927 dans le syndicat *Julius Berger* qui avec l'appui de la *Deutsche Orient Bank* et *Darmstadter Bank* assume la construction du chemin de fer Kiutahia-Balikeser jonction Soma-Panderma. Elle a pris également part à l'émission des emprunts Lots Turcs en 1899, Lstg 1.000.000 1910 Ville de Constantinople et Lt. 2.000.000 1929, Ville de Smyrne, (conclu avec la Banque d'Affaires de Turquie).

Elle a également participé au Consortium des banques de 1930 et à la fondation de la Banque Centrale en 1931.

Deutsche Orient Bank

(Fusionnée en 1933 avec la *Dresdner Bank*).

Fondée en 1906 par la *Dresdner Bank*, la *Nazionalbank für Deutschland* et la *Schaffhausenscher Bankverein*, afin de remplacer la *Banque d'Orient* qui s'était émancipée du

contrôle allemand. Elle a pris la suite de ses affaires à Constantinople et Hambourg (Voir p. 102). Il était dit dans ses statuts (art. 2) que son but principal était d'intervenir à propos des relations commerciales de l'Allemagne et de l'Orient et de les activer.

Quoique fondée à Constantinople elle était une société anonyme allemande grâce au fait que son acte de constitution fut signé au local du Consulat d'Allemagne¹. Dans son premier conseil d'administration nous relevons les noms des banquiers grecs *G. Streit*, gouverneur de la *Banque Nationale de Grèce* et *L. Zarifi*, banquier à Constantinople.

Son capital initial fut fixé à 16.000.000 marks dont 25 % versés. Un supplément de 35 % fut versé en 1910. A sa fusion avec la *Dresdner Bank* son capital était de : RM. 10.000.000.

Dès son établissement elle provoqua un grand tapage international² car elle manifesta sa volonté de s'établir en Perse qui était considérée comme le fief de la finance anglaise³ et russe⁴.

Elle a toujours joué avec la succursale de la *Deutsche Bank* à Constantinople le jeu de la politique allemande, participant à l'émission des emprunts ottomans que la finance allemande a réussi à s'assurer et jouant un rôle important dans les côtés financiers et diplomatiques de cette période trouble (1906-1914)⁵.

En 1913 elle absorba la *Deutsche Palästina Bank* et transforma en propres succursales ses neuf agences déjà mentionnées. Elle étend d'autre part le siège de son activité sur toute l'étendue de l'Empire Ottoman, en Europe, en Syrie, en Egypte et au Maroc.

Pendant l'occupation militaire de Constantinople elle est mise sous séquestre par les alliés mais elle réussit à éviter la liquidation de ses succursales encore ouvertes, en les cédant à la *Banque de la Seine* (voir page 27). Elle ne

1. Polyvios, *op. cit.*

2. Diouritch, *op. cit.*

3. *Imperial Bank of Persia* fondée en 1889.

4. *Banque d'Escompte* en relation avec la *Banque d'Etat Russe*.

5. Voir R. Pinon, *op. cit.*, p. 323.

conserve que ses agences de Constantinople, Smyrne, Alexandrie et Le Caire, sauf celle de Hambourg et son siège de Berlin.

Sévèrement touchée, comme toutes les autres banques du proche Orient par la crise, elle commence à liquider ses affaires en Egypte et cède ses deux succursales à la *Dresdner Bank* en septembre 1931 et est finalement absorbée par elle en 1933. Après la dénationalisation de la *Shaffausenscher Bankverein* et les difficultés de la *Nationalbank für Deutschland* la *Dresdner Bank* avait pris à elle seule son contrôle. Leur fusion sera suivie par la liquidation complète de leurs affaires en Turquie.

Deutsche Bank und Disconto Gesellschaft

Succursale en Turquie : Constantinople.

Fondée en 1907 cette succursale de la *Deutsche Bank* s'est toujours montrée une des banques les plus actives de Constantinople, grâce surtout à ses puissantes relations politiques. Avec la *Deutsche Orient Bank* elle était le représentant financier de l'Allemagne en Turquie et durant la grande guerre leur alliance n'a fait qu'augmenter sa puissance.

Mise sous séquestre par l'occupation alliée de Constantinople elle a repris ses opérations en 1923 et a pu reconquérir sa place parmi les grandes banques de Constantinople. En 1927 elle a pris la suite des affaires de la *Ionian Bank*.

Elle possède également une succursale à Bagdad établie en 1913 et fermée dès la déclaration de guerre.

Hollandsche Bank voor Middellandsche Zee

(Banque hollandaise pour la Méditerranée)

Siège social : Amsterdam. Succursale en Turquie : Constantinople. Capital : 25.000.000 florins dont 5.000.000 versés.

Fondée en 1919, elle est la seule banque hollandaise représentée dans les Balkans. Elle avait établi à ses débuts des succursales à Barcelone et à Gênes mais elle les céda en 1925 à la *Banque Hollandaise pour l'Amérique du Sud*.

Elle ne travaille depuis cette date qu'avec la Turquie, où malgré la crise financière, ses affaires sont assez pros-

pères, grâce à la souplesse qui la distingue¹. Dans une atmosphère empoisonnée par des rivalités politiques et financières, la neutralité de son capital et de sa direction lui a toujours assuré de grandes sympathies.

Banque Française des Pays d'Orient
(En liquidation)

Fondée le 26 janvier 1921 par la *Banque Française pour le Commerce et l'Industrie*, la *Banque d'Outremer*, l'*Union Parisienne*, le *Crédit Mobilier Français* et la *Banque Gunzburg*.

Elle se proposait surtout de servir de liaison entre les capitalistes français et les entreprises contrôlées par eux, ce qui explique la représentation dans son conseil de sociétés telles que : les *Messageries maritimes*, les *Chemins de fer Orientaux* et les *Tabacs d'Orient et d'Outremer*.

Son capital était de 25.000.000 Ff. dont 12.500.000 Ff. versés. Ses actions n'étaient cotées nulle part et étaient complètement détenues en portefeuille par ses banques fondatrices.

Elle possédait quatre agences dans la ville de Constantinople, dont une lui fut cédée en 1921 par la *Wiener Bankverein* et une autre en 1929 par la *Banque Belge pour l'Etranger*. Elle possédait également une agence à Smyrne.

L'exercice de 1931 s'étant soldé par une perte dépassant le capital elle est entrée en liquidation.

Commercial Bank of the Near East
(Société Anonyme anglaise)

Siège social : Londres. Succursales : Constantinople et Alexandrie. Capital : Lstg. 2.000.000 (majorité grecque).

Fondée en 1922 par la *Banque Commerciale de Grèce* afin de prendre la suite de ses affaires à l'étranger. A Constantinople elle bénéficia de la liquidation de la *Banque d'Athènes* et de l'*Ionian Bank* et prit en fait la suite de leurs affaires.

Elle est actuellement la seule banque anglaise et grecque

1. Rachid Savfet, *op. cit.*, p. 53.

en Turquie et travaille avec succès avec ces deux puissantes colonies.

Banque Générale pour le Commerce Etranger

Fondée en 1924 à Paris, elle établit une branche peu prospère à Constantinople. Sur son capital de Ff. 15.000.000 une très faible partie est placée en Turquie.

Banque de l'U.R.S.S. pour le Commerce Etranger

Banque d'Etat soviétique. Contrôlée par le Commissariat du Commerce. Siège à Moscou. Seule agence à l'étranger : Constantinople. Capital : Roubles-or : 57.500.000

Elle s'occupe surtout du financement du commerce entre la Turquie et l'U.R.S.S. Sa succursale de Constantinople fut établie en mars 1925 et est la première succursale d'une banque russe soviétique à l'étranger.

Banque Franco-Asiatique

Siège social : Paris. Succursales : Constantinople et Moukden et Harbin (en Mandchourie). Capital Ff. 25.000.000.

Fondée en 1928 pour essayer de sauver ce qui subsistait de l'ancien actif de la *Banque Russe*, elle établit en 1929 une succursale peu prospère à Constantinople.

Dans les rapports de ses commissaires aux comptes pour 1931 il est spécifié que sur son actif total de 51.000.000 fr. seuls 6.545.000 représentent des comptes nantis de la succursale de Constantinople.

**Tableau d'ensemble
de la participation étrangère dans l'organisation bancaire
de la Turquie**

a) Participation directe :	%	Livres turques
Banque Centrale de la République	10	1.500.000
Banque Ottomane	100	3.500.000 (1)
Banque de Salonique	70	1.300.000 (2)
Banque Hollandaise pour la Méditerranée	100	2.100.000 (3)
Banque Franco-Asiatique	100	550.000 (4)

1. Sur Lstg. 500.000 d'après la convention du 1^{er} mars 1924.

2. Après défalcation de drachmes 50.000.000 considérées comme travaillant en Grèce.

3. Florins 2.500.000 considérés comme travaillant en Turquie.

4. Fr. Fr. 7.000.000 considéré comme travaillant en Turquie.

Banque Générale pour le Commerce Etranger	100	270.000	(1)
Banque de l'U.R.S.S. pour le Com. Etrang.	100	1.000.000	(2)
American Express	100	600.000	(3)
Banca Commerciale Italiana	100	1.500.000	(2)
Banco di Roma	100	1.000.000	(2)
Deutsche Bank und Disconto Ges.	100	1.500.000	(2)
Dresdner Bank	100	2.500.000	(4)
Commercial Bank of the Near East	100	500.000	(5)
		17.820.000	Lt.

b) Crédits divers

de la Banque Ottomane à la Banque Agricole 2.000.000 Lt. (6)

Conclusions pour la Turquie

La Turquie est par excellence le pays exploité par les capitaux étrangers. Il le fut du moins, jusqu'à la Révolution Nationale qui bouleversa complètement les traditions et la structure politique, économique et financière de l'ancien empire ottoman.

Nous avons pu suivre dans les pages précédentes les faits qui amènent à ces conclusions. Des banques étrangères qui ne s'intéressent que de l'usure et ne s'installent à Constantinople que pour bénéficier d'une politique gouvernementale d'emprunts successifs contractés à des taux de plus en plus élevés et des conditions de plus en plus dures. Des banquiers étrangers qui s'enrichissent aux dépens du développement de l'économie nationale et du bien-être d'un peuple laborieux. Toute une période enfin pendant laquelle on s'aperçoit combien cette appréciation était juste : que les emprunts turcs de 1850 à 1875 n'ont servi qu'à la construction de quelques somptueux palais impériaux sur les bords du Bosphore et de nombreux, non moins somptueux, hôtels particuliers de banquiers sur les bords de la Seine, de la Tamise ou du Danube.

Pendant une seconde période nous avons vu les banques étrangères en Turquie se transformer en annexes des ambas-

1. Sur le 1/4 du capital considéré comme travaillant en Turquie.
2. Chiffre arbitraire. Toute autre évaluation est impossible.
3. Basé sur les bilans de la succursale.
4. 50 % de l'ancien capital de la Deutsche Orient Bank.
5. 30 % considérés comme travaillant en Turquie.
6. Voir page 38.

sades et nous avons vu banquiers, ambassadeurs et envoyés extraordinaires (parmi lesquels des têtes couronnées) se livrer dans les coulisses à une concurrence des plus significatives, dans le but unique de rattacher politiquement la Turquie à l'un des deux camps adverses, qui se disputaient la suprématie du monde.

Et pendant une troisième période, nous avons vu les banques étrangères en Turquie créer une véritable anarchie financière, s'installer à Constantinople, guidées uniquement par des mobiles d'ordre spéculatif ou politique, sans jamais s'intéresser à une véritable organisation d'un marché financier et d'un marché monétaire, sans s'intéresser à la création de banques de crédit spécial (foncier, industriel, agricole), travaillant chacune avec leur clientèle de connationaux, sans liaison entre elles, sans programme et sans méthode.

Pour être juste envers les banquiers étrangers nous devons ajouter qu'une bonne partie de la responsabilité pour cet état de choses, retombe sur le gouvernement impérial, qui n'a rien fait pour combattre les investissements irrationnels et pour encourager les intéressements étrangers dans les branches du crédit qui en avaient besoin.

La Révolution Nationale a essayé de mettre de l'ordre à cet état de choses. Nous avons vu comment les conditions économiques et financières internationales n'ont pas facilité cette tâche. Cette nouvelle politique a pris à ses débuts la forme d'un nationalisme économique absolu. Considérée dans son véritable sens, comme réaction contre une longue période d'exploitation, cette politique n'a rien d'inexplicable et d'injustifiable. Mais on ne pourrait pas nier qu'elle a provoqué des exagérations. C'est une politique d'épuration par trop radicale. On n'a presque pas essayé de ménager certains établissements, qui ne méritaient pourtant pas cette épuration. Il peut en résulter certains inconvénients pour l'économie du pays, la fermeture d'établissements utiles, qui seront ainsi entraînés par des mesures prises contre des établissements indésirables. Une certaine discrimination s'impose. Nous sommes certain que les premières années de nationalisme économique intégral passées, et la crise économique aidant —

cette crise si cruelle en résultats mais si riche en enseignements, — le gouvernement national pourra trouver sa véritable voie dans une politique raisonnée de juste discrimination, qui pourra et devra frapper implacablement tout investissement spéculatif, tout en récompensant certains efforts méritoires et encourageant certaines organisations dignes de respect.

CHAPITRE II

LA BULGARIE

§ 1. Considérations générales

On peut facilement diviser l'histoire bancaire de la Bulgarie en deux périodes bien distinctes qui présentent des traits complètement différents. La première commence vers 1862, quelques années avant la libération de la Bulgarie, date à laquelle apparaissent les premières institutions de crédit, et se termine en 1914. La guerre mondiale qui a apporté au système bancaire bulgare de très importantes modifications marque le début de la seconde période.

Pendant la période d'avant-guerre les principaux fournisseurs de crédit en Bulgarie, étaient les institutions publiques ou corporatives, la *Banque Nationale*, la *Banque Agricole* et la *Banque Corporative*. Il est vrai que le caractère des crédits dont avait besoin l'économie bulgare de ces temps, crédits en grande majorité agricoles ou hypothécaires ruraux, facilitait cette concentration des opérations bancaires aux guichets des institutions publiques, mais le fait est que la *Banque Nationale* jouait un rôle prédominant, même dans les quelques opérations de crédit commercial qui avaient lieu. Il y avait également d'autres raisons qui expliquent ce phénomène. Les institutions publiques déjà nommées disposaient de larges fonds de roulement et de très grands capitaux, relativement à l'époque, puisque c'étaient des institutions d'Etat et elles

jouissaient de ce fait de tout son prestige et de sa garantie, qui leur ont permis de conclure de nombreux emprunts à l'étranger. En plus, ces institutions procédaient à la capitalisation de leurs bénéfices, augmentant ainsi encore leurs moyens d'action.

Par contre les quelques banques commerciales qui s'étaient installées en Bulgarie avant la guerre, voyaient leurs moyens d'action limités par le manque presque absolu de dépôts et la faiblesse des crédits étrangers. Le manque de dépôts doit être considéré comme dû, d'une part au faible développement économique du pays et d'autre part à son caractère agricole qui poussait l'épargne aux investissements fonciers. Quant à la faiblesse des crédits extérieurs, elle doit être attribuée au désintéressement de l'étranger qui ne voyait pas en Bulgarie de grandes perspectives de développement rapide et de spéculation. Il ne faut pas d'ailleurs perdre de vue que les besoins du pays en matière de crédit étaient, dans la plus grande mesure, satisfaits par les institutions publiques et que par conséquent les perspectives de développement des banques privées étaient *a priori* peu encourageantes.

Tout ceci explique le fait qui est exprimé par ce tableau :

Placements des banques bulgares en 1911
(en millions de leva)

Banque Nationale de Bulgarie	126	34 %
Banque Agricole	113	31 %
Banque Centrale Corporative	2	1 %
Banques publiques	241	66 %
Banques privées	124	34 %

La guerre bouleversa le système bancaire et renversa les rôles joués jusqu'à cette date par les institutions publiques et les banques privées.

D'une part, les institutions publiques virent leurs moyens d'action, leurs capitaux péniblement amassés pendant de longues années se volatiliser avec l'inflation et la baisse de la valeur du lev. En plus les faibles ressources qui leur restaient furent accaparées par l'Etat, en ce qui concerne du moins la *Banque Nationale*, pour le financement et la liquidation de la guerre, puis pour l'œuvre de l'établissement des réfugiés et

les besoins de la politique cambiste. On peut dire que depuis la guerre la *Banque Nationale de Bulgarie* a cessé de fonctionner comme banque commerciale et s'est cantonnée de fait dans les pures opérations d'un institut d'émission. Les deux autres établissements publics, la *Banque Agricole* et la *Banque Centrale Corporative*, subissent la même volatilisaton de leurs capitaux mais, par contre, elles bénéficient de l'accroissement des dépôts dû à l'inflation et la prospérité de la classe agricole pendant les premières années d'après-guerre.

Quant aux banques privées, elles bénéficient d'une part, du même accroissement des dépôts et dans une mesure plus grande encore, et d'autre part elles n'ont plus à soutenir la concurrence des établissements publics. Il faut enfin signaler que les besoins du pays augmentent avec la prospérité d'après-guerre et la rapide évolution économique, et que le crédit commercial et industriel gagne en importance, par comparaison au crédit agricole, qui était la seule opération bancaire d'avant-guerre.

Ce renversement du rôle des établissements publics et des banques privées dans la distribution du crédit, se manifeste clairement dans le tableau suivant, qu'il est utile de comparer au précédent :

Placements des banques bulgares en 1924
(en millions de leva)

Banque Nationale de Bulgarie	736	12 %
Banque Agricole	1695	27 %
Banque Centrale Corporative	214	3 %
Banques publiques	2645	42 %
Banques privées	3453	54 %
Banques populaires	313	4 %

Il est utile de constater que la diminution de la part des institutions publiques dans le total des placements est dû uniquement à la diminution des affaires de la *Banque Nationale*, tandis que la *Banque Agricole* et la *Banque Corporative* maintiennent leurs positions respectives d'avant-guerre.

Dans ce tableau apparaît également une nouvelle catégorie d'établissements de crédit, les banques populaires, auxquelles plus tard viendront se joindre les coopératives de crédit, avec lesquelles elles joueront un rôle de plus en plus important.

L'accroissement de l'importance des banques commerciales n'est pas seulement relative mais aussi absolu. Voici un tableau qui démontre le fait :

Année	Capitaux et réserves	Index	Dépôts et C. courant	Index	Index de la dépréciation du lev
1919	41.521.000	100	118.118.000	100	100
1926	840.265.000	2023	4.198.266.000	3554	2700
1929	1.157.189.000	2786	6.959.449.000	5892	2700

Comme on le voit les capitaux et les réserves des banques n'ont augmenté que dans la mesure de la dépréciation de la monnaie, tandis que les dépôts et les comptes-courants ont augmenté de 215 % en tenant compte de cette dépréciation. Le rapport entre capitaux propres et moyens d'emprunt passe de 1 : 2, 9 en 1912 à 1 : 6 en 1930.

A la fin de 1928 sur un total de leva 6.500.000.000 dépôts et comptes-courants les crédits étrangers à court terme sont évalués à leva 2.600.000.000 ce qui correspond à 40 % du total. C'est un pourcentage dangereux pour une organisation bancaire. La Bulgarie a failli en avoir la démonstration lors de la crise de confiance de 1931. Heureusement ses banques purent répondre tant aux dégagements de l'étranger qu'à la panique des déposants et la crise n'a pas eu des conséquences désastreuses. Les banques purent faire face à leurs engagements, grâce à trois faits qui constituent les traits caractéristiques de l'organisation bancaire bulgare d'après-guerre :

a. L'inflation n'a pas été suivie par un accroissement irrationnel du nombre des banques et des capitaux engagés dans les opérations bancaires. Ceci est dû, à ce que le monopole du commerce des devises étrangères ne justifiait pas la création de banques, comme dans les autres pays où la spéculation restait libre et non contrôlée. Le nombre des banques en Bulgarie est toujours resté dans les limites logiques, relatives à l'accroissement des besoins économiques et financiers du pays.

b. Le mouvement de concentration bancaire qui s'est dessiné en 1929 et a pris en 1930 des proportions inattendues a permis aux banques de faire face à la tempête déclenchée en 1931. A ce point de vue, on doit considérer le krach de

la *Banque de Sofia*, fin 1929, comme une aubaine pour les autres banques bulgares, car ce fut un véritable signal d'alarme, auquel elles se hâtèrent d'obéir.

c. Une part enfin de cette résistance des banques bulgares est due à la politique de non-participation et de liquidité, suivie par presque toutes les banques, et à ce point de vue la Bulgarie doit beaucoup aux banquiers belges et français, qui avec leurs capitaux y importèrent les sains principes et les traditions bancaires de leurs pays.



La participation étrangère dans les banques bulgares est due à trois causes différentes :

1° L'absence de capitaux indigènes. C'est la raison à laquelle ont obéi les capitalistes français avant 1914 et les capitalistes belges après la guerre, qui ont investi dans des banques bulgares des capitaux assez importants.

Cette même raison a joué en Bulgarie non seulement pour les banques, mais toutes les autres formes de l'activité économique. Pour le début de l'année 1931, la *Banque Nationale de Bulgarie* évaluait les capitaux étrangers immobilisés dans le pays à 3.700.000.000 leva et les crédits à court terme à 3.300.000.000 leva, soit un total de 260.000.000 fr. or.

2° Des raisons d'ordre politique. Ce fut le mobile de l'établissement dans le pays avant la guerre des banquiers allemands, qui essayèrent, comme dans les autres pays balkaniques, de procéder à un accaparement du marché financier et de lier politiquement la Bulgarie à l'Allemagne, afin de faciliter la politique du *Drang nach Osten*.

3° Des raisons d'expansion commerciale, auxquelles ont obéi les banquiers autrichiens et hongrois avant la guerre et les banquiers italiens après la guerre.

Evidemment cette participation de l'étranger dans les banques bulgares a été facilitée par la politique libérale de tous les gouvernements bulgares qui se sont succédé au pouvoir et qui, contrairement à ce qui se passa en Roumanie, et ce qui se passe actuellement en Turquie, n'ont pas mis le moindre frein à l'entrée des capitaux étrangers dans le pays.

Il serait dangereux de dégager de ce fait des considérations générales, mais on est pourtant tenté de comparer la situation des banques bulgares, qui est évidemment difficile mais saine, à celle des banques roumaines, qui ont passé par de véritables désastres et n'ont pas encore recouvert leur liquidité.

§ 2. L'organisation bancaire

A) L'avant-guerre

Les premières bases d'une organisation du crédit en Bulgarie furent jetées bien avant sa libération, dès 1862 par le célèbre *Midhat Pacha*, gouverneur des villayets du Danube, qui fonda les *Caisses d'Utilité Générale* copiées sur le type des coopératives Schulze-Delitsch. Les Caisses d'Utilité Générale jouèrent un rôle très important dans l'économie du pays, malgré leur nombre insuffisant et leurs faibles moyens d'action. En 1878, elles furent transformées en *Caisses Agricoles* mais continuèrent à fonctionner comme dans le passé jusqu'en 1904, où elles furent fusionnées et formèrent la *Banque Agricole de Bulgarie*.

Tandis qu'ainsi l'un des basements de l'organisation bancaire de la Bulgarie d'aujourd'hui remonte au dominateur turc, le second basement de cette organisation, la *Banque Nationale*, remonte au libérateur russe. C'est en effet le Prince *Dondukoff Korsakoff*, commissaire de la Russie en Bulgarie, qui au lendemain de l'évacuation ottomane, par une ordonnance datée du 25 janvier 1879, soit deux jours avant l'expiration de son mandat, a fondé la *Banque Nationale de Bulgarie*, sous la forme de banque d'Etat, selon le modèle russe. Son capital initial était fixé à 1.800.000 leva et déclaré inaliénable. En plus elle était dotée d'une réserve de 200.000 leva. Capital et réserves avaient été versé par l'Etat. La *Banque Nationale* commença ses opérations le 1^{er} janvier 1880. Le privilège d'émission des billets lui fut accordé par la loi du 25 janvier 1885 qui fixa l'encaisse au 1/3 de la circulation et comme plafond de la circulation 3 fois le capital¹. Par cette loi le capital

1. Lors de sa réorganisation en 1885 il fut question de la transformer en société anonyme mais après une célèbre discussion théorique le projet a échoué par crainte des capitalistes étrangers.

de la banque, qui entre temps par capitalisation des profits avait atteint 3.500.000 leva, fut porté à 10.000.000 leva tandis que ses moyens d'action étaient également accrus pendant la période qui a suivie, grâce aux emprunts hypothécaires qu'elle a placés à Berlin en 1889, 1893 et 1909 et sur lesquels nous reviendrons.

Les règlements de la Banque, qui avaient été copiés sur ceux des grandes institutions françaises de crédit, étaient très rigoureux et ne lui permettaient que des opérations purement commerciales. Mais petit à petit elle s'est obligée de se plier aux impérieuses nécessités du pays, et étendre son champ d'action en assumant également le rôle de banque hypothécaire et de banque agricole. Ce fut par des lois successives que ses buts et ses fonctions furent élargis. Par la loi du 16 janvier 1889 elle est autorisée à accorder des emprunts hypothécaires et par la loi du 12 mars 1911 à accorder des prêts garantis par des créances sur l'Etat, à participer à la fondation de banques et un peu plus tard elle est autorisée à participer aux coopératives et sociétés diverses.

Parallèlement à l'organisation de la *Banque Nationale* et du *Crédit Agricole*, s'organisent en Bulgarie les premières banques commerciales.

La première banque sous forme de société anonyme fut fondée en 1876 à Pleven, sous la raison sociale *Banque Napredak*. Elle est bientôt suivie en 1882 par la *Banque de Crédit Guirdape* à Roussé, au capital de 1.500.000 leva. C'étaient des petites institutions de crédit au caractère purement local et aux moyens d'action extrêmement limités.

C'est à la *Banque Impériale Ottomane* que revint l'honneur de fonder en Bulgarie les premiers bureaux de banque de quelque importance, à Sofia, Roussé, Varna et Plovdiv. A Sofia elle a pris la suite des affaires de l'ancienne banque privée *Ig. Grunberg*. Le total du capital qu'elle avait placé en Bulgarie est évalué à 25.000.000 fr. Malheureusement la *B.I.O.* a rencontré une vive opposition de la part du gouvernement de Sofia. Certaines conditions lui furent posées pour qu'elle puisse continuer ses affaires, mais elle ne les

accepta pas et a préféré liquider ses succursales. Le retrait de ses capitaux causa une perturbation assez grave¹.

L'exposition de Plovdiv en 1892 donna un très grand essor à la fondation de banques. C'est immédiatement après cette exposition que furent fondées trois banques de quelque importance, la *Banque Bulgare de Commerce* de Roussé au capital de 10.000.000 leva, versés en majorité par l'étranger, la *Banque Commerciale et Industrielle* de Plovdiv au capital de 1.000.000 leva et la *Banque de Commerce de Sofia*. Une succursale de la *Banque Russe pour le Commerce et l'Industrie* fut également fondée en 1897 à Sofia, et enfin en 1901 apparaît la première grande banque étrangère, la *Banque Générale de Bulgarie*, fondée sous le nom *Banque de Commerce*, par la *Banque de Paris et des Pays Bas*, et la *Banque Commerciale Hongroise de Pest*, auxquelles est venu s'adjoindre l'*Allgemeine Oesterreichische Bodenkreditanstalt*. Sa raison sociale fut changée en 1906.

Les années 1904-1907 sont une période de grand essor, pendant lesquelles le capital étranger joue toujours un rôle prépondérant. Apparaissent successivement :

La *Banque de Crédit*, en 1905, fondation de la *Disconto Gesellschaft*, de la maison *Bleichræder* et de la *Norddeutschebank* de Hambourg,

puis la *Banque Balkanique* en 1905 fondée par le groupe de la *Wiener Bankverein* et de l'*Union Parisienne*,

puis la *Banque de la Loterie Bulgare* fondée en 1906 par la *Banque de Crédit* et la *Norddeutschebank*.

A côté de ce développement des banques à capitaux étrangers, les banques indigènes sont plutôt de modestes établissements sans trop grandes prétentions. Citons toutefois parmi eux : la *Banque de Sofia* (capital 1.000.000 leva) et la *Banque d'Importation* (capital 1.500.000 leva).

L'année 1907 pendant laquelle se déclenche la crise mondiale qui a particulièrement touché la Bulgarie, comme d'ailleurs tous les pays agricoles, marque un certain ralentissement du développement bancaire du pays, qui

1. Voir *Economiste Européen* de 1900. Passim.

ne reprend que vers 1910. Les années 1910 et 1911 sont une seconde période de développement, arrêtée bientôt par les guerres balkaniques.

Pendant cette période 1910-1912 sont fondées les banques suivantes :

Banque Centrale Corporative, une fondation de la *Banque Nationale* et de la *Banque Agricole*.

Banque Napredak de Dobritch,

Banque d'Escompte de Roussé.

Toutes ces institutions sont des banques purement bulgares, mais sauf la première qui a un caractère spécial, elles sont de faible importance.

En 1912, la *Banque Bulgare et Société Commerciale* est fondée à Sofia par la *Ungarische Bank und Handelsgesellschaft* de Budapest¹, au capital de 1.000.000 leva. En 1918, la banque a absorbé la maison *N. Feher et Cie*, sa raison sociale fut changée en *Banque Hongroise Bulgare de Sofia*, et son capital augmenté à 5.000.000 leva. Son département d'affaires fut transformé en 1921 en entreprise séparée sous la raison sociale *Danubia* avec le concours de la *Banca di Roma*. Elle s'est intéressée également dans les entreprises suivantes : *S.A. Phoenix Bulgare*, *Société de Papeterie Sam-Patek*, et *N. Feher et Cie* (machines agricoles).

Pendant cette même période sont fondées la *Banque Commerciale et Foncière des Balkans* (par le *Crédit Français* et des capitalistes russes) le *Crédit Foncier Franco-Bulgare* et l'éphémère succursale du *Crédit Egyptien*.

A la veille de la première guerre balkanique il y avait en Bulgarie 53 banques aux capitaux et réserves de 42.552.000 leva, dont 50 étaient des banques commerciales. Sur ces 50 banques nous possédons des données exactes sur 38. Voici le tableau de leurs placements en 1911.

3 banques à capitaux étrangers	64.000.000 L 51 %
35 banques à capitaux indigènes	60.000.000 L 49 %

1. Depuis 1920 la *Ungarische Bank und Handelsgesellschaft* se trouve sous le contrôle anglais. Elle fut fondée en 1890 sous le nom *Ungarische Handelsgesellschaft* changé en 1910 en *Ungarische Bank und Handelsgesellschaft* et en 1920 en *British and Ungarian Bank Ltd*. Elle absorba en 1930 la succursale de Budapest de la *Anglo-International Bank Ltd* de Londres.

Si, selon les principes posés dans notre introduction la comparaison portait sur les seules banques dirigeantes, le pourcentage de la participation des banques étrangères à l'activité bancaire du pays, atteindrait des chiffres impressionnants.

B) *L'après-guerre*

a) *La Banque Nationale :*

Le principal trait caractéristique de l'évolution de la *Banque Nationale de Bulgarie* après la guerre est le délaissement graduel de toutes les opérations commerciales, coopératives et hypothécaires, et son retranchement complet dans les opérations d'un institut d'émission. Trois raisons de cette évolution doivent être recherchées : 1° l'absorption totale des disponibilités de la banque par la politique cambiste et les emprunts de l'Etat ; 2° le désir du gouvernement de lui assurer une liquidité parfaite¹ et 3° certaines conditions d'assainissement posées par le Conseil de la Société des Nations en échange de sa garantie à l'emprunt de stabilisation. Ces conditions furent finalement acceptées et imposées par la loi du 5 mars 1926 par laquelle elle s'est vu obligée de liquider ses participations et son département hypothécaire² et défendues toutes avances à l'Etat, communes, départements et municipalités³.

L'emprunt de stabilisation fut émis en 1928 sous le patronage et la garantie de la S.D.N. Il fut d'un montant de £ 5.000.000 à 7 1/2 %, divisé en trois tranches.

A) La première tranche, dite « tranche anglaise » de £ 1.800.000 fut souscrite à 96 % par :

la Banque Ottomane de Londres	}	1.500.000
la Maison J.H. Schroeder and C ^{ie}		
la Maison Stern Brothers		
la Maison Hope and C ^{ie} d'Amsterdam		200.000
et un syndicat de banques tchécoslovaques		100.000
		£ 1.800.000

1. Toute participation lui fut interdite par la loi du 14 mars 1924.

2. Voir page 73

3. Sauf un faible escompte de bons de trésor.

B) La seconde tranche, dite « américaine », de \$ 13.000.00 fut souscrite par :

la maison <i>Speyer</i> de New-York	}	9.000.000
la Maison <i>Schroeder</i> de New-York		
la <i>Banca Commerciale Italiana</i>		1.500.000
la <i>Banque Belge pour l'Etranger</i>		1.500.000
et le <i>Crédit Suisse</i> de Zurich		1.000.000
		\$ 13.000.000

C) La troisième tranche, française de Ff. 150.000.000 fut souscrite par un syndicat de banques françaises, dirigé par la *Banque de Paris et des Pays Bas*, et comprenant l'*Union Parisienne*, le *Comptoir National d'Escompte*, le *Crédit Lyonnais*, le *Crédit Mobilier Français* et la *Société Générale*.

Par la loi de stabilisation légale du 4 décembre 1928 M. R. *Charron*, commissaire de la S.D.N. pour l'établissement des réfugiés, fut nommé conseiller technique auprès la *Banque Nationale de Bulgarie* et commissaire de l'Emprunt de stabilisation.

Par cette même loi, la *Banque Nationale de Bulgarie* fut transformée en société anonyme, après une longue discussion¹ pendant laquelle on répéta de part et d'autre tous les vieux arguments de la controverse célèbre de 1885. Finalement le capital de la banque fixé à 500.000.000 leva, fut divisé en 500.000 actions nominatives et ne pouvant être détenues que par des sujets bulgares. On a crû ainsi pouvoir préserver la *Banque Nationale* contre l'accaparement des groupes financiers, que l'on avait tellement redouté en 1885, et qu'on redoutait encore en 1928.

L'utilisation de l'emprunt de stabilisation fut réglée par la loi du 4 mars 1929. Sur son montant total la *Banque Nationale du Bulgarie* a reçu 1.227.538.803 leva² pour les raisons suivantes :

1. Les adversaires de la transformation étaient les professeurs Tsankoff, Danailoff, et Mishaykoff.

2. Contre £ 1.500.000 ou Leva 1.011.000.000 prévus par le Protocole de Genève.

Remboursement des avances à la Banque Centrale Corporative	35.191.657	
Remboursement d'autres avances (réfugiés, invalides, communes, etc...)	511.799.387	
Remboursement de trois bons de trésor	150.000.000	Leva
Dettes diverses	140.867.131	
Diminution de la dette de l'Etat	389.780.628	

Comme on le voit ce fut une opération d'assainissement financier de grande envergure qui ne fut possible que grâce à l'apport du capital étranger¹.

b) *Les Banques Commerciales :*

La guerre donne un grand essor aux banques bulgares. Grâce au stimulant de l'inflation et de l'esprit de spéculation qui régnait partout, elles voient leurs moyens d'action se multiplier et leur position se fortifier. D'autre part l'instabilité accroît considérablement leurs bénéfices et elles n'ont plus à lutter, comme avant la guerre, aux institutions publiques de crédit.

Bénéficiant de ces conditions particulièrement avantageuses, toutes les banques bulgares se développent après la guerre, tandis que de nouvelles fondations viennent compléter l'organisation bancaire du pays. Ce sont :

La *Banque Franco-Belge*, fondée en 1920 par transformation de la *Société de Banque Kouyoumdjisky* en *Société en Commandite Franco-Belge A. Kouyoumdjisky et Cie* puis en Société Anonyme *Banque Franco-Belge* en 1923. Les commanditaires de la nouvelle banque étaient la *Banque Belge pour l'étranger* et le *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*.

La *Banque Commerciale Italienne et Bulgare* fondée en 1919 par la *Banca Commerciale Italiana* de Milan.

La *Deutsche Bank* qui ouvrait une succursale à Sofia en 1917.

La *Banque Franco-Bulgare pour le Commerce International* fondée en 1917 à Sofia, au capital de L. 10.000.000 dont 1/3 fut souscrit par la *Caisse Commerciale et Industrielle de Paris*, le *Crédit Foncier du Brésil et de l'Amérique du Sud* et le *Crédit Français*.

1. Voir page 72 l'apport porté grâce à l'emprunt à la Banque Agricole et page 74 à la Banque Centrale Corporative.

Et enfin les banques suivantes à capitaux indigènes :
Bulgarska Banka en 1917 à Sofia.

Banque de Crédit National en 1919 à Sofia.

Banque Bulgare pour le Commerce Etranger en 1926 à Sofia

et *Banque Nationale Macédonienne* en 1926 à Sofia.

Parallèlement à cet accroissement du nombre des banques, les anciens établissements de crédit qui travaillaient en Bulgarie avant la guerre, augmentaient leurs propres capitaux, afin de les équilibrer avec leurs moyens d'emprunt et soutenir la concurrence avec les nouvelles banques.

La Bulgarie évita la multiplication irrationnelle du nombre de ces banques grâce à l'institution du monopole du commerce des devises en 1923, qui provoqua un véritable assainissement financier, la disparition des banques éphémères qui naissaient un peu partout à cette époque et une fusion et un renforcement des établissements plus sérieux, qui n'étaient pas créés uniquement pour la spéculation sur le change. C'est peut-être grâce à cette loi de 1923 que la Bulgarie a vu sa situation bancaire s'assainir à la fin de la première période de spéculation.

D'autre part, un fort mouvement de concentration se dessina en Bulgarie vers 1928 et 1929. C'est le capital étranger qui donna l'exemple en fusionnant ses commandites, *Banque Balkanique* et *Banque Franco-Belge* en *Banque Franco-Belge et Balkanique* et la *Banque de Crédit* avec la succursale de la *Deutsche Bank*.

Cette concentration de forces vint à son heure. Quelques mois après, la *Banque de Sofia* se trouvait en difficultés et suspendait ses paiements. Une crise financière se déclencha en Bulgarie, sans résultats trop graves heureusement, puisque toutes les banques sans exception purent faire face aux retraits des dépôts grâce aux larges crédits étrangers dont elles jouissaient.

L'exemple du capital étranger et la crise financière incitent les banques indigènes à suivre le mouvement de concentration. Ainsi en avril 1930 les trois plus grandes banques

indigènes, la *Bulgarska Banka*, la *Banque Franco-Bulgare*¹ et la *Banque de Crédit National* fusionnent sous la raison sociale *Union des Banques Bulgares*. Le mouvement de concentration s'étend même aux banques de province. A Vidine la *Banque Commerciale de Vidine*, la *Banque de Vidine* et la *Banque Belogratchik* fusionnent en *Banque Générale de Vidine*, et à Karnobat la *Banque Coopérative Rurale de Karnobat* et la *Banque Istok* fusionnent également en 1930, tandis que la *Centrale des Banques de Province* réunissait fin 1929, une cinquantaine de petites banques locales.

*
* * *

Afin de dégager la part qui revient aux capitaux étrangers dans l'activité totale des banques bulgares dans cette période d'après-guerre, nous nous baserons sur les principes généraux de comparaison posés dans notre introduction, en nous servant de la classification des banques bulgares adoptée par la *Banque Nationale de Bulgarie* dans ses statistiques.

De la liste des banques dirigeantes seront exclues en premier lieu les institutions publiques, *Banque Nationale*, *Banque Agricole* et *Banque Centrale Corporative*, afin de limiter ainsi nos observations sur les simples banques commerciales. De ces dernières, il y en a actuellement six qui dominent le marché. Ce sont : la *Banque Commerciale Italienne et Bulgare*, la *Banque de Crédit*, la *Banque Franco-Belge et Balkanique*, la *Banque Générale*, l'*Union des banques Bulgares* et la *Banque de Commerce*². Pour les années précédentes ce seront les mêmes, plus celles qui à la suite des fusions déjà mentionnées ont cessé d'avoir une existence propre.

Ces six banques mentionnées (six en 1931 et 1930 et dix en 1928 et 1927) sont les banques dirigeantes de la Bulgarie. Elles concentrent à elles seules en 1930 les 70 %

1. Dans laquelle la participation française avait été liquidée.

2. Qui avait entre temps transféré son siège social à Sofia.

des dépôts et comptes-courants de toutes les banques commerciales de la Bulgarie. (4.083.000.000 leva sur un total de 5.886.000.000 leva)¹.

Sur ces six banques dirigeantes, cinq se trouvent sous le contrôle de l'étranger. Ce sont :

La *Banque Générale*, dans laquelle le groupe de la *Banque de Paris* et des *Pays Bas* a maintenu ses intérêts et auquel s'est ajouté plus tard l'*Allgemeine Oest. Bodenkreditanstalt*.

La *Banque Franco-Belge et Balkanique* et avant 1929, la *Banque Franco-Belge* et la *Banque Balkanique*, dans lesquelles après la guerre se sont accrus les intérêts du groupe *Union Parisienne*, *Wiener Bankverein* et *Banque Belge pour l'étranger*.

La *Banque de Crédit* dans laquelle se sont accrus les intérêts du groupe *Deutsche Bank* et *Disconto Ges.* après l'absorption par la *Banque de Crédit* de la succursale de la *Deutsche Bank* à Sofia.

La *Banque Commerciale Italienne et Bulgare*, et la *Banque Bulgare de Commerce* dans laquelle la *Banque de Paris et des Pays Bas* conserve une participation de 33 %².

Contre ces cinq banques étrangères la seule banque indigène qui entre dans le groupe des banques dirigeantes est l'*Union des Banques Bulgares* et avant 1930 les trois banques qui l'ont formée.

Voici le tableau de l'activité des banques dirigeantes pour la période 1927-1931 (voir pages 70-71) :

Pour avoir une idée complète de l'activité des banques étrangères en Bulgarie, il faudrait ajouter à ces chiffres ceux de la succursale de la *Anglo-Czechoslovak and Prague Crédit Bank* et des deux filiales de la *Banque Franco-Belge et Balkanique*, la *Banque de Plovdiv* et la *Banque Bulgaro-Belge de Burgas*.

1. *Bulletin de la Banque Nationale*, septembre 1931.

2. Tchakaloff, *op. cit.*

**Participation des Banques Etrangères au capital, aux réserves,
à l'activité et aux bénéfices des banques dirigeantes de la Bulgarie**
(En millions de leva)

<i>Capital :</i>	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Générale	50	50	50	50	50	50
Franco-belge	57, 5	57, 5	150	150	150	150
Balkanique	50	50				
Crédit	7, 2	7, 2	15	15	50	50
Deutsche Bank	15	15				
Italo-Bulgare	40	40	40	40	40	40
Commerce	60	60	60	60	60	60
Total étranger	279, 7	279, 7	315	315	350	350
Indigènes	67	82	87, 6	100	100	100
Total général	346, 7	361, 7	402, 6	415	450	450
Etranger o/o	82	79	79	78	79	79
<i>Réserves :</i>						
Générale	11	12	9	9	10	10
Franco-belge	2	3	11	13	20	20
Balkanique	7	7				
Crédit	4	5	6	9	20	22
Deutsche Bank	—	—				
Italo-bulgare	5	8	12	15	19	22
Commerce	16	21	25	30	30	30
Total étranger	45	56	63	76	99	104
Indigènes	18	20	21	3	7	13
Total général	63	76	84	79	106	117
Etranger %	71	73	75	96	93	88
<i>Dépôts et comptes-courants :</i>						
Générale	349	319	383	456	385	382
Franco-belge	559	588	855	634	452	318
Balkanique	387	412				
Crédit	392	473	959	749	436	419
Deutsche Bank	198	247				
Italo-Bulgare	760	898	1.190	984	776	615
Commerce	354	623	518	534	485	466
Total étranger	2.999	3.560	3.905	3.357	2.534	2.200
Indigènes	733	1145	1.121	723	703	628
Total général	3.732	4.705	5.026	4.080	3.237	2.828
Etranger %	81	74	78	84	78	78

<i>Portefeuille</i>	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Générale	104	145	185	204	165	151
Franco-Bulgare	416	262	351	184	112	72
Balkanique	67	119				
Crédit	61	51				
Deutsche Bank	20	13	113	106	31	54
Italo-Bulgare	100	110				
Commerce	53	107				
Total étranger	821	807	870	784	584	524
Indigènes	341	512	518	253	235	199
Total général	1.162	1.339	1.388	1.037	819	723
Etranger %	70	60	62	75	71	72

Comptes-courants débiteurs

Générale	234	184	198	219	140	161
Franco-Belge	127	271	553	495	319	168
Balkanique	304	288				
Crédit	279	361				
Deutsche Bank	167	218	740	617	372	320
Italo-Bulgare	550	542				
Commerce	142	251				
Total étranger	1.803	2.115	2.498	2.253	1.579	1.293
Indigènes	351	539	546	446	375	319
Total général	3.154	2.654	3.044	2.699	1.954	1.612
Etranger %	83	79	82	83	80	80

Bénéfices :

Générale :	4, 2	4, 8	5, 1	6, 0	6	4
Franco-Belge	7, 4	7, 5	21, 4	22, 0	9	3
Balkanique	—	5, 0				
Crédit	2, 0	2, 0				
Deutsche-Bank	0, 3	0, 4	3, 9	2, 7	5	3
Italo-Bulgare	11, 2	11, 4				
Commerce	14, 8	14, 8				
Total étranger	39, 9	44, 9	56, 3	49, 1	31	13, 3
Indigènes	8, 5	9, 2	13, 5	10, 0	6	0, 05
Total général	48, 4	53, 1	69, 8	59, 1	37	13, 35
Etranger %	82	83	80	83	84	100

§ 3. Les banques spéciales

A) *Le crédit agricole et le crédit foncier rural*¹

Le crédit agricole en Bulgarie est exercé par la *Banque Agricole* (prêts contre billets à ordre, crédits, warrants, crédits hypothécaires et crédits coopératifs) par les *Sociétés Coopératives de Crédit* et dans une certaine mesure par la *Banque Hypothécaire* (crédit foncier rural) de laquelle nous parlerons plus loin.

Afin de renforcer les moyens d'actions de la *Banque Agricole*, l'Etat Bulgare a émis l'emprunt 5 % 1896, conclu avec la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, la *Banque Internationale de Paris*, et la *K.K. Privat. Oester. Landerbank de Vienne*. L'emprunt était d'un montant de Ff. 30.000.000 amortissable en 50 années. Il est coté à la Bourse de Paris.

En plus, après la guerre, le gouvernement bulgare a mis à la disposition de la *Banque Agricole* 336.000.000 leva, sur le montant de l'emprunt de stabilisation 1928, pour renforcer ses fonds de roulement et 20.351.197 leva comme remboursement des intérêts arriérés, dûs par l'état (Loi du 4 mars 1929).

B) *Le Crédit foncier urbain*²

Le *Crédit Foncier urbain* pendant de longues années, a été exercé uniquement par la *Banque Nationale de Bulgarie* qui, avant la guerre avait même émis à l'étranger trois emprunts hypothécaires :

1° Emprunt 1889, 6 % d'un montant de 4.000.000 leva conclu avec un syndicat financier de Berlin, dirigé par la *Deutsche Bank* et comprenant en outre la *Dresdner Bank* et la maison *Jacob Landau*.

2° Emprunt 1893, 6 % d'un montant de 20.000.000 leva, conclu également à Berlin avec le même syndicat.

3° Emprunt 1909, 4 1/2 % d'un montant de 30.000.000 leva, conclu à Vienne avec l'*Allgemeine Verkehrsbank*.

1. Voir Réponse du gouvernement bulgare au questionnaire de la Conférence de Varsovie. *Le crédit agricole*. Genève, (Editions S.D.N.) 1931.

2. Voir J. Cohen *The Mortgage Bank*, London, 1931.

L'activité hypothécaire de la *Banque Nationale de Bulgarie* a dû être ralentie pendant les années d'après-guerre, pendant lesquelles elle a dû consacrer toutes ses disponibilités à sa politique cambiste. Enfin le département de crédit hypothécaire de la *Banque Nationale* est entré en liquidation en 1927 après recommandation du Conseil de la S.D.N.

Parallèlement à la *Banque Nationale* le crédit hypothécaire de Bulgarie était exercé par la *Banque Agricole* (crédit foncier rural) par les diverses sociétés d'assurances et par le *Crédit Foncier Franco-Bulgare*, une société fondée en 1911, par la *Banque de l'Union Parisienne* au capital de 20.000.000 Ff. Une autre institution foncière, la *Banque Commerciale et Foncière des Balkans* fondée en 1912 n'a pas fonctionnée.

Afin de remplacer le département de crédit foncier de la *Banque Nationale*, le gouvernement bulgare, en 1928 a fait appel aux capitaux étrangers et a fondé la *Banque Hypothécaire de Bulgarie*.

Son capital d'un montant de 10.000.000 francs suisses, divisé en 20.000 actions de 500 fr. fut souscrit comme suit

Etranger : <i>Blair and Co Inc. New-York</i>	1.550 actions	
<i>Chase Securities Corporation</i>	1.550	—
<i>Lazard Bros and Co. Londres</i>	1.800	—
<i>Banque d'Amsterdam</i>	1.800	—
<i>Union des Banques Suisses</i>	1.800	—
<i>Union Parisienne</i>	1.000	—
<i>Banque Belge pour l'Etranger</i>	1.000	—
<i>Banca Commerciale Italiana</i>	1.000	—
<i>Hypotecni Banka Ceska. Prague</i>	500	—
Total de la Participation étrangère	12.000	— 6.000.000 fs.
Participation indigène : Le gouvernement		1.000.000
La Banque Agricole		1.000.000
La Banque Corporative		1.000.000
19 sociétés d'assurances ¹		1.000.000
		10.000.000 fr.

Immédiatement la *Banque Hypothécaire de Bulgarie* prit une place prédominante. Voici les crédits hypothé-

1. Une partie de ces souscriptions doit également être considérée comme étrangère, comme par exemple celle de la *Société Balkans* (200.000 Fr.) de la *Société Orel* (62.500 fr.).

caires accordés au 31 décembre 1930 par les établissements spécialisés :

Banque Nationale de Bulgarie (compte en liquidation)	114.000.000 L
Banque Agricole	355.000.000 L
Banque Hypothécaire	378.000.000 L
Crédit Foncier Franco-Bulgare	76.000.000 L
Sociétés d'assurances	409.000.000 L
	1.332.000.000 L

Au 30 juin 1931 les prêts accordés par la *Banque Hypothécaire* s'élevaient à 422.000.000 leva.

C) *Le Crédit Corporatif*

La *Banque Centrale Corporative* fondée en 1910 par le gouvernement bulgare et la *Banque Nationale* et la *Banque Agricole*, a reçu un très sérieux apport de capital étranger lorsqu'en 1928 le gouvernement bulgare, afin d'augmenter ses moyens d'action, lui a cédé une somme de 100.000.000 leva sur le produit de l'emprunt de stabilisation, pour renforcer son capital social (Loi du 4 mars 1929)¹.

§ 4. Les banques étrangères en Bulgarie (par ordre chronologique de fondation)

Banque Bulgare de Commerce (Société Anonyme Bulgare)

Siège : Sofia. Succursales : Bourgas, Choumen, Ferdinand, Gabrovo, Haskovo, Lom, Plovdiv, Popovo, Roustchouk, Sliven, Sofia (3 agences), Stara Zagora, Tcherven-Breg, Trevna, Tirnovo, Varna et Yambol.

Fondée en 1895 à Roustchouk au capital initial de 10.000.000 leva dont 2.500.000 versés, qui fut porté successivement à 60.000.000 leva. Elle est dirigée par un Conseil d'administration de 9 membres et un comité siégeant

1. Il faut également considérer comme apport à la *Banque Centrale Corporative* la somme de 35.191.657 leva, payée par le gouvernement à la *Banque Nationale*, comme remboursement de ses avances à la *Banque Centrale Corporative*.

à Paris dans l'immeuble de la *Banque de Paris* et des *Pays-Bas*, qui détient en portefeuille le 1/3 de ses actions.

Elle s'est intéressée par participation considérable dans les entreprises industrielles : *Société Commerciale et Industrielle Boléo-Moré* et *Société Industrielle Saint-Georges*.

Banque de Crédit
(Société Anonyme Bulgare)

Siège : Sofia. Succursales : Plovdiv, Roustchouk et Varna.

Fondée en 1905 au capital initial de 3.000.000 leva dont 2.400.000 versée qui furent souscrits par la *Disconto Gesellschaft* (800.000 L.), *S. Bleichroder* (672.000 L.), la *Norddeutsche Bank* de Hambourg (320.000 L.) par quatre clients allemands de ces banques (128.000 L.) et par des capitalistes bulgares (400.000 L.).

Deux ans après sa fondation elle s'engage avec la *Disconto* dans une opération de grande envergure, la conversion des emprunts 1888-1889 6 % en 4 1/2 %, qui réussit pleinement.

En 1914 elle est la médiatrice du syndicat allemand qui négocie avec le gouvernement bulgare l'émission des grands emprunts d'avant guerre.

Pendant toute cette période elle s'intéresse également à diverses entreprises et participe notamment à la *Société des Sucreries et Raffineries de Kayali* à Bourgas et avec le *Norddeutschebank* à la *Banque de la Loterie Bulgare*.

Pendant la guerre elle finance l'approvisionnement de l'Allemagne en Bulgarie et après la guerre elle s'intéresse surtout à l'exportation du tabac et à l'industrie.

Durant les opérations militaires des armées bulgares en Serbie, elle avait fondé une succursale à Skoplié.

Son capital initial de 3.000.000 L. fut porté à 6.000.000 en 1916, à 10.000.000 en 1917 dont 7.200.000 versés et à 15.000.000 entièrement versés à la suite de sa fusion avec la succursale de la *Deutsche Bank* à Sofia, (fondée en 1917) qui a suivi la fusion de la *Deutsche Bank* et de la *Disconto Ges.* et de la *Norddeutsche Bank* du mois d'octobre 1929.

Banque Franco-Belge et Balkanique
(Société Anonyme Bulgare)

Siège : Sofia. Succursales : Haskovo, Lom, Pleven, Roustchouk, Varna, Vidin. Dans son Conseil d'administration actuel composé de 20 membres, la *Banque Belge pour l'étranger* compte quatre représentants, la *Banque de l'Union Parisienne* trois, le *Wiener Bankverein* deux, la *Banque de Salonique* un et le *Créditanstalt* un.

Capital 150.000.000 Leva.

Elle fut fondée en 1929 par fusion de la *Banque Franco-Belge de Bulgarie* et de la *Banque Balkanique*.

1^o *Banque Franco-Belge de Bulgarie*. Fondée en 1920 comme *Société en commandite Franco-Belge A. Kouyoumdjisky et Cie* transformée en Société Anonyme en 1923.

Son capital initial de 20.000.000 L. fut versé par les *Banque Belge pour l'Etranger* et le *Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie*.

Elle s'intéressa dans diverses entreprises parmi les quelles nous citons : la *Société des Distilleries de Roustchouk*, la *Spirtna Fabrika de Krajevo* et la *Société Commerciale A. Pinkas et C^{ie}*.

2^o *Banque Balkanique*. Fondée en 1906 par le groupe de la *Wiener Bankverein* et *Banque de l'Union Parisienne* au capital de 3.000.000 leva dont elles souscrivent les 83 %.

En 1917, à l'occasion d'une augmentation de son capital, le groupe *Allg. Oest. Creditanstalt*, *Maison Rothschild de Vienne* et la *Allg. Ung. Kreditbank* a pris de très grands intérêts dans la *Banque Balkanique*.

Elle s'intéressa et participa à la création des entreprises suivantes : *Société Nationale par actions pour l'industrie du sucre à Sofia*, *Société Nicotéa pour l'industrie du Tabac à Sofia*, *Société Commerciale Bulgare Merkur*, *Société Balkanique de transports* et *Société d'assurances Balkans*. Cette dernière fut fondée avec le concours de la *Banque de l'Union Parisienne*.

A la suite des relations étroites établies après la guerre entre la *Banque Belge pour l'Etranger*, la *Banque de l'Union Parisienne* et la *Wiener Bankverein*, les deux banques fusionnèrent sous la raison sociale, *Banque Franco-Belge et Balkanique*.

Elle possède actuellement deux banques filiales ne Bulgarie :

Banque de Plovdiv. Siège Plovdiv. Capital : 6.000.000 L. Fondée en 1925.

Banque Bulgaro-Belge de Burgas. Siège : Burgas. Capital : 3.000.000 L. fondée en 1925.

Depuis 1929, la *Banque Franco-Belge et Balkanique* s'est également intéressée dans les entreprises suivantes : *Société Anonyme Fabriques de Tabacs Réunies* et *Société Anonyme Belge des Anciens Etablissements Beroff et Horinek*.

Banque Générale de Bulgarie
(Société Anonyme Bulgare)

Siège : Sofia. Succursales : Bourgas, Lom, Plovdiv, Roustchouk et Varna. Fondée en 1901 comme *Banque de Commerce*, transformée en 1906 en *Banque Générale de Bulgarie*, sous le patronnage de la *Banque de Paris et des Pays Bas* et de la *Banque Commerciale Hongroise de Pest*.

Elle est dirigée par un Conseil de neuf membres siégeant à Sofia, dont quatre forment un comité siégeant à Paris, dans l'immeuble de la *Banque de Paris et des Pays Bas*.

Son capital initial de 4.000.000 leva fut souscrit par la *Banque de Paris et des Pays Bas* et la *Banque Commerciale Hongroise de Pest*, jusqu'à concurrence de 1.550.000 L. Un groupe de clients de ces deux banques souscrivirent 340.000 leva. Le reste des actions fut placé en Bulgarie.

Elle est intéressée dans les *Minoteries « Sofia »* et la *Société des Produits Chimiques de Sofia*.

Anglo-Czechoslovak and Prague Crédit Bank
(Société Anonyme Tchéque)

Siège : Prague. Succursales : Sofia (Voir également page 153 pour la succursale de Bucarest et page 180 pour la succursale de Belgrade).

Cette succursale figurait auparavant comme bureau de vente de la *Société Bulgaro-Tchéque pour l'Industrie Sucrière à Gorna Drechovica*. Elle fut transformée en banque en 1913. Son capital est de 20.000.000 leva et ses réserves 1.260.000 leva.

Banque Commerciale Italienne et Bulgare
(Société Anonyme Bulgare)

Siège : Sofia. Succursales : Burgas, Plovdiv, Varna.

Dans son Conseil d'administration actuel, composé de six membres la *Banca Commerciale Italiana* a quatre représentants.

Elle fut fondée en 1919 par la *Banca Commerciale Italiana* de Milan. Son capital initial de 12.000.000 leva fut porté en 1924 à 24.000.000 leva et en 1926 à 40.000.000 leva.

Elle s'intéresse surtout au financement de l'exportation mais participe aussi à certaines entreprises comme l'*Orientobacco* de Sofia, la *Société pour l'Industrie Forestière Bulgare* de Sofia et la *Société Ammonal* de Sofia, transformée en Société Anonyme en 1928 avec le concours de la *Société Anonyme Dynamite Nobel* de Turin.

**Tableau d'ensemble
de la participation étrangère
dans l'organisation bancaire de la Bulgarie**

a) Participation directe :	%	Leva
Banque Bulgare de Commerce	33	20.000.000
Banque Commerciale Italo-Bulgare	100	40.000.000
Banque de Crédit	80	40.000.000
Banque Franco-Belge et Balkanique	80	120.000.000
Banque Générale	60	30.000.000
Banque de Plovdiv	66	4.000.000
Banque Bulgaro-Belge	66	2.000.000
Anglo-Czechoslovak etc...	100	20.000.000
Total des Banques Commerciales		276.000.000
Banque Hypothécaire Bulgare	60	162.000.000
Crédit Foncier Franco-Bulgare	100	40.000.000
Total de la participation directe		478.000.000
b) Emprunts à long terme		
5 % 1896 Banque Agricole	Francs or	30.000.000
6 % 1889 Banque Nationale	— —	4.000.000
6 % 1893 Banque Nationale	— —	20.000.000
4 1/2 % 1909 Banque Nationale	— —	30.000.000
Sur 7 1/2 % 1928 à la Banque Agricole	Leva	336.000.000
Sur 7 1/2 % 1928 à la Banque Centr. Corp.	—	100.000.000
c) Crédits à court terme		Leva 1.000.000.000

Conclusion pour la Bulgarie

Un simple coup d'œil sur les tableaux des pages 70, 71 et 78 démontre de quelle utilité a été pour la Bulgarie, l'investissement de capitaux étrangers dans son organisation bancaire. Ces tableaux deviennent extrêmement suggestifs si l'on prend en considération le chiffre très élevé des comptes-courants étrangers, qui remédient dans une certaine mesure au manque relatif des dépôts indigènes. On peut dire qu'une bonne partie des capitaux de roulement et autres crédits à court et moyen terme, employés par l'économie bulgare est constituée par des capitaux étrangers placés dans le pays. Cette participation est d'autant plus complète qu'elle s'est manifestée dans toutes les branches du crédit (foncier et agricole).

La sage politique du gouvernement bulgare, qui a permis de tout temps et sans interruption cette entrée de capitaux étrangers et qui, d'autre part, est intervenu de bonne heure pour empêcher la spéculation et l'éclosion irrationnelle de banques, a grandement facilité la stabilité de l'organisation bancaire que l'on constate dans le pays. Cette stabilité a empêché la manifestation d'une panique semblable ou comparable à celles qui se sont déclenchées parmi les créanciers étrangers de l'Allemagne, de l'Autriche ou de la Roumanie, pendant la crise de 1931. Cette confiance de l'étranger a provoqué celle des déposants indigènes. Et cette collaboration étroite et cette confiance mutuelle entre les capitalistes étrangers, le gouvernement bulgare et les déposants et capitalistes indigènes, ont permis aux banques bulgares de surmonter la crise et malgré un certain ralentissement tout naturel de leur activité, de maintenir une situation saine.

CHAPITRE III

LA GRÈCE

§ 1. Considérations générales

Les organes du marché monétaire de la Grèce sont, d'une part, l'institut d'émission, qui depuis 1928 a été séparé de la *Banque Nationale* et transformé en société anonyme indépendante ne se livrant qu'aux pures opérations de banque centrale, et d'autre part les banques, qui jusqu'à ces dernières années se livraient à toutes les opérations de crédit. Ce n'est que dernièrement qu'une politique de spécialisation a été suivie et que des institutions spéciales pour le crédit foncier et le crédit agricole ont été créées. Malgré que ce processus de spécialisation n'est pas encore terminé nous pouvons dire qu'aujourd'hui la Grèce possède un joli groupe de banques de dépôts, dont quelques-unes jouissent dans le pays et à l'étranger d'une considération bien méritée.

Il y a un fait qui frappe dès première vue celui qui étudie l'organisation bancaire des pays balkaniques, c'est la concentration des banques remarquée en Grèce. Le chiffre de trente-une banques non seulement n'a rien d'exagéré mais il peut être considéré comme extrêmement faible si l'on ne prend pas en considération le nombre des succursales, qui est le plus élevé des Balkans.

Un second trait caractéristique est la prédominance de quelques banques, qui ont réussi à concentrer à elles seules la presque totalité de l'activité bancaire du pays, ce qui

rend plus forte encore la concentration déjà remarquée et qui diminue à cinq le nombre des banques dirigeantes, après lesquelles les autres banques ne suivent que de très loin.

Un troisième trait caractéristique du marché d'Athènes, est l'existence, pour ne pas dire l'abondance, de papier bancable, ce qui est loin d'arriver à toutes les places balkaniques. C'est peut être la raison pour laquelle la grande majorité des banques grecques ne s'est pas livrée à des opérations périlleuses d'investissements, mais a suivi avec beaucoup de prudence les principes de la saine politique bancaire.

Un dernier trait caractéristique est l'abondance des dépôts qui rend non indispensables les crédits étrangers. Et ce qui est surtout digne de mention c'est qu'une grande partie de ces dépôts sont des dépôts obligatoires permanents ou à terme.

De ce qui précède l'on peut comprendre pourquoi la Grèce n'a jamais connu de grave crise bancaire. Il y a naturellement eu des faillites isolées, mais elles sont presque toutes dûes à des raisons spéciales et jamais la chute d'une banque n'a provoqué une panique générale des déposants.

Les capitaux étrangers ne sont pas moindres en Grèce que dans les autres pays balkaniques, mais leur manière de travailler diffère et il convient d'insister sur ce point. Tandis que dans les autres pays balkaniques les capitaux étrangers investis dans des entreprises bancaires restent sous la surveillance ininterrompue de leurs commanditaires, qui se font représenter dans les conseils d'administration, les directions et le personnel des banques commanditées ou les lient de telle façon par des crédits à court terme qu'elles deviennent leur véritable fief, en Grèce les banques fondées par l'étranger conservent une certaine indépendance vis-à-vis de leurs commanditaires. Leurs rapports avec leurs actionnaires étrangers ne consiste qu'à leur payer des dividendes. Naturellement la communauté d'intérêt existe et implique certaines obligations, mais cette véritable dépendance qui se manifeste dans les autres pays balkaniques n'existe pas en Grèce. Ainsi ce sont des grecs

qui dirigent la *Ionian Bank*, même à Londres, et la *Banque d'Orient* qui appartenaient au groupe des banques politiques fondées par l'Allemagne dans les Balkans et le Proche Orient, est la seule banque de ce groupe qui a réussi à s'émanciper de cette tutelle.

Les causes de cette indépendance, doivent être recherchées d'une part dans l'absence ou la petite importance des crédits à court terme étrangers, qui constituent la véritable chaîne d'esclavage des banques de nos temps, et d'autre part dans une certaine tradition bancaire de la race grecque. Nous ne voulons pas remonter à l'époque où les grecs étaient avec les juifs les usuriers des Balkans, mais nous rappelons seulement que les grecs se sont exercés dans la plus grande école bancaire du monde, à Constantinople, à l'époque de sa plus grande prospérité, vers la fin du XIX^e siècle.

A ces deux raisons nous devons ajouter une troisième. Le grec voyageur et commerçant par excellence, est entré de bonne heure en relations économiques et financières avec les places de l'Europe Occidentale, où il a connu l'importance de la fortune mobilière, et délaissant les formes balkaniques de l'épargne qui étaient la capitalisation foncière et la thésaurisation, il s'est tourné vers les valeurs mobilières et les banques, fait qui a permis à la Grèce non seulement de nationaliser banques, entreprises et emprunts d'état émis à l'étranger, mais encore de créer un marché financier intérieur assez important.

C'est à ces mêmes causes que nous devons rechercher les raisons de l'expansion bancaire grecque à l'étranger. Il y a trois filiales de banques grecques aux Etats-Unis et une à Londres, sans compter les nombreuses petites banques d'emploi de fonds de Londres et de Paris. Dans le bassin de la Méditerranée Orientale les banques grecques travaillaient avant la guerre en Turquie d'Europe, en Asie Mineure, en Egypte, dans l'Ile de Chypre et le Dodécanèse. C'est grâce à ce fait que l'unification bancaire se trouva automatiquement accomplie lors de l'extension de ses frontières. Après la grande guerre les banques grecques virent la Turquie se fermer à leur activité mais elles trouvèrent

le moyen de s'y réinstaller sous l'étiquette de Banques anglaises.

La Grèce est le seul pays balkanique à posséder de puissantes colonies à l'étranger : Paris, Londres, Le Caire, Constantinople, Bucarest etc... C'est donc le seul pays balkanique auquel nous appliquerons le principe de notre introduction, selon lequel les capitaux des colonies à l'étranger, investis dans des entreprises bancaires du pays, doivent être considérés comme des capitaux indigènes. Malheureusement il est plus facile de poser des principes que de les suivre. La distinction entre un capitaliste anglais et un capitaliste grec de Londres est impossible. Nous nous bornons donc à rappeler ici ce principe sans insister sur une application trop stricte dans les détails qui suivront.

§ 2. L'organisation bancaire

A) L'avant-guerre

1. Les banques d'émission :

La première banque en Grèce remonte aux premières années de sa libération, au gouvernement de *Capodistrias*, qui avait deviné juste de quel appui pour la réorganisation économique du pays, ravagé par la révolution, aurait été une banque à puissants moyens d'action. Par décision de l'Assemblée Nationale, datée du 2 février 1828, fut fondée la *Banque Nationale Monétaire*. Son capital initial fut versé par divers philhellènes de l'étranger et notamment le roi *Louis de Bavière* (50.000 fr.) et le banquier genevois *Eynard* et par *Capodistrias* lui-même. Malheureusement, les difficultés budgétaires de l'époque obligea *Capodistrias* d'imposer une sorte d'emprunt forcé à la banque, qui privée ainsi de ses capitaux, a suspendu ses opérations et s'est vue finalement obligée de liquider en 1834.

Malgré ce premier insuccès, les banquiers étrangers ne cessèrent de proposer leurs services et leurs capitaux au gouvernement hellénique. Le 1^{er} avril 1836 un contrat fut signé entre le gouvernement d'une part et l'anglais *Glass* agissant au nom du banquier *Wright* de Londres, pour la

fondation d'une banque, mais cet accord ne fut jamais exécuté.

D'autre part des négociations furent également entreprises avec les banquiers *Mac Guill* et *Watson* de Londres (en 1831), *Paramythiotis* qui représentait un groupe de banquiers viennois (1835) et *Papanicolas* et *Baldwin* qui représentaient le banquier *Wright* déjà nommé. Aucune de ces négociations ne put aboutir à un accord définitif.

Il est curieux de constater que cette première tentative du capital étranger provoqua une vive réaction dans le pays. Une brochure anonyme qui circulait au mois de novembre 1837 et qui portait comme titre : « Remarques sur une banque étrangère » manifestait cet état d'esprit et soutenait que la fondation d'une banque par les étrangers aurait rendu la Grèce politiquement tributaire des grandes puissances.

Malgré cette opposition, les négociations furent reprises avec le banquier genevois *Eynard*, qui pour forcer les choses expédia en Grèce à son ami *Georges Stavros* la somme de 500.000 fr. Grâce à cet apport fut constituée la *Banque Nationale de Grèce*. Fondée par les lois du 30 mars et 19 août 1841, son capital initial fut fixé à 5.000.000 drachmes dont une bonne partie fut versée par des étrangers et notamment le roi *Louis de Bavière* (200 actions) le banquier *Eynard* (300 actions) et la maison *Rotschild* de Londres (100 actions). L'apport total du capital étranger est évalué à 1.000.000 drachmes. Le reste fut versé par divers capitalistes grecs dont *M. Zossimas* et le gouvernement hellénique qui a souscrit 1.000 actions, soit le 1/5 du capital.

Les premiers règlements de la banque furent approuvés par le gouvernement, mais après quelques mois de fonctionnement on s'est rendu compte de leur insuffisance et l'on fit venir à Athènes *M. Lemaitre* employé au ministère des Finances français, pour aider le gouvernement et l'administration de la banque à élaborer ses statuts définitifs. Ces nouveaux statuts furent adoptés par les actionnaires le 22 juin 1843 et par le gouvernement par la loi du 24 juillet 1843.

Entre temps était fondée à Londres, une banque anglaise, la *Ionian Bank* à laquelle le gouvernement anglais accorda

le privilège de fonctionnement dans les Iles Ionniennes, qui étaient alors une possession britannique. Lors de la cession de ces îles à la Grèce, le champ d'activité de la *Ionian Bank* se trouva automatiquement être la Grèce qui, par le traité de Londres lui reconnu le droit privilégié d'émission de billets de banque dans cette partie de son territoire. Avec la *Banque Nationale* elle constituait à cette époque la seule banque du pays et se partageait avec elle le privilège d'émission et toutes les autres opérations bancaires.

Depuis 1841 jusqu'à la fin du XIX^e siècle, grâce au développement de l'économie nationale et de la fortune privée, un fort mouvement de nationalisation fut impliqué au capital de la *Banque Nationale*, qui peut être considéré comme entièrement détenu par des Grecs dès le troisième quart du XIX^e siècle. Par contre la *Ionian Bank* résiste à ce mouvement de nationalisation, mais cette résistance n'est peut-être qu'apparente, étant donné que ses actions ne sont cotées qu'à la bourse de Londres.

Aux deux banques d'émission existant déjà s'ajoute une troisième en 1882. C'est la *Banque d'Epirothessalie*, fondée à Volo, au capital de 20.000.000 fr. dont 5.000.000 versés, fondée par un groupe de banquiers parisiens¹ auxquels le privilège d'émission dans les nouvelles provinces avait été accordé en échange de l'émission à Paris de l'emprunt hellénique 5% 1880. Enfin une quatrième banque d'émission, la *Banque de Crète*, est fondée en 1882 par la *Banque Nationale de Grèce*, les banquiers *E. Eugenidi* de Constantinople et *C.I. Hambro and Sons* de Londres. Sur 40.000 actions, 8.000 furent souscrites par la *Banque Nationale de Grèce*² et 14.000 furent émises en souscription publique en Grèce et en Egypte et couvertes cinq fois.

Sur ces quatre banques d'émission, trois se trouvaient sous le contrôle plus ou moins direct et complet, de banquiers étrangers. En effet sauf la *Banque Nationale*, toutes les autres banques d'émission ne fonctionnaient qu'avec des capitaux étrangers.

1. 6026 actions furent souscrites par la Banque Nationale de Grèce.

2. Apport couvert par la cession de la succursale de la Banque Nationale de Grèce à La Canée.

Le processus de l'unification commence par l'absorption de la *Banque d'Epiro-Thessalie* le 15 juin 1899 par la *Banque Nationale* de Grèce, et le rachat de son privilège d'émission qui atteignait 6.000.000 drachmes. L'unification continua par le rachat du privilège de la *Ionian Bank*, autorisé par la loi du 16 mars 1903, et se termina par le rachat du privilège d'émission et l'absorption de la *Banque de Crète*, par la *Banque Nationale* le 15 juillet 1919.

Le processus de l'unification peut donc être considéré comme terminé dès 1903, puisque ce n'est qu'en 1913 que la Crète fut rattachée à la Grèce et que pendant les années troubles 1914-1918 le pays avait d'autres soucis que l'unification monétaire.

Cette concentration de l'émission entre les mains d'une banque à capital exclusivement national dès 1903, époque à laquelle commence la véritable prospérité grecque, nous oblige à ne plus nous occuper de capital étranger dans des banques grecques d'émission d'avant guerre, dans lesquelles son apport initial fut bien faible et d'autre part il fut vite remplacé par l'épargne nationale.

2. Les banques commerciales.

La distinction entre instituts d'émission et banques commerciales et l'application du principe de la séparation de leurs fonctions respectives ne date en Grèce que de 1928. Ceci explique le fait que les deux grandes banques d'émission d'avant guerre, la *Banque Nationale* et la *Ionian Bank* furent aussi pendant longtemps les deux seules banques commerciales du pays, et continuèrent même après la fondation de banques purement commerciales à figurer parmi les institutions les plus actives et à faire sans interruption partie du groupe des banques dirigeantes.

A ces deux banques sont venues s'ajouter successivement avant la guerre les institutions suivantes :

la *Banque d'Athènes* fondée en 1893 par les banquiers grecs *Callergis* et *Jordanopulos*, mais dans laquelle la *Banque de l'Union Parisienne* a pris de très importants intérêts dès 1904.

la *Banque d'Orient* en 1904 fondée par la *Banque Nationale de Grèce* et la *Nationalbank für Deutschland*.

la *Banque Populaire* en 1905 fondée par la *Banque Nationale de Grèce* et les frères *Loverdo*,

et la *Banque Commerciale* fondée en 1907 par transformation en société anonyme de la maison de banque privée *Empédoclès et Cie*.

Pour compléter la liste des banques fondées en Grèce avant la guerre il faudrait y ajouter les banques suivantes qui n'existent plus aujourd'hui :

La *Banque de Crédit Industriel*, fondée en 1875, au capital de 25.000.000 drachmes divisé en cinq séries de 50.000 actions de 100 fr. dont deux séries avaient été émises en Grèce, en souscription publique jusqu'en 1896. Une diminution du capital fut décidée en 1903 par rachat de 20.000 actions et échange des 80.000 restantes contre 50.000 nouvelles d'une valeur totale de 5.000.000 drachmes. Une nouvelle série d'une valeur nominale de 5.000.000 drachmes fut émise en souscription publique en 1904 à Athènes et enfin une troisième série fut émise en 1905 à Londres et à Paris. Cette somme de 5.000.000 constitue le total de l'apport étranger dans le capital de la *Banque de Crédit Industriel*. Elle fusionna finalement le 7 juillet 1906 avec la *Banque d'Athènes*¹,

la *Banque de Crédit Général* dont les actions furent même cotées à Paris,

et enfin cinq autres petites banques toutes disparues aujourd'hui².

Dans l'*Economiste Européen* nous avons trouvé mention de l'établissement d'une agence de la *Banque de Russie* en Grèce vers le mois d'octobre 1894, mais nous manquons malheureusement de renseignements précis à ce sujet.

D'autre part, une tentative d'ouverture de succursales

1. En 1888 la Banque de Crédit Industriel avec le concours de la *Banque Nationale*, de la *Banque d'Epiro-Thessalie* et de la *Banque de Constantinople* fonda la *Société des Chemins de fer de Thessalie*.

2. Parmi ces banques notons : la *Banque Commerciale de Patras*, fondée en 1841 par le Vice Consul de Grande Bretagne à Nauplie *Green* et son compatriote *Robertson*. Le V.-Consul *Green* avait déjà reçu la permission en 1837 de fonder la *Banque Monétaire de Nauplie* qui n'a jamais fonctionné.

de la *Banque Impériale Ottomane* qui avait été projetée en 1892, après un voyage de son directeur *Sir Edgard Vincent* en Grèce, ne put aboutir, car elle rencontra une vive opposition populaire.

En résumé, à la veille de la première guerre balkanique il n'y avait en Grèce que six banques dont trois exclusivement grecques, la *Banque Nationale*, la *Banque Populaire* et la *Banque Commerciale*, une banque anglaise, la *Ionian Bank*, et deux banques françaises, la *Banque d'Athènes* et la *Banque d'Orient*, dans laquelle le capital français avait pris la place du capital allemand en 1910.

Voici le tableau des dépôts de ces six banques pendant les années qui ont précédées la guerre.

	(en millions de drachmes)				
	1910	1911	1912	1913	1914
Nationale	166	185	217	361	296
Commerciale	9	10	21	12	13
Populaire	5	6	8	16	22
Total indigènes	180	201	246	389	331
d'Athènes	127	140	118	98	69
Ionian	54	47	45	54	49
d'Orient	20	30	30	41	27
Total étrangères	201	217	193	193	145
Total général	381	418	439	582	476
Etranger %	52	51	44	40	30

Comme il ressort de ce tableau le pourcentage des dépôts des banques étrangères diminue. Mais il ne faudrait pas tirer des conclusions générales de ce fait de la diminution absolue des dépôts des banques étrangères, car la *Banque d'Athènes*, sur laquelle porte surtout la diminution, traversait une crise très sérieuse, provoquée par des causes indépendantes de la nationalité de son capital et dont l'origine même doit être recherchée hors du pays.

B. L'après-guerre.

La nouvelle banque d'émission.

La réforme bancaire en Grèce et la création d'une nouvelle banque d'émission, à laquelle on aurait transmis le

privilège et l'actif et passif correspondant de la *Banque Nationale*, fut l'objet d'une longue discussion et ne fut enfin acceptée, qu'après que cette séparation fut posée comme condition du patronage de la S.D.N., à l'emprunt de stabilisation ¹.

La nouvelle banque, la *Banque de Grèce*, fut établie en novembre 1927 ² et commença ses opérations en mai 1928. Son capital de 400.000.000 drachmes fut émis en souscription publique par la *Banque Nationale* et totalement couvert par des capitaux indigènes.

L'emprunt de stabilisation 6 % 1928, d'un montant de £ 9.000.000 fut souscrit à 86 % comme suit :

1 ^{re} tranche en Livres sterling dont en Angleterre			
	Hambro's Ltd {	£	3.370.960
	Erlanger's Ltd {		
— en Italie	Banca Commerciale Italiana {	£	400.000
—	Credito Italiano {		
en Suède	Stockholm's Enskilda Bank {	£	300.000
	Skandinaviska Kredit A.B. {		
2 ^e tranche en dollars : aux Etats-Unis			
	Speyer and Co {	\$	15.000.000
	National City {		
et en Suisse		\$	3.000.000

Sur le montant de l'emprunt 3 millions livres sterling ont servies pour renforcer l'encaisse de la nouvelle *Banque de Grèce* et le reste pour combler le déficit budgétaire et compléter l'installation des réfugiés.

Les banques commerciales.

Aux six grandes banques d'avant-guerre viennent s'ajouter pendant et après la guerre les établissements suivants :

La *Banque de l'Industrie*, fondée en 1918 et absorbée finalement par la *Banque Nationale* en 1928, la *Banque du Pirée* en 1918,

¹. Voir Dertilis, *op. cit.*

². Voir M. Pyrris. *La crise monétaire en Grèce* 1932, Paris, 1934.

la *Banque Centrale* en 1918 absorbée en 1927 par la *Banque Populaire*,

la *Banque de Chio* en 1919,

la *Banque de Crédit Commercial de Grèce*, en 1924 par fusion de la *Banque de Calamata* et de la *Banque J.F. Costopoulo*, et l'*Industrie du Tabac et Banque Caravassili* en 1924.

D'autre part les capitaux étrangers s'intéressaient à la fondation des établissements suivants :

Succursales de l'*Américan Express Inc.* à Athènes et au Pirée en 1920 ;

Banque Serbo-Grecque à Salonique en 1926, dans laquelle sont intéressées la *Banque de Vélès* et la *Béogradska Hypothekarna Banka*,

British-French Discount Bank en 1927, siégeant à Londres, filiale de la *Banque Ottomane*.

Banque Commerciale Italienne et Hellénique en 1929, la dernière fondation de la *Banca Commerciale Italiana* dans les Balkans.

Entre temps le nombre des banques étrangères augmentait automatiquement de trois, grâce à l'extension des frontières du pays et la désannexion de la Macédoine, de la Thrace Occidentale et des îles de la Mer Egée, provinces dans lesquelles exerçaient leur activité les banques suivantes :

1. La *Banque Ottomane*, elle possédait des succursales à Serrès (fermée en 1920) Drama (fermée en 1921) Janina (fermée en 1919) Xanthi (fermée en 1919) Mételin (fermée en 1925). Mais elle possède encore des succursales à Salonique et à Cavalla.

2. La *Banque de Salonique* qui ayant transféré son siège à Constantinople possède des succursales à Athènes, Cavalla Salonique et Le Pirée.

3. La *Banque Franco-Serbe* qui possédait une agence à Salonique (fermée en 1930).

* * *

Afin de spécifier la part des capitaux étrangers dans l'activité bancaire durant cette période 1920-1932, nous dis-

tinguerons les banques dirigeantes du pays et porterons nos observations uniquement sur celles-ci.

Selon les statistiques officielles de la *Banque de Grèce* pour les années 1928 et 1929 le groupe des banques dirigeantes était composé de la *Banque Nationale*, la *Banque d'Athènes*, la *Banque d'Orient*, la *Banque Commerciale* et la *Banque Populaire*. La *Ionian Bank* est classée dans une catégorie à part, celle des banques étrangères, mais le fait qu'elle est enregistrée à Londres, ne peut nous intéresser ici et c'est pour celà que nous l'ajouterons au groupe des banques dirigeantes citées, parmi lesquelles elle a bien le droit de figurer.

Ce groupe de banques dirigeantes qui comprend six banques de 1920 à 1931 et cinq banques en 1932 à la suite de la fusion de la *Banque d'Orient* avec la *Banque Nationale* représente en 1931 (à titre d'exemple) le 82 % du total des capitaux et réserves ¹ et 85 % du total des dépôts et comptes courants ² de toutes les banques grecques. Le pourcentage est à peu près le même pour toute la période envisagée.

Sur ces six banques dirigeantes il y en a trois que nous considérons comme banques étrangères :

1. La *Banque d'Athènes*, dans laquelle les capitaux étrangers représentent les 60 % du total et qui se trouve sous le contrôle effectif de la *Banque de l'Union Parisienne*.

2. La *Ionian Bank* dans laquelle la participation étrangère est de 40 % et qui est enregistrée à Londres.

3. La *Banque d'Orient* dont une pareille qualification comme étrangère paraît bien hasardée, mais qui n'a pas cessé d'avoir pendant les premières au moins années d'après guerre, une participation française très importante.

Voici le tableau de l'activité de ces six banques dirigeantes de la Grèce selon les chiffres de la statistique générale :

1. Voici les chiffres sans tenir compte des banques de nationalité étrangère (*Ionian*, *British-French*, *Ottomane*, *Salonique*) et des banques spéciales (de Grèce-Agricole-Foncière).

Total Dr. 2.626.371.000

Banques dirigeantes 2.155.135.000

Le pourcentage serait encore plus grand si l'on ajoutait aux deux totaux le capital et les réserves de la *Ionian Bank*.

2. Voici les chiffres avec les mêmes observations qu'à la note précédente

Total Dr. 13.899.726.000

Banques dirigeantes 11.908.687.000

**Participation des Banques Etrangères au capital et aux réserves, aux dépôts et aux comptes-courants
et aux placements des banques dirigeantes de la Grèce.**

(en millions de drachmes)

<i>Capital et réserves</i>	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Athènes	53	58	64	68	100	106	112	117	164	324	326	249	175
Ionian ¹	1,5	1,5	45	85	130	130	183	157	157	157	157	150	150
Orient	31	32	34	131	167	227	248	245	252	256	251	251	—
Etrangères	85,5	91,5	143	284	397	483	543	519	573	737	734	650	325
Indigènes	100	201	294	329	387	437	483	455	1.843	1.846	1.648	1.653	1.445
Total	185,5	292,5	437	613	784	900	1.026	974	2.416	2.583	2.382	2.303	1.770
Etranger %	45	31	32	46	50	51	52	53	25	30	30	27	17
<i>Dépôts et comptes courants</i>													
Athènes	432	582	616	923	1.107	1.293	1.500	1.519	3.059	2.813	2.785	2.363	2.190
Ionian ²	—	217	248	375	562	620	773	833	889	920	692	692	588
Orient	111	122	112	367	496	643	603	615	711	705	677	409	—
Etrangères	—	921	976	1.665	2.165	2.556	2.876	2.967	4.659	4.438	4.415	3.554	2.778
Indigènes	1.753	2.320	2.688	3.310	4.211	3.895	4.829	5.332	6.676	7.688	8.458	8.625	8.685
Total	—	3.241	3.664	4.975	6.376	6.451	7.705	8.299	11.335	12.126	12.873	12.579	11.463
Etranger %	—	28	26	33	33	39	37	35	41	37	34	28	24
<i>Placements³</i>													
Athènes	161	174	168	356	488	713	696	952	1.875	1.652	1.629	1.435	1.111
Ionian ²	—	91	112	139	267	388	481	525	620	586	525	442	324
Orient	77	83	90	282	391	559	557	693	870	945	670	528	—
Etrangères	—	346	370	777	1.146	1.660	1.714	2.170	3.345	3.193	3.824	2.405	1.435
Indigènes	551	623	1.215	1.350	3.463	2.816	2.819	3151	4.774	5.862	7.360	7.661	7.529
Total	—	971	1.585	2.127	3.609	4.476	4.533	5.321	6.119	9.075	11.184	10.066	8.964
Etranger %	—	35	25	37	31	36	37	40	37	35	34	24	16

1. Sur le total du capital et des réserves de l'Ionian Bank nous avons considéré comme travaillant en Grèce les 50/100 (Voir page 97). La conversion des £ en drachmes a été faite aux taux suivants : 1920-1921 = 25, 1922 = 140 1923 = 257, 1924 = 346, 1925 = 324, 1926 = 430, 1927 = 369 et depuis 1928 = 375 (taux adoptés par la banque).

2. Chiffres de la Statistique Générale de la Grèce et non du bilan annuel qui se rapporte au total de l'activité en Grèce et à l'étranger.

3. Nous avons compris sous ce titre les postes « Portefeuille » « Escomptes et avances sur titres et connaissements », « Avances et escomptes nantis par titres » et « avances sur marchandises » de la Statistique Générale de la Grèce.

Un fait qui ressort des chiffres ci-dessus et qu'il est utile de signaler à l'attention, est tandis que dans les autres pays balkaniques la crise bancaire de 1931 touchait surtout les banques indigènes et que les banques étrangères maintenaient leurs positions, en Grèce ce sont les banques indigènes qui maintiennent leurs positions (surtout la *Banque Nationale*) et les banques étrangères qui voient leur activité diminuer en très grandes proportions.

§ 3. Les Banques spéciales.

A. Le Crédit Industriel.

Sauf quelques petites banques de moindre importance et qui d'ailleurs n'ont pas pu tenir pendant longtemps la lourde tâche qu'est la distribution de crédits industriels, il n'y eut jamais en Grèce d'établissement spécialisé à ce genre d'opération, et ce sont les grandes banques commerciales qui financèrent de tout temps l'industrie.

La première institution importante de crédit industriel est le *Hellenic and General Trust Co Ltd* fondée¹ en 1928 à Londres au capital de £ 1.125.000 dont 1.000.000 versées. Ses actions furent souscrites par les maisons *Hambro's Bank Ltd* et *Speyer and Co* (£ 634.000) et la *Banque Nationale de Grèce* (£ 276.000).

Au 31 décembre 1931 elle avait accordé en Grèce des emprunts industriels d'un montant de £ 427.760².

Dans les contrats d'emprunts accordés par la *Hellenic and General Trust Co Ltd*, existe une clause, selon laquelle les 50 % de leur montant peuvent être transformés au gré du créancier en actions de l'industrie secourue, ce qui implique un grave danger d'accaparement pour l'industrie nationale.

Le Crédit agricole.

La *Banque Agraire de Grèce* est la dernière née de toutes les autres institutions de crédit agricole des pays balka-

1. Sous la première raison sociale *Hellenic Corporation Ltd*.

2. Les emprunts en Grèce sont limités à 60 % du capital.

niques. Elle n'a été créée que le 16 août 1930, et elle a pris la suite de quelques petites banques agricoles locales et du département des prêts agricoles de la *Banque Nationale* de Grèce.

Avant la fondation de la *Banque Agraire* le crédit agricole était exercé par quelques banques commerciales, en tête desquelles se trouvait la *Banque Nationale*, par les banques agricoles locales qui existaient auparavant et par les coopératives de crédit. Pas une seule des banques commerciales à capitaux étrangers n'a exercé le crédit agricole, sauf la *Ionian Bank* qui avait justement ce but lors de sa fondation en 1839, mais qui peu à peu s'en est désintéressée.

Le capital de la *Banque Agraire* d'un montant total de drachmes 1.081.732.000 a été entièrement versé par l'Etat. Une partie de ce capital a été prélevé sur le produit de l'emprunt des travaux publics 6 % 1928 émis à Paris et à Londres.

La *Banque Agraire* a également bénéficié d'un crédit à court terme de £ 20.000 accordé en octobre 1930 par la *Banque des Règlements Internationaux*.

Le total de drachmes 1.171.000.000 de prêts agricoles accordés au 31 décembre 1932, l'était par des banques grecques. (Agraire : 854 millions, Nationale¹ 302 millions et le reste réparti entre la *Banque de Grèce* et quatre petites banques).

Le Crédit foncier.

Le crédit foncier en Grèce fut pendant longtemps exercé par les banques commerciales. En ce qui concerne les banques d'Athènes² et d'Orient, on peut affirmer que c'est uniquement avec des capitaux étrangers que cette activité fut exercée. Par contre en ce qui concerne les autres banques c'est le contraire³ sauf pour la *Banque Nationale*. Cette banque a en effet conclu un emprunt hypothécaire à Paris en 1880 à 4 % converti en 1899 à 3 % d'un mon-

1. Département en liquidation.

2. La Banque d'Athènes a émis en 1899 un emprunt de fr. 2.500.000 couvert par des capitaux français à Paris.

3. Sauf les autres banques à capitaux étrangers.

tant total de 72.716.000 francs or, dont les 2/3 furent souscrits par la *Banque Générale d'Égypte* à Paris.

Quelques petites institutions de crédit foncier ont été fondées avec des capitaux grecs pendant la guerre, et notamment en 1924 le *Crédit Foncier du Pirée* et le *Crédit Foncier de Crète*.

Mais ce n'est que depuis 1927 que la Grèce possède un établissement de crédit foncier de quelque importance. La *Banque Foncière Nationale* au capital de 80.000.000 drachmes, fut fondée par transformation en société anonyme indépendante du département de crédits hypothécaires de la *Banque Nationale de Grèce*. Sur 80.000 actions créées, 60.000 ont été distribuées par la *Banque Nationale* à ses propres actionnaires et 20.000 furent gardées en portefeuille.

La *Banque Foncière* a émis de 1927 à 1930, un emprunt étranger de £ 5.000.000 à 7%. L'emprunt fut émis par tranches :

1^{re} tranche, Lstg 1.000.000 à Londres par souscription publique en 1927.

2^e tranche Lstg 1.000.000 à Londres par souscription publique en 1928;

3^e tranche Lstg 2.000.000 en deux séries :

1^{re} série Lstg 1.000.000 à Londres en souscription publique.

2^e série Lstg 1.000.000 dont :

Lstg. 500.000 ont été prises fermes par la *Hambro's Bank Ltd* et la *Maison Erlanger Ltd*.

et Lstg 500.000 ont prises fermes par un syndicat de banques grecques dirigé par la *Banque Nationale*.

Enfin en 1930 la *Banque d'Athènes* et la *Banque de l'Union Parisienne* ont fondé la *Banque Hypothécaire Franco-Hellénique*, au capital de 50.000.000 drachmes souscrit de moitié par chacune, dont 25.000.000 versées. Ces moyens d'action ont été accrus par l'émission à Paris d'un emprunt de Ff. 20.000.000 en août 1931 souscrit par la *Société Centrale de Prêts Hypothécaires*.

Au 31 décembre 1932 le total des emprunts hypothécaires accordés par les banques en Grèce, s'élève à

1.946 millions de drachmes. Sur cette somme les banques étrangères avaient les parts suivantes : *Banque d'Athènes* : 96 millions, *British-French* : 0,9, *Ionian* 75, *Commerciale Italienne* 19, *Ottomane* 2, et *Salonique* 26, soit un total pour les banques étrangères de 219, 9 millions, sur un total général de 1.946 millions¹. La participation étrangère s'élevait ainsi à 10% du total.

§ 4. Les banques étrangères en Grèce (par ordre chronologique de fondation).

Ionian Bank Ltd (Société Anonyme Britannique).

Siège social : Londres. Succursales : vingt-trois succursales en Grèce, 10 en Egypte et cinq dans l'Ile de Chypre.

Capital initial Lstg 100.000 divisé en 4.000 actions de Lstg 25 porté en 1842 à Lstg 150.000. porté, en 1904 à Lstg 315.510 par émission échelonnée de 5473 actions nouvelles réservées aux anciens actionnaires et nouvelle émission d'action d'une valeur de Lstg 2-10-0 distribuées gratuitement aux actionnaires, porté en 1911 à Lstg 485.580 et en 1925 à Lstg 600.000 par émissions successives.

Sur les 4.000 actions initiales, 500 seulement furent souscrites aux Iles Ioniennes. Les 7/8 de son capital sont donc de provenance anglaise. Mais petit à petit le nombre des actionnaires grecs a augmenté malgré le fait que ses actions ne sont cotées qu'à Londres. Aujourd'hui, selon une information que nous tenons du directeur de la Banque pour la Grèce, M. Th. Lekatzas, 60% des actions sont détenues par des Grecs et sur les 40% restants un bon nombre est détenu par des capitalistes grecs habitant Londres.

Selon une évaluation officielle, sur les Lstg 600.000 de son capital, seuls 50% travaillent en Grèce. Nous avons tenu compte de ce renseignement dans toutes nos comparaisons.

La *Ionian Bank* est la plus ancienne des banques travaillant en Grèce. Elle fut fondée en 1839 sur l'initiative du général *Sir Howard Douglas*, gouverneur des Iles Ion-

1. Dont 1.544.000.000 pour la Banque Foncière Nationale.

niennes, qui par l'intermédiaire du représentant des Iles à Londres, *Sir Alexander Wood*, se mit en rapport avec des capitalistes anglais. Les négociations aboutirent à un accord signé à Londres le 1^{er} février 1839, «sur la fondation aux Iles Ioniennes d'une banque d'émission et de dépôts, sous la direction et le contrôle d'un conseil d'administration siégeant à Londres »¹.

De 1840 à 1864 l'activité de la *Ionian Bank* se borne aux seules Iles Ioniennes. En 1864 les Iles sont cédées à la Grèce qui a pris l'engagement par le Traité de Londres de respecter le privilège de la *Ionian Bank*. Il en résulta pour la Grèce la pluralité des banques d'émission qui exista jusqu'en 1903. La reconnaissance de ce privilège, entrava d'ailleurs le développement de la *Ionian Bank*, car, pour ne pas entrer en conflit et en concurrence avec le second institut d'émission, la *Banque Nationale* de Grèce, elle fut obligée de signer avec elle un accord qui délimitait géographiquement leur compétence. Elle fut ainsi obligée de se cantonner aux seules places où elle s'était déjà installée avant l'annexion des Iles, et ne pouvait plus étendre le réseau de ses succursales.

Le caractère irrégulier de la banque, qui exerçait un privilège en Grèce, quoique administrée par un conseil siégeant à Londres et autorisée seulement par une charte royale de S.M. Britannique, a pris fin par la loi anglaise du 18 mars 1882, qui lui accorda la permission de se faire enregistrer parmi les sociétés anonymes anglaises. Depuis cette date elle porte la raison sociale *Ionian Bank Ltd.*

Le privilège d'émission de la *Ionian Bank* fut racheté par la *Banque Nationale* de Grèce en 1903. Elle fut ainsi libérée de son obligation de ne pas faire concurrence à la *Banque Nationale* de Grèce et de diverses autres restrictions qui lui avait été imposées à cause de son caractère de banque d'émission. Elle put ainsi étendre le réseau de ses succursales et augmenter le volume de ses affaires.

Dès 1907 elle s'installe à Alexandrie et peu après dans l'Ile de Chypre. En 1922 elle s'est installée à Constanti-

1. Il fut question d'établir une banque d'émission aux Iles Ioniennes dès 1836. Une pétition de capitalistes anglais proposait la création d'une *Mediterranean Bank* pour les Iles Ioniennes, Malte et Gibraltar.

nople où elle a pris la suite des affaires de la *Guarantee Trust Co of New-York*, mais elle a rencontré des difficultés insurmontables, et fut obligée de céder en 1928 ses affaires à la *Deutsche Bank*.

Son bilan est établi en livres sterling au 31 août.

Banque d'Athènes
(Société anonyme Hellénique).

Siège social : Athènes. Succursales : 107 en Grèce et les suivantes à l'étranger : Londres, Alexandrie, Le Caire, Port-Saïd, New-York, Boston, Limassol et Nicossie.

Fondée en 1893 par les banquiers grecs Callergis et Jordanopoulos, au capital initial de dr. 2.500.000 divisé en 25.000 actions de 100 dr.

porté en 1895 à 4.000.000 fr. par création de 15.000 actions nouvelles émises en souscription publique en Grèce,

porté en 1899 à 6.000.000 dr. par création de 20.000 actions nouvelles émises en souscription publique en Grèce.

porté en 1900 à 10.000.000 dr. par créations de 40.000 actions nouvelles émises en souscription publique en Egypte et couvertes par des capitaux des colonies grecques dans ce pays,

porté en 1904 à 20.000.000 dr. par capitalisation de 4.500.000 prélevées sur les réserves et distribution gratuite aux actionnaires de 45.000 actions nouvelles et par création de 55.000 actions nouvelles souscrites par la *Banque de l'Union Parisienne*,

porté en 1906 à 40.000.000 dr. après absorption de la *Banque de Crédit Industriel* par échange de 100.000 actions nouvelles contre 150.000 actions de la banque absorbée et par émission publique en Grèce à Alexandrie et à Paris de 100.000 actions nouvelles,

porté en 1910 à 50.000.000 dr. par création de 100.000 actions nouvelles dont 50.000.000 furent prises ferme par un groupe financier dirigé par la *Banque de l'Union Parisienne* et 50.000 émises en souscription publique,

augmenté en 1911 à 60.000.000 dr. par création de 100.000 actions nouvelles dont 50.000 furent prises ferme par le groupe dirigé par la banque de l'*Union Parisienne* et 50.000 émises en souscription publique.

diminué à 45.000.000 en 1912 et augmenté à 60.000.000 avec le concours de la *Banque de l'Union Parisienne* et la *Banque Nationale de Grèce*,

diminué en 1919 à 48.000.000 par remplacement de 120.000 actions ordinaires par 120.000 actions de jouissance,

augmenté en 1924 à 72.000.000 par création de 240.000 actions nouvelles réservées aux anciens actionnaires,

augmenté enfin en 1928 au chiffre actuel de 100.000.000 dr. par création de 288.000 actions nouvelles émises en souscription publique à Paris et couvertes par des capitaux français.

La *Banque d'Athènes* a montré dès sa fondation une très grande activité, tant comme banque commerciale que comme banque d'affaires.

Son expansion d'avant-guerre dans tous les pays du bassin oriental de la Méditerranée est impressionnante¹. En 1911 elle possédait 39 succursales dont 9 seulement en Grèce et 30 à l'étranger, soit en Crète, Turquie, Londres, Hambourg, Ile de Chypre, Principauté de Samos² et Soudan.

Après la guerre elle fut obligée de liquider ses succursales de Turquie et victime d'une crise très sérieuse elle a restreint le rayon de son activité extérieure se tournant surtout vers l'intérieur du pays. Quand à l'étranger elle possède encore ses agences de Londres³ en Egypte⁴ et en Chypre auxquelles elle a ajouté deux sociétés filiales aux Etats-Unis, la *Bank of Athens Trust Co of New-York* et la *Athens Bankers Corporation de Boston* (Mass)⁵. Ce fut également la première banque étrangère qui s'établit en 1925 en Albanie (voir page 185).

Elle s'est d'autre part intéressée dans diverses entreprises

1. Elle peut même être critiquée car elle provoqua une dispersion de ses affaires et un défaut de surveillance et de contrôle qui engendrèrent la crise qu'elle traversa en 1914.

2. La succursale de Port Vathy d'après une convention spéciale avait le caractère d'une banque d'état de la Principauté.

3. Où elle absorba en 1919, la *Banque Cox and Co*.

4. Où elle s'y installa dès 1897 et absorba la *Banque d'Escompte d'Egypte*

5. Lors de la récente crise bancaire aux Etats-Unis les deux filiales de la Banque d'Athènes et la filiale de la Banque Nationale de Grèce la *Hellenic Bank Trust Co of New-York* se sont trouvées parmi les banques 100 % liquides

dont elle a facilité la création ou le développement. Citons parmi ses participations : en 1905 avec le concours de la *Banque de l'Union Parisienne* et de la *Maison Erlanger* elle a fondée la *Société Priviligée du Raisin de Corinthe*¹. En 1906, la *Société des Vins et Spiritueux*, en 1907 avec la *Banque Nationale de Grèce* la *Société Priviligée des Magasins Généraux*. Plus tard elle participe à la réorganisation de la *Société Transatlantique* et des *Ateliers de Constructions Vassiliadès* et fondé la *Société Hellénique des Engrais Chimiques* et la *Macedonian Tobacco Co Ltd*. D'autre part, elle participe à tous les syndicats qui ont assumé l'émission des emprunts grecs d'avant guerre².

Après la guerre elle s'intéresse au deux plus grandes entreprises industrielles qui furent fondées en Grèce, la *Société des Eaux d'Athènes*³ et la *Société Générale d'Electricité*⁴.

Elles'est intéressée aussi dans les entreprises suivantes : *Société « Athénienne » d'Assurances Maritimes* et contre l'Incendie, *Compagnie Commerciale du Proche Orient*, *Ciments de Chalkis*, *Société « Papyrus » pour le Commerce et l'Industrie du Papier*, *Société Athénienne de Textiles*, *Loterie Nationale*, *Fabriques de soieries « Chrissalis »*, *Compagnie d'Assurances l'« Etoile »* et enfin la *Banque Hypothécaire Franco-Hellénique* déjà mentionnée.

Dans le passé la *Banque d'Athènes* eut à supporter diverses crises qui l'ont obligée de procéder à des amortissements massifs et des diminutions de capital. Il est bon pourtant de constater, que ces crises sont de leurs origines étrangères à la Grèce. La plus importante est celle de 1912-1913 provoqué par la crise cotonnière d'Egypte de 1911, la guerre italo-turque et les deux guerres balkaniques, qui

1. Les 3/4 de son capital (2.000.000 dr) furent versés par le groupe de la Banque d'Athènes et le reste par la Banque Viticole La société est en liquidation depuis 1923, le gouvernement ayant racheté son privilège.

2. Voici ces emprunts : 7 % 1907 fr. 20.000.000.

1911. Avance de drachmes 40.000.000 sur emprunt futur

1914. Fr. 200.000.000 première partie d'un emprunt de 500 millions.

3. Elle a pris ferme 50 % du montant de l'emprunt de 10.000.000 dollars 8 % émis à New-York et a souscrit une bonne partie du capital de la *Société des Eaux*.

4. Elle a pris part à la constitution du *Syndicat d'Etudes et d'Entreprises* qui avec la *Power and Traction Finance Co Ltd* de Londres a fondé la *Société Générale d'Electricité* et ses 4 sociétés filiales au capital total de dr.1.017.300.000.

eurent comme résultats immédiats pour la *Banque d'Athènes* la fermeture ou le boycottage de ses 15 agences en Turquie, où elle avait engagé des capitaux considérables.

Actuellement la *Banque d'Athènes* a repris sa place parmi les quelques banques balkaniques d'importance internationale.

La participation du capital étranger dans la *Banque d'Athènes* était en 1911¹ de dr. 35.000.000 sur 60.000.000 soit 58 % du total. Le pourcentage d'aujourd'hui est probablement le même.

Banque d'Orient (liquidée)

Fondée en 1904 par la *Nazionalbank für Deutschland* et la *Banque Nationale de Grèce*, qui souscrivirent à parts égales son capital initial de 10.000.000.000 F. français, porté dès 1905 à Ff.15.000.000. Elle a fait à ses débuts partie du vaste programme d'expansion bancaire allemande dans le Proche Orient. Dès sa fondation elle ouvre des agences à Constantinople, Salonique, Smyrne, Alexandrie et Hambourg et passe deux conventions très importantes, la première avec la *Deutsche Levant Linie*, qui lui réserve le droit de se servir de son organisation en Orient² et avec la *Deutsche Palästina Bank* avec laquelle elle procéda à une délimitation géographique de leurs activités respectives. Elle a ainsi réussi à s'attirer une clientèle très importante en Grèce, mais un désaccord naquit entre ses deux commanditaires, quand à sa politique à l'étranger, chacun des deux cherchant à faire prédominer son point de vue national.

On décida donc de limiter son activité aux seules affaires de Grèce et de fonder une autre banque allemande en Orient. C'est ainsi que fut fondée la *Deutsche Orient Bank* (voir page 47). La *Banque d'Orient* conserva ses agences d'Athènes, Salonique, Smyrne et Egypte, tandis que la *Deutsche Orient Bank* devrait continuer ses affaires à Constantinople et à Hambourg.

1. Selon M. Lébé, consul de France au Pirée, Voir *Economiste Européen*, d'octobre 1913.

2. Elle possédait des agences dans 50 ports du Levant.

Cette délimitation fut le point de départ du désintéressement des capitaux allemands pour la *Banque d'Orient*. Les capitaux français prirent la place des capitaux allemands en 1910 lors de l'augmentation de son capital de Ff. 15.000.000 à 25.000.000¹. Ses actions furent introduites à la Bourse de Paris et une bonne partie des nouvelles actions fut souscrites par le *Comptoir National d'Escompte*.

En 1911 le consul de France au Piré M. Lébé (cité par l'*Economiste Européen* du 10 octobre 1913) évalue à 11.000.000 fr. la participation française à son capital. Cette participation fut liquidée pendant et après la guerre.

La *Banque d'Orient* ne fut pas heureuse dans ses opérations. Elle eut à subir les préjudices d'une grande escroquerie à Smyrne, puis ceux de trois guerres consécutives et de la dépréciation de la drachme grecque et la livre turque par rapport au franc français. Finalement elle a subi la grave crise cotonnière de l'Egypte et la dépréciation de la livre anglaise, et en septembre 1932 elle fut obligée de fusionner avec sa fondatrice, la *Banque Nationale de Grèce*. A ce moment son capital était presque entièrement nationalisé.

Banque Ottomane
(Société anonyme Turquie).
(voir page 35)

Siège : Constantinople. Agences en Grèce : Salonique et Cavalla.

Le capital travaillant en Grèce est évalué à 458.000 dr.²

Banque de Salonique
(Société Anonyme Turquie).
(voir page 45)

Siège : Constantinople. Agences en Grèce : Athènes, Le Pirée, Cavalla et Salonique.

Le capital travaillant en Grèce est évalué à 50.000.000 dr.

1. Les autres augmentations sont : 1925 à 30 millions et 1926 à 35 mil.
2. Statistique générale de la Grèce.

American Express Co Inc.
(Société Anonyme Américaine)

Siège : New-York. Agences en Grèce : Athènes et Le Pirée.
Capitaux engagés en Grèce : 7.000.000 dr.

Banque Gréco-Serbe
(Société Anonyme Hellénique).

Siège : Salonique. Capital dr. 5.000.000 dont 1.250.000 versés.

Faible participation serbe.

British-French Discount Bank
(Société Anonyme Britannique).

Siège : Londres. Agences en Grèce : Athènes et Le Pirée.
Capital : £ 125.000 (anglais et français à faible participation grecque). Fondée en 1928 par la *Banque Ottomane* avec laquelle elle a procédé à une délimitation géographique de son activité.

Banque Commerciale Italienne et Grecque
(Société Anonyme Hellénique).

Siège : Athènes. Succursales : Le Pirée, Salonique et Cavalla.
Fondée en 1929 au capital de 60.000.000 dr. dont les 9/10 versés par la *Banca Commerciale Italiana* de Milan et les *Assicurazioni Generale* de Trieste et le reste par la *Banque Cosmadopoulo* de Volo.

Note sur la Banque Commerciale de Grèce.

Cette banque très prospère qui avait été fondée en 1905 avec des capitaux grecs, a procédé dernièrement à une opération très originale avec la place de Londres. Elle y a fondé en 1922 la *Commercial Bank of the Near East Ltd.* (Société anonyme anglaise) à laquelle elle a transmis son actif à l'étranger. Le capital de cette dernière fixé à £ 200.000 est entièrement détenu par la *Banque Commerciale* de Grèce, mais par contre des capitalistes anglais ce sont intéressés dans celle-ci pour une somme de 100-150.000 Lstg.

1. Stéfanides, *op. cit.*

Ce fut en somme une opération qui a abouti à un intéressement mutuel entre la place de Londres et la *Banque Commerciale* et qui n'a changé en rien son caractère spécifiquement grec, mais par contre lui a permis de s'établir à Constantinople d'où elle était exclue comme banque grecque.

Actuellement la *Banque Commerciale* de Grèce est passée sous le contrôle de la *Banque Nationale* de Grèce.

**Tableau d'ensemble
de la participation étrangère dans l'organisation bancaire
de la Grèce**

A) <i>Participation directe</i>	%	Drachmes
Banque d'Athènes	60	56.000.000 (1)
Ionian Bank (2)	40	72.000.000 (3)
Banque d'Orient	40	32.000.000 (4)
Commerciale Italienne et Hellénique	90	54.000.000
British-French (2)	100	60.000.000 (5)
Ottomane	100	458.000 (6)
Salonique	100	50.000.000 (7)
American Express	100	7.000.000
Total des banques commerciales		331.458.000
Crédit Hypothécaire Franco-Hellénique		12.500.000
Hellenic and General Trust Co		226.800.000 (8)
Total général de la participation directe		576.758.000
B) <i>Emprunts à long terme</i>		
Banque Nationale 1880	Ff	72.716.000
Banque d'Athènes 1899	Ff	2.500.000
Banque Foncière Nationale 1927	Lstg	5.000.000
Banque Hypothécaire Franco-Hellénique		20.000.000
Sur 6 % 1928 Travaux Publics		
à la Banque Agraire		500.000.000
Sur 6 % 1928 Stabilisation		
à la Banque de Grèce		3.000.000 Lstg
C) <i>Crédits à court terme</i>	dollars or	15.000.000 (9)

1. Après défalcation de 10.000.000 considérés comme travaillant hors de Grèce.

2. Lstg = 600 drachmes

3. Après défalcation de Lstg. 300.000 considérées comme travaillant hors de Grèce.

4. Après défalcation de 20.000 000 considérés comme travaillant hors de Grèce

5. Après défalcation de Lstg. 25.000 considérées comme travaillant hors de Grèce.

6. Chiffre de l'*Annuaire économique de la Grèce*, 1931, p. 392.

7. Montant du capital évalué comme travaillant en Grèce.

8. Sur les 60 % de son capital qui peuvent être investis en Grèce.

9. D'après le rapport du Comité Financier de la S.D.N., février 1933.

Conclusions pour la Grèce.

Nous avons vu dans cette esquisse rapide du développement du crédit en Grèce que l'apport du capital étranger fut précieux aux débuts surtout de ce développement. C'est grâce à cet appui que les premières banques grecques ont pu être créées, comme la *Banque Nationale* et la *Ionian Bank*. Mais on peut constater d'autre part que l'épargne indigène grâce à la souplesse, la facilité d'adaptation et l'esprit commercial du grec, a pu facilement prendre la place initiale du capital étranger, le détroner des établissements dans lesquels il s'était investi et compléter l'organisation dont il avait posé les bases. Les étrangers se sont donc bornés à un rôle d'éducateur. La contribution des grecs venus de l'étranger a été d'ailleurs considérable. Eduqués dans des centres financiers internationaux, comme ceux de Constantinople, Vienne ou Londres, ils ont transporté dans leur pays, avec leurs capitaux, la pratique des opérations financières.

L'éclosion des banques étrangères qui a marqué ces dernières années l'histoire bancaire du pays, ne contrevient pas à ces affirmations. Des désastres militaires et économiques ont ralenti le rythme de la formation de l'épargne indigène, tandis que le rythme de l'industrialisation du pays s'accélérait. La nécessité de capitaux nouveaux se faisait cruellement sentir et elle a facilité la fondation de nouvelles banques étrangères, comme elle est également la seule responsable de l'endettement excessif du pays durant ces dernières années. Il est très probable qu'avec un retour à la vie économique normale, plusieurs des nouvelles banques étrangères qui font aujourd'hui preuve d'une belle activité, verront leurs affaires se ralentir.

CHAPITRE IV

LA ROUMANIE

§ 1. Considérations générales

L'histoire bancaire de la Roumanie, comme celle de la Bulgarie, peut être divisée en deux périodes séparées par la guerre, pendant laquelle toute activité économique était interrompue.

Avant la guerre l'organisation bancaire roumaine fonctionnait d'une façon plus au moins normale pour un pays qui ne pouvait pas encore se baser sur son épargne nationale mais était obligé de recourir à l'étranger pour obtenir des capitaux et des crédits.

La distribution du crédit était assurée par une organisation assez compliquée. Les basements de cette organisation étaient les grandes banques de Bucarest et une des banques provinciales. C'était d'elles que dépendaient les petites banques de Bucarest ou de province, qui étaient les organes de deuxième degré dans cette organisation. La *Banque Nationale* qui aurait dû couronner cet édifice ne jouait qu'un rôle très effacé. Ceci était dû à ce que la plupart des grandes banques roumaines possédaient des moyens d'actions suffisants pour se passer de l'aide de la *Banque Nationale*. Il n'y avait en effet que quelques banques qui recouraient à la réescompte, la *Banque d'Escompte Roumaine*, la *Banca Romaneasca* et la *Banque Agricole*. Toutes les autres banques de Bucarest (*Marmorosh Blank, Générale, de Crédit et Commerciale*) disposaient de

larges crédits étrangers qui leur revenaient à meilleur marché que le réescompte. La *Banque de Commerce de Craïova* enfin, disposait d'une grande masse de dépôts, qu'elle concentrait, grâce à la prospérité de la Valachie, province dans laquelle elle exerçait son activité.

Nous nous trouvions en somme devant trois sources de crédit bien distinctes. La source indigène qui prenait naissance à la *Banque Nationale* et par trois banques essentiellement roumaines se dispersait dans le pays, la source étrangère qui prenait naissance sous forme de crédits de l'étranger, passait par quatre banques contrôlées par des étrangers et finissait par se répandre dans le pays, soit directement, soit par la dernière entremise de petites banques locales. Et enfin nous avions un circuit fermé, celui de la Valachie, alimenté par les dépôts de la *Banque de Commerce de Craïova* et qui se répandait dans la région par sa seule entremise.

Tout ce système qui fonctionnait assez régulièrement engendrait un certain danger et une certaine contradiction qui n'apparut pourtant en Roumanie qu'aux premiers jours de la déclaration de la grande guerre. Ce danger est provoqué par le fait qu'une certaine partie de l'organisation du crédit (celle qui est composée des banques étrangères et des petites banques qui sont leurs filiales ou leurs clientes) agit et travaille d'une façon complètement indépendante de tout contrôle intérieur, tout en faisant une partie intégrale du marché monétaire. Il peut en résulter que si, en période de crise, les crédits étrangers sont coupés ou simplement ralentis, toute la partie du marché monétaire qui en dépendait, se tourne vers la source indigène du crédit, la *Banque Nationale*, qui se trouve ainsi complètement submergée par les demandes. Le danger consiste en ce que l'institut d'émission sur lequel retombe en temps de crise le fardeau total de l'alimentation en crédit du pays, ne dispose pas en période normale de moyens suffisants pour s'imposer aux grandes banques et contrôler le marché. La *Banque Nationale* dans ce cas joue le rôle d'institut d'émission quand ce rôle lui impose des charges, mais cesse de le faire, dès que les conditions du marché pouvaient lui donner certains pouvoirs indispensables pour une banque centrale.

Ceci est naturellement un défaut organique du marché monétaire roumain d'avant-guerre, mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'est pourtant pas manifesté avant 1914 et que ce n'est qu'après les tristes journées de juillet-août 1914 qu'il a mis en danger l'économie bancaire du pays. Les premiers moments de panique passés le calme est revenu et fut transformé bientôt en une inactivité complète, dûe à la guerre, l'envahissement du territoire et les mesures financières et économiques du gouvernement.

Après la guerre, l'organisation bancaire de la Roumanie et la normalisation relative de la distribution du crédit qui existait auparavant, se trouva complètement bouleversée. Le bouleversement est provoqué, d'une part par l'accroissement des besoins du pays en crédit et d'autre part par la fermeture des sources principales auxquelles le crédit était puisé avant la guerre. Examinons successivement ces deux faits et les causes qui les ont provoqués.

L'accroissement des besoins en crédit est un fait remarqué dans tous les pays après la guerre quand la nommée « grève du crédit » a cessée, mais qui a pris une ampleur exagérée en Roumanie. L'extension de l'ancien royaume et l'annexion de nouvelles provinces d'une étendue presque égale et d'une vitalité économique bien supérieure à celles de l'ancien royaume, eût comme résultat l'accroissement des capitaux circulants, nécessaires pour le fonctionnement régulier de la production. Mais il fallait encore auparavant mettre en marche cette machine de production qui, sous toutes ses formes avait été arrêtée pendant la guerre. Cette mise en marche exigeait des capitaux bien supérieurs à de simples capitaux de roulement qui auraient été suffisants en période normale. Et tandis que l'accroissement des besoins du pays était déjà considérable ainsi déterminé par ces facteurs naturels, d'autres facteurs complètement artificiels, interviennent également et rendent la tâche des banques roumaines vraiment insurmontable. Nous voulons parler, d'une part de la nationalisation des industries des territoires désannexés, et d'autre part de la réforme agraire. Entreprises de grande envergure qui à elles seules auraient suffi à drainer et absorber toute l'épargne nationale.

Pour répondre à ces besoins accrus et rétablir l'équilibre, les banques pouvaient disposer normalement de deux sources de disponibilités, leurs capitaux et les dépôts et comptes-courants. Elle pouvait les puiser à deux sources différentes, à l'étranger et à l'intérieur du pays.

La concentration de l'épargne nationale fut pratiquée par toutes les formes possibles. Les capitaux des banques augmentèrent à une allure vertigineuse par émissions publiques à Bucarest, tandis que les dépôts progressèrent avec la même rapidité aux premières années d'après guerre. Mais il ne faut pas perdre de vue que les émissions publiques sont couvertes et les dépôts stimulés non pas par un accroissement quasi miraculeux de l'épargne nationale, mais surtout grâce à un fait artificiel qui s'impose pendant toute cette période : l'inflation. Aussitôt que l'inflation s'arrête, les disponibilités du public se restreignent. L'appel des banques, qui continuent la politique des émissions successives, reste sans réponse, les dépôts cessent d'augmenter en progression géométrique et un certain malaise s'empare du marché dès 1923, et ne cesse depuis lors d'augmenter.

Ce malaise aurait dû être prévu et son danger écarté, autant que possible, par l'utilisation de l'autre source de capitaux, les participations et les crédits de l'étranger. Malheureusement on n'a pas suivi cette politique, qui aurait probablement abouti à une normalisation de la distribution du crédit, bien avant la crise qui se déclencha en Roumanie dès 1927 et qui a écarté pour assez longtemps la possibilité de cette normalisation.

Le gouvernement roumain suit au contraire pendant toute cette période une politique hostile aux participations et aux crédits étrangers. Cette politique est inaugurée dès le lendemain de la guerre et est couronnée en 1925 par les fameuses lois économiques qui ont rendu pratiquement impossible tout nouveau placement étranger dans le pays.

Et non seulement les nouveaux placements sont écartés mais les participations déjà existantes sont liquidées, car la plupart proviennent des anciens empires de l'Europe Centrale et sont considérés comme « ennemies ». Bravant

cette politique nationaliste, quelques capitaux étrangers s'investissent en actions bancaires pendant la période 1919-1921 et des crédits étrangers assez considérables sont ouverts pendant cette même période aux banques de Bucarest par les grands établissements financiers de l'Europe Occidentale. Mais ces placements sont bientôt découragés par le krach de la *Banque de la Nation* en novembre 1921, qui provoque des mesures anti-économiques du gouvernement roumain. Une légère reprise des placements se manifeste après la stabilisation de fait de 1927 mais est également bientôt arrêtée par la crise mondiale. C'est en vain que le gouvernement agraire, qui vint au pouvoir en 1929, fait appel aux capitaux étrangers afin de rétablir l'équilibre.

Après avoir ainsi drainé les ressources indigènes de leur disponibilités et négliger volontairement ou non, les sources étrangères, les banques roumaines entrent dans la période critique qui aboutit au désastre de 1931. D'une part elles voient se volatiliser leur portefeuille d'actions qu'elles avaient acquises sous la pression gouvernementale et en vue du programme de nationalisation des industries des territoires désannexés. En plus, elles ont à subir l'insolvabilité des producteurs ou commerçants qui se sont ruinés par la chute des prix des céréales et du pétrole qui se déclenche dès 1927, et enfin elles subissent le coup de grâce que fut pour elles la panique des déposants en 1931, provoquée par la crise financière de l'Europe Centrale, la chute de la livre sterling et des rumeurs sur un moratorium agricole préparé par le gouvernement.

Actuellement l'organisation bancaire roumaine est bien loin de l'équilibre et de la normalisation. Elle ne doit pas espérer y arriver avant que les capitaux étrangers ne lui permettent d'amortir les graves pertes subies ces dernières années.

*
* *

Les deux principaux produits roumains, le pétrole et les céréales, doivent être considérés comme la cause lointaine

des investissements bancaires de l'étranger en Roumanie.

La grande production de céréales de la Roumanie, et plus généralement son caractère agricole, l'a rendu de bonne heure pour les Empires Centraux « le grenier de nos armées ». La grande guerre n'a d'ailleurs fait que confirmer cette affirmation. Ainsi de bien bonne heure la Roumanie devint un des buts de l'expansion bancaire allemande à l'étranger, qui selon la conviction de ceux qui la pratiquèrent, devait donner comme résultat l'accaparement financier et l'enchaînement politique. Il ne faut pas également oublier qu'à part cette question de céréales qui était de grande importance pour l'Allemagne, il y avait également d'autres raisons qui ont déterminé l'expansion bancaire allemande en Roumanie, raisons d'ordre politique, comme le fait que la Roumanie possédait la clef du Danube, « fleuve allemand », qu'elle était chargée de défendre contre la poussée russe, et fait d'ordre économique et financier, qu'elle possédait de riches gisements pétrolifères dans lesquels tous les banquiers de tous les temps ont toujours vu une possibilité de spéculation sûre et de bénéfices monstres.

Cette question de pétrole fut la seconde cause de la grande participation bancaire de l'étranger en Roumanie. On prévoyait déjà l'importance économique croissante du pétrole et les bénéfices que pourrait tirer la Roumanie de son sous-sol, ainsi que la répercussion générale de cette faveur de la nature sur l'économie du pays et l'« ont pris position ».

A ces raisons spéciales pour la Roumanie, on doit ajouter une troisième générale pour tous les Balkans, l'absence de capitaux indigènes. La faible épargne des cultivateurs était absorbée par la capitalisation foncière et la thésaurisation. L'importance de la fortune mobilière ne fut comprise qu'après la période de prospérité 1904-1907. Ce fut avant cette période que les capitaux étrangers plus clairvoyants se sont introduits dans le pays et ont consolidé déjà leur position. D'autre part la fortune mobilière nationale qui avait pris un assez grand essor avant la guerre, fut complètement détruite pendant l'invasion, et après la

guerre elle ne put suivre le mouvement qui lui fut impliqué par la politique de nationalisme économique.

Enfin une dernière cause de participation actuelle étrangère dans les banques du pays, que nous retrouverons également pour la Yougoslavie, doit être recherchée dans l'extension territoriale du royaume, qui d'après les traités de paix de 1919, s'est vu aggrandi de territoires dépendant avant la guerre de centres économiques et financiers extrêmement importants, comme Vienne et Budapest. Les attaches que ces centres s'étaient créées avec ces provinces ne pouvaient pas être rompues du jour au lendemain. Elles ont survécu aux changements politiques, aidées comme elles le furent par l'esprit de tradition et le nationalisme légendaire des minorités nationales.

§ 2. L'organisation bancaire

L'avant-guerre

L'Ancien Royaume.

Toute l'histoire économique de la Roumanie pendant les trois premiers quarts du XIX^e siècle, n'est qu'une suite de lamentations contre l'action déprimante de l'usure. Le crédit à cette époque paraissait comme un remède économique et la « banque » était l'objet central des préoccupations du pays

Depuis 1831 l'espoir en la création d'une banque était déjà exprimé dans une adresse de l'Assemblée au *Général Kisseleff*. En 1847, le *Prince Bibesco*, avait l'intention d'en fonder une à Bucarest et ce même projet se trouve parmi les Déclarations de 1848. Les projets ont suivi les projets, élaborés non seulement par des Roumains, mais par des étrangers aussi.

Parmi les projets étrangers, qui sont les premières tentatives de capitalistes étrangers de s'installer en Roumanie, citons ceux de *Bordelet*, *Dussard*, *Levault*, *S. de Haber*, *Schnapper* et *Mallet*. Seul pourtant le projet des banquiers allemands *Oeschlager* et *Nuland* directeurs de la *Banque*

Nationale de Dessau, aboutit en 1847 à la fondation de la *Banque Nationale Moldave*.

La *Banque Nationale Moldave* est la première banque roumaine digne de ce nom. Certes il existait auparavant un grand nombre de maisons de banque privées, comme la Maison *Sechiari Derussi*, originaires de Marseille et de Constantinople, qui s'adonnaient au commerce des blés et aux opérations de banque, la Maison *Mihael Daniel*, fondée en 1825 à Jassy et à Bucarest, la Maison *Halfon*, en 1830, la Maison *Ghermani* en 1834, la Maison *Elias Frères* en 1837, la Maison *Hilel Manoah* en 1847, la Maison *J. Marmorosh*, en 1848¹ et la maison *Chrissoveloni* en 1865². Il ne faut pas enfin oublier que les négociants en grains étaient amenés par leur métier à faire du crédit aux paysans qui leur vendaient d'avance leurs récoltes. Une certaine relation persiste encore aujourd'hui entre ces deux occupations.

Pourtant la *Banque Nationale Moldave* doit être justement considérée comme la première banque roumaine. Elle avait un capital de 850.000 ducats, que ses fondateurs placèrent en prêts à long terme à 7 %. Le total des crédits qu'elle accorda s'éleva à 9.587.000 lei et elle s'adonne aussi à des spéculations cambistes. Elle y éprouva de fortes pertes et quand elle a voulu réaliser son actif, les immeubles mis en hypothèques, elle ne put y réussir car il n'y avait pas encore en Roumanie, un large marché pour les terres. En 1860 la *Banque Nationale Moldave* fit faillite. Une sentence du tribunal de Jassy du 13 décembre 1860 leva la faillite, et lui donna certains privilèges qui lui permirent tant bien que mal de vivre jusqu'en 1870, date à laquelle elle disparut définitivement.

La période 1860-1870 est une nouvelle période de projets, de propositions et de faibles tentatives. Les propositions les plus sérieuses furent celles des banquiers *A. de Hertz* au nom d'un groupe parisien, *E. de Reims* au nom d'un groupe parisien et *Ferd. Leiter* et du groupe *E. Bousquet-Deschamps* et *Merkens-Gardens*. Aucune de ces propositions

1. Voir p. 148 pour son évolution ultérieure.

2. Voir p. 154 pour son évolution ultérieure.

ne put aboutir. Signalons également la proposition des banquiers indigènes *Tetorianu Frères* et *A. Zehender* qui en 1865 demandent sans résultat l'autorisation de fonder une banque.

Entre temps des petites institutions de crédit se fondèrent dans le pays. Citons parmi elles les plus importantes : la *Société d'Epargne de Focsani* et la *Banque de Braïla*, en 1874 et la *Caisse d'Escompte et de Prêts* de Jassy en 1876. Enfin la *Banque Ottomane*, avait établi des agences à Galatz et Bucarest dès 1865. L'année suivante elle les a cédées à la *Banque de Roumanie* de Bucarest, la première banque roumaine existant encore aujourd'hui.

Mais le véritable point de départ de l'organisation roumaine de crédit fut la fondation de la *Banque Nationale* en 1880. Presque immédiatement après la fondation de la *Banque Nationale* était fondée en Roumanie, par le *Crédit Mobilier Français* et la *Deutsche Bank*, la *Société de Crédit Mobilier Roumain*, au capital de 40.000.000 lei dont 25 % versés.

Immédiatement après la *Banque Nationale* se fondent plusieurs autres institutions de crédit à capitaux indigènes parmi lesquelles citons : la *Première Société d'Epargne de Galatz* en 1881, la *Société Fratia* (Fraternité) de *Focsani* en 1883, la *Société de Crédit Vulturul de Targevita* en 1885 et la *Banca Dunarea de Tulcea* en 1890.

Mais ce n'est qu'après 1890 que commencèrent à apparaître les premières grandes banques commerciales, soit : *La Banque Agricole*, en 1894 fondée par des capitaux indigènes et qui malgré son nom est une banque commerciale ; *La Banque Générale de Roumanie*, en 1897, fondée par la *Disconto Ges.* et la *Maison Salomon Bleichroder* de Berlin ; *La Banque de Commerce de Craïova*, en 1898, fondée par des capitaux indigènes dans la capitale de la riche province de la Valachie ;

La Banque d'Escompte Roumaine à Bucarest en 1899 par des capitaux indigènes également.

Parmi les banques de moindre importance fondées à la même époque, citons : la *Banque de Commerce et d'Industrie de Ploesti* (liquidée en 1914), la *Banque de l'Olt de Slatina*

(reprise par la *Banque Franco-Roumaine*) et la *Banque d'Escompte de Constantza* (transformée en 1921 en *Banque de Crédit de la Dobrogea*).

Mais c'est surtout pendant les quinze premières années du XX^e siècle que les banques se multiplièrent et que les grandes institutions de crédit se sont fondées :

En 1904, la *Banque de Crédit Roumain*, par la *K. K. Privat. Oest. Lander Bank* de Vienne.

En 1905, la *Banque Marmorosh Blank et C^{ie}*, par la *Darmstadter Bank* et *Berliner Handelsgesellschaft*.

En 1907 la *Banque Commerciale Roumaine* par la *Anglo-Austrian Bank*, la *Wiener Bankverein*, la *Banque de l'Union Parisienne* et le *Crédit Anversois*.

En 1911, la *Banca Romaneasca* par des capitalistes indigènes.

En 1912, la *Banque Roumaine de Crédit de Prague* avec des capitaux tchèques.

En 1914 la *Banque Franco-Roumaine de Commerce et d'Industrie* par le *Crédit Français*.

Voici d'ailleurs les chiffres de l'essor bancaire roumain avant la grande guerre. :

Année	Nombre des banques	Capitaux en lei
1865	1	10.000.000
1881	5	22.007.892
1900	32	49.357.953
1908	83	91.527.000
1910	197	215.804.000
1914	215	249.045.000

Si l'on étudie cette organisation bancaire de la Roumanie qui à ce moment est la mieux équipée de tous les pays balkaniques, on aboutit aux constatations suivantes :

1^o Sur les 215 banques existantes, il y en a sept qui réunissent les 50 % des capitaux. Ce sont :

La Banca Romaneasca	26.250.000
La Banque Générale	15.000.000
La Banque de Crédit	20.000.000
La Banque Marmorosh	20.000.000
La Banque Agricole	18.500.000
La Banque Commerciale	12.000.000
La Banque d'Escompte	10.000.000

121.750.000

Ce sont les sept banques dirigeantes de la Roumanie.

2°. Une seconde constatation s'impose. Sur les sept banques dirigeantes il y en a quatre qui sont commanditées par l'étranger avec un capital total de 67.000.000 lei, soit plus de 50 % des capitaux de ce groupe. En effet les banques : *Générale, de Crédit, Commerciale* et *Marmorosh* restent complètement sous l'influence de leurs fondateurs auxquels sont venus s'adjoindre : 1° pour la *Banque Marmorosh*, en 1906, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* qui participe à une forte augmentation de son capital; 2° pour la *Banque Commerciale*, le *Crédit Liégeois* à la suite de la fusion de cette banque avec le *Crédit Belgo-Roumain* de Braïla, dans lequel il était intéressé. En plus toutes ces banques disposent de larges crédits à découvert (Blankokredit) de leurs commanditaires.

Si l'on ajoute à ces banques, la *Bank of Rumania* et la *Banque Roumaine de Crédit de Prague*, on constate que les capitaux étrangers étaient encore plus importants.

3°. Même constatation pour l'activité des banques d'après ce tableau :

Postes du bilan	7 Banques dirigeantes	4 Banques étrangères	
Portefeuille	217.070.000	76.846.000	35 %
Titres	49.519.000	30.535.000	61 %
Comptes-courants	403.088.000	268.006.000	66 %
Participations	9.945.000	8.974.000	90 %
Dépôts et comptes courants	482.872.000	338.285.000	69 %
Bénéfices	7.956.000	13.065.000	76 %

4°. Une dernière constatation concerne le réescompte. Voici un tableau suggestif :

Portefeuille de la Banque Nationale en 1914	246.130.000
dont réescompte des 7 banques dirigeantes	135.949.000
dont réescompte des 3 banques indigènes	115.088.000
et réescompte des 4 banques étrangères	20.851.000

Nous avons donné l'explication de ce phénomène dans la première partie de ce chapitre. Les banques étrangères ne recourent pas à la Banque Nationale¹ car elles disposent

1. Les banques indigènes au contraire abusent du réescompte. La proportion entre le poste réescompte et le poste portefeuille était en 1913 la suivante : Banque Agricole 39 : 40, Banque d'Escompte 24 : 32 et Banca Romaneasca 42 : 66.

de larges crédits étrangers. C'est une politique d'ailleurs beaucoup plus rémunératrice car le taux des crédits étrangers est de 2 à 3 points moins élevé que celui du réescompte.

5° Enfin une dernière constatation est celle de l'apparition d'un nationalisme financier. Nous en trouvons la manifestation dans une campagne de presse pour la nationalisation des banques, en 1910 par le parti libéral, et qui a abouti à la fondation de la *Banca Romaneasca*, banque « intégralement roumaine »¹.

Une pareille campagne ne pouvait être justifiée que si les banques étrangères avaient en réalité accaparé le marché monétaire et financier de la Roumanie. Sans en arriver là, nous admettons la supériorité des banques étrangères vers 1910 et que la *Banca Romaneasca*, malgré son développement rapide et son caractère purement national et patriotique, n'a pas réussi à les détrôner jusqu'à la déclaration de la guerre.

Transylvanie et Banat.

Au moment de son union avec la Roumanie, la Transylvanie possédait déjà une organisation bancaire adaptée au caractère ethnique et les intérêts particuliers des nationalités qui l'habitaient. On pouvait même distinguer trois organisations bancaires distinctes.

L'organisation hongroise, soit les succursales des grandes banques de Budapest et les petites banques locales qui leur étaient rattachées. Signalons parmi eux les succursales de la *Banque Austro-Hongroise*, du *Crédit Foncier du Royaume Hongrois*, du *Crédit Foncier des Petits Propriétaires*, de la *Banque Altruiste* et la banque locale, *Banque*

1. La liaison de la Banca Romaneasca avec le parti libéral a poussé certains milieux à insinuer que toutes les banques roumaines sont liées à des partis politiques et profitent différemment de tout changement ministériel. C'est ainsi que la *Frankfurter Zeitung* (30 novembre 1921) considérait comme affiliées au parti libéral : la Banque Nationale, la Banca Romaneasca, la Banque Commerciale, la Banque d'Escompte et la Banque Générale, au Parti Conservateur : la Banque Agricole et la Banque de la Nation et au Parti Agricole : 8 banques commerciales de provinces et les coopératives.

Si l'on peut accepter ces liaisons indiquées par la *Frankfurter Zeitung* on ne peut arriver à ses mêmes conclusions, que la chute de la Banque de la Nation en 1921, n'est due qu'à ce que la Banque Nationale ne l'a pas soutenue car elle voyait en elle un adversaire politique.

Hongroise de Crédit Hypothécaire de la Transylvanie.

L'organisation saxonne et souabe était la plus ancienne de toutes et avait été créée par la classe moyenne dans le but de combattre la spéculation et de développer le commerce et l'industrie. Les banques saxonnes centralisaient l'épargne des habitants de la région sous forme de dépôts à intérêts et procuraient des crédits à long terme et à faibles intérêts aux commerçants, artisans et industriels. Les bénéfices de ces banques étaient destinés aux fondations culturelles. Ce sont presque toutes de très puissantes organisations financières qui ont survécu à la grande guerre et la désannexion des territoires dans lesquels elles exerçaient leur activité. Il y en avait encore trente sept en 1920, parmi lesquelles les plus importantes étaient la *Hermannstadter Allgemeine Sparkassa* (fondée en 1841) au capital de 10.000.000 lei, la *Bodencreditanstalt de Sibiu*, au capital de 10.000.000 lei, la *Allgemeine Sparkassa de Brasov*, au capital de 50.000.000 lei, la *Arader Buerglicher Sparkassa d'Arad* et la *Schwabische Zentralbank de Timisoara*. Il y avait également en 1920, 170 sociétés coopératives souabes et saxonnes de crédit.

L'organisation roumaine était la dernière venue, car pendant longtemps le gouvernement de Budapest avait opposé un veto catégorique à toute tentative d'organisation financière roumaine. Les Roumains pourtant réussirent petit à petit à organiser dans certains villages des coopératives Schultze-Delitch mais elles ne purent prospérer et disparurent complètement vers 1874. Pour prendre leur place, la *Banque Albina* de Sibiu fut fondée en 1875. Malgré les obstacles qu'on lui opposa elle pu prendre l'initiative de l'organisation roumaine de crédit en Transylvanie, grâce à sa collaboration avec les institutions financières tchèques et slovaques, qui rencontraient dans une autre partie de l'Autriche-Hongrie la même opposition gouvernementale. Cette coopération la fortifia et elle devint la plus grande banque de la Transylvanie avec un capital de 20.000.000 lei en 1920, et un nombre imposant de succursales dans toute la Transylvanie et même à l'étranger comme par exemple à Ohio (Cleveland, Etats-Unis), où

elle centralisait des dépôts les émigrants. Ce fut également la *Banque Albina* qui aida à la fondation des banques roumaines de l'Amérique du Nord, la *Banca Aurora* et la *Banca Romaneasca*¹.

Bucovine.

Grâce à sa position géographique la Bucovine qui était le centre du commerce du transit entre les régions industrielles de l'Autriche et les plaines fertiles de la Russie avait attiré l'attention des banques de Vienne et de Budapest qui y avaient fondé de nombreuses succursales. Citons celles de la *Wiener Bankverein*, de l'*Anglo-Austrian Bank*, de la *Depositen Aktienbank*, de la *Oesterreichische Bank Lombard und Disconto Gesellschaft*, de la *Galitia Aktien Hypotheken Bank*, de la *International Handelsbank de Vienne* (reprise après la guerre par la *Banque de l'Est*), de la *Merkur Bank de Vienne* (transformée après la guerre en société indépendante) et la banque locale *Bucoviner Kreditverein und Disconto Gesellschaft*. Enfin parmi les autres banques locales (peu nombreuses et dans lesquelles le capital roumain n'était pas représenté) citons : la *Banque du Pays de Cernauti*, institution privilégiée qui avait pris la suite en 1905 des affaires de la *Société Foncière de Bucovine* (fondée en 1882), la *Caisse d'Epargne de Bucovine*, (fondée en 1848) et les *Caisses Municipales de Suseava* (fondées en 1894), *Campulung* (en 1907), *Radauti* et *Siret*.

Bessarabie.

La seule organisation bancaire de la Bessarabie avant sa désannexion était les nombreuses coopératives et les succursales des grandes banques de Saint-Petersbourg et d'Odessa. La *Banque Russe* avait établi une succursale à Chisinau dès 1861. Puis se fondèrent successivement deux petites banques locales : la *Banque de la Municipalité de Chisinau* et la *Banque Commerciale de Chisinau* en 1877 (reprise en 1881 par la *Banque d'Escompte d'Odessa*). Enfin s'installent dans la région des grandes institutions

1. Xenopol, *op. cit.*, p. 245.

russe du crédit foncier russe, la *Christianski Bank* en 1882 (Crédit Foncier des Paysans) et la *Dvorenski Bank* en 1885 (Crédit Foncier des Grands Propriétaires).

Mais ce n'est que depuis 1905 que se dessina le grand mouvement d'expansion bancaire russe en Bessarabie. Citons successivement la fondation des succursales de la *Banque Russe pour le Commerce Etranger* à Chisinau, Cetateá Alba et Bati, de la *Banque Sibérienne* à Cetateá Alba et à Bati, de la *Banque Internationale de Commerce de Saint-Petersbourg* (reprise après la guerre par la *Banque Commerciale Italienne et Roumaine*) et de la *Banque Russe pour le Commerce et l'Industrie* à Chisinau, Thigina et Bati.

B. L'après-guerre

La Banque Nationale.

Après la guerre la *Banque Nationale de Roumanie* dû être renforcée pour qu'elle puisse répondre à son nouveau rôle qui est devenu bien plus important par suite de l'extension territoriale du royaume¹. En plus elle doit procéder à l'unification monétaire, aider l'état dans sa tentative de réorganisation financière et mettre en marche la production complètement arrêtée. Au début elle doit recourir au papier-monnaie. Puis l'œuvre d'assainissement financier se poursuit en deux étapes : la convention du 19 mai 1925 qui met fin à l'inflation et à la politique d'incompréhension monétaire et la loi sur la statilisation légale du leu du 7 février 1929. C'est à cette stabilisation que le capital étranger apporta son concours et a permis sa réalisation.

L'emprunt de stabilisation contracté par la Caisse Autonome des Monopoles du Royaume de Roumanie est émis à l'étranger pour 99.000.000 dollars et en Roumanie pour 2.000.000 dollars seulement². Sur son produit 10.000.000

1. Son extension dans les territoires désannexés s'accomplit par l'acquisition des succursales de la Banque Austro-Hongroise à Cluj, Arad, Brasov, Timisoara, Lugoj, Sighet, Targul-Mures, Sibiu, Oradea-Mare, Sighisoara, Satmar et Simleul-Silvaniei.

2. 30.000.000 dollars furent pris ferme par la *Svenska Tandstik. A.B.* Le reste fut divisé en trois tranches : 1^{re} tranche, libellée en dollars et émise aux Etats-Unis (12.000.000 dollars) Italie (8.000.000) Allemagne (5.000.000)

dollars sont remis à la *Banque Nationale* pour lui permettre de liquider ses créances douteuses sur les Caisses de Prêts sur gages et 15.000.000 dollars sont mis à la disposition des Banques Populaires, des Coopératives de production et de crédit et de la Société Nationale de Crédit Industriel pour leur permettre de retirer du portefeuille de la Banque Nationale leurs effets à long terme ou à liquidité insuffisante. C'est une opération d'assainissement qui est entreprise grâce à l'appui du capital étranger et dirigée par les Conseillers techniques près la *Banque Nationale* MM. *Charles Rist* et *Roger Auboin*.

Enfin nous devons mentionner ici que la *Banque Nationale de Roumanie* afin de sauvegarder la stabilisation acquise après tant d'efforts et au prix de tant de sacrifices s'adressa aux instituts d'émission des pays étrangers¹ qui lui accordèrent un crédit total de 25 millions de dollars. Mais l'étranger doit intervenir encore une fois en janvier 1932 quand le stock des devises de la Banque Nationale se trouve épuisé par la crise financière de 1931. La *Banque Nationale* trouve un appui à Paris où elle se fait ouvrir un crédit de 250.000.000 de francs français².

Les banques commerciales.

L'histoire d'après-guerre immédiate des banques commerciales de la Roumanie, est marquée par cinq faits caractéristiques :

- 1° L'unification financière et économique de la nouvelle Roumanie ;
- 2° La liquidation de la participation bancaire ennemie ;
- 3° L'accroissement des moyens financiers des banques.
- 4° L'immixtion des banques dans des opérations autres

Suisse (4.000.000), Belgique (3.000.000) ; Pays-Bas (3.000.000) ; Roumanie (2.000.000), et Autriche (1.000.000).

2° Tranche en Francs français émise à Paris (561.638.000 fr. français).

3° tranche en Livres sterling émise à Londres (Lstg 2.000.000).

1. Reichsbank, Banque Nationale Autrichienne, Banque Nationale de Belgique, Federal Reserve Banks, Banque de Finlande, Banque de France, Bank of England, Banque Nationale de Hongrie, Banque d'Italie, Netherland's Bank, Banque de Pologne, Banque de Suède, Banque Nationale Suisse et Banque Nationale de Tchecoslovaquie.

2. Economist, 16 janvier 1932.

que bancaires et 5° la facilité et l'importance des bénéfices.

L'unification bancaire du pays s'accomplit par la nationalisation des banques des territoires désannexés et l'extension du réseau de succursales des banques de Bucarest dans les nouvelles provinces.

La liquidation de la participation bancaire ennemie se fait de deux façons, selon la banque et l'emprise du capital étranger sur son administration. Si la banque était sous le contrôle total de l'ennemi on procède à sa liquidation. Si la participation de l'ennemi ne lui assure pas le contrôle de la banque on procède à l'estampillage des actions et on liquide cette participation.

L'accroissement des moyens financiers des banques porte sur les capitaux, les réserves, les dépôts et les comptes-courants. L'accroissement de leurs capitaux est dû au déséquilibre de leurs moyens propres et leurs moyens d'emprunt et leur désir de rétablir dans une certaine mesure cet équilibre, au besoin de capitaux nouveaux nécessités par les nouvelles provinces, à la hausse des prix et des changes qui entraînent l'augmentation des fonds de roulement à la concurrence entre les banques et la facilité avec laquelle le public souscrivait à ces émissions successives, grâce à l'inflation.

Les causes de l'accroissement des réserves des banques doivent être cherchées dans la nécessité légale, et le taux d'émission des nouvelles actions qui était supérieur au pair. Nous devons en outre remarquer que les banques roumaines, pendant toutes ces années, procédèrent à d'importants amortissements d'immeubles et à la constitution de très importants fonds de réserve extraordinaires.

Tandis qu'avant la guerre les dépôts des banques étaient surtout le produit de l'épargne des agriculteurs, après la guerre, les dépôts sont surtout alimentés par l'inflation. Quant aux comptes-courants créditeurs c'étaient surtout des crédits étrangers placés en Roumanie. Comme la spéculation internationale ne cherchait à cette période que des victimes, elle s'empara de ces crédits et joua à la baisse du leu. Les transactions journalières à la Bourse de Paris sont de 30-40 millions de lei, tandis que les véritables besoins

commerciaux ne dépassent pas 3-4 millions. Pour mettre fin à cette spéculation le gouvernement bloque les dépôts étrangers le 10 novembre 1921. Le total des dépôts ainsi bloqués était de 5.000.000 000 de lei. Au mois de mars 1924 ils étaient complètement libérés mais la méfiance qui régnait désormais empêcha les comptes-courants étrangers d'augmenter jusqu'à ce que la stabilisation de fait d'août 1927 leur donna un nouvel essor.

Le réescompte augmente surtout depuis le krach de la Banque de la Nation en novembre 1921. Il passe subitement de 220 millions à la fin de 1920 à 785 millions en septembre 1921 et 1.829 millions, fin décembre 1921. Ce sont les banques à relations étrangères qui, devant la panique de leurs déposants, se tournent vers la Banque Nationale et lui demande son appui, surtout depuis que le décret sur le blocus des dépôts étrangers leur coupe net tous les crédits extérieurs. Le réescompte ne diminue qu'après la stabilisation de fait.

Voici un tableau dans lequel on peut suivre très clairement ce mouvement :

Au 31 décembre de l'année	Portefeuille de la Banque Nationale (en millions)
1920	220
1921 Krach de la Banque de la Nation	1.829
1922	3.808
1923	5.864
1924	7.572
1925	8.425
1926	9.800
1927 Stabilisation de fait	9.027

La *Banque Nationale* avait pu faire face à ces demandes de réescompte, car la politique d'emprunt de l'Etat avait cessé.

Le quatrième fait caractéristique de la période est l'im-mixtion des banques dans des affaires autres que bancaires. On voit se répéter l'histoire de la période spéculative 1904-1907. Certaines banques créent des sections commerciales et s'adonnent directement au commerce d'importation et d'exportation. La plupart participent directement et indirectement à toutes sortes d'entreprises. Toutes les formes de participation sont employées. Les relations d'affaires

qui se bornent à l'ouverture de crédits, usitées surtout par les banques commerciales de province. La participation au capital, soit par l'achat en bourse, soit par souscription d'une nouvelle émission, et la représentation au Conseil d'Administration, ou la fondation de sociétés nouvelles. Enfin une forme très usitée de participation est la création d'une banque spéciale à laquelle on transmet toutes les participations industrielles de la banque (Voir p. 139).

C'est ainsi que l'on est arrivé à appeler les banques roumaines des « banques à tout faire ». Les causes de cette immixtion doivent être recherchées dans les bons souvenirs de la période 1904-1907, la réorganisation économique du pays et notamment l'unification et la nationalisation, et dans l'esprit de confiance et de spéculation à la hausse qui régnait un peu partout.

Quels ont été les résultats de cet essor sur la participation des banques étrangères ?

La politique de l'unification du système bancaire du pays n'a pas eu les résultats attendus. Certes, plusieurs banques étrangères qui dépendaient de Vienne, Budapest ou Moscou, ont été obligées de liquider, mais cette liquidation leur fut imposée non pas par des raisons spécifiquement roumaines ou par la politique de la nationalisation de la nouvelle Roumanie, mais par des raisons d'ordre beaucoup plus général, auxquelles elles ne purent échapper comme, par exemple, la révolution en Russie, la crise en Europe Centrale et les Traités de Paix.

Par contre, nous voyons les succursales et filiales d'autres établissements étrangers raffermir leurs positions, grâce à la participation de nouveaux capitaux, anglais dans le groupe de la *Creditanstalt*, belges et français dans le groupe de la *Wiener Bankverein*, etc.. Et nous voyons également l'organisation saxonne et souabe de la Transylvanie, résister à toute tentative d'unification et de nationalisation, se développer en marge du marché roumain et dépendre de Berlin plutôt que de Bucarest.

La politique de la liquidation des participations bancaires ennemies, considérée au point de vue de nationalisation

des banques n'a pas également donné des résultats appréciables. Seule la *Banque Générale de Roumanie* a été nationalisée. Dans les autres banques la participation ennemie n'a été remplacée que par une participation « alliée » mais étrangère quand même.

Dans la *Banque Marmorosh Blank et Cie*, la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, participe à chaque augmentation de son capital social, lui ouvre de larges crédits bancaires et se fait représenter dans son Conseil d'administration, s'assurant ainsi le contrôle de la banque et succédant à la *Darmstadter Bank* et la *Berliner Handelsge.*

Dans la *Banque de Crédit Roumain*, la liquidation de la participation « ennemie » est évitée grâce à la transformation de la *K. K. Privat. Oesterreichische Landerbank* de Vienne en Banque « alliée », la *Banque pour les Pays de l'Europe Centrale* de Paris. Nous voyons même au contraire grandir la participation étrangère, grâce à la prise d'intérêts de la *Société Générale de Paris*.

Dans la *Banque Commerciale* une certaine participation roumaine (*Chrissoveloni*) en 1921, ne peut être considérée comme roumanisation puisqu'il ne s'agissait que d'un intérêt mutuel, et par contre nous voyons augmenter l'influence de la *Banque Belge pour l'Etranger*, soit par prise d'intérêts directs, soit par l'intermédiaire de la *Wiener Bankverein* et de l'*Union Parisienne*.

Et tandis que nous voyons le capital étranger maintenir pendant presque toute cette période ses positions, nous le voyons aussi créer de nouvelles banques en Roumanie, comme la *Banque Commerciale Italienne et Roumaine*, filiale de la *Banque Commerciale Italienne de Milan*, la *Banca Elvétiana si Romana* (grande participation suisse), la *Banca Elvetianadin depositi*, (faible participation suisse), la *Banca Anglo-Romana* et *Anglo-Levant* (participations anglaises) et les succursales de la *Dresdner Bank* à Bucarest et de la *Banque belge pour l'Etranger* à Bucarest et dans les ports de la Mer Noire. Nous voyons enfin le capital étranger prendre le contrôle d'une grande banque qui avait échappé à sa tutelle et avait conservé un caractère national, la *Banque Chrissoveloni*, qui, pour augmenter son capital

en 1928, doit recourir à la *Niederreosterreichische Escompte Ges.*, la *Banque de Bruxelles*, la *Hambro's Bank Ltd* et la *Harriman's Bank* de New-York.

Quant à la participation étrangère dans l'activité des banques pendant cette période de prospérité d'après-guerre, nous essaierons de la spécifier par certains pourcentages, selon les principes de notre introduction.

Dans la liste des banques dirigeantes du pays, nous retrouvons les sept banques dirigeantes d'avant-guerre, la *Banque Générale*, la *Banque Commerciale*, la *Banque de Crédit*, la *Banque Marmorosh*, la *Banque Agricole*, la *Banque d'Escompte* et la *Banca Romaneasca*. A ces sept banques nous ajouterons deux banques provinciales, la *Banque de Commerce de Craïova* et la *Banque Albina de Sibiu*. Nous y ajouterons également la *Banque Franco-Roumaine* fondée en 1914 mais l'activité de laquelle se manifeste surtout depuis 1918. Puis au fur et à mesure de leur fondation, nous y ajouterons la *Banque Commerciale Italienne et Roumaine* (depuis 1920), la *Banque Chrissoveloni* (depuis 1921) et la *Banque Berkowitz* (depuis 1926).

Sur ce total de treize banques, nous en considérerons quatre comme étrangères: les banques *Marmorosh*, *de Credit*, *Commerciale* et *Commerciale Italienne et Roumaine*. La *Franco-Roumaine* avait été nationalisée. Voir ce tableau pages 128 et 129.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et nous aurions pu nous passer de commentaires. Nous ne pouvons pourtant pas ne pas insister sur ce tableau.

Une première constatation. Les événements de cette période se reflètent sur les bilans des grandes banques de la Roumanie comme sur un miroir. L'année 1919 est terne pour les banques étrangères. Ce n'est qu'une question de temps, juste un peu de temps pour que l'on ait besoin d'eux, et que l'on oublie l'ex-ennemi. En 1921 elles se trouvent fortifiées par le krach de la *Banque de la Nation* qui provoque un run des déposants des banques indigènes. La politique de déflation inaugurée en 1925 se reflète sur le tableau par une liquidation des participations des ban-

**Participation des banques étrangères
aux capitaux et réserves, aux dépôts et comptes-courants créditeurs, au portefeuille,
aux comptes courants débiteurs, et aux participations des banques
dirigeantes de la Roumanie, pour les années 1919-1927**
(en millions de lei)

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
<i>Capital :</i>									
Marmorosh	75	125	125	125	125	125	125	125	125
Commerciale	24	50	50	50	50	75	100	100	100
Crédit	20	70	70	125	125	125	125	125	125
Italienne			50	50	120	1 0	100	100	100
Etrangères	119	245	295	350	420	425	450	450	450
Indigènes ¹	205	485	750	795	845	895	990	1.140	1.140
Total général	324	730	1.045	1.145	1.265	1.320	1.440	1.590	1.590
Etranger %	37	33	28	30	32	32	31	28	28
<i>Réserves</i>									
Marmorosh	72	138	150	160	162	207	220	251	181
Commerciale	7	15	17	19	21	23	24	24	30
Crédit	11	32	59	65	70	79	88	98	116
Italienne				1	2	5	10	15	22
Etrangères	90	185	226	245	255	314	342	388	349
Indigènes ¹	103	268	260	307	335	395	451	485	540
Total général	193	453	486	552	590	709	793	873	889
Etranger %	46	40	44	44	43	45	44	44	39

Dépôts et comptes courants :

Marmorosh	1.084	2.254	3.126	2.966	2.176	1.892	2.413	3.708	3.222
Commerciale	209	415	757	880	823	838	1.062	1.153	1.276
Crédit	113	477	1.015	1.227	945	916	1.294	1.293	1.566
Italienne			1.119	1.221	1.087	1.197	1.366	1.777	1.691
Etrangères	1.406	3.146	6.017	6.294	5.029	4.843	6.135	7.931	7.755
Indigènes ¹	1.116	1.920	2.299	3.923	3.837	4.240	5.730	5.137	7.838

<i>Portefeuille :</i>	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Marmorosh	38	272	622	704	599	936	1.287	650	836
Commerciale	53	33	119	250	216	232	314	315	403
Crédit	6	5	18	181	260	376	532	441	501
Italienne			213	258	267	220	469	502	645
Etrangères	97	310	972	1.393	1.342	1.764	2.602	1.908	2.385
Indigènes	147	394	937	905	1.112	1.493	2.538	2.869	2.977
Total général	244	704	1.909	2.298	2.454	3.257	5.140	4.777	5.362
Etranger %	40	44	50	60	54	54	50	39	44
<i>Comptes courants débiteurs :</i>									
Marmorosh	506	979	1.025	1.413	1.412	570	618	1.873	375
Commerciale	112	361	427	433	479	451	625	732	812
Crédit	92	429	679	885	846	621	720	799	884
Italienne			460	632	624	694	766	1.183	950
Etrangères	710	1.769	2.591	3.363	3.361	2.336	2.729	4.587	3.021
Indigènes	922	2.133	2.465	4.798	4.562	4.630	5.497	7.658	5.938
Total général	1.632	3.902	5.056	8.161	7.923	6.966	8.226	10.245	8.959
Etranger %	43	45	51	38	42	35	33	35	33
<i>Participations :</i>									
Marmorosh	50	141	151	298	303	373	345	765	774
Commerciale	9	21	109	139	151	88	55	49	12
Crédit			175	347	212	273	238	278	364
Italienne			41	58	62	36	29	15	13
Etrangères	59	162	476	842	728	770	667	1.107	1.163
Indigènes	9	30	54	72	170	88	1	112	228
Total général	68	192	530	914	898	868	668	1.289	1.381
Etranger %	88	85	90	92	82	89	100	89	89

1. Sept banques en 1919 et 1920, huit en 1921-1925 et neuf en 1926 et 1927.

ques indigènes. La stabilité de fait de 1927 par une diminution très appréciable des comptes-courants débiteurs. Notons également pendant toute cette période l'instabilité de la *Banque Marmorosh, Blank et Cie*, qui provoque de grandes fluctuations aux pourcentages étrangers.

Il ne faut pas enfin oublier que ce tableau ne comprend que les banques dirigeantes des étrangères, et que les autres banques étrangères non comprises dans cette liste, sont très nombreuses et que par rapport aux banques roumaines de la même catégorie ce sont des établissements indépendants des banques dirigeantes, des sources initiales de crédits, tandis que les banques roumaines de la seconde catégorie ne sont alimentées que par les crédits des grandes banques indigènes ou étrangères ou par le réescompte de la *Banque Nationale*.

La période 1928-1932.

Si pendant la période précédente qui fut une période de prospérité pour les banques roumaines, nous avons pu suivre le capital étranger contribuer et bénéficier de cette prospérité, pendant la période 1928-1932 qui est une période de crise et de bouleversement bancaire de la Roumanie, nous pourrions suivre le capital étranger provoquer dans une certaine mesure cette crise et en subir les conséquences.

De ce qui précède on peut déjà deviner les faits qui agiront sur la structure de l'organisation bancaire roumaine.

1. L'immixtion des banques dans des affaires autres que bancaires. Des traites industrielles peu liquides représentaient toujours une bonne partie de leur portefeuille qui devrait être une première ligne de défense dans les pays balkaniques, où reports et prêts au jour le jour sont inconnus. La création de la *Société Nationale de Crédit Industriel* (Voir page 140) avait précisément pour but de rendre plus liquide le portefeuille des banques, mais il n'en fut rien. Les banques profitèrent de cette liquidité temporaire pour procéder à de nouveaux placements peu recommandables. Quoique sérieuse en elle-même, cette situation aurait pu ne pas avoir de tragiques conséquences, si la crise mondiale ne s'était pas déclenchée. La crise en effet

a rendu d'un côté irrecouvrable toute avance faite à l'industrie, et d'un autre côté elle a volatilisé la valeur de gros paquets d'actions industrielles que détenaient les banques. Certains milieux allemands ont voulu même y voir la seule raison de la crise bancaire roumaine¹. Le fait est, que (à titre d'exemple) les banques roumaines, au lendemain de l'armistice, pressées par le gouvernement libéral qui inaugurerait sa politique de nationalisation, et en vue de l'application de la Convention de San Remo du 25 avril 1920 qui fixa la participation des nationalités dans la *Steaua Romana*, formèrent un syndicat et achetèrent 455.000 actions de cette société au cours de 2180 lei par action. Au 31 août 1931 ces actions n'étaient plus cotées à la Bourse de Bucarest que 200 lei, ce qui correspondait à une perte de 881 millions de lei, sans compter la dépréciation de la monnaie².

Le cas de la *Steaua Romana* n'est pas un cas unique. De grandes pertes ont été éprouvées par les banques dans des opérations similaires concernant la roumanisation de la Résitza, la grande industrie métallurgique du Banat et des mines de charbon Petrosani et Lupeni.

2. La stabilisation monétaire qui a eu des résultats contraires à ceux de l'inflation. De 1919 à 1925 et même 1927 nous voyons les banques se multiplier en Roumanie avec une rapidité vraiment prodigieuse. La stabilisation leur a enlevé leur raison d'être. Cesont les petites banques qui devaient être surtout frappées par ce resserrement, mais les grandes aussi n'y échappèrent pas. En effet, le commerce des devises étrangères se solde après la stabilisation par de grosses pertes, que les banques sont obligées de payer et d'amortir. Ce fut un coup fatal pour la plupart d'entre elles.

3. La politique de nationalisme économique et financier et les moratorii successifs ont ébranlé la confiance de l'étranger et stérilisé cette source de crédits et de capitaux, juste au moment où l'on avait le plus besoin d'eux.

1. Berliner Borsen Kurrier. Cité par la *Vie Financière*, n° 7011.

2. En 1931 le gouvernement prit à sa charge le restant à payer et devint possesseur des actions. Le paiement était échelonné.

En prenant le pouvoir en 1929, le parti agrarien qui avait bien compris la faute de son prédécesseur, le parti libéral, s'est engagé dans une voie bien différente et fit un appel pressé aux capitaux étrangers, en abolissant les lois nationalistes de 1924 et 1925 et décrétant les nouvelles lois économiques de 1929.

« En quittant la conception étroite de nationalisme économique, le gouvernement actuel a rétabli le contact interrompu par la guerre avec l'économie mondiale, en donnant par ses lois économiques la possibilité aux capitaux étrangers de chercher un placement chez nous ». Ce sont les paroles du premier Ministre des Finances Mihail Popovici¹ tandis que son successeur, l'éminent professeur V. Magdearu avouait que la politique économique roumaine pendant les années qui suivirent la guerre était une véritable survivance des principes mercantilistes².

Le nouveau gouvernement avait en effet bien compris, mais il était trop tard. Quelques mois auparavant commençait à la Bourse de New-York la terrible vague de la crise qui peu après déferlait sur le monde et les capitaux n'ont pas suivi le chemin que la Roumanie leur ouvrait.

Nous verrons d'ailleurs comment non seulement les capitaux neufs ne vinrent pas dans le pays, mais comment aussi ceux qui y étaient déjà commencèrent à se retirer dès 1928, et comment cette triste page de l'histoire économique de la Roumanie aboutit à la catastrophe de 1931.

A ces trois faits déjà connus s'ajoutent trois autres qui contribuèrent aussi au déclenchement de la crise bancaire.

1. La chute des prix des produits roumains qui commença dès 1928 et provoqua de fortes pertes, d'une part au commerce d'exportation dans lequel les banques roumaines étaient particulièrement intéressées et d'autre part aux agriculteurs. Afin de les protéger le gouvernement n'hésita pas de proclamer le moratorium des dettes agricoles, qui gelait ainsi une autre grande partie du portefeuille des

1. *Bulletin d'information* de l'Office d'Etudes Financières du Ministère des Finances, juillet-août 1930.

2. *Economist*. Edition spéciale citée.

banques roumaines, les traites agricoles constituant avec les traites industrielles, la presque totalité de leurs actifs ;

2. la lourde taxation ;

3. le retrait des crédits étrangers, qui après la chute du *Crédit-Anstalt* en mai 1931 et l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne en septembre de la même année, se sont précipitement dégagés de tous les pays¹.

Nous avons énuméré les principales causes de la crise bancaire roumaine et nous pouvons en dégager pour le moment une impression générale : que les capitaux étrangers qui avaient jusqu'alors contribué dans une large mesure dans l'épanouissement de l'organisation du crédit en Roumanie, ont eu leur part active dans les causes qui ont provoqué son ébranlement en 1931.

Voyons maintenant quelle a été la réaction des banques étrangères devant ces divers faits générateurs de la crise.

La *Banque Chrissoveloni* (une banque roumaine) est la première éprouvée dès 1927. Elle procède à une augmentation de son capital qui lui procure une plus grande liquidité mais la situation du marché intérieur l'oblige à se tourner vers l'étranger et de s'adresser à quatre banques étrangères qui souscrivent ses nouvelles actions, la *Niederösterreichische Escompte Ges.*, la *Banque de Bruxelles*, la *Hambro's Bank Ltd* et la *Harriman's Bank*.

Cette nouvelle participation étrangère devait être la dernière. En effet depuis 1928 nous n'assistons qu'à des dégagements.

Un premier dégagement de grande importance fut celui de la *Dresdner Bank* qui ferme en 1928 son agence de Bucarest et crée à sa place l'*Institut Bancaire Roumain*, au capital de 250.000.000 lei. On pourrait croire qu'il s'agit d'une nouvelle participation, mais ce n'est qu'une mesure de prudence et de limitation de risques.

Le même procédé est suivi peu après par la *Banque Belge pour l'Etranger*, qui ferme également ses succursales de Bucarest, Braïla et Constantza, et cède son actif à la *Banque Commerciale* contre une augmentation de sa parti-

1. V. S. Catiforis. *La crise de la monnaie anglaise*, Paris, 1934.

cipation dans son capital. C'est également une mesure de prudence et de limitation de risques. La Banque Belge pour l'Etranger avait suivi cette même politique en Turquie.

C'est à cette même date que se termine le processus de dégagement de la *Banque de Paris* et des *Pays-Bas* qui avait commencé depuis longtemps à céder ses actions de la *Banque Marmorosh Blank et Cie*. En 1926, cette participation était de 16,70% et depuis n'a pas cessé de diminuer ¹.

Parallèlement à ce mouvement de dégagement on constate une tentative d'organisation rationnelle des banques et de concentration. C'est encore le capital étranger qui donne l'exemple. La *Banque Commerciale Italienne et Roumaine* transforme en propre succursale la *Banca Agrara de Timisoara* qui était sa filiale, et ses succursales de Cluj, Arad et Sibiu. « Une concentration de forces s'impose » écrivait-elle dans son rapport de 1928. Elle avait également deviné juste. Un pareil mouvement se dessine aussi parmi les banques allemandes de la Transylvanie. La *Arader Buerглиche Sparkassa* et la *Schwabische Zentral-Bank de Timisoara*, fusionnent sous la raison sociale *Banater Bankverein*. D'autre part on parlait déjà d'une réorganisation générale des banques saxonnes et souabes de la Transylvanie à l'aide du capital allemand.

Telle a été la réaction des capitaux étrangers investis dans des entreprises bancaires en Roumanie, devant les faits qui s'amoncelaient de jour en jour et dans lesquels les banquiers avertis pouvaient déjà deviner la crise.

Elle se déclencha en mai 1931 à la suite de la chute du *Credit Anstalt* de Vienne. Le retrait des crédits à court terme qui s'amorça à cette date fut particulièrement rapide durant toute l'année 1931, mais s'accrut encore au mois de septembre, après l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne. Selon le rapport du ministère des Finances de la Roumanie, le retrait des crédits étrangers entre le 19 mai et le 15 août fut de 500 millions de lei, et celui des dépôts de trois milliards. Le retrait des dépôts a pris un caractère d'une véritable panique au mois de novembre. Devant le

1. Rapport de la Banque Marmorosh Blank pour 1926.

run des déposants la *Banque Générale* demanda la première l'application de la loi sur le concordat préventif du 10 juillet 1929, au mois de juillet 1931, suivie bientôt par la *Banque Berkowitz* en août et la *Banque Marmorosh, Blank et Cie* en novembre de la même année.

Mais si ces trois banques seulement ont eu recours aux facilités que leur accordait cette loi sur le concordat préventif, toutes les banques se trouvèrent en grandes difficultés. La comparaison des chiffres de leurs bilans pour 1930 et 1931 et 1932 démontre une chute presque verticale de leurs dépôts qu'elles sont obligées de combler par une restriction de leurs crédits, une liquidation hâtive de leurs participations et une forte augmentation de leur rées-compte auprès la Banque Nationale.



Afin de condenser dans quelques chiffres la part du capital étranger dans l'activité bancaire de cette période 1928-1932, nous nous servons de la méthode exposée dans notre introduction et appliquée déjà pour la période précédente, avec pourtant quelques modifications.

Nous apporterons d'une part un changement dans le nombre des banques dirigeantes. Sur les treize banques envisagées jusqu'ici il y en a six qui se distinguent nettement. Le total de leurs bilans dépasse deux milliards de lei et elles concentrent à elles seules un pourcentage imposant du total de l'activité bancaire roumaine, pour avoir droit à elles seules au titre de banques dirigeantes. Ce sont la *Banca Romaneasca*, la *Banque Marmorosh Blank et Cie*, la *Banque Commerciale*, la *Banque de Crédit*, la *Banque Chrissoveloni* et la *Banque Commerciale Italienne et Roumaine*. Cette nouvelle classification est d'ailleurs conforme à celle adoptée par la *Banque Nationale de Roumanie* dans ses statistiques officielles pour cette période.

D'autre part un autre changement, déjà mentionné, s'opère dans la distinction des banques dirigeantes en banques indigènes et banques étrangères. En effet, à la suite du dégagement de la *Banque de Paris et des Pays-*

Bas, la *Banque Marmorosh Blank et Cie* passe dans le groupe des banques roumaines, tandis que la *Banque Chrissoveloni* pour les raisons indiquées, doit être considérée comme étrangère depuis 1928.

Voici le tableau de leur activité pour la période 1928-1932 :

**Participation des banques étrangères
aux capitaux, réserves, dépôts et comptes-courants créditeurs,
portefeuille, comptes-courants débiteurs, participations
et bénéfices des banques dirigeantes de la Roumanie
pour la période 1928-1932 (en millions de lei)**

<i>Capital.</i>	1928	1929	1930	1931	1932
Chrissoveloni	350	350	350	350	350
Commerciale	100	300	300	300	300
Crédit	200	400	400	400	400
Italienne	100	100	100	100	100
Etrangères	750	1.150	1.150	1.150	1.150
Indigènes	405	405	405	505	280
Total général	1.155	1.555	1.555	1.655	1.430
Etrangères %	68	73	73	73	80
<i>Réserves :</i>					
Chrissoveloni	190	190	190	200	200
Commerciale	36	88	102	115	117
Crédit	160	314	334	344	350
Italienne	28	56	50	36	42
Etrangères	414	648	676	695	709
Indigènes	491	505	647	345	331
Total général	905	1.153	1.323	1.040	1.040
Etrangères %	46	56	56	66	70
<i>Dépôts et comptes-courants :</i>					
Chrissoveloni	1.591	1.565	1.518	1.309	1.140
Commerciale	507	3.221	3.929	1.494	1.313
Crédit	2.285	2.975	3.458	991	723
Italienne	1.465	1.401	1.632	1.020	1.004
Etrangères	5.848	9.162	10.537	4.814	4.180
Indigènes	5.855	6.604	7.062	3.345	1.269
Total général	11.703	15.766	17.599	8.159	5.449
Etrangères %	57	58	59	59	76

<i>Portefeuille :</i>	1928	1929	1930	1931	1932
Chrissoveloni	719	1.177	1.169	766	713
Commerciale	659	1.130	1.445	757	485
Crédit	678	622	589	1.593	1.385
Italienne	903	764	852	503	425
Etrangères	2.959	3.693	4.055	3.619	3.008
Indigènes	2.712	3.128	2.764	839	831
Total général	5.671	6.821	6.819	4.458	3.839
Etranger %	52	54	59	80	78
<i>Comptes courants débiteurs :</i>					
Chrissoveloni	668	850	797	744	731
Commerciale	608	1.834	1.744	906	878
Crédit	741	2.160	2.466	888	771
Italienne	861	705	902	707	647
Etrangères	2.878	5.549	5.909	3.245	3.027
Indigènes	2.967	3.639	3.913	2.915	2.031
Total général	5.845	9.188	9.822	6.160	5.058
Etranger %	49	61	60	52	59
<i>Participations :</i>					
Chrissoveloni		351	350	370	295
Crédit	446	589	643	457	431
Commerciale	14	54	70	93	93
Italienne		26	20	28	24
Etranger	460	1.020	1.083	948	843
Indigènes	385	588	674	1.455	228
Total général	845	1.608	1.757	2.403	1.071
Etranger %	55	63	60	39	79
<i>Bénéfices :</i>					
Chrissoveloni	46	46	25	5	
Commerciale	24	70	70	24	6
Crédit	68	111	86	37	28
Italienne	27	26	28	18	4
Etrangères	165	253	209	84	38
Indigènes	183	191	165	53	29
Total général	348	444	374	137	67
Etrangères %	48	56	56	61	56

Il ne faut pas oublier que, sauf les banques étrangères mentionnées dans cette statistique, existent encore en Roumanie un certain nombre de banques à capitaux ou crédits étrangers, les chiffres de l'activité desquelles auraient dû être ajoutés aux chiffres précités, afin d'avoir un tableau d'ensemble de l'activité bancaire du capital étranger dans le pays.

Parmi ces banques citons : l'*Institut Bancaire Roumain*, qui a pris la suite des affaires de la succursale de la *Dresdner Bank*, deux banques suisses : la *Banca Elvetiana si Romana* (capital 75 millions lei), la *Banca Elvetiana din depositi di Romania* (capital 45 millions lei), quatre banques anglaises la succursale de la *Bank of Rumania Ltd*, la succursale de la *Anglo-Czechoslovak and Prague Credit Bank*, la *Banca Anglo-Romana* et la *Banca Anglo-Levant*, et enfin un nombre imposant de banques locales, comme la *Banque Nationale de Commerce de Cernauti* (filiale de la *Merkur-Bank de Vienne*) et la *Société Bancaire de Cernauti* (filiale de la *Wiener Banverein*) ainsi que les banques saxonnes, hongroises et souabes de la Transylvanie. Enfin parmi les établissements étrangers travaillant en province citons : la *Allgemeine Ungarische Kreditbank* à Brasov, Oradéa-Mare et Timisoara et la *Banque Commerciale Hongroise de Pest* à Brasov et Timisoara.

A l'heure où nous écrivons ces lignes la crise bancaire est loin d'être terminée. Il semble bien probable pourtant que ce sera le capital étranger qui aidera les banques roumaines à sortir de l'impasse dans laquelle elles sont engagées. On parle déjà du renflouement de la *Banque Marmarosch, Blank et Cie* à l'aide de capitaux français et suisses.

§ 3. Les banques spéciales

Le Crédit Industriel.

Avant la guerre et pendant les premières années d'après-guerre, ce sont les banques commerciales qui s'occupent de l'industrie et lui donnent des crédits à court, moyen et long terme dont elle avait besoin, et d'autre part accep-

tèrent bien souvent la transformation de ces crédits en capital-actions. Nous ne serons pas loin de la réalité si nous disions que ce sont les banques commerciales qui ont créée l'industrie roumaine.

Un curieux résultat de ce processus de distribution de crédits industriels est que la prédominance du capital étranger dans l'organisation bancaire se reflète sur le capital industriel. Dans l'industrie du pétrole la part du capital étranger atteint 93 % en 1915, dans l'industrie du gaz, de l'électricité et de l'eau 95,5 % en 1913 et à la même date dans l'industrie sucrière 100 %. Le pourcentage moyen était de 80 % avant la guerre.

Il est évident que la politique de participation suivie par les banques roumaines devait leur amener certaines difficultés concernant la liquidité de leurs bilans. Un premier pas vers une liquidité plus parfaite fut réalisé par les banques elles-mêmes. Certaines d'entre elles créèrent un organisme spécial, auquel elles transmirent la part la moins liquide de leur actif, celle qui est relative à l'industrie. Ce n'est qu'un allègement superficiel puisque les mêmes banques conservent en portefeuille la totalité des actions de ces sociétés filiales.

Au point de vue qui nous intéresse, soit de la participation du capital étranger dans la fondation de ces banques spéciales, nous nous servirons comme critérium, de la participation du capital étranger dans la banque-mère. Ainsi la *Banque Industrielle* (capital 50 millions lei) fondée par la *Banque Marmorosh, Blank et Cie*, dès le lendemain de la guerre doit être considérée comme une institution de crédit industriel à capital étranger.

Les autres institutions de ce genre sont :

1. Le *Crédit Technique* fondé par la *Banca Romaneasca*
2. le *Crédit Minier*, fondé par la *Banca Romaneasca*, le *Crédit Technique* et la *Banca Albina* de Sibiu et
3. le *Crédit Technique de Transylvanie*.

Cette tentative des banques roumaines de se libérer des créances dangereuses sur l'industrie, n'a pas réussi. Les banques spéciales manquaient de propres moyens d'action pour satisfaire aux besoins de l'industrie qui de-

mandait des capitaux et des fonds de roulement de plus en plus considérables.

La création de la *Société Nationale de Crédit Industriel* fut une tentative gouvernementale de remédier à fond à cette situation dangereuse. Malheureusement elle n'a pas réussi dans la mesure que l'on escomptait.

Ses statuts ont été fixés par la loi du 23 juin 1923. Son capital total de 500 millions lei devait être versé en deux tranches, dont la première de 200 millions dès sa fondation et la seconde en 1925. Ses autres moyens d'action étaient le réescompte, les dépôts à terme et les bons de caisse qu'on espérait pouvoir faire circuler en très grandes quantités.

La *Société Nationale de Crédit Industriel* n'a pas réalisé son programme pendant de longues années, parce que ses moyens d'action se révélèrent insuffisants. La totalité de son capital ne fut versé qu' en 1928. Les dépôts à terme qu'elle reçut ne dépassèrent pas les 100 millions de lei pendant les trois premières années de son fonctionnement. Quand aux bons de caisse on n'a pu en faire circuler que pour 375 millions en 1928. La *Société de Crédit Industriel* fut donc obligée de recourir à la *Banque Nationale* et de demander le réescompte de ses traites. Toute la charge de son fonctionnement retomba ainsi sur la *Banque Nationale* qui voit son portefeuille se gonfler de traites industrielles à longue échéance (six mois à un an) et de liquidité discutable, ce qui l'amène à demander l'assainissement financier lors de la réalisation de l'emprunt de stabilisation (voir page 122)¹.

Voici un tableau de l'évolution de ses moyens d'action pendant cette période 1924-1927 :

	(en millions de lei)			
	1924	1925	1926	1927
Capital versé	190	294	477	500
Réserves	9	19	51	59
Dépôts	17	73	105	208
Bons de caisse	75	75	75	220
Réescompte	1.110	1.634	1.788	1.600

1. Sur le produit de l'emprunt 620.022.938 lei furent consacrés au retrait des traites du Crédit Industriel. Voir : 2^e rapport du Conseiller technique près la Banque Nationale de Roumanie.

Quand à l'utilisation de ses ressources on constate en premier lieu l'existence d'un chapitre « participations » de 60 millions de lei¹ qui ne devrait pas exister. Le reste est consacré à des comptes courants plus ou moins garantis et à l'escompte.

Un très important apport de capital étranger dans le crédit industriel a eu lieu en juillet 1928. C'est un emprunt de 12 millions de dollars accordé par la *Banca Commerciale Italiana* de Milan, par l'entremise de sa filiale à Bucarest. Grâce à cet emprunt la *Banque Nationale* de Roumanie s'est débarrassée de 1.500.000.000 lei de traites du *Crédit Industriel* qu'elle a passées à la *Banque Commerciale Italienne* et Roumaine contre un versement égal sur le montant de l'emprunt.

Le bilan du *Crédit Industriel* pour 1928, dénote ainsi une diminution de 1.400.000.000 lei au poste réescompte et laisse apparaître un nouveau poste « engagements extérieurs » de 1.482.300.000 lei. Les autres postes du bilan restent inchangés.

Le Crédit Agricole et le Crédit Foncier Rural.

Ainsi que dans les autres pays balkaniques le crédit agricole en Roumanie est resté pendant longtemps complètement en dehors de l'influence du capital étranger. Pourtant l'insuffisance marquée du crédit agricole existant, avait fait naître divers projets (Magdearu, Manoïlesco, Popovici, etc.) qui tous basaient l'organisation du crédit agricole sur un apport du capital étranger. Ce n'est qu'en 1932 que ces projets se sont réalisés.

Par la convention de l'Emprunt de Développement de 1931, qui fut émis à Paris par un syndicat dirigé par la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, sur un montant total de 1.325.000.000 francs français, ou \$ 53.000.000 desquels 27.000.000 devaient entrer en Roumanie, le gouvernement roumain a pris l'obligation de verser 170.000.000 lei-

1. Prima Societatea Romana de Explosivi, Uzinele Metallurgice din Copsa Mica si Cugir, Industria Aeronautica Romana, Societatea Nationala de gaz metan.

or comme participation au capital d'une nouvelle banque agraire le *Crédit Agricole et Hypothécaire* de la Roumanie¹.

Le capital du *Crédit Agricole* était fixé à 330.000.000 lei-or divisé en 66.000 actions de 500 lei-or. Sur ces 66.000 actions 32.000 étaient des actions privilégiées² qui devaient être souscrites par des capitaux étrangers. En effet les souscriptions étrangères furent les suivantes :

<i>Banque de Paris et des Pays-Bas</i>	lei 25.000.000
<i>International Telephone and Telegraph Corporation</i>	— 25.000.000
<i>Mendelsohn and Co d' Amsterdam</i>	— 25.000.000
<i>Deutsche Bank und Diskonto Ges.</i>	— 25.000.000
<i>A.B. Kreuger and Toll</i>	— 25.000.000
<i>Hambro's Bank Ltd</i>	— 12.500.000
<i>Crédit Suisse de Zurich</i>	— 12.500.000

Pouvaient également être considérés comme étrangers les capitaux versés par la *Banque Commerciale Roumaine* (10.000.000 lei) étant donné que c'est une banque sous le contrôle étranger.

Il est curieux de constater dans cet emprunt la liaison faite entre trois opérations bien distinctes, un emprunt gouvernemental, la construction des routes et la fondation d'une banque agricole. Mais ce qui est encore plus regrettable, c'est la création d'actions spéciales garanties par le gouvernement pour les porteurs étrangers. La seule qualité d'étranger ne devait donner tant de privilèges aux puissantes organisations financières qui ont signés avec l'Etat roumain la Convention de l'Emprunt de Développement de 1931.

Le Crédit Foncier Urbain.

Dans le domaine du *Crédit Foncier Urbain* on ne peut presque pas signaler la participation de capitaux étrangers. En effet ce n'est que dans les provinces désannexées que

1. Le reste devait être consacré à la construction de routes. Suivant les clauses de la convention le contrat de construction devait être passé avec un groupe industriel dirigé par la Svenska Vagakt. B.

2. A dividende de 7 % garantie par le gouvernement

fonctionnaient avant la guerre des banques hypothécaires à capitaux étrangers, mais elles furent liquidées ou nationalisées après l'armistice.

Le *Crédit Foncier d'Orient* essaya de fonder une *Société Hypothécaire Roumaine* en 1912 mais il n'a pas réussi.

La participation étrangère dans le *Crédit Foncier Urbain* se limite donc à quelques obligations hypothécaires détenues par des étrangers.

§ 4 Les banques roumaines à capitaux étrangers

(par ordre chronologique de fondation)

Bank of Rumania Ltd. (Société Anonyme Britannique)

Siège : Londres. Succursale à Bucarest.

Capital : £ 300.000 versé par la *Banque Ottomane* qui conserve encore aujourd'hui la majorité de ses actions et désigne 5 sur 6 membres de son Conseil d'Administration.

Fondée le 17 avril 1907 elle a pris la suite des affaires de la *Banque de Roumanie* (Société Anonyme Roumaine) fondée à Bucarest en 1866 qui avait pris la suite des affaires des succursales de la *Banque Impériale Ottomane* à Bucarest et Galatz, fondées en 1865.

La *Bank of Rumania* comme les banques heureuses n'a pas d'histoire. A sa fondation initiale de 1866 elle avait obtenu du gouvernement roumain le privilège d'émission pour trente années contre une somme de 3.000.000 francs. La loi fut votée par le Parlement mais un changement politique amena l'annulation de la convention le 6 juin 1869 contre un dédommagement de 750.000 francs.

Depuis cette époque la *Bank of Rumania* ne s'est occupée que de pures opérations de banque commerciale, restant ainsi une brillante exception parmi toutes les autres banques roumaines. Ses bénéfices furent évidemment moindres que ceux des autres banques, mais elle a pu résister et même sortir fortifiée de toutes les crises bancaires qui ébranlèrent la Roumanie.

Ce fut pendant longtemps la banque dans laquelle la fa-

mille royale de Roumanie possédait son compte personnel. Son ancienneté explique certains privilèges dont elle jouissait dans le passé, comme celui de la concession du tabac.

En 1907 à la suite de l'expiration du contrat de concession qu'elle avait obtenu en 1869 elle fut transformée en société anonyme anglaise et transféra son siège social à Londres.

La dernière crise bancaire de la Roumanie ne l'a pas touchée. C'est une des rares banques roumaines qui a vu ses dépôts en lei ne pas diminuer et ses dépôts en livres sterlings augmenter de 100%.

*Banque Générale de Roumanie.
(en liquidation)*

La *Banque Générale* de Roumanie fut fondée en 1898 par la *Diskonto Ges.* et la *Maison Salomon Bleichroder* de Berlin, par transformation en société anonyme de la maison de banque privée *Frères Elias M. Ghermani* (fondée en 1854).

Son capital initial était de 10.000.000 lei, dont 60% fut versé par ses fondateurs. Il fut porté à 12.500.000 lei en 1910 et 15.000.000 en 1913. Ses actions ont été réalisées par voie de souscription publique en 1906 simultanément en Roumanie et en Allemagne. La souscription a obtenu un très grand succès.

Selon l'aveu même de ses fondateurs le but de cette banque était de soutenir le marché financier allemand en Roumanie par tous les moyens¹. Ce fut en effet à une sorte d'accaparement qu'elle procédait traitant pour ses commanditaires l'émission de tous les emprunts roumains à l'étranger² et participant à toutes les entreprises industrielles ou autres qui étaient créées dans le pays. Elle importa ainsi en Roumanie les méthodes bancaires allemandes qui lui valurent après, tant de déboires.

Dès 1899 elle participe à la création de la *Société des Tramways Unis de Bucarest* et de la *Société des Sucreries*

1. Denkschrift der Disconto Ges. p. 218.

2. Sur 14 emprunts roumains d'avant guerre 13 sont émis à Berlin et le quatorzième à Francfort.

et *Raffineries de Roumanie*. Entre temps elle étend le réseau de ses succursales : Braïla (qui finance l'exportation des céréales), Ploesti (où elle organise des entrepôts pour avances sur marchandises) Constantza, Craïova et Gheorghiu, etc.

Depuis 1903 la *Banque Générale* au nom de ses commanditaires commence la grande campagne, qui aboutit à la germanisation de presque toutes les sociétés pétrolifères de la Roumanie. Elle s'assure en premier le contrôle de la *Téléga Oil Co*, et fonde la *Société Bustenari*, qui fusionnent en 1907 sous la raison sociale *Concordia*, au capital total de 12.500.000 lei. En 1905, la *Banque Générale* fonde le *Crédit Pétrolifère* tandis que ses commanditaires Disconto et Bleichroder fondent la *Vega* (capital 3.750.000 lei)¹.

D'autre part elle s'intéresse à la richesse forestière de la Roumanie et fonde la *Société Industrielle de bois Argesul*.

Mais le grand rôle historique de la *Banque Générale* commence avec la guerre. Dirigée uniquement par des allemands et surtout ne travaillant que grâce aux larges crédits de la Diskonto elle ne pouvait servir que la politique allemande. Elle sert dès la déclaration de la guerre comme trait d'union entre le gouvernement allemand et le marché roumain. C'est par son intermédiaire que les allemands écoulent à Bucarest les grands paquets de valeurs roumaines avec le produit desquelles ils accaparent les récoltes, transformant ainsi la Roumanie en ce qu'ils avaient prévu « le grenier de nos armées ». On évalue que l'Allemagne a ainsi vendu 60 % de son portefeuille d'avant guerre de valeurs roumaines² mais elle a réussi à ne pas manquer de blé sans exporter un seul kilogramme d'or.

Pendant l'invasion, la *Banque Générale* se met à la disposition de l'Etat-Major des armées d'occupation, contrairement aux autres banques qui ont fui devant l'ennemi. Par une ordonnance du 17 janvier 1917 elle est chargée d'émettre des billets libellés en lei, garantis par un dépôt fictif à la *Reichsbank*. Les billets de la *Banque Générale*

1. Finalement la Vega, le Crédit Pétrolifère et la Concordia ont été réunies par la *Allgemeine Petroleum Industrie* de la *Deutsche Erdoel*.

2. Ch. Rist : *Les finances de guerre de l'Allemagne*.

devaient servir pour payer les frais d'occupation de l'armée allemande et les achats de la *Zentral Einkauf Ges.*, qui à chaque livraison de marchandises devait verser à la *Reichsbank* une somme équivalente en marks afin de matérialiser le compte de garantie de la *Banque Générale*. Le total des billets ainsi émis et pour lequel la *Banque Générale* recevait même une commission de 1/8 % atteint 2.172.030.000 lei. L'histoire de ses billets est trop connue pour y revenir. Ils ont été échangés après l'évacuation, contre des lei de la *Banque Nationale* et furent l'objet d'une créance de la Roumanie qui donna lieu à de longues transactions et fut finalement abandonnée par les accords de novembre 1928¹.

Après la réoccupation de Bucarest par les armées roumaines la *Banque Générale* est placée sous séquestre et le gouvernement roumain désigna comme administrateur-séquestre le Docteur Créanga. En décembre 1918, le Conseil d'Administration et l'administrateur-séquestre procédèrent à la transformation de la banque. Son nom fut changé en *Banque Générale des Pays Roumains* et la participation ennemie fut liquidée. Cette opération fut facilitée par le fait qu'avant la liquidation la grande majorité des actions avaient passé en mains roumaines (72 %) ou neutres et alliées (8 %). Le gouvernement roumain exerça un droit de préemption sur le total de la participation ennemie (20 %). En même temps le capital de la banque fut porté à 60.000.000 lei² et les anciennes actions furent échangées contre de nouveaux titres.

Après sa nationalisation la *Banque Générale* ne peut plus nous intéresser dans cette étude. Signalons seulement qu'elle participe après la guerre au consortium formé par les banques roumaines pour la nationalisation de l'industrie des territoires désannexés et se trouve ainsi possesseur de gros paquets d'actions de la Société des Usines Métallurgiques de Résitza et de la Société des Mines de Petrosani. Elle participe également dans le mouvement d'extension des

1. Tibal. *Les relations germano-roumaines*, etc..

2. Avec le concours du Crédito Italiano. V. Strasser, *op. cit.*

banques roumaines dans les nouvelles provinces et prend des intérêts dans les banques suivantes : *Banca Timisiana* de Timisoara, *Banca Bessarabiei de Chisinau*, *Banca Albina* de Husi. Mais elle n'oublie pas sa longue tradition de participations directes dans l'industrie, et fonde la Société Générale Pétrolifère, la Société des Domaines de Pietris et les Tuileries de Tarlungeni.

La *Banque Générale* a été la première à demander le concordat préventif lors de la crise bancaire de 1931.

Banque de Crédit Roumain.
(Société Anonyme Roumaine).

Siège : Bucarest. Succursales : huit en Roumanie.

Fondée en 1904 par l'ancienne maison de banque *Jeshek et Cie* de Bucarest et de Braïla qui était commanditée depuis 1880 par la *K.K. Privat Oesterreichische Landerbank*. Son capital initial était de 6 millions lei, dont 50 % versés. En 1908 elle fusionna avec la maison *Dickin et Cie* de Bucarest et de Galatz, qui était également commanditée par une banque viennoise, la *Niederoesterreichische Es-compte Ges.* et son capital fut ainsi porté à 6 millions entièrement versés. Son capital fut ensuite porté à 10 millions en 1910, et à 20 millions en 1913, toujours détenu par les deux banques viennoises, la *Landerbank* conservant pourtant la grande majorité des actions.

Elle pratique largement, ainsi que la précédente, la politique de participations et fonde les entreprises suivantes : « *Oltul* » (Forestière. Capital : 6.100.000 lei), « *Filaret* » (Tricotages. Capital 775.000 lei), *Asfaltul* (Industrie cotonnière), « *Phoenix* » (Huiles végétales) « *Turcoia Granit* » (Exploitation de carrières), « *Economu* » (Fabriques de conserves) aujourd'hui fusionnée avec la Société *Staicovici, Konzelmann et Lessner* (bougies et savons), « *Obor* » (Magasins généraux et Entrepôts) *Société de Loterie de l'Etat Roumain*, etc., etc....

Au lendemain de la guerre elle est mise sous-séquestre, levé en mars 1920 à la suite de la transformation de sa commanditaire *K.K. Privat. Oesterreichische Landerbank* en société française sous le nom *Banque des Pays de l'Europe*

Centrale. Son capital fut porté en avril 1920 à 70.000.000 lei, puis en avril 1921 à 125 millions, en mai 1928 à 200 millions et en avril 1929 à 400 millions. Actuellement ses actions sont détenues en grande majorité par la *Banque des Pays de l'Europe Centrale* de Paris, la *Banque de Paris et des Pays Bas*, la *Banque Gunzburg* de Paris, la *Société Générale* de Paris et le *Creditanstalt* de Vienne¹.

Après la guerre elle se rattache au groupe dirigé par la *Banque Chrissoveloni*, et participe à toutes les opérations de ce groupe. En 1931 elle absorbe les succursales de la *Anglo-International Bank* à Oradéa-Mare et Cernauti² ce qui renforce la participation du groupe *Rotschild* (*Anglo-International- Creditanstalt*). On parle dernièrement d'une participation de la maison *Mendellsohn et Cie* de Berlin.

Banque Marmorosh, Blank et Cie.
(en liquidation).

Elle existait comme société en nom collectif sous la raison sociale *Jacob Marmorosh* depuis 1848. En 1863 *Moritz Blank* entra dans la société qui fût transformée en 1874 en société en commandite sous la raison sociale *Banque Marmorosh, Blank et Cie*. En 1905 elle fut transformée en société anonyme au capital de 8.000.000 lei, souscrit comme suit :

<i>Banque Commerciale Hongroise de Pest</i>	2.000.000	} 25 %
<i>M. Blank</i>	1.850.000	
<i>J. Marmorosh</i>	1.500.000	} 42 %
<i>Darmstadter Bank</i> ³	1.200.000	
<i>Berliner Handelsges.</i>	1.200.000	} 30 %
<i>Jean Cantacuzène de Bucarest</i>	200.000	
<i>S. Aurelian de Bucarest</i>	50.000	

Ce qui représente une participation initiale étrangère de 55 %.

1. Voir Sitiesco. Manchester Guardian, 25 mai 1927, Note de la p. 176.

2. La succursale à Cernauti de la *Anglo-International Bank* (l'ancienne *Anglo-Austrian*) avait été installée en 1910 et avait joué un grand rôle dans l'industrialisation de la Bucovine.

3. La *Darmstadter Bank* avait pris des intérêts dès 1890, avant la transformation de la banque en société anonyme. Voir : Rieser, *The german great banks*. London, 1911, p. 449.

Le capital est porté à 10.000.000 lei en 1906 par émission de 4.000 actions nouvelles, entièrement souscrites par la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui se fait représenter dans son conseil.

Puis le capital est porté successivement à 12.000.000 lei en 1899, à 15.000.000 en 1911, et à 20.000.000 en 1925 par absorption de la *Banque en Commandite Dell'Orso de Galatz*.

Ce fut une des banques les plus actives de la Roumanie. Elle fonda ou participa à la fondation des sociétés suivantes : *Vulkan* (Fabriques de machines, cap. 2.000.000 lei), *Tesatura Jassy*, (cap. 750.000 lei), *Chemin de fer Buzau-Neboias* (cap. 6.000.000 lei), *Chitila* (Sucreries à Bucarest, cap. 5.200.000 lei), *Luther* (Brasserie, cap. 3.100.000 lei), *Fabriques d'apprêts et de tissage à Bucarest*, *Fabrique roumaine pour la décortication du riz*, *Société Anonyme des moulins à vapeur de Galatz*, *Manufacture roumaine des tissus Leo Galler et Cie*, etc. etc.. Elle participa également avec la *Banque de Crédit Roumain* à la fondation de la Société forestière *Oltul* et avec la *Banque Commerciale Hongroise de Pest* et deux autres banques étrangères à l'augmentation du capital de la société *Goetz et Cie* (fondée en 1885) et sa transformation en *Société Anonyme pour l'exploitation des Forêts et des Scieries à Vapeur* au capital de 16.000.000 lei, qui devint la plus grande entreprise de ce genre en Roumanie

Elle s'intéresse parallèlement à l'industrie pétrolifère et transforme l'ancienne maison *Hagineff et Campéanu* en société anonyme au capital de 5.000.00 lei et participe à l'augmentation du capital du *Crédit Pétrolifère*.

Elle se livre également à des opérations purement commerciales. Elle obtint ainsi le monopole de la livraison du sel roumain en Bulgarie et par une convention, signée en 1905 avec la Régie des Monopoles de l'Etat Roumain, elle obtint le privilège de l'achat de tabac turc pour cette Régie, et organise à ce but à Salonique la *Banque de Commerce et de Dépôts*

D'autre part, elle organise en Roumanie un réseau de succursales et de sociétés bancaires filiales. Elle se lie avec

la *Banque de Commerce de Craïova*, participe à l'augmentation de son capital en 1907 et procède avec elle à une délimitation géographique des activités, la *Banque de Commerce de Craïova* ne pouvant exercer son activité que dans la Valachie, dans laquelle la Banque Marmorosh Blank et Cie s'engage à ne pas installer de succursales. Elle se lie également avec la *Banque Commerciale de Ploesti* et la *Banque Moldave de Jassy*.

Pendant la guerre elle fut placée sous séquestre mais se fut le seul sequestre qui eut des fonctions très restreintes. Dès le mois de novembre 1918, elle procède à une augmentation de son capital de 10.000.000 lei, et au mois de mars 1919 à une seconde augmentation de 10.000.000 lei. La participation allemande, autrichienne et hongroise a été écartée, mais la part de l'étranger dans ces augmentations reste toujours grande, puisque la Banque de Paris et des Pays-Bas souscrit la moitié des nouvelles actions. En 1926, son capital est de 78,6 % roumain et 21,4 % français, détenu surtout par le *Crédit Lyonnais* et la *Banque de Paris et des Pays-Bas*. Le dégagement du capital français a continué depuis lors et finalement depuis 1928 elle peut être considérée comme entièrement roumanisée.

Son activité d'après-guerre est remarquable et son initiative s'étend sur tous les domaines. Elle organise un département commercial et se livre elle-même au commerce d'importation et d'exportation. Elle participe d'autre part à la fondation de sociétés suivantes : *Société d'Assurances Générales*¹, *Société d'Edition « Eminescu »*, *Société d'Editions « Cultura Nationala »*, *Société des machines Vulcan de Jassy*, les fabriques et raffineries de sucre *Ripiceni* et *Danubiana* de Bucarest et *Zarojani* de Cernauti, la *Société d'Habitations à bon marché*, la *Fabrique de Ciments Portland*, la *Société Générale de Constructions et de Travaux Publics*, la *Société Générale de l'Europe Orientale*, la *Société de Commission Tchecoslovaque et Roumaine*, etc..

Dans le domaine de l'industrie son activité devient de plus en plus grande. Elle fonde la *Banque Industrielle*

1. Avec le concours des *Assicurizioni Generale de Trieste*.

au capital de 60.000.000 lei dont elle conserve en portefeuille la totalité des actions, afin de centraliser la surveillance de ses participations. Parmi ces dernières les plus intéressantes sont les suivantes, qui avaient été prises surtout en vue du programme de nationalisation des industries des territoires désannexés : *Société des Usines Métallurgiques et des domaines de Résitza*, *Industrie textile d'Arad*, *Industrie textile de Lugoj*, *Fabrique d'Alcool et raffineries de Timisoara*, *Fabrique de Bière de Timisoara*, « *Kandia* » (bonbons et chocolat) à Timisoara, *Astra* (première fabrique roumaine de wagons et moteurs à Arad), « *Transylvania* » (machines et armatures) à Targu-Mures, *Industrie de l'Habillement à Cluj*, *Fabrica de Hartie « Petrifalau »*, *Imprimerie « Helikon »* de Timisoara, *Fabrique de cuirs de Targu-Mures*, *Fratii Reuner et Cie* (cuirs et chaussures), à Cluj, *Fabrique Honterna* (verres et céramiques), à Brasov, *Première Société Roumaine de Matières Explosives* et « *Amylon* » (fabrique pour l'utilisation des pommes de terre) à Sibiu.

Enfin elle soigne également son expansion dans le pays et à l'étranger. C'est la première banque qui installe des succursales hors de la Roumanie, à Paris, New-York, Gênes et Constantinople. Elle installe également des succursales dans les nouvelles provinces, à Arad, Oradea-Mare, Cluj et Brasov, et en plus s'assure les services d'un grand réseau de sociétés filiales, dont les plus importantes sont : *La Banca de Timisoara* (une des plus grandes banques roumaines, malgré son caractère provincial), la *Casa Nostra* de Statu-Mare, la *Casa Romana* de Baia Mare, le *Crédit Bessarabéen* de Chisinau, la *Banca Fortuna* de Bucarest, la *Banque Générale de Crédit* de Dicio-San Martin, et la *Première Caisse d'Epargne* de Gheorgheni.

Sévèrement touchée par la crise ainsi que nous l'avons déjà expliqué, elle a suspendu ses paiements le 22 octobre 1931. On espère actuellement la renflouer à l'aide de capitaux français et suisses.

Banque Commerciale Roumaine
(Société Anonyme Roumaine)

Siège: Bucarest. Succursales: Braïla, Constantza, Galatz Ploesti. Fondée en 1907 par un groupe de financiers franco-belges et autrichiens elle a pris la suite des affaires de l'ancienne maison de banque privée *Haljon et Fils*¹. Son capital initial fut fixé à 12 millions de lei, et souscrit par les établissements suivants :

Banque de l'Union Parisienne	2.100.000 lei
Wiener Bankverein	2.100.000 lei
Anglo-Austrian Bank	1.000.000 —

Des sommes moins importantes furent souscrites par le *Credit Général Liégeois* et les banquiers de Bucarest, *N. Chrissoveloni, G. Economos et Fils* et *H. Economos*.

Déjà avant la déclaration de la guerre, la *Banque Commerciale Roumaine* était devenue une banque très importante qui s'était surtout spécialisée dans le financement de l'exportation des céréales. Elle participa aussi à la fondation de quelques entreprises industrielles comme la *Forestière Silva* (1.000.000 lei), les *Usines Metallurgiques de Ploesti* (cap. 850.000 lei) et les *Fabriques de sucre de Maraesti* (cap. 5.000.000 lei).

Pendant la guerre elle est placée sous sequestre qui n'est levé qu'en août 1920. Entre temps son capital est porté à 24.000.000 lei, le 15 octobre 1919, puis à 50.000.000 lei le 1^{er} juin 1920 et après la levée du sequestre à 75 millions en mai 1924, à 100 millions en mai 1925, et 200 millions en mai 1929. Actuellement son capital est détenu presque exclusivement par le groupe *Société Générale de Belgique, Union Parisienne*, surtout depuis leur prise d'intérêts dans la *Wiener Bankverein* et la cession en 1929 des succursales en Roumanie (de Bucarest, Galatz, Braïla et Constantza) de la *Banque Belge pour l'Etranger* (filiale de la *Société Générale de Belgique*) contre prise d'intérêts supplémentaires.

1. Qui venait de fusionner avec le *Crédit Belgo-Roumain*, fondé en 1899 par le *Crédit Anversoïis*, à Braïla.

Après la guerre, l'activité de la Banque Commerciale se concentre de nouveau au financement de l'exportation des céréales à laquelle elle réussit mieux que toute autre banque, grâce à son organisation dans les ports de la Mer Noire et ses relations avec les ports de la Belgique et de l'autre continent.

Anglo-Czechoslovak and Prague Credit Bank
(Société Tchèque)

Siège : Prague. Succursales : Bucarest (voir page 77, pour la succursale de Sofia et page 180 pour la succursale de Belgrade).

Fondée en 1912 comme *Banque Roumaine de Crédit de Prague*. Son capital est de 10.000.000 lei et ses réserves de 1.000.000.

Banque Franco-Roumaine
(Société Anonyme Roumaine).

Fondée le 2 juin 1914 par un groupe de capitalistes roumains et le *Crédit Français*. Son capital initial était de 4 millions de lei. Après la guerre elle absorba la *Banque Patria* de Timisoara et installa une succursale à Paris. Mais le capital français s'est désintéressé de l'affaire et ses actions ont passé entièrement entre des mains roumaines. Aujourd'hui elle n'a d'étranger que la première partie de sa raison sociale.

Banque Commerciale Italienne et Roumaine
(Société Anonyme Roumaine).

Siège : Bucarest. Succursales : huit en Roumanie.

Fondée en 1920, par la *Banca Commerciale Italiana* de Milan qui détient en portefeuille la totalité de ses actions. Son capital initial était de 50.000.000 lei et fut porté en 1923 à 100 millions.

Elle s'occupe surtout du financement de la campagne sucrière sans négliger pourtant l'exportation des céréales et de bois et aucune autre forme de l'activité commerciale et industrielle du pays. Elle entreprend aussi de grandes opérations financières pour la *Banca Commerciale Italiana*

de *Milan*, comme par exemple, l'ouverture d'un crédit de 12.000.000 de dollars en 1928 à la Société Nationale de Crédit Industriel.

Pour l'extension de ses affaires en Roumanie elle s'est assuré le contrôle de la *Banque et Caisse d'Epargne Fusionnées de Oradéa-Mare*, à laquelle elle a rendu sa liberté en 1926 et de la *Banca Agrara de Timisoara* qu'elle a absorbée en 1928. Elle avait également acquis dès son installation en Roumanie, la succursale de la *Banque Internationale de Commerce de Saint-Petersbourg* à Chisinau.

Banque Chrissoveloni
(Société Anonyme Roumaine)

Siège : Bucarest. Succursales : Galatz et Constantza. Fondée en 1920 elle a pris la suite des affaires de la Maison de banque N. Chrissoveloni, fondée en 1881 et transformée en société en nom collectif en 1902.

Son capital initial fut entièrement couvert en Roumanie, mais lors d'une augmentation de capital en 1928, les nouvelles actions qui atteignaient 60 % du total, furent souscrites entièrement par un groupe de banques étrangères, composé de la *Niederoesterreichische Escompte Ges.*, la *Banque de Bruxelles*, la *Hambro's Bank de Londres* et la *Harriman's Bank de New-York* (et la *Banque Transatlantique de Paris*) elle a donc passé sous le contrôle étranger depuis cette date.

Elle s'est livrée à diverses opérations financières, surtout dans le domaine de l'électrification et de travaux publics. Elle dirigea un syndicat financier qui comprenait la Banque de Crédit Roumain et la Banque Commerciale Roumaine, et participa avec elles à la nationalisation des industries des territoires désannexés et plusieurs autres participations entre lesquelles signalons le groupe *Phoenix* des Pétroles et la *Banque de Devises et de Lombards*.

A l'étranger elle créa des succursales à Constantinople et à New-York et deux sociétés en commandites la *Chrissoveloni et Cie* de Paris et la *Chrissoveloni, Bisteghi et Cie* de Vienne.

Banque Anglo-Roumaine (Société Anonyme Roumaine),
Siège Bucarest. Capital 8.000.000 lei (anglais et roumain).
Fondée en 1921.

Banque Anglo-Levant (Société Anonyme Roumaine).
Siège : Bucarest. Capital 10.000.000 lei (faible participation anglaise). Fondée en 1924.

Banque Helvétique et Roumaine (Société Anonyme Roumaine). — Siège : Bucarest. Capital 75.000.000 lei, (suisse et roumain).

Banque Helvétique de Dépôts de Roumanie (Société Anonyme Roumaine). — Siège : Bucarest. Capital 45.000.000 lei (suisse et roumain).

Société Bancaire Roumaine (Société Anonyme Roumaine)
— Siège : Bucarest. Succursales : quatre en Roumanie.
Fondée le 28 septembre 1929, elle a pris, depuis le 1^{er} octobre 1929, la suite des affaires de la succursale de la Dresdner Bank à Bucarest. Son capital de 250.000.000 lei fut versé par la Dresdner Bank (1/3) dont elle est considérée comme la filiale, et le reste par des banques de Berlin, Essen et Cologne et aussi des banquiers de Londres et Amsterdam, à attaches allemandes.

Banater Bankverein (Soc. An. Roumaine). — Sièges : Arad et Timisoara. 34 succursales en Roumanie ;

Capital 130.000.000 lei. — Fondée en octobre 1928 par fusion de la *Arader Buerghliche Sparkassa* (fondée en 1888), et la *Schwabische Zentralbank* (fondée en 1885). Un groupe de capitalistes allemands s'est chargé de l'alimenter en comptes courants jusqu'à concurrence de 18.000.000 R.M.

Hermanstadter Allgemeine Sparkassa
(Société Anonyme roumaine)

Siège : Sibiu et neuf succursales.

Capital : 154.000.000 lei (grande majorité allemande).
Fondée en 1841 par la minorité allemande de la Transylvanie, elle a conservé après la guerre des relations étroites

avec les marchés de Vienne, Budapest et Berlin. En octobre 1928, elle absorba la *Medischer Bank* (fondée en 1862), la *Burzenlander Bank A.G.* et la *Vereinigte Bistritzer Sparkassa und Genossenschaftsbank* (fondée en 1900) en avril 1929 elle absorba la *Sachsischregener Gewerbe und Handelsbank* (fondée en 1898) et un peu plus tard la *Karpathia Bank und Handelsgesellschaft* (fondée en 1920).

Par ce mouvement de concentration des banques allemandes de Transylvanie et la transformation de la *Banater Bankverein* déjà citée, l'ancienne organisation saxonne et souabe de la Transylvanie et du Banat, a affirmé une fois de plus son caractère étranger.

Bodencreditanstalt in Hermannstadt (Société Anonyme roumaine). — Siège : Sibiu. Capital : 62.500.000 lei (majorité allemande).

Banca Ardeleana si Cazza di Economie (Société Anonyme Roumaine). — Siège : Cluj et sept succursales.

Fondée en 1894, elle absorba en 1930 la *Banca Commerciala si Agricola S.P.A.* Son capital est de 90.000.000 lei et la majorité de ses actions est détenue par la *Banque Commerciale Hongroise* de Pest.

Banque Nationale de Commerce (Société Anonyme Roumaine). — Siège : Cernauti. Filiale de la *Merkurbank de Vienne*.

Société Bancaire (Société Anonyme roumaine). — Siège Cernauti. — Filiale de la *Wienerbankverein* de Vienne. Fondée par transformation en société anonyme indépendante de la succursale de la *Wienerbankverein* à Cernauti (installée en 1904).

Allgemeine Ungarische Creditbank (Société Anonyme Hongroise). — Siège : Budapest. Succursales en Roumanie : Brassov, Oradéa-Mare et Timissoara.

TABLEAU D'ENSEMBLE

de la participation étrangère dans l'organisation bancaire de la Roumanie

<i>Participation directe :</i>	%	Lei :
Bank of Rumania	100	85.000.000 ¹
Banque de Crédit Roumain	60	240.000.000
Banque Commerciale Roumaine	70	210.000.000
Banque Comm. Italienne et Roumaine	90	90.000.000
Banque Chrissoveloni	40	120.000.000
Banque Anglo-Roumaine	40	32.500.000
Banque Anglo-Levant	20	2.000.000
Banque Helvétique et Roumaine	50	37.500.000
Banque Helvétique de Dépôts	50	22.000.000
Banater Bankverein	100	130.000.000
Société Bancaire Roumaine	100	250.000.000
Hermannstadter Allg. Sparkassa	100	154.000.000
Banca Ardeleana etc..	100	82.000.000
Allgemeine Ung. Creditbank	100	10.000.000 ²
Anglo-Czechoslovak etc..	100	10.000.000
Banque Nationale de Commerce	100	
Société Bancaire de Cernauti	100	3
		1.475.000.000
Crédit Agricole et Hypothécaire	48	160.000.000
		1.635.000.000
<i>Emprunts :</i>		
Sur 7 % 1931 au Crédit Agricole		170.000.000
Sur 7 % 1929 à la Société Nat. de Credit Industriel		628.000.000
Sur 7 % 1929 aux Banques populaires		1.478.000.000
Sur 7 % 1929 aux coopératives de crédit		401.000.000
Sur 7 % 1929 à la Banque Nationale		2.500.000.000

Conclusion pour la Roumanie

Nous avons suivi dans tout ce chapitre pour la Roumanie les avantages et les déboires alternatifs que l'importante participation étrangère a donné à l'organisation bancaire du pays. Nous avons vu pendant la période d'avant-guerre les banques étrangères participer dans une grande mesure, sinon à elles seules, à l'industrialisation de la Roumanie et l'utilisation de ses ressources naturelles. Puis, pendant la guerre, nous avons vu une de ces banques étrangères dévoiler son caractère d'instrument d'un gouvernement ennemi et faciliter au point de vue financier l'invasion de la Roumanie et la victoire des empires centraux.

1. Sur les 50 % de son capital évalué comme travaillant en Roumanie.

2. Capital évalué comme travaillant en Roumanie.

3. Nous manquons de renseignements sur leur capital.

Pour la période d'après-guerre nous avons suivi la réaction déclenchée contre les banques étrangères et d'un côté les efforts de la Roumanie nouvelle vers la nationalisation de l'économie des territoires désannexés et l'établissement d'un plan grandiose de réformes. Et nous avons également suivi la contradiction de jour en jour grandissante, entre ce besoin de capitaux nouveaux et la politique de liquidation des participations étrangères suivie par le gouvernement. Enfin nous avons vu aboutir cette contradiction à la crise sans précédente de 1931, pendant laquelle trois des plus puissantes banques du pays ont suspendu leurs opérations et le mécanisme bancaire a été complètement dérégulé.

Des conclusions nettes s'imposent. La Roumanie a voulu accomplir une tâche énorme. Elle n'avait pas défendu l'entrée des capitaux étrangers quand elle n'en avait pas absolument besoin, puis elle a soudainement élevé des barrières infranchissables à ces mêmes capitaux, après une guerre qui avait détruit de fond en comble l'économie du pays. Et puis quand elle a voulu renoncer à son isolement économique, en faisant un nouvel appel aux capitaux étrangers, elle s'est aperçu qu'ils ne pouvaient pas suivre la voie qu'elle leur ouvrait. Elle fut obligée — pour créer par exemple son *Crédit Agricole Hypothécaire* — de donner des garanties inimaginables. Elle a ainsi passé d'un extrême à l'autre en quelques années. Triste histoire de laquelle se dégage l'enseignement qu'une certaine continuité doit être suivie dans la politique économique. Le principal est d'imposer la confiance. Si cette confiance est ébranlée par une politique mercantiliste et des moratorii successifs, elle ne pourra renaître plus tard qu'à l'aide de sacrifices considérables. La Roumanie passe aujourd'hui par ce stade de sacrifices. Il est très probable que grâce aux grandes ressources naturelles du pays, cette période sera très courte et qu'elle sera passée dès que la crise économique sera terminée. Mais elle ne devra pas pendant sa nouvelle prospérité recommencer la politique de 1925-1929, car les clauses de l'Emprunt de Développement de 1931, deviendront bien plus lourdes encore.

CHAPITRE V

LA YUGOSLAVIE

§ 1. L'organisation bancaire

L'avant-guerre

En Serbie.

Ainsi que nous l'avons déjà fait pour la Bulgarie et la Roumanie, nous étudierons l'organisation bancaire de la Yougoslavie en la divisant en deux périodes, celle d'avant-guerre et celle d'après-guerre. Pour l'avant-guerre nous étudierons l'évolution bancaire dans l'ancien royaume, soit la Serbie et le Monténégro et pour chacune des provinces désannexées par les traités de paix, la Slovénie et la Dalmatie, la Croatie et la Slavonie, la Bosnie et l'Herzégovine et la Voïvodine. Pour la période d'après-guerre nous étudierons l'évolution de l'organisation bancaire désormais unifiée du royaume.

La petite principauté serbe, « territoire de 14.000 villages et 54.000 maisons »¹ quoique libérée dès 1918 du joug de l'impérialisme ottoman, ne posséda pas de bonne heure une organisation de crédit. Le régime civil et les faibles progrès de l'économie justifiaient ce retard. L'association familiale, la « zadrouga », dans laquelle vivaient les serbes limitait les échanges et le commerce. D'autre part le déve-

1. Glomazitch, *op. cit.*, p. 11.

loppement de l'agriculture et de l'élevage, donnait à la Serbie une certaine autarchie, qui se manifestait surtout sur sa balance commerciale, puisqu'on croit que pendant longtemps, aucune importation ne s'inscrivait à son passif.

Deux événements favorisèrent la sortie de la Serbie de cette économie naturelle. C'est l'introduction du Code Civil en 1841, qui posa le principe individualiste dans la vie familiale et entraîna la désorganisation des zadrougas, et l'introduction de la monnaie par transformation en 1835 des impôts en nature en impôts en argent, et l'établissement en 1858 d'une monnaie nationale, le dinar.

Le développement de la vie économique et du commerce extérieur, a amené la Serbie à l'économie du crédit, mais c'est l'usure qui, comme dans tous les pays, a servi de transition. Elle était exercée surtout par les zinzars. Le prêt à intérêt atteignait des taux fabuleux. On se sert encore aujourd'hui des expressions de l'époque quand on veut parler d'emprunt à conditions très lourdes. C'est l'expression « mariache pour la banque » (5 centimes par 10 dinars et par jour) soit 43 % puisque les intérêts étaient payables à la fin de chaque mois.

Le gouvernement essaie de combattre l'usure. Il limite le droit du paysan à hypothéquer ses biens, et instaure le principe du crédit de l'Etat, mais ce n'est que depuis 1862, par la fondation de l'*Ouprova Fondova*, (Direction des Fonds Publics) que la Serbie possède une certaine organisation de crédit. On lui confie la gérance et l'administration du fond principal scolaire, des fonds provenant de la tutelle ou de la curatelle des veuves et des orphelins, des fonds libres des églises et des couvents, et des fonds sanitaires de la Serbie. C'est une institution de crédit foncier à caractère officiel et privilégié. Ainsi que l'on a déjà remarqué pour tous les pays agricoles, c'est le crédit foncier qui est né en Serbie aussi le premier.

Les *Caisses d'Epargne Départementales*, furent créées en 1870. Elles étaient également des institutions de crédit foncier mais à court terme. On en créa au début cinq, celles de Smédérévo, Krouchevatz, Tchtchak, Oujitzé et Kragouyevatz, auxquelles on ajoute plus tard, en 1881 celle de Nich.

Mais les banques commerciales ne tardèrent pas à faire leur apparition. Ce fut en premier lieu la *Première Banque Serbe* fondée à Belgrade en 1869, et à laquelle la loi du 5 juin 1869 octroya de larges privilèges. Son capital fut fixé à 1.000.000 ducats (le ducat valait 12 dinars) somme énorme pour l'époque, mais minime pour les buts que se proposaient ses fondateurs. D'après ses statuts la *Première Banque Serbe* escompte des papiers de commerce, accepte des dépôts de fonds, consent des prêts sur gages mobiliers et immobiliers, fait le commerce des valeurs serbes et étrangères, achète et vend les produits du pays, et participe à toute entreprise commerciale ou industrielle nouvellement fondée ou déjà existante. Sur les 1.000.000 ducats de son capital seuls 120.000 furent versés et ils furent vite perdus dans des entreprises téméraires parmi lesquelles nous ne citerons que la construction de la ligne ferrée stratégique Riska-Zemoun en... Autriche ! Elle fit faillite en 1871 mais sa chute a servi comme leçon de conduite aux trois autres banques qui furent fondées en même temps qu'elle et qui, s'inspirant du précédent néfaste de la *Première Banque Serbe*, surent être prudentes et prospérèrent. Ce sont l'*Etablissement de Crédit de Belgrade* la *Banque de Crédit de Smédérévo*, et la *Banque de Pojarevatz*.

L'*Etablissement de Crédit de Belgrade* fut fondé par des commerçants serbes en 1870, avait un capital nominal de 1.000.000 ducats dont 50.000 seulement versés. La *Banque de Crédit de Smédérévo* fut également fondée en 1870 avec un capital nominal de 100.000 ducats dont 40.000 versés. La *Banque de Pojarevatz* et la *Banque de Sabatz* (fondée en 1880) étaient de moindre importance. Il faut enfin mentionner la *Caisse d'Epargne de Valjevo*, établissement intermédiaire entre les banques privées et les caisses d'épargne départementales, au capital de 50.000 ducats.

L'année 1882 marque la première entrée de capitaux étrangers dans une entreprise bancaire serbe. C'est en effet en 1882 que la *Banque de Crédit Serbe* fut fondée à Belgrade par le *Comptoir National d'Escompte de Paris* et la *K.K. Privat Oesterreichische Landerbank de Vienne* au capital de 1.000.000 dinars. C'est la première banque serbe qui

a fonctionné suivant le type des banques des pays occidentaux, et qui a pratiquée uniquement des opérations de banque, au sens strict du mot, sauf l'escompte qui était déjà momentanément réservé. Elle connut un grand succès à Belgrade et rendit de grands services au pays grâce à son capital élevé et le puissant appui financier qu'elle trouvait auprès de ses deux fondatrices.

La *Banque Nationale Privilegiée du Royaume de Serbie*, fut fondée par la loi du 6 janvier 1883. Il est curieux de mentionner ici qu'une tentative de fondation d'une banque nationale avait été faite l'année précédente par un groupe de capitalistes belges représentés par M. *Ernest Bousqueau*. Une convention fut même signée entre le gouvernement et M. Bousqueau, mais le projet ne fut pas ratifié par la Chambre des Députés, à la suite de réclamations des milieux industriels et commerciaux du pays qui, consultés par le Ministre des Finances, firent connaître qu'ils désiraient bien une banque aussi importante que le projet la prévoyait, mais alimentée seulement par des capitaux serbes. Ce conflit est connu dans l'histoire du pays sous le nom « la Conférence du mois de mai ».

Le capital de la *Banque Nationale* fut fixé à 20.000.000 dinars, divisé en deux tranches. Chaque tranche était divisée en quatre quarts qui ne furent appelés que successivement. Seule la première tranche avait été appelée avant la guerre¹. Toutes ces actions ont été souscrites en Serbie, par l'épargne nationale.

L'activité de la *Banque Nationale* jusqu'à la guerre ne fut pas très remarquable. Le manque de papier bancable l'obligeait de renoncer au réescompte et de pratiquer surtout l'avance sur nantissement de papier de commerce. La politique de contingentement de l'émission suivie de 1896 à 1903 gêna l'exportation. En plus le manque de succursales provoquait une trop mauvaise distribution du crédit entre Belgrade et la province.

La fondation de la *Banque Nationale* fut le point de

1. Le premier 1/4 en 1884, le second en 1886, le troisième en 1906 et le dernier en 1912.

départ pour l'organisation bancaire du pays. En 1884 nous n'avons que sept banques avec un capital total de 3.250.000 dinars. En 1900 nous en avons déjà 80 au capital de 16.679.000 dinars. Parmi les plus importantes banques fondées après la *Banque Nationale* signalons : la *Société de Belgrade* (*Beogradska Zadrouga*) créée comme société coopérative de crédit en 1882, qui fonda même une succursale à Salonique, et dont le capital avant la guerre s'élevait à 1.000.000 dinars et les réserves à 1.500.000 dinars ; la *Société de Vrachtar* (*Vracaska Zadrouga*) fondée en 1893, avec un capital de 1.200.000 dinars et qui s'intéressa surtout au commerce d'exportation des cuirs. Ces deux banques entretenirent pendant longtemps un service spécial d'assurances.

Mais ce fut surtout pendant les dix premières années du ^{xx}^e siècle que les établissements de crédit se développèrent en Serbie. En 1912 il y avait 187 banques avec un capital total de 51.193.000 dinars. Citons parmi les plus importantes : les banques indigènes : la *Banque Royale Privilégiée d'Exportation*, fondée en 1901 à Belgrade, au capital de 2.500.000 de dinars, la *Banque de Commerce de Belgrade* qui a fondé la *Fabrique de ciment de Popovac* avec l'appui du capital français, la *Banque du Pays* fondée en 1906 et qui correspond en Serbie à la *Banque Romaneasca* de Roumanie, (elle fut en effet fondée par le Parti Radical et a eu pendant toute son activité des relations étroites avec lui), la *Société des Fonctionnaires*, fondée en 1909 avec un capital de 700.000 dinars et la *Beogradska Zalozna Banca* (le Mont-de-Piété de Belgrade).

Parmi les banques étrangères qui s'établissent en Serbie pendant cette période citons : La *Banque Andréjevic et Cie* transformée en société anonyme en 1910 par la *Banque Commerciale Hongroise de Pest* et la *Berliner Handelsgesellschaft*. La *Banque de Crédit de Prague* qui établit une succursale à Belgrade en 1910. La *Banque Franco-Serbe*, fondée en 1910.

Aux banques indigènes nous devons ajouter la *Société Commerciale Danubienne*, fondée par la *Banque Serbe de Zagreb* et l'*Institution de Crédit de Belgrade*, déjà citée, qui

est la plus ancienne du pays. Aux banques étrangères on doit ajouter la *Banque de Crédit Serbe*, déjà citée.

Enfin en dehors de la ville de Belgrade, nous avons les petites banques de Chabatz et Smédérévo déjà mentionnées auxquelles sont venues s'ajouter les banques locales de Nich, Kragoujevatze et Palanka.

Le fait caractéristique de cette organisation bancaire de la Serbie d'avant-guerre est la décentralisation et le morcellement des banques et leur faible importance.

Sur 187 banques existant en 1912 au capital de 51.000.000 dinars, il y en a quarante-quatre à Belgrade qui groupent les 2/3 du capital, soit 29.269.000 dinars. Le reste soit 143 banques, se partage 21.984.000 dinars des capitaux ce qui réduit la part de chacune à 15.000 dinars, chiffre absolument insignifiant et insuffisant. D'autre part l'activité des banques ne marque pas de grands progrès. Nous sommes loin des chiffres enregistrés à la même date en Roumanie ou en Grèce. Nous nous trouvons en somme devant une organisation de crédit presque rudimentaire, empirée encore par le fait de la confusion des affaires des banques et la confusion des noms. En effet en Serbie comme en Hongrie on ne distingue pas les banques des caisses d'épargne.

Dans le Monténégro.

Le Monténégro qui a gardé son indépendance jusqu'en 1918, possédait au moment de son union avec la Serbie, une organisation bancaire assez complète en comparaison de son faible développement économique. Il possédait une banque d'émission, la *Banque Nationale du Royaume de Monténégro* fondée en 1909 et quelques banques commerciales comme la *Banque de Monténégro de Cettigné*, fondée en 1905 et qui possédait en 1915 sept succursales, la *Banque de Podgoritza*, fondée en 1904 qui possédait trois succursales, et la *Caisse d'Epargne de Niksic*, la plus ancienne du pays. Il y avait également une *Caisse d'Epargne Nationale* et un *Crédit Foncier* fondé en 1909.

Les provinces désannexées.

Croatie et Slavonie. — La différence du développement bancaire entre dans la vieille Serbie d'un côté et la Croatie et la Slavonie d'un autre est frappante. Ces deux riches régions du royaume de Yougoslavie, qui dépendaient avant la guerre de la Hongrie, bénéficièrent des riches moyens d'actions qui étaient mis à leur disposition par leur capitale politique et financière, Budapest, et les établissements bancaires stimulés aussi par la concurrence des nationalités, sont à la veille de l'union, bien mieux organisés et plus puissants que ceux de Bulgarie.

Dès 1846 nous voyons se fonder la *Première Caisse d'Épargne Croate*. Son siège est à Zagreb et son capital est formé par l'épargne de la nationalité yougoslave du pays.

En 1868 est fondée la *Banque d'Escompte Croate de Zagreb* dans laquelle le capital anglais a pris plus tard de très importants intérêts par participation de la *Anglo-Austrian Bank*.

En 1892 est fondée la *Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et de Slavonie*, à Zagreb, qui se trouva au début en relations étroites avec le *Crédit Foncier du Royaume Hongrois*, puis tomba dans la sphère d'intérêts de la *Oesterreichische Creditanstalt* de Vienne, de la *Banque Commerciale Hongroise de Pest*, de la *Banca Commerciale de Trieste* et du groupe *Solvay* de Bruxelles (*Mutuelle Mobilière et Immobilière*).

Après ces trois très importantes institutions bancaires, à capitaux croates, anglais, hongrois, et autrichiens, nous voyons se développer deux banques à capitaux serbes : la *Banque Serbe de Zagreb* qui favorise le développement des coopératives agricoles, travaille surtout à Voïvodina à ses débuts, puis étend ses affaires en absorbant la *Banque Serbe du Littoral* et en fondant à Belgrade la *Société Commerciale Danubienne*, déjà citée, et la *Banque Agraire Croate*, fondée par la précédente et les *Sociétés Coopératives des Agriculteurs*.

Puis le capital étranger vient de plus en plus nombreux. En 1909 la *Zivnostenska Banka de Prague* fonde la *Banque*

du Pays Croate à Osijek et la *Ungarische Creditbank de Budapest* la *Banque Générale de Crédit Croate* à Zagreb.

En 1913, la Croatie et la Slavonie, comptent 207 banques au capital total de 672.038.000. couronnes, Ces chiffres supportent victorieusement la comparaison avec les 187 banques de la Serbie et surtout leurs 51 millions de dinars de capitaux.

Sur ces banques nous avons déjà cité les plus actives. Nous remarquons qu'il y en a deux à capitaux serbes, une à capitaux croates, une à capitaux anglais, deux à capitaux austro-hongrois et une à capitaux tchèques. Parmi les moins importantes les banques à capitaux austro-hongrois et tchèques sont les plus nombreuses.

Voïvodina. — Les statistiques générales de la Voïvodina indiquent pour 1913, 220 banques et un capital de 58.165.977 couronnes. Sur ce chiffre de 220 banques, 120 sont des banques influencées et contrôlées par des capitaux roumains, allemands et hongrois. Mais les banques serbes sont très actives et assez puissantes, grâce à un fort mouvement de concentration qui s'est dessiné peu avant la guerre.

Slavonie et Dalmatie. — Ce sont des régions qui dépendaient directement de l'Autriche et dans lesquelles l'économie du crédit s'était implantée de bien bonne heure. Dès 1820 est fondée la *Caisse d'Epargne de Carniole*. dénommée à sa fondation *Caisse d'Epargne de Ljubljana*, puis *Caisse d'Epargne d'Illyrie*. Son nom actuel lui fut donné en 1845. Elle est le plus ancien établissement de crédit de tous les Balkans.

Sa fondation pourtant fut un trait isolé en Slavonie et en Dalmatie, car ce sont surtout les coopératives de crédit et les succursales des banques viennoises, qui se sont développées et non les banques ou caisses d'épargne locales. C'est ainsi qu'au moment de l'Union on ne peut considérer comme établissement de crédit de quelque importance que la *Banque de Crédit de Ljubljana* fondée en 1900 sous le patronage de la *Zivnostenska Banka de Prague*, au capital initial de 500.000 couronnes, porté successivement avant l'union à 10.000.000 couronnes.

Bosnie et Herzégovine. — Sous la domination turque la Bosnie et l'Herzégovine étaient des régions presque sauvages. Les 95 % de la population étaient des serfs. L'organisation du crédit était inexistante. Pour les prêts d'argent, il n'y avait pas de documents écrits mais on employait des morceaux de bois sur lesquels on faisait des entailles.

L'expansion des banques autrichiennes et hongroises commence immédiatement après l'annexion. C'est la *Wiener Bankverein* qui fonde la première en 1883 une succursale, la *Section Privilégiée de la Wiener Bankverein pour le Bosnie et l'Herzégovine* à Serajevo, destinée à ses débuts aux prêts hypothécaires et transformée en 1895 en *Banque Privilégiée du Pays de Bosnie et d'Herzégovine*, par absorption de quelques petites banques locales à capitaux austro-hongrois et notamment la *Première Caisse d'Epargne de Banjaluka*, la *Première Caisse d'Epargne de Brcko*, et la *Première Caisse d'Epargne de Bijeljina*. Ce mouvement de concentration a été imposé aux banques autrichiennes par l'extension des affaires de la *Banque Serbe de Zagreb*, aidée par le nationalisme des paysans yougoslaves.

Après l'annexion définitive de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1908, les succursales des banques de Vienne et de Budapest se multiplièrent. En 1909 le *Creditanstalt* fonde la *Banque de Bosnie* et la *Banque Commerciale Hongroise de Pest* la *Banque Agraire et Commerciale de Serajevo*. En plus, trois succursales de la *Banque Austro-Hongroise* sont fondées à Serajevo en 1910, à Mostar en 1911 et à Banjaluka en 1912.

Les yougoslaves indigènes essaient de réagir contre cet accaparement de la vie financière par les grands établissements de Vienne et de Budapest et commencent à fonder et soutenir des institutions nationales : la *Banque Economique Serbe* de Serajevo, la *Banque Centrale Serbe pour la Bosnie et l'Herzégovine* à Serajevo, fusionnées en 1922, après l'union, en *Banque Centrale Economique Serbe* à Serajevo, qui possède deux affiliations : la *Caisse d'Epargne de Osijek* (Croatie) et la *Banque Serbe de Crédit de Breda* et se trouve en relations étroites avec la *Banque Serbe de Zagreb*.

Parmi les autres établissements serbes citons également la *Caisse d'Epargne Serbe à Serajevo* et la *Banque de Commerce et Caisse d'Epargne de Mostar*, transformée plus tard en *Banque Serbe de Mostar*.

Citons également comme établissements nationaux : la *Banque Centrale Croate de Serajevo* et la *Banque Centrale Musulmane de Serajevo*, fusionnées en 1924 en *Banque Centrale d'Union* et finalement absorbée par la *Première Caisse d'Epargne Croate*.

En résumé à la veille de l'Union la Bosnie et l'Herzégovine possédaient les établissements de crédit de nationalité suivantes :

(en millions de couronnes)					
Serbes	26	Capitaux et réserves	15	Dépôts	8
Croates	10		3,6		3
Musulmans	8		4,8		3,5
Divers	6		2		3,2
Allemands et Hongrois			28		60

La guerre.

Pendant la guerre et l'occupation du territoire serbe par les armées austro-allemandes, toute activité bancaire est interrompue. Le 27 juillet 1914, la *Banque Nationale* se transporte à Krouchévatz sans avoir même le temps d'emporter ses archives. En septembre 1915, elle reçoit l'ordre de se transporter à Bitolje via Salonique, mais l'avance des armées ennemies, l'oblige à s'installer à Salonique. Ce n'est pas pour longtemps d'ailleurs. Le 19 décembre elle s'embarque sur un vaisseau de guerre français qui la transporte à Marseille où elle confie son encaisse à la succursale de la *Banque de France*.

Transférées ou non, les autres banques serbes ont d'ailleurs interrompu toute activité pendant la guerre. Le territoire était envahi, leurs clients s'étaient exilés en Italie, en Grèce, en France, en Suisse. L'armée était à Salonique. La Cour et le gouvernement à Corfou. Toute la vie nationale était arrêtée.

L'après-guerre.

Après la victoire des alliés une à une les banques du

vieux royaume, des territoires libérés et des territoires occupés par les armées alliées, ouvrent leurs guichets. La *Banque Nationale* rentre à Belgrade le 1^{er} février 1919. La vie économique reprend petit à petit. C'est la seconde période de l'histoire bancaire de la Yougoslavie qui commence. Nous examinerons successivement l'évolution de l'institut d'émission et celle des banques commerciales.

La Banque Nationale.

L'ancienne *Banque Nationale* du Royaume de Serbie devait être élargie pour pouvoir répondre à son nouveau but. Par la loi du 26 janvier 1919 on change sa raison sociale en *Banque Nationale du Royaume des Serbes Croates et Slovènes*. Ses nouveaux statuts sont copiés sur les anciens. Son capital est porté à 50.000.000 dinars. La nouvelle loi l'oblige à établir des succursales dans toutes les localités où existaient des succursales de la *Banque Austro-Hongroise* liquidée, et en plus à Nich et à Cettigné, tout en maintenant ses anciens bureaux de Skoplié et Bitolje.

En octobre 1930 le nom de la banque est transformé en *Banque Nationale du Royaume de Yougoslavie*. La banque fut réorganisée par le loi du 26 juin 1931 sur la stabilisation légale. Son capital fut porté au chiffre actuel de 180.000.000 dinars.

L'emprunt de stabilisation 7% de 1.025.000.000 francs français fut soucrit comme suit :

Union Parisienne	675.000.000	Ff.
Union des Banques Suisses	125.000.000	—
Zivnostenska Banka de Prague	100.000.000	—
Ouprova Fonfeva de Belgrade	50.000.000	—
Aktiobolaget Kreuger and Toll	50.000.000	—
Mendelsohn and C ^o d'Amsterdam	25.000.000	—

Sur ces divers montants une somme de 1.000.000.000 dinars fut cédée à la Banque Nationale comme extinction de la dette de l'Etat.

Les Banques commerciales.

Après la guerre, les banques yougoslaves se trouvèrent devant le problème de l'unification du système bancaire

du pays. Mais tandis qu'en Roumanie cette unification se trouvait réalisée rapidement soit par extension de réseau des succursales des banques roumaines dans les nouvelles provinces, soit par détachement et autonomisation des succursales des banques désormais étrangères dans ces nouvelles provinces, en Yougoslavie l'unification a pris le caractère contraire. Ce sont les banques des nouvelles provinces qui ont étendu le réseau de leurs succursales dans l'ancien royaume et ont conduit à une sorte d'unification. Nous écrivons une sorte d'unification car elle n'est pas encore parfaite. On peut facilement distinguer encore en Yougoslavie deux systèmes bancaires. Celui de Belgrade et celui de Zagreb, auquel se sont rattachés ceux de la Voïvodina et de la Slavonie tandis que celui de Serajevo s'est rattaché à celui de Belgrade.

La prépondérance des systèmes bancaires qui avaient été créés dans les provinces désannexées, sur celui de l'ancien royaume est devenue évidente après cette unification. Zagreb est un centre bien plus important que Belgrade, et l'on peut dire que parmi les banques de Belgrade, à un certain moment ce sont celles qui étaient venues de Sarajevo qui étaient les plus puissantes.

Les dangers de la dualité de ce système sont atténués par le fait que la *Banque Nationale* de Yougoslavie a pu étendre son influence dans toute l'étendue du royaume et s'est rattaché toutes les banques des nouvelles provinces qui autrefois dépendaient de la *Banque Austro-Hongroise* pour leur réescompte.

Cette dualité pourtant a facilité les capitaux autrichiens et hongrois placés dans les nouvelles provinces avant la guerre, à rester dans le pays. Ces capitaux et les banques qu'ils avaient fondées ne furent pas dépayés par le changement des délimitations politiques. Elles furent transportées pour ainsi dire en bloc d'un pays en un autre avec toute leur clientèle et leurs déposants. En plus elles n'eurent pas à souffrir de la guerre et n'eurent pas à lutter contre la concurrence des banques de Belgrade qui ne cherchèrent même pas à s'installer dans le pays. Elles se trouvèrent ainsi former un système bancaire complète-

ment indépendant et similaire à celui qui existait avant la guerre, et continuèrent ce qui était pour elle la routine et la tradition. Dans ce nouveau système les capitaux autrichiens, hongrois et tchèques sont devenus des capitaux étrangers, et ils furent renforcés par l'afflux de capitaux d'autres nationalités (anglais, belges et français) qui ont pris des intérêts dans les banques de Vienne, Budapest et Prague, et dans les banques serbes et croates dans lesquelles elles étaient elles-mêmes intéressées.

Cette dualité et cette prépondérance de la place de Zagreb sur celle de Belgrade, est le premier trait caractéristique de l'organisation yougoslave bancaire d'après-guerre.

Le second trait caractéristique est l'augmentation du nombre des banques, qui ont obéi comme en Roumanie au stimulant de l'inflation et des fluctuations des changes. Mais tandis que le nombre des banques augmentait ainsi d'une façon tout irrationnelle, le nombre des établissements dirigeants restait toujours limité à moins de deux dizaines pour tout le royaume. Ainsi malgré le nombre total on peut dire que le système bancaire yougoslave possédait une certaine concentration, qui fut d'ailleurs fortement augmentée par une série de fusions sur lesquelles nous reviendrons.

Un troisième fait caractéristique est l'immixtion des banques dans les affaires autres que bancaires, que nous avons déjà rencontrée en Roumanie. Mais tandis qu'en Roumanie cet état de chose peut-être considéré comme un article importé de l'étranger par les banquiers allemands et autrichiens, en Yougoslavie c'est un vice organique du système bancaire qui au fond n'est qu'un système autrichien ou hongrois. Après la guerre, Zagreb a imposé cette politique de participation à Belgrade et la presque totalité des banques se sont livrées à une foule d'opérations étonnantes. Nombreuses étaient celles qui entretenaient un département d'assurances. D'autres possédaient des bureaux commerciaux d'importation et d'exportation. Une banque possédait une flotille de remorqueurs et de chalands sur le Danube. Une autre gérait ... un hôtel à Belgrade.

Cette politique de participation n'amena pourtant pas les

banques yougoslaves a des difficultés comparables à celles des banques roumaines, grâce au fait que l'organisation bancaire du pays, dans des conditions internationales normales, était en état de suivre cette politique qu'elle avait toujours suivie et grâce aussi au fait que les industries des nouvelles provinces ont été annexées avec les banques qui les finançaient, tandis qu'en Roumanie seules les industries furent annexées et les banques qui les finançaient furent liquidées.

En plus les banques yougoslaves n'ont pas eu à subir la lourde tâche de nationalisation des industries. Le gouvernement ne leur a jamais imposé un pareil devoir car il devinait juste que cette tâche dépassait les moyens de l'épargne indigène de la Yougoslavie, même agrandie par la guerre. Quelques tentatives isolées de nationalisation, comme celle de la Société *Trbovlje* qui fut entreprise par la *Banque Slave* de Zagreb, démontra l'impossibilité d'une réussite. Les 85.000 actions de cette société qui furent achetées par la *Banque Slave* durent bientôt être déposées auprès de la *Landerbank* de Vienne contre un crédit quelconque. Et ainsi se réalise pour la tantième fois la démonstration désormais inutile, qu'il ne s'agit de vouloir mais de pouvoir nationaliser, et que quand le pouvoir existe le résultat vient de lui-même. La Roumanie a voulu aller à l'encontre de ce principe. Nous avons vu les résultats obtenus par la nationalisation de la *Steaua*, de la *Resitza*, etc.

Parmi les grands établissements de Belgrade d'avant-guerre nous retrouvons après la guerre :

la *Beogradska Zadrouga*
et la *Banque d'Exportation*.

La *Société Danubienne Commerciale* fusionne avec la *Banque Adriatique* de Trieste qui avait transféré son siège à Belgrade. Elle forme ainsi la *Banque Adriatique et Danubienne* qui fut pendant un certain temps la plus grande banque yougoslave. Il ne faut pas pourtant oublier qu'elle se rattachait à la *Banque Serbe de Zagreb* qui possédait 60 % de ses actions, et par conséquent elle doit être considérée comme une banque de Zagreb.

Comme la *Beogradska Zadrouga* perd petit à petit son ancienne importance, on peut dire que la *Banque d'Exportation* est le seul grand établissement de Belgrade à capitaux indigènes.

Parmi les banques étrangères d'avant-guerre nous retrouvons à Belgrade la succursale de la *Banque de Crédit de Prague* et la *Banque Franco-Serbe*.

Comme nouvelles banques étrangères apparaissent pour un court moment :

la *Banque de Bosnie* de Serajevo

et la *Banque Agricole et Commerciale de Serajevo*, qui toutes deux ont transféré leur siège à Belgrade et finalement furent absorbées par l'*Union des Banques Yougoslaves* et se rattachent ainsi à Zagreb.

En 1928 est fondée à Belgrade la *S.A. Générale de Banque Yougoslave*, par le groupe de la *Wiener Bankverein-Société Générale de Belgique*. Elle reprend les succursales de la *Wiener Bankverein* à Belgrade et Zagreb.

En Bosnie et en Herzégovine le capital étranger domine également. La *Banque du Pays de Bosnie et Herzégovine* est dirigée par le groupe *Wiener Bankverein-Société Générale de Belgique*. La *Banque Industrielle et Commerciale de Bosnie* est contrôlée par le groupe *Niederösterreichische Escompte-Gesellschaft*, *Comptoir d'Escompte de Genève*, *Banque de Bruxelles* et *Pester Vaterländische Sparkassa*.

En Croatie nous retrouvons parmi les banques d'avant-guerre la *Première Caisse d'Epargne Croate* et la *Banque Serbe*, institutions indigènes.

Puis nous trouvons les banques étrangères suivantes :

1. L'*Union des Banques Yougoslaves*, créée par fusion initiale de la *Banque Hypothécaire du Pays de Croatie et de Slavonie* de Zagreb (dans laquelle étaient intéressées la *Creditanstalt* de Vienne, la *Banque Commerciale Hongroise de Pest*, elle lui avait cédé sa succursale de Osijek, la *Banque Commerciale de Trieste* et le groupe *Solvay* de Bruxelles) et de la *Banque d'Escompte Croate* de Zagreb (dans laquelle était intéressée la *Anglo-Austrian Bank*). Après la transformation de la *Anglo-Austrian Bank* en *Anglo-International Bank* et son intéressement dans le groupe de

la *Creditanstalt* (groupe *Rotschild*) la fusion des deux établissements s'imposait. Elle a été réalisée le 17 février 1928 sous la raison sociale *Banque Yougoslave d'Escompte et d'Hypothèques* de Zagreb. Au mois de juillet de la même année la concentration des forces du même groupe s'est complétée par fusion avec la *Banque de Bosnie* de Serajevo-Belgrade, (fondée et dirigée par la *Creditanstalt*) et la *Banque Agricole et Commerciale* de Serajevo-Belgrade (fondée par la *Banque Commerciale Hongroise de Pest* et dans laquelle avait pris de très important intérêts la *Banque Tchèque Union de Prague*, la *Banque Lazard Bros* de Londres et la *Banque Ephrassi et Cie* de Vienne commanditée par la *Disconto*).

L'*Union des Banques Yougoslaves* est née de cette fusion. En 1929 elle absorba la *Banque Industrielle et Agricole* de Belgrade qui avait été fondée par transformation en Société anonyme de la succursale de la *Creditanstalt* dans cette ville.

2. La *Banque du Pays Croate de Osijek* fondée par la *Banque Zivnostenska* de Prague. Après la guerre elle se transporte à Zagreb et prend le nom de *Banque Yougoslave*.

3. La *Banque Croate* fondée en 1911 par la maison de banque *Michel* de Frankfort, qui passe sous le contrôle de la *Banca delle Svizzera Italiana*, contrôlée elle-même par la *Banca Commerciale Italiana* de Milan.

Il fut question de renforcer la *Banque Croate* par fusion avec la *Banque Industrielle* de Bosnie qui est contrôlée par la *Niedderoesterreichische Escompteges*. Comme cette dernière banque se trouve en relations étroites avec la *Banca Commerciale Italiana* (elles possèdent une filiale commune en Pologne) on a pensé suivre la même politique en *Yougoslavie*. Mais le projet à échoué.

4. La *Banque Générale de Crédit Croate*, fondée en 1912 par la *Banque Générale de Crédit Hongrois*, et dans laquelle a pris en 1919 une participation importante l'*Union Européenne économique et financière* de Paris.

5. La *Banque Industrielle et Commerciale de Zagreb*, fondée en 1906 et contrôlée par la *Banque des Légions Tchécoslovaques de Prague*.

et 6. la *Première Banque Industrielle Croate* fondée en 1906 et contrôlée par la *Bohmische Industriel Bank de Prague*, ainsi que les succursales de :

1. La *Bohmische Industriel Bank* a Ljubljana
et 2. la *British Trade Corporation* transformée plus tard en *Anglo-International Bank* par fusion avec la *Anglo-Austria Bank*, à Zagreb.

Enfin dans les autres provinces nous possédons les banques étrangères suivantes :

En Dalmatie : les succursales à Chebenik et Split de la *Banca Dalmata di Sconto* de Zara (Italie).

A Subotica : la *Volkwirtschaftliche Bank* qui se trouve sous le contrôle du groupe *Wiener Bankverein-Société Générale de Belgique*.

A Ljubljana : la *Société de Crédit pour le Commerce et l'Industrie*, fondée après la guerre par transformation en société anonyme de la succursale de la *Creditanstalt*.

A Novi-Sade : La *Banque Industrielle et Commerciale de Novi-Sade* qui se trouve sous le contrôle du groupe de la *Creditanstalt*.

Et dans la Serbie du Sud : les succursales de la *Banque Franco-Serbe* à Skoplye, Bitolje et Nich.

Voici le tableau de la participation du capital étranger dans l'activité bancaire yougoslave des années 1927-1931. Letableau a été composé par des statistiques non officielles mais nous croyons qu'il est exact.

Ont été considérées comme banques dirigeantes des six établissements suivants indigènes (Première Caisse d'Epargne Croate, Banque de Zagreb, Banque Adriatique et Danubienne de Belgrade, Banque d'Exportation de Belgrade, Banque de Crédit de Ljubljana et Banque Coopérative Agricole de Ljubljana) et les neuf établissements étrangers suivants : (Union des Banques Yougoslaves, Banque Yougoslave de Zagreb, Société Générale de Banque Yougoslave, Banque Générale de Crédit Agricole, Banque de Bosnie, Banque du Pays de Bosnie et d'Herzégovine, Société de Crédit de Ljubljana, Banque Croate de Zagreb et Banque Industrielle et Commerciale de Novi-Sade).

**PARTICIPATION DU CAPITAL ÉTRANGER
DANS L'ACTIVITÉ BANCAIRE DES ÉTABLISSEMENTS
DIRIGEANTS DE LA YOUGOSLAVIE
(1927-1931) (en millions de dinars)**

<i>Capital et réserves</i>	1927	1928	1929	1930	1931
Union	85	227	240	241	242
Banque Yougoslave	127	128	129	130	130
Société Générale		127	125	128	127
Gen. Crédit Croate	42	42	42	42	43
Bosnie	27	28	28	29	29
Bosnie et Herzégovine	33	34	34	35	35
Crédit Ljublj.	25	25	26	27	28
Croate	23	23	23	23	23
Novi-Sade	15	15	15	26	26
Etrangères	377	649	662	681	683
Indigènes	380	419	423	427	402
Total	757	1.068	1.085	1.108	1.085
Etranger %	49	60	61	62	63
<i>Dépôts et Comptes-courants :</i>					
Union	326	1.262	1.287	970	599
Banque Yougoslave	829	829	825	1.396	746
Société Générale		292	359	328	277
Crédit Croate	206	189	219	234	215
Bosnie	208	241	239	256	
Bosnie et Herzégovine	203	224	267	276	247
Crédit Ljublj.	235	442	447	448	350
Croate	12	97	214	262	234
Novi-Stade	133	173	179	183	
Etrangères	2.152	3.749	4.036	4.353	2.668
Indigènes	3.610	3.895	3.237	4.670	3.950
Total	5.762	7.644	7.273	9.023	6.618
Etranger %	37	48	49	48	40
<i>Traites et effets :</i>					
Union	79	428	452	517	243
Banque Yougoslave	214	227	248	228	170
Société Générale		34	57	68	66
Crédit Croate	81	71	82	88	64
Bosnie	45	44	45	45	
Bosnie et Herzégovine	45	57	63	73	70
Crédit Ljublj.	62	74	81	91	69
Croate	3	28	37	56	51
Novi-Sade	86	110	108	128	
Etrangers	615	1.073	1.173	1.294	733
Indigènes	1.220	1.379	1.470	1.618	1.338
Total	1.835	2.452	2.643	2.912	2.071
Etranger %	33	43	48	44	35

	1927	1928	1929	1930	1931
<i>Comptes courants débiteurs :</i>					
Union	318	892	902	649	509
Banque Yougoslave	614	602	594	664	602
Société Générale		345	389	363	286
Credit Croate	156	142	166	133	150
Bosnie	168	194	198	206	
Bosnie et Herzégovine	157	176	206	200	151
Credit Ljublj.	358	358	357	349	230
Croate	20	70	163	189	166
Novi-Sade	54	61	68	44	
Etrangères	1.847	2.840	3.043	2.797	2.094
Indigènes	2.282	2.400	2.640	2.624	2.355
Total	4.129	5.240	5.683	5.421	4.449
Etranger %	44	54	53	50	46

§ 2. Les banques spéciales

Le Crédit Agricole. — La Banque Agricole Privilégiée fut fondée par la loi du 16 avril 1929. C'est une société par actions au capital de 700.000.000 dinars entièrement versés dès 1930. Ses actions furent émises en souscription publique et souscrites en Yougoslavie même. La Banque possède en plus comme moyens d'action les crédits suivants :

200.000.000 d. de la Banque Nationale,

200.000.000 d. de la Banque Hypothécaire d'Etat et
200.000.000 d. de la Caisse d'Epargne Postale. Mais on parle déjà d'un placement d'obligations à l'étranger.

Le Crédit Foncier. — Le Crédit Foncier est exercé surtout par la Banque Hypothécaire d'Etat, qui, fondée en 1862 comme Direction d'Administration de Fonds, fut transformée en 1898 en société anonyme. Elle a étendu son activité surtout le territoire du nouveau royaume vers 1922, après avoir été réorganisée par la loi du 30 mars 1922 et 14 mars 1924, et absorbé les Caisses d'Epargne départementales de la Serbie, la Banque Hypothécaire de Skoplye, la Banque Hypothécaire du Monténégro et la Banque de Crédit de Split.

Avant la guerre elle avait émis deux emprunts à Paris :

4,5 % 1910 Ff. 30.000.000,

4,5 % 1911 — 30.000.000.

Après la guerre elle a émis les emprunts suivants :
 7 % 1924 francs suisses 15.000.000 contracté à Bâle avec la *Basel Bankverein* ;

7 % 1927 francs suisses 10.000.000 contracté également à Bâle avec la *Basel Bankverein* ;

7 % 1927 dollars 12.000.000 contracté à New-York avec la *Banque J. & W. Seligman* et la maison *Billon, Read et C^{ie}*.

En plus une somme de 329.000.000 dinars en obligations de la Banque Hypothécaire a été placée à Paris, auprès de la *Société Batignolles* pour le financement des travaux d'amélioration agricole dans le Banat du Sud.

Plusieurs banques commerciales s'occupent également du crédit foncier et ont aussi émis des obligations hypothécaires, mais toutes ont été placées à l'intérieur du pays.

§ 3. Les banques yougoslaves à capitaux étrangers

Banque Union Yougoslave (Société Anonyme Yougoslave)

Siège : Zagreb. Succursales : Belgrade, Dubrovnik, Maribor, Osijek, Pancevo, Petrinja, Serajevo, Subotica, Susak, Vincovci et Senta. Capital d. 185.000. 000.

Fondée le 1^{er} novembre 1928 par fusion de la Banque d'Escompte et d'Hypothèque de Zagreb (qui était née de la fusion de la Banque d'Escompte Croate et de la Banque Hypothécaire de Croatie et Slavonie) avec la Banque de Bosnie de Serajevo-Belgrade et la Banque Agricole et Commerciale de Serajevo-Belgrade. Elle absorbe en 1929 la Banque Agricole et Industrielle de Belgrade.

Société Générale de Banque Yougoslave (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Belgrade. Succursales : Zagreb et Novi-Sade. Capital : 100.000.000 dinars.

Banque Croate (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Zagreb. Succursale : Susak. — Capital : 20.000.000 dinars. Filiale de la *Banca Commerciale Italiana* de Milan.

Banque Yougoslave (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Zagreb. Succursales : Belgrade, Brod, Crikvenica,

Karlovac, Ljubljana, Novi-Sade, Osijek, Sombor, Subotica, Susak, Vucovar. Capital 100.000.000 dinars.

Fondée en juin 1909 à Osijek comme Banque du Pays Croate par la Zivnostenska Banka de Prague.

Elle s'est intéressée à la fondation des entreprises suivantes : Première Société Anonyme Croato-Slavonienne pour l'Industrie du Sucre à Osijek ; Société Anonyme de moulins à vapeur Union à Osijek ; Société Granum pour le commerce des céréales à Osijek ; Société Isis pour le commerce et l'industrie des drogues à Zagreb et Belgrade ; Société Nationale Forestière à Zagreb ; Fonderies de fer à Osijek ; Usines Carniolaises de Fer Titan à Kamnik ; Société d'Assurances Trigla de Belgrade, Société Kastel de produits chimiques de Carlovatz, Société de Filatures de Dugareza.

Société de Crédit pour le Commerce et l'Industrie de Ljubljana (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Ljubljana. Pas de succursale. — Capital : 12.500.000 dinars. Il est question de le porter à 25.000.000 dinars par capitalisation d'une partie des réserves.

Volkswirtschaftliche Bank (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Subotica. Succursales : Apatin, Bactopola, Pacir, S-Moravica, Senta et Sombor. — Capital : 10.000.000 dinars.

Banque Générale de Crédit Croate (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Zagreb. Succursales : Karlovatz, Subotica, Susak et Varazdin. — Capital : 40.000.000 dinars. Absorba le 1^{er} janvier 1931 la *Opsta Kreditna Banka*,

Banque Industrielle et Commerciale de Bosnie (Société Anonyme Yougoslave). — Siège : Serajevo. Succursales : Split, Belgrade, Touzla, Novi-Sade et Zagreb. Capital : 20.000.000 dinars. — Commanditée actuellement par la *Niederosterreichische Escompte Ges.* de Vienne et son groupe.

Banque Franco-Serbe (Société Anonyme Française). — Siège : Paris. Succursales : Londres, Belgrade, Skoplye,

- Bitolje, Nich, Kossovskaja Mitrovica. — Capital 20.000.000 francs français.

Fondée en 1910 par la *Banque Ottomane* qui lui céda en 1913 ses succursales de Skoplye et Bitolje. Elle travaille surtout dans la Serbie du Sud. Elle a possédé une succursale à Salonique et une autre à Fiume.

Elle a subi de fortes pertes pendant la période 1925-1928. Elle fut réorganisée en 1928 par diminution de son capital de 20.000.000 Ff. à 2.000.000 Ff. et réaugmentation à 20.000.000 Ff. La *Banque Ottomane* a participé à cette opération pour 14.000.000 Ff., la *Banque de Paris et des Pays-Bas* pour 3.000.000 Ff. et la *Société Financière d'Orient* pour 1.000.000 Ff.

On parla dans la presse financière d'une intervention personnelle du Premier Ministre français M. Poincaré, auprès de la Banque Ottomane pour le renflouement de la Banque Franco-Serbe qui était la seule banque française en Yougoslavie. La Banque Franco-Serbe pratique surtout le crédit d'acceptation sur ses agences de l'Europe Occidentale et le financement de la récolte des tabacs.

Elle a également participé à diverses entreprises et notamment les Cimenteries et Charbonnages Franco-Serbes (Cimenteries de Popovatz et Charbonnages de Sissevatz) et la Société Financière d'Etudes et d'Entreprises en Yougoslavie (ex-Société Franco-Serbe d'Entreprises Industrielle et de Travaux Publics, qui contrôle la Société des Granits Brnitze et la Société Yassenitza, filiale de la Société Lorraine des anciens établissements Dietrich et C^{ie}).

Bohemian Industrial Bank (Société Anonyme Tchèque). Siège : Prague. Succursale en Yougoslavie : Ljubljana. Capital : Kc. 100.000.000 réduit en août 1932. — Contrôlée par la *Banque Belge pour l'Etranger*.

Anglo-Czechoslovakian and Prague credit Bank (Société Anonyme Tchèque). — Siège Prague. Succursale en Yougoslavie : Belgrade (Voir p. 77 pour la succursale de Sofia et p. 153 pour la succursale de Bucarest).

Fondée en 1910. Capital 10.000.000 dinars.

Banca Dalmata di Sconto (Société anonyme italienne). —
Siège : Zara (Italie). — Succursale : Chebenik et Split. —
Capital : Lit 2.500.000. — Filiale du *Credito Italiano*.

**TABLEAU D'ENSEMBLE
DE LA PARTICIPATION ETRANGERE DANS
L'ORGANISATION BANCAIRE EN YUGOSLAVIE¹**

A) Participation directe	%	Dinars
Banque Union Yougoslave	70	130.000.000
Société Générale de Banque yougoslave	80	80.000.000
Banque Croate	90	18.000.000
Banque Yougoslave	70	70.000.000
Société de Crédit de Ljubljana	90	12.500.000
Volkswirtschaftliche Bank	80	8.000.000
Banque Générale de Crédit Croate	50	20.000.000
Banque Industrielle et Commerciale	60	12.000.000
Banque Franco-Serbe	100	30.000.000 ¹
Bohemian Industrial Bank	100	10.000.000 ²
Anglo-Czechoslovakian	100	10.000.000
Banca Dalmata di Sconto	100	5.000.000 ³
		405.000.000

B) Emprunts à long terme			
4,5	%	1910 Banque Hypothécaire	Ff. 30.000.000
4,5	%	1911 Banque Hypothécaire	Ff. 30.000.000
7	%	1924 Banque Hypothécaire	Fs. 15.000.000
7	%	1927 Banque Hypothécaire	Fs. 10.000.000
7	%	1927 Banque Hypothécaire	dollars 15.000.000

Obligations de la Banque Hypothécaire à la Soc. Batignolles din. 329.000 000
Sur 7 % stabilisation à la Banque Nationale : dinars : 1.000.000.000

Conclusion pour la Yougoslavie

Nous ne saurions trop insister sur ce fait que nous avons déjà remarqué : la prépondérance de la place de Zagreb sur celle de Belgrade. Cette prépondérance n'a rien d'irrational en elle-même, au point de vue économique. Une capitale politique et historique n'est pas inévitablement une capitale financière. Zagreb possède en ce moment de gros avantages sur Belgrade. Il possède une tradition plus ancienne, des capitaux plus considérables, des établissements de crédit plus solidement établis, une clientèle plus nombreuse. Nous avons remarqué l'apport du capital étranger dans la formation de l'organisation bancaire de

1. Tableau sujet à multiples rectifications.
2. Montant du capital évalué comme travaillant en Yougoslavie.
3. Chiffre arbitraire ainsi que tous les pourcentages de ce tableau.

Zagreb. C'est justement ce que doit la Yougoslavie aux capitaux étrangers. Elle leur doit une organisation bancaire qui pourvoit parfaitement aux besoins de l'économie des nouvelles provinces plus riches que les anciennes, une organisation bancaire qui peut enfin servir d'exemple aux organisations de la vieille Serbie.

Quant aux attaches que les banques de Zagreb possèdent encore avec celles de Vienne, Budapest ou Prague, le gouvernement yougoslave ne doit pas s'en soucier. Ces attaches qui furent créées par de longues années de collaboration mutuelle, ne pouvaient pas et ne devaient pas être rompues d'un jour au lendemain. Il faudra naturellement beaucoup de temps pour que les banques de Zagreb puissent trouver à l'intérieur de la Yougoslavie les capitaux et crédits nécessaires pour leur fonctionnement normal. Que le gouvernement de Belgrade n'essaie pas de brûler les étapes, comme celui de Bucarest. Le développement graduel de l'économie nationale fera mieux que toute politique mercantiliste.

Quant à la crise de confiance de 1931, qui a fait tellement de torts à l'organisation bancaire yougoslave, elle doit évidemment être attribuée à ce fait de la pénétration (il faudrait dire « transposition ») de capitaux étrangers et de méthodes bancaires étrangères, (masse considérable de de comptes-courants étrangers, politique bancaire de participations). Mais il ne faut pas oublier que ces causes de la crise sont des défauts organiques du groupe bancaire de Zagreb, des défauts qu'il tient de ses anciennes attaches allemandes et autrichiennes et dont il ne pouvait pas se corriger par un simple changement de délimitation politique. La crise et sa dure leçon apporteront probablement ses fruits et une politique s'orientant vers la pure politique bancaire anglaise et française sera sans aucun doute suivie dans l'avenir.

CHAPITRE VI

L'ALBANIE

§ 1. Considérations générales

Venue au rang des nations libres depuis quelques années seulement, l'Albanie ne pouvait pas aspirer à posséder déjà une organisation bancaire développée. La seule banque du pays, la *Banca Nazionale di Albania* n'existe que depuis 1925 et se trouve entièrement entre les mains de capitalistes étrangers. L'épargne indigène comme d'ailleurs l'économie générale du pays n'est pas encore assez avancée. Pourtant le capital étranger de la banque et les larges crédits dont elle dispose lui permettent de faire face à tous les besoins du pays.

Le trait caractéristique du marché monétaire de l'Albanie est la faiblesse de ses besoins en matière de crédit. Les quelques grandes sociétés industrielles ou commerciales qui y exercent leur activité, trouvent leurs fonds de roulement à l'étranger dont elles dépendent en grande majorité. Quant au marché financier il est inexistant.

La participation italienne dans la *Banca Nazionale di Albania* est un des exemples les plus frappants de participation dictée par des raisons d'ordre politique. Enchaînée comme elle l'est, avec les autres faits de la pénétration économique de l'Italie en Albanie, elle ne laisse aucun doute sur son caractère purement politique. En laissant pourtant de côté toute prédisposition à ce sujet et en ne considérant que les résultats obtenus par la *Banca Nazionale*, on arrive

à la conclusion qu'elle constitue pour l'Albanie d'aujourd'hui une première institution de crédit de tout premier ordre, qui pour le moment répond aux besoins du pays et peut servir de base bien solide à l'évolution future de son système bancaire.

§ 2. Les premières tentatives du capital étranger

On ne pouvait pas parler d'organisation bancaire albanaise avant 1926.

En 1892 le consul de France à Scutari M. le Rée signalait qu'il « n'existe en Albanie aucune maison de banque et les remises sur l'Europe ne sont pas cotées à Scutari et à Durazzo »¹.

En 1912, la situation n'était pas meilleure. Le Professeur Baldacci écrivait alors ² que « l'économie du crédit est tout à fait rudimentaire en Albanie. Les centres les plus importants ne possèdent même pas d'institutions de crédit. La banque est en condition déplorable. Les opérations bancaires sont faites par des spéculateurs grecs, roumains ou juifs. Le villayet de Scutari ressent le manque d'institutions bancaires bien plus que ceux de Janina, Monastir et Cossovo. Les échéances les plus usitées sont celles relevant des coutumes orthodoxes : la saint Georges (16 avril) et la saint Démétrius (26 octobre). L'usure est légalement pratiquée et ruine le pays.

En effet, seule la *Banque Impériale Ottomane* avait fondé une succursale à Scutari en 1911, mais elle ne fonctionna presque pas et fut fermée définitivement en 1919 à la suite des événements politiques.

Quant aux autres formes de crédit il n'y avait qu'un rudimentaire crédit agricole pratiqué par la Banque Agricole Ottomane, mais selon Checrezi ³, sa mauvaise organisation l'avait tellement discréditée aux yeux des agriculteurs, qu'ils préféraient s'adresser aux usuriers.

1. Rapports Commerciaux français, 1892, n° 26, p. 8.

2. Baldacci, *In Revue Economique Internationale*, novembre 1912.

3, Albania Past and Present. N.Y. 1919.

Après la conférence de Londres nous avons une première tentative de fondation d'une banque albanaise par un syndicat financier international. C'est la *Wiener Bankverein* et la *Banca Commerciale Italiana* qui dirigeaient le syndicat. Il comprenait en plus la *Bodencreditanstalt* de Vienne, la *Privat. Oesterreichische Landerbank* de Vienne, la *Ungarische Allgemeine Creditbank*, la *Banque Commerciale Hongroise de Pest* et le *Crédito Italiano*. La nouvelle banque aurait pris le nom de *Banque d'Albanie*. Son capital serait fixé à 10.000.000 couronnes autrichiennes. Elle aurait fonctionné comme institut d'émission et comme banque commerciale. Un accord fut même signé avec le gouvernement provisoire de Valona, mais il ne fut jamais exécuté, parce que les banques qui dirigeaient le syndicat ne purent se mettre d'accord au sujet de leurs participations, chacune désirant pour elle seule le contrôle de la banque projetée.

Dans ces conditions, il est bien naturel qu'un des premiers soucis du gouvernement de l'Albanie indépendante fut la création d'une banque. Mgr Fan Noli en juillet 1925 se préoccupe de la systématisation financière. Son projet était de créer une banque dont le capital aurait été composé en partie des biens-fonds sequestrés de ses adversaires politiques et en partie d'autres fonds liquides prêtés par les puissances. Mais la vie de son gouvernement fut trop brève et trop orageuse pour qu'un projet quelconque puisse être concrétisé.

Ce n'est qu'après le retour du roi actuel de l'Albanie Zogou I^{er} que fut fondée la première banque albanaise. Entre temps la *Banque d'Athènes* avait installé deux succursales à Durazzo et Corizza en 1925 mais elles ne purent progresser et furent finalement liquidées en 1927.

§ 3. La Banca Nazionale di Albania

La *Banca Nazionale di Albania* fut fondée le 2 septembre 1925 à Rome où elle possède encore son siège social. Son capital est de 12.500.000 francs or dont 12.375.000 représentés par 495.000 actions de 25 francs or et 125.000 représentés par 100.000 parts de fondateurs de 1.25 franc or.

A sa fondation les 100.000 parts de fondateurs furent libérées entièrement et accordées au *Credito Italiano*. Les 495.000 actions furent libérées de 1/5 et partagées comme suit :

Credito Italiano	15.000
Banca Commerciale Italiana	30.000
Banca Nazionale di Credito	30.000
Autres banques italiennes :	20.000
Banque commerciale de Bâle	50.000
Banque Belge pour l'Étranger	25.000
Beogradska Zadrouga	} 50.000
Banque Serbe de Zagreb	
Banque Adriatique et Danubienne	
Banque Serbo-Albanaise de Cettigné	
Ajet Bey Lithova, Rome	40.000
Nechet Pacha Vlora, Rome	52.000
Ugo Viali, Rome	40.000
Vinc. Azzolini, Rome	25.000
Massimo Aureli, Rome	30.000
Ejrem Bey Vlora, Tirana	58.000

Au lendemain de la fondation de la banque les journaux yougoslaves¹ constataient que « la Yougoslavie n'a fait qu'aider l'Italie à s'assurer une influence décisive en Albanie, sans sauvegarder ses intérêts économiques ».

Un versement de 2,50 fr. par action fut appelé en 1926 de sorte que le capital versé actuel est de 3.837.500 francs.

La Banque a obtenu pour 50 ans le monopole d'émission de billets de banques à cours légal, et grâce à la concentration de fait de toute activité industrielle et commerciale de l'Albanie entre les mains de capitalistes italiens, elle possède pratiquement le monopole de toute transaction sur le marché monétaire de l'Albanie. Son indépendance vis-à-vis du gouvernement albanais est complet. Son capital et ses valeurs seront toujours exemptes de toute directe ou indirecte confiscation, séquestration ou contrôle du gouvernement albanais.

L'institut d'émission.

L'activité de la Banque est des plus remarquable. Elle eut à l'exercer dans une région qui n'était pas encore venue à l'économie du crédit. Elle eut à lutter contre le

1. Agence Avala, communiqué du 17 oct. 1925.

manque absolu de traditions bancaires, contre la méfiance générale qui régnait en Albanie contre une ignorance complète des instruments et du mécanisme du crédit.

Elle créa la monnaie nationale albanaise, le franc-or. Elle établit un système monétaire monométallique-or complet. Pour assurer la convertibilité des billets elle poursuivit une politique d'accumulation d'or et de devises étrangères dont le succès est démontré par ces chiffres.

	Billets	Or et argent	Devises	Total de l'encaisse
	<i>(en milliers de francs)</i>			
1926	2.333	1.628	3.793	5.421
1927	6.320	1.417	11.893	13.310
1928	10.095	1.564	15.306	16.870
1929	11.536	1.859	17.157	19.016
1930	12.925	1.936	20.465	22.041
1931	11.869	5.041	15.409	20.450
1932	13.052	5.409	18.753	24.162

La Banque a également réussi avec succès de maintenir le cours des changes étrangers au voisinage de la parité métallique.

Bien entendu cette politique de la banque n'a été que trop facilitée par l'afflux de devises étrangères, provoqué par les emprunts successifs directs ou indirects du gouvernement italien, mais on ne saurait trop insister sur l'importance de ses efforts pour doter le pays d'une monnaie nationale inexistante jusqu'à sa fondation.

La rapidité dans l'augmentation de la circulation monétaire qui passe de 2,3 à 13 en six ans démontre l'avidité avec laquelle le marché a absorbé cette monnaie, et le service que la banque lui a rendu, tout en maintenant sa convertibilité interne et le cours des changes.

La Banque de dépôts.

Sur le terrain commercial l'activité de la banque est également très satisfaisante, malgré que les difficultés qu'elle eut à surmonter furent bien plus considérables. Elle avait pour mission d'introduire, littéralement, dans le pays la lettre de change et le billet à ordre. Elle eut à faire l'éducation du peuple et de sa clientèle possible, comme nous l'avons déjà remarqué pour la *Banque Ottomane*. Pour

faciliter sa tâche elle établit des succursales à Durazzo, Corizza, Scutari, Valona, Santi Quaranta et Argirocastro. Elle a fondé également une société de *Magasins Généraux*.

Ce sont les chiffres qui démontrent le succès de son activité commerciale :

	(en milliers de francs)					
	1927	1928	1929	1930	1931	1932
Escomptes et anticipations garanties	139	550	1.468	1.503	1.648	1.064
Escomptes commerciaux et financiers ordinaires	114	631	1.397	1.935	2.877	2.375
Crédits en comptes-courants	22	100	398	341	444	397
Total des placements	275	1.281	3.263	3.779	4.969	3.836

L'arrêt de l'augmentation en 1930 et 1931 et le fléchissement de ses placements en 1932 sont dûs à la crise économique mondiale qui n'a pas épargné l'Albanie.

Les comptes-courants débiteurs et les dépôts d'épargne qui démontrent le succès de la politique de la banque dans le domaine si intéressant qu'est la formation d'un esprit d'épargne et son détournement de la thésaurisation, suivent la marche suivante :

	Comptes courants	Epargne
1926	1.154.000	43.000
1927	1.786.000	66.000
1928	3.541.000	221.000
1929	5.327.000	788.000
1930	7.350.000	1.237.000
1931	12.001.000	939.000
1932	16.252.000	1.125.000

Sur le terrain économique la banque s'est abstenue de toute participation et prise d'intérêts directs, gardant la prudence imposée à toute banque centrale. Par contre elle n'a pas ménagé ses efforts pour l'organisation économique du pays et nous devons considérer comme un résultat de ces efforts, la rédaction d'un Code de Commerce qui est entré en vigueur le 1^{er} avril 1931, l'établissement de nombres-indices des prix de gros, et la publication de son rapport annuel qui avec ses tables et ses graphiques donne une idée assez complète de la situation économique et financière de l'Albanie.

La Banque Agricole Nationale.

L'organisation bancaire de l'Albanie, malgré la fondation de la *Banca Nazionale di Albania* n'est naturellement pas complète, et c'est surtout dans le domaine du crédit agricole et du crédit foncier que le manque de cette organisation se fait sentir.

On a essayé d'y remédier par la fondation d'une *Banque Agricole Nationale*, prévue par la loi du 3 mai 1930 sur la Réforme Agraire. Son capital sera de 5.000.000 francs-or souscrit par l'Etat et en partie par des particuliers. Cette nouvelle institution n'a pas encore fonctionné. Il est prévu dans ses statuts que ses actions ne devront être détenues que par des sujets albanais.

Conclusions pour l'Albanie

Comme nous l'avons vu, l'accaparement financier, économique et politique de l'Albanie par les italiens est complet. Evidemment ce petit pays qui trace en ce moment ses premiers pas parmi les états libres, ne devrait pas avoir de grandes prétentions quand à sa parfaite indépendance financière et économique. Il passe en ce moment par le stade inévitable de l'éducation par lequel tous ses voisins ont déjà passé. Espérons au moins que la sage politique bancaire suivie par les banquiers italiens en Albanie, portera ses fruits pour l'avenir et formera la « tradition » du pays. Avec une éducation des masses laborieuses et le développement économique viendra l'indépendance financière, si le gouvernement ne perd pas de vue ce but à poursuivre et s'il encourage l'esprit d'épargne nationale, sans toutefois se montrer trop brutal envers l'éducateur étranger.

CONCLUSION

Nous avons passé en revue les principaux traits caractéristiques de l'organisation bancaire des six pays balkaniques, les causes de l'investissement de capitaux étrangers dans ces pays, leur contribution dans la formation de l'organisation bancaire et dans les diverses étapes (crises, mouvements de concentration) qui ont marqué ce développement, la contribution de ces mêmes capitaux à l'activité bancaire de ces dernières années, et nous avons dégagé pour chaque pays des conclusions, un peu sommaires il est vrai, mais contenant sans doute une grande part de vérité.

Dégager maintenant des conclusions générales est moins aisé, parce qu'il y a peu de points de comparaison entre les six pays balkaniques, à ce point de vue. Nous nous y aventurerons pourtant quand même, parce que nous croyons que cette étude ne serait pas complète sans ce dégagement d'enseignements généraux.

Examinons les causes de l'investissement de capitaux étrangers. Elles peuvent être classées dans cet ordre d'importance :

1. Manque de capitaux et d'expérience indigènes.
2. Perspectives de spéculation.
3. Raisons politiques.
4. Désir de renforcer les relations commerciales.

Dans le premier et le quatrième de ces cas nous ne voyons qu'une collaboration des plus désirables. C'est un rôle éducateur des plus appréciables que les capitaux étrangers se chargent de jouer. Ces leçons ne peuvent être que profitables pour les pays qui manquent encore de capitaux et de banquiers. Nous avons vu de quelle utilité

ils ont été pour la Grèce et la Turquie (capitaux de la *Banque Impériale Ottomane*) et nous avons formulé un tel espoir pour l'Albanie. En Bulgarie leur tâche n'est pas encore terminée et ils travaillent encore dans le pays. En Grèce d'ailleurs aussi, les capitaux étrangers sont venus bien nombreux ces dernières années, mais ils sont bien loin déjà de leur premier rôle d'éducateur. La Grèce possède actuellement une belle tradition bancaire, à laquelle ils sont obligés de se conformer. Cette tradition n'est due d'ailleurs qu'aux banquiers étrangers (et aux banquiers grecs venus de l'étranger) qui l'ont implanté dans le pays.

Il est vraiment dommage que la Roumanie et la Yougoslavie se soient rattachées à des écoles bancaires, qui depuis ont fait faillite, forgeant ainsi des traditions qui leur causèrent tant de déboires. Mais il est indispensable de constater que tous les capitaux étrangers qui se sont investis dans les pays balkaniques mûs par leur désir de remédier à la pénurie des capitaux indigènes, ont apporté un précieux apport au développement économique de ces pays, indépendamment de bonnes ou mauvaises méthodes qu'ils portèrent avec eux.

Malheureusement ces deux motifs (manque de capitaux et d'expérience indigènes et désir de renforcer les relations commerciales) ne se présentent que rarement seuls. Bien souvent des considérations d'ordre spéculatif ou politique s'en mêlent. La discrimination dès le début est bien souvent difficile. Il faut attendre quelque temps pour entrevoir le véritable caractère d'une banque. Mais même si un établissement financier s'avère dans le temps indésirable, il faut agir prudemment et surtout sans gêner les autres établissements étrangers. La politique suivie au sujet de la *Banque d'Orient* est pleine d'enseignements. Elle s'est dévoilée de bonne heure comme une banque politique. On a porté le conflit qui naquit devant le Conseil d'Administration de la banque, sans prendre des mesures d'ordre général. On a réglé le conflit par un accord en vertu duquel la banque ne pouvait plus jouer ce rôle politique. Peu après l'Allemagne s'en est désintéressée. Ce fut une façon d'agir bien prudente, qui a abouti aux résultats visés, sans créer une atmosphère

de méfiance et de malaise général. Il faut comparer ces résultats avec ceux obtenus en Roumanie et en Turquie. On a voulu aussi y combattre des établissements politiques ou spéculatifs mais on a porté le conflit sur le plan général, on a déclenché l'offensive contre toutes les banques, par des mesures législatives. Le malaise et la méfiance inévitables s'en sont suivis et ont provoqué les résultats qui se sont faits si cruellement sentir, pour la Roumanie surtout. L'Albanie qui tôt ou tard viendra sûrement en conflit avec la *Banca Nazionale di Albania* (dont les buts politiques ne sont pas cachés) devra se souvenir de ces leçons.

*
* *

Passons maintenant à la question de la nationalisation des banques étrangères. Nous rencontrons dans les Balkans les deux méthodes extrêmes de procéder à cette nationalisation ; la méthode roumaine (séquestre, confiscation-liquidation, lois d'exception) et la méthode grecque (développement de l'esprit d'épargne en valeurs mobilières, confiance envers les établissements nationaux). Les résultats obtenus par la première (retour brusque à l'ancienne liberté et appel pressé aux capitaux étrangers) et par la seconde (Nationalisation des banques Nationale, Epiro-Thessalie, Crète et d'Orient, qui est ou fut complète, et des banques d'Athènes et Ionian, qui est en train de se compléter) parlent d'eux-mêmes pour nous éviter d'insister trop sur ce point. Cette façon d'agir est d'ailleurs valable pour toutes les branches de l'économie et non seulement pour les banques. Nous avons cité la nationalisation brutale des industries de la Transylvanie et la tentative vaine de nationalisation de la Trbovlje par la Yougoslavie. De tous ces faits se dégage la leçon, que seul le développement naturel de l'épargne indigène peut permettre des nationalisations qui ne peuvent pas réussir par des brusqueries et des mesures législatives. La Turquie a suivi une autre méthode de nationalisation. Elle a complètement ignoré l'organisation bancaire étrangère et à côté d'elle, elle a essayé de créer une organisation nationale. Nous craignons vraiment que cette tâche soit

bien plus difficile que celle entreprise par la Roumanie. Pourquoi ne pas profiter d'une organisation déjà existante, d'un réseau de succursales déjà installé, d'un personnel tout éduqué et d'une clientèle toute prête ? Le Hati-Houmayoum de 1856 promettait d'utiliser les capitaux et l'expérience de l'Europe. La Turquie nouvelle n'a pas voulu de ses capitaux mais n'a pas voulu de son expérience non plus.

* * *

Examinant la question des obligations contractuelles, nous nous voyons obligé de rappeler ici les lourdes obligations que furent obligés de prendre dans certains cas la Roumanie (Emprunt de Développement de 1931), l'Albanie (Statuts de la *Banca Nazionale di Albania*), la Grèce (possibilité de transformation des 50 % des créances de la *Hellenic and General Trust Ltd* en capital-actions des industries secourues) et la Turquie (convention initiale avec la *Banque Impériale Ottomane*). Dans bien des cas, ces obligations ont été imposées par la nécessité des choses, car on n'est pas toujours libre de discuter les conditions sous lesquelles on accepte un aide étranger, qui prend parfois la forme d'un véritable secours. Mais il est pourtant hors de doute que, si l'on excepte le cas d'un besoin urgent de capitaux, ces conditions sont le plus souvent imposées par un certain manque de confiance. C'est précisément vers la création de cette confiance que doivent tendre tous les pays. Il est naturellement des cas dans lesquels, certains pays balkaniques ont créé, bien sans le vouloir, un esprit général de méfiance envers eux. Mais il est aussi des cas dans lesquels une grande partie de la responsabilité pour la création de cette méfiance, retombe sur ces Etats eux-mêmes. C'est ce qu'ils auraient dû éviter à tout prix. Les conséquences en sont parfois tragiques.

* * *

Nous croyons enfin que si nous examinons la question des crédits à court terme de l'étranger, nous nous éloi-

gnerons trop du caractère de cette étude. Nous croyons pourtant devoir noter que l'existence de tels crédits n'est justifiable que par un manque de capitaux indigènes. Nous croyons à ce sujet que les Etats doivent intervenir sur ce chapitre et encourager le développement des dépôts. Nous croyons ainsi que les caisses d'épargne postales ou autres, ne devraient pas faire concurrence aux banques commerciales, soit par des taux d'intérêts plus élevés, soit par des garanties spéciales. Nous croyons aussi que l'Etat lui-même aurait dû donner l'exemple en confiant aux banques commerciales le rôle de caissier des institutions d'utilité publique, sinon de l'Etat lui-même. On pourrait ainsi créer artificiellement une grande masse de dépôts, et ce sont surtout des dépôts à terme que nous envisageons, qui auraient permis aux banques du pays de se libérer des crédits à court terme de l'étranger. Evidemment cette politique comporterait certains risques, que les Etats ne veulent peut-être pas assumer. Mais un pourcentage trop considérable de crédits étrangers sur les obligations des banques, n'engendre-t-il pas aussi des risques considérables pour l'épargne et l'économie nationale ? La crise de 1931 a donné bien d'enseignements à ce sujet.

Vu :

Le Doyen :

Edgard ALLIX.

Vu :

Le Président de la thèse :

A. AFTALION.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris :

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Les traités généraux et les livres théoriques ne sont pas compris dans cette bibliographie.

ANCEL (J.). — *Peuples et Nations des Balkans*, Paris, 1926.

AYCARD (M.). — *Histoire du Crédit Mobilier en France*, Paris, 1867.

ALLIZÉ (F.). — *L'organisation des banques en Suisse*, Paris, 1923.

BALDY (E.). — *Les banques d'affaires en France depuis 1900*, Paris, 1923.

BASTER. — *The imperial banks*, London, 1930.

BEQUÉ (E.). — *L'internationalisation des capitaux*, Paris, 1912.

BLONDEL (M.). — *Les succursales des banques françaises à l'étranger*, Paris, 1922.

BONNEFON-CRAPONNE (J.). — *La pénétration économique et financière des capitaux américains en Europe*, Paris, 1930.

CATIN (R.). — *Le portefeuille étranger en France de 1870 à 1914*, Paris, 1927.

COLLAS (H.). — *La Banque de Paris et des Pays-Bas*, Dijon, 1908.

CONNANT. — *A history of modern bank of issue*, New-York, 1900.

DIOURITCH (G.). — *L'expansion des banques allemandes à l'étranger*, Paris, 1909.

DUBESCO (M.). — *L'évolution économique contemporaine des pays balkaniques*, Paris, 1915.

DUFOURCQ-LAGELOUSE (L.). — *Les banques étrangères en France*, Paris, 1922.

DUNN (R.). — *American Investments*, New-York, 1930.

EVELPIDES (Ch.). — *Les états balkaniques*, Paris, 1930.

FRANÇOIS-MARSAL (F.). — *Encyclopédie de la Banque et de la Bourse*, Paris 1928.

GIDE (Ch.) et OUALID (W.). — *Bilan de la guerre pour la France*, Paris, 1930.

HAUSER (H.). — *Les méthodes allemandes d'expansion économique*, Paris, 1915.

KAUFMANN (E.). — *La banque en France*, Paris, 1914.

LAURENT (J.P.). — *Nationalisme et impérialisme économique*, Paris, 1931.

LHOMME. — *Les capitaux étrangers*, Toulouse, 1930.

LUXEMBURG (R.). — *L'accumulation du capital*.

MARCHAL (J.). — *Les grands marchés financiers*, Paris, 1932.

MEEUS (J.). — *La défense de l'épargne française*, Paris, 1913.

MEYNIAL. — *Créances et dettes internationales*, Paris, 1926.

MUZET. — *Le monde balkanique*, Paris, 1917.

NOX. — *Les pays balkaniques*, Paris, 1920.

PERNOT (M.). — *Les Balkans nouveaux*, Paris, 1921.

POTTIER. — *Emissions et introductions financières*, Paris, 1907.

- SAVADJIAN (L.). — *Bibliographie balkanique*, Paris, 1933.
 STEFANIDES. — *L'importation de capitaux étrangers*. Salonique, 1930.
 THÉRY (A.). — *Les grands établissements de crédit français* Paris, 1921.

ANNUAIRES

- The Banker's Year Book*
The Near East Year Book
Banques Commerciales (Edition de la S.D.N.).

PERIODIQUES

- Moniteur des intérêts matériels.*
Economiste Européen
Economiste Français.
The Banker.
The Economist
The Statist.

BIBLIOGRAPHIE SPECIALE POUR LA TURQUIE

-*Les intérêts financiers de la France dans le proche Orient*, Brochure, Paris, 1919.
 AHMED EMIN. — *Turkey in the world war*, 1930.
 BILLIOTI (A.). — *La Banque impériale Ottomane*, Paris, 1910.
 CARLES (G.). — *La Turquie Economique*, Paris, 1906.
 DE la JONQUIÈRE. — *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, 1881.
 DU VELAY (A.). — *Histoire financière de la Turquie*, Paris, 1902.
 DELAYGUE (L.). — *Essai sur les finances ottomanes*, Paris, 1911.
 DAMBMANN et VERNEY. — *Les puissances étrangères dans le Levant*, Paris, 1900.
 DUPUIS (L.). — *Le contrôle financier de la dette publique ottomane*, Paris, 1908.
 EARLE (E.M.). — *Turkey, the great powers and the Bagdad railways*, New-York, 1923.
 MONTAL (M.). — *L'avenir économique de la Turquie nouvelle*, Paris, 1924.
 MARTINEAU. — *Le commerce français dans le Levant*, Paris, 1902.
 MEARS (E.G.). — *Modern Turkey*, New-York, 1924.
 MORAWITZ (Ch.). — *Les finances de la Turquie*, Paris, 1902.
 PINON (R.). — *L'Europe et l'Empire ottoman*, Paris, 1913.
 POLYVIOS (P.). — *De la condition légale des sociétés étrangères dans l'Empire Ottoman*, Paris, 1913.

Articles signés :

- COURDOUGLOU (F.). — « L'évolution économique de la Turquie », *Revue Economique internationale*, décembre 1931.
 HARDING (J.). — « Central Bank of the Turkish Republic », *U.S. Commerce Reports*, 11 avril 1932.
 HARDING (J.). — « The crisis in turkish exchange », *U.S. Commerce Reports*, 20 janvier 1930.
 LEVY (R.G.). — « Les finances ottomanes », *Revue des Deux-Mondes*, 15 février 1910.

POULGY BEY. — « La Banque Impériale Ottomane », *Annales des Sciences politiques*, 15 mars 1910.

THÉRY (R.). — « Les intérêts financiers de la France dans le proche-Orient », *Economiste Européen*, 29 avril 1921 et ss.

THÉRY (E.). — « Situation économique et financière des Etats Balkaniques », *Economiste Européen*, 1912, t. I.

Editions spéciales :

Les *Questions économiques politiques et financières* de Paris, N° du mois de décembre 1922, consacré à la *Lutte des Impérialismes nationaux en Turquie*.

Supplément au *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques et Financières*, de Paris, N° 47 du 11 juin 1932 consacré à la *Situation Bancaire de la Turquie*.

Périodiques :

L'Information d'Orient.

L'Economiste d'Orient.

Banque Centrale de la République Turque. *Bulletin d'Informations*.

Banque Ottomane. *Circulaire Mensuelle*.

Documents :

RIST (Ch.). — *Rapport au gouvernement de la République Turque sur la situation financière et la balance des comptes 1930*. (Inédit. Gracieusement communiqué par M^r le Professeur).

Rapports et bilans annuels de la Banque Centrale de la République Turque et des principales banques commerciales.

BIBLIOGRAPHIE SPECIALE POUR LA BULGARIE

BAINOFF (I.). — *L'imposition des sociétés en Bulgarie*, Paris, 1925.

BARTENSTEIN. — *Bulgariens Volkwirtschaft*, Berlin, 1918.

IARANOFF (A.). — *La Bulgarie Economique*, Lausanne, 1919.

ILIEFF (P.). — *La Banque Nationale de Bulgarie et l'histoire de sa politique monétaire*, Lyon, 1930.

JANULOFF. — *Economic Bulgaria and the reparations*, Sofia, 1929.

KOSZUL (J.). — *La restauration financière de la Bulgarie*, Paris, 1932.

LAMOUCHE (L.). — *La Bulgarie*, Paris, 1923.

LENGELÉ (R.). — *La Bulgarie Economique et ses relations avec la France*, Paris, 1921.

PASVOLSKY (L.). — *Bulgaria's economic position*, Washington, 1930.

PETKOW (B.). — *Le traité de Neuilly et la Bulgarie Economique*, Sofia 1929.

PETKOV (J.). — *Prix, circulation et change en Bulgarie, 1890-1924*, Paris 1926.

POPOV (K.). — *La Bulgarie Economique, 1879-1914* Sofia, 1920.

PROST (H.). — *La liquidation financière de la guerre en Bulgarie*, Paris, 1925.

PROST (H.). — *La Bulgarie de 1912-1930*, Paris, 1932.

SAKHAROFF. — *Industrielle Entwicklung Bulgariens*, Berlin, 1904.

SIEGRIST. — *Le commerce français en Bulgarie*, Paris, 1914.

SLAWOFF. — *Beitrag zu der flage des auslandischen kapitalien in Bulgarien*, Erlangen 1906.

SPISSAREVSKI. — *La Bulgarie au travail*, Marseille, 1930.

STANEFF (Ch.). — *La Bulgarie Economique*, Paris, 1932.

THÉRY (E.). — *La situation économique et financière de la Bulgarie*, Paris, 1904.

*Editions spéciales de périodiques et journaux**Vie Technique* de Paris, 1921.*The Times*, 27 janvier 1924.*The Economist*, 4 mai 1929.*Articles signés :*BALDACCI. — « La situation économique de la Bulgarie », *Revue Economique Internationale*, 1929, t. III.BOUSQUET. — « La Bulgarie Economique et Financière », *Economiste Européen*, 7 novembre 1913.JANULOFF. — « Die rolle des auslandischen kapital in Bulgarischen Wirtschaft. », *Wirtschaftsdienst*, 13 août 1926.TSHAKALOFF. — « Les capitaux étrangers en Bulgarie », *Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'expansion*, décembre 1931.THÉRY (E.). — « Les finances de la Bulgarie », *Economiste Européen*, 1922.*Articles non signés :*« Zentral Europas finanzinstitute », *Neue Freie Presse*, 31 mars 1923.« La situation actuelle de la Bulgarie », Supplément au *Bulletin Quotidien de la Société d'Etude et d'Informations Economiques et financières de Paris*, 10 juillet 1923.« Les Banques en Bulgarie », *Economiste Européen*, 2 février 1909.*Collections complètes :**Banque Nationale de Bulgarie*, Bulletin d'informations.*Banque Commerciale Italienne et Bulgare*, Bulletin.*Banque Balkanique*, Bulletin.*Bulletin mensuel de statistique*.*Documents :**Jubiläums Almanach für das Koeniglich Bulgarien*, Sofia-Leipzig, 1928.*Banque Nationale de Bulgarie et principales banques commerciales : Rapports et bilans annuels.***BIBLIOGRAPHIE SPECIALE POUR LA GRECE**ANDREADÈS (A.). — *Cours de Finances Publiques*, t. I, II et IV.ANDREADÈS (A.). — *Les progrès économiques de la Grèce*, Paris, 1919.ANDRÉADÈS (A.). — (en collaboration avec MM. G. CHARITAKIS, D. KALLITSOUNAKIS, S. CORONIS, A. PALLIS et B. SIMONIDE). — *Les effets économiques et sociaux de la guerre en Grèce*, Paris, 1928.ANGELOPOULOS (A.). — *Les Sociétés Anonymes en Grèce*, Athènes, 1928.BRISTOYANNIS (D.). — *La politique de la Banque Nationale de Grèce*, Paris, 1928.DAMIRIS (C.-J.). — *Le système monétaire grec et le change*, Paris, 1920.DENIER. — *La Grèce*, Paris, 1931.DERTILIS (P.). — *La reconstruction financière de la Grèce et la S.D.N.*, Paris, 1929.EISWALDT. — *Die Wirtschaftliche Griechenlands*, München-Leipzig, 1918.EULAMPIO (E.). — *The National Bank of Greece*, Athens, 1924.GRAUX (L.). — *Rapport sur ma mission économique en Grèce*, Paris, 1928.

- KAPSALIS (Th.). — *La balance des comptes de la Grèce*, Lausanne, 1927.
 KYRKILITSIS. — *Les banques en Grèce*, Athènes, 1934.
 LEFEUVRE-MÉAULLE (H.). — *La Grèce économique et financière*, Paris, 1917.
 SANTIS. — *Staatsschulden und finanzpolitik Griechenlands*, Berlin, 1924.
 STEFANIDÈS. — *L'importation des capitaux étrangers*, Salonique, 1930.
 STRAGGOS (A.). — *Les finances de la Grèce de 1912 à 1923*, Strasbourg, 1928.
 THÉRY (E.). — *La Grèce actuelle au point de vue économique et financier*, Paris, 1905.
 TSOUDEROS (E.). — *Le relèvement économique de la Grèce*, Paris, 1919.
 VALAORITIS (A.). — *Histoire de la Banque Nationale de Grèce*, Athènes, 1902.
 ZOGRAPHOS (Ch.). — *Histoire de la Fondation de la Banque Nationale de Grèce*, Athènes, 1925.
 ZOLOTAS (X.). — *L'industrialisation de la Grèce*, Athènes, 1929.

Articles signés :

- THÉRY (E.). — « Les finances de la Grèce », *Economiste Européen*, 1923.
 — « La question de la Banque d'Athènes », *Economiste Européen*, 1914.

Collections complètes de périodiques :

- Banque de Grèce*, Bulletin.
Banque d'Athènes, Bulletin.
Bulletin mensuel de la Statistique Générale.

Documents :

- Annuaire Economique de la Grèce* (Edition de l'Union des Banques).
Annuaire Statistique de la Grèce (Edition de la Statistique Générale).
Comité Financier de la S.D.N. : Rapport sur la situation économique et financière de la Grèce, juin 1933.
Banque de Grèce et principales banques commerciales : Rapports et bilans annuels.

BIBLIOGRAPHIE SPECIALE POUR LA ROUMANIE

- ANGELESCO (N.). — *L'expérience monétaire roumaine*, Paris, 1928.
 — *Histoire Economique de la Roumanie*, Genève, 1919.
 BABEL (A.). — *La Bessarabie*, Paris, 1926.
 Banque Marmorosh, Blank et C^{ie}, *Les forces Economiques de la Roumanie*.
 CARANFIL (G.) et JORDAN (D.). — *Etudes statistique sur les valeurs mobilières en Roumanie*, de 1908 à 1930, Paris, 1931.
 GIORICEANU (G.). — *La Roumanie Economique et ses rapports avec l'étranger*, Paris, 1915.
 DRAGOMIRESCO (P.). — *De la condition juridique des sociétés commerciales étrangères en Roumanie*, Paris 1909.
 ENÉ (E.). — *Les banques en Roumanie*, Paris 1915.
 FORSTER, NORMANN et ROSTOVSKY. — *Rumania's Handbook*, London, 1931.
 GEORGESCO (A.). — *Le régime juridique et financier des capitaux étrangers en Roumanie*, Paris, 1932.
 ISRAÏL (M.-D.). — *Le marché monétaire roumain*, Paris, 1933.
 JANCULESCO. — *La Roumanie nouvelle et ses richesses minières*, Paris, 1928.
 JUVARA (D.). — *Le problème du crédit agricole en Roumanie*, Paris, 1928.

- KASTRIS (D.). — *Les capitaux étrangers dans la finance roumaine*, Paris, 1921.
 MAGDEARU (V.). — *Rumania's new economic policy*, 1930.
 MINEI (P.). — *La Banque Nationale de Roumanie*, Paris, 1912.
 OROMULU (F.). — *La stabilisation monétaire en Roumanie*, Paris, 1930.
 PASVOLSKY. (L.). — *Economic Nationalism of Danubian States*, New-York, 1928.
 RADULESCO (S.). — *La politique financière de la Roumanie depuis 1914*, Paris 1923.
 RESMERITZA (N.). — *Essai d'économie moderne roumaine*, Paris, 1931.
 ROMANESCO (Ch. R.). — *Le mouvement bancaire en Roumanie depuis 1918*, Paris, 1929.
 ROMMENHOELLER (C.). — *La Grande Roumanie*, La Haye, 1926.
 ROUCEK. — *Contemporary Rumania and her problems*, Stanford, 1932.
 TATARANO (C.A.). — *Nouvelles tendances économiques de la Roumanie*, Paris, 1922.
 XENOPOL. — *La richesse de la Roumanie*, Paris, 1916.

Editions spéciales de périodiques et journaux :

- Manchester Guardian Commercial*, 26 mai 1927 et 28 nov. 1929.
The Economist, 20 juillet 1929.

Articles signés :

- BELLET (D.). — « Le développement économique et la richesse de la Roumanie » *Journal des Economistes*, juillet 1917.
 BONNAFOUS (A.). — « Les grandes banques roumaines », *Revue d'Economie Politique*, 1922.
 CAUBOUÉ (R.). — « La situation bancaire en Roumanie », *Journal des Economistes*, juin 1919.
 DIMITRIUC. — « Rumania's credit position », *Statist*, 17 novembre 1928.
 GHEORGHIU (D.). — « La situation monétaire de la Roumanie », *Revue d'Economie politique*, mai 1920.
 SITESCO. — « Le commerce des banques en Roumanie », *La Roumanie Economique* (Edition de l'Union des Chambres de Commerce et de l'Industrie) janvier 1927.
 TIBAL (A.). — « Les relations économiques de la Roumanie et de l'Allemagne » *Esprit International*, janvier 1930.
 — « Roumanie », *Europe Centrale*, 25 février 1933.
 THERY (D.). — « Finances Roumaines », *Economiste Européen*, 24 novembre 1922.
 — « L'intervention de la Roumanie », *Economiste Européen*, 2 juillet 1913 et ss.

Collections complètes :

- Banque Nationale de Roumanie*, Bulletin d'information.
Economiste Roumain.
Correspondance Economique Roumaine.
Bibliographie Economique Roumaine.
Buletinul Statistic al Romaniei.
Informations de l'Office d'Etudes Financières.
Argus.

Documents :

Union des Chambres Agricoles : *La Roumanie Economique*.

Jubilé de 50 ans de la Bourse de Bucarest.

Rapports trimestriels du Conseiller Technique auprès la Banque Nationale de Roumanie.

Bulletin de Statistique du Royaume de Roumanie.

Statistique des sociétés par actions en Roumanie.

Memorandum upon Rumania's prospective development within the scope of new economic laws, New-York, 1925.

Banque Nationale de Roumanie et principales banques commerciales : Rapports et bilans annuels.

BIBLIOGRAPHIE SPECIALE POUR LA YUGOSLAVIE

ARANITOVICH. — *Les ressources et l'activité financière de la Yougoslavie*, Paris 1930.

BOGDANOVITCH (D.). — *Bosnie et Herzégovine*, Montpellier, 1930.

BOCHKOVITCH (M.). — *La Banque Nationale de Serbie*, Paris, 1919.

DJOUKNITCH. — « La Banque Nationale du Royaume des S.C. et S. » *Economiste Européen*, 1923, t. I, p. 198.

DJOULIZIBARTCH (D.). — *Le dinar et l'évolution financière de la Yougoslavie*, Nancy, 1925.

MACHITCH (B.). — *Etablissements de crédit et banques locales en Yougoslavie* Paris, 1929.

KOSIJEC (L.-J.). — *L'épargne et le crédit en Yougoslavie*, Milan, 1924.

MIHAÏLOVITCH (D.). — *Le problème monétaire de la Yougoslavie*, Paris, 1928.

PATTON KENNET STUART. — *The kingdom of S.C.S.*, Washington, 1928.

PANJEVAC (B.). — *Les mouvements du dinar et leurs effets*, Paris, 1930.

GLOMAZITCH (M.). — *Histoire du crédit en Serbie jusqu'à la fondation de la Banque Nationale*, Nancy, 1928.

TODOROVITCH (T.). — *L'évolution monétaire en Yougoslavie*, Paris, 1932.

Revues et périodiques :

Revue économique de Belgrade.

Banque Nationale de Yougoslavie, Bulletin.

Bankkrisen in Jugoslavia. *Deutsche Volkwirt.* 29 avril 1932.

Documents :

Banque Nationale de Yougoslavie et principales banques commerciales : Bilans et rapports annuels.

BIBLIOGRAPHIE SPECIALE POUR L'ALBANIE

CHEGREZI. — *Albania, past and present*, New-York, 1919.

MC GUIRE. — *Italia's international economic position*, New-York, 1926.

MOUSSET. — *L'Albanie devant l'Europe*, Paris, 1930.

STAVROU. — *Etudes sur l'Albanie*, Paris, 1922.

VILLARI. — *The expansion of Italy*, London, 1930.

Articles signés :

- BALDAGGI. — « L'Albanie économique et politique, à la veille de la guerre », *Revue Economique Internationale*, novembre 1912.
- « Les pétroles albanais dans les négociations anglo-italiennes », *Revue Economique Internationale*, février 1926.
- « L'Albanie », *Revue Economique Internationale*, juin 1926.
- « L'Albanie », *Revue Economique Internationale*, septembre 1928.
- JARAY. — « L'Albanie indépendante », *Revue de Paris*, 1^{er} mai 1914.
- MILLER. — « Albania and her protectress », *Foreign Affairs*, avril, 1927.
- SCIPANI. — « L'organizzazione economica e l'attività produttiva dell'Albania », *Rivista di Economia Politica*, novembre et décembre 1932 et janvier 1933

Articles non signés :

- « L'Albanie », *Bulletin de la Société Belge d'Etudes et d'Expansion*, décembre 1932.

Documents :

Banca Nazionale di Albania. Statuts, bilans et rapports.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Chapitre premier. — LA TURQUIE	13
§ 1. <i>Considérations générales</i>	13
§ 2. <i>L'organisation bancaire</i>	15
A. Les banquiers de Galata.	15
B. L'expansion allemande	23
C. L'après-guerre	26
D. La Révolution Nationale	29
La Banque Centrale	29
Les Banques Commerciales	30
§ 3. <i>Les banques spéciales</i>	33
Le crédit industriel	34
Le crédit foncier	34
Le crédit agricole	34
§ 4. <i>Les banques étrangères</i>	35
La Banque Ottomane.....	75
Comme Banque d'Etat	39
Comme Banque Centrale	39
Comme Banque de dépôt	42
Comme Banque d'affaires	44
L'évolution de son capital	45
La Banque de Salonique	45
Deutsche Orient Bank	47
Deutsche Bank und Disconsto Ges	49
Hollandsche Bank voor de Middelandische Zee	49
Banque Française des Pays d'Orient.....	50
Commercial Bank of the Near East	50
Banque Générale pour le commerce étranger	51
Banque de l'U.R.S.S. pour le Commerce étranger	51
Banque Franco-Asiatique	51
Tableau d'ensemble de la Participation étrangère dans l'organi- sation bancaire de la Turquie	51
<i>Conclusions sur la Turquie</i>	52
Chapitre second. — LA BULGARIE	55
§ 1. <i>Considérations générales</i>	55
§ 2. <i>L'organisation bancaire</i>	60
A. L'avant-guerre	60
B. L'Après-Guerre	64
La Banque Nationale	64
Les Banques commerciales	66

§ 3. <i>Les banques spéciales</i>	72
A. Le crédit agricole et le crédit foncier rural	72
B. Le crédit foncier urbain	72
C. Le crédit corporatif	74
§ 4. <i>Les banques étrangères en Bulgarie</i>	74
Banque Bulgare de Commerce	74
Banque de Crédit	75
Banque Franco-Belge et Balkanique	76
Banque Générale de Bulgarie	77
Anglo-czechoslovak and Prague Credit Bank	77
Banque Commerciale Italienne et Bulgare	78
Tableau d'ensemble de la participation étrangère dans l'organisation bancaire de la Bulgarie	78
<i>Conclusions sur la Bulgarie</i>	79
Chapitre troisième. — LA GRECE	81
§ 1. <i>Considérations générales</i>	81
§ 2. <i>L'organisation bancaire</i>	84
A. L'avant-guerre	84
1. Les Banques d'émission	84
2. Les banques commerciales	87
B. L'après-guerre	89
1. La nouvelle banque d'émission	89
2. Les banques commerciales	90
§ 3. <i>Les banques spéciales</i>	94
Le crédit industriel	94
Le crédit agricole	94
Le crédit foncier	95
§ 4. <i>Les banques étrangères en Grèce</i>	97
Ionian Bank Ltd.	97
Banque d'Athènes	99
Banque d'Orient	102
Banque Ottomane	103
Banque de Salonique	103
American Express Co Inc	104
Banque Gréco-Serbe	104
British-French Discount Bank	104
Banque Commerciale Italienne et Grecque	104
Note sur la Banque Commerciale de Grèce	104
Tableau d'ensemble de la participation étrangère dans l'organisation bancaire de la Grèce	105
<i>Conclusions sur la Grèce</i>	106
Chapitre quatrième. — LA ROUMANIE	107
§ 1. <i>Considérations générales</i>	107
§ 2. <i>L'organisation bancaire</i>	113
A. L'avant-guerre	113
L'ancien royaume	113
Transylvanie et Banat	118
Bucovine	120
Bessarabie	120

B. L'après-guerre	121
La Banque Nationale	121
Les banques commerciales	122
C. La période 1928-1932	130
§ 3. <i>Les banques spéciales</i>	138
Le Crédit Industriel	138
Le Crédit Agricole et le Crédit Foncier Rural	141
Le Crédit Foncier Urbain	142
§ 4. <i>Les banques roumaines à capitaux étrangers</i>	143
Bank of Rumania Ltd.	143
Banque Générale des Pays Roumains	124
Banque de Crédit Roumain	147
Banque Marmorosh Blank et C ^{ie}	118
Banque Commerciale Roumaine	152
Anglo-Czechoslovak and Prague Credit Bank	153
Banque Franco-Roumaine	155
Banque Commerciale Italienne et Roumaine	153
Banque Chrissoveloni	154
Banque Anglo-Roumaine	154
Banque Anglo-Levant	155
Banque Helvétique et Roumaine	155
Banque Helvétique de Dépôts de Roumanie	155
Societatea Bancara Romaneasca	155
Banater Bankverein	155
Hermanstadter Allgemeine Sparkassa	155
Bodenkreditanstalt in Hermannstadt	156
Banca Ardeleana si Cassa di Economie	156
Banque Commerciale Nationale	156
Societatea Romana de Banca	156
Magyar Atalanos Hitelbank	156
Tableau d'ensemble de la participation étrangère	157
Conclusions sur la Roumanie	157
Chapitre cinquième. — LA YOUGOSLAVIE	160
§ 1. <i>L'organisation bancaire</i>	160
L'avant guerre	160
En Serbie	160
Monténégro	164
Croatie et Slavonie	165
Voivodina	166
Slovenie et Dalmatie	166
Bosnie et Herzégovine	167
La guerre	168
L'après-guerre	168
La Banque Nationale	169
Les banques commerciales	169
§ 2. <i>Les banques spéciales</i>	177
Le crédit agricole	177
Le crédit foncier	177
§ 3. <i>Les banques yougoslaves à capitaux étrangers</i>	178
Banque Union Yougoslave	178
Société Générale de Banque Yougoslave	178
Banque Croate	178
Banque Yougoslave	178
Société de Credit de Ljubljana	179

Volkswirtschaftliche Bank de Subotica	179
Banque Générale de Crédit Croate	179
Banque industrielle et Commerciale de Bosnie	179
Banque Franco-Serbe	179
Bohemian Industrial Bank	180
Anglo-Czechoslovakian and Prague Credit Bank	180
Banca Dalmata di Sconto	181
Tableau d'ensemble de la participation étrangère	181
<i>Conclusions sur la Yougoslavie</i>	181
Chapitre sixième. — L'ALBANIE	183
§ 1. <i>Considérations générales</i>	183
§ 2. <i>Les premières tentatives du capital étranger</i>	184
§ 3. <i>La Banca Nazionale di Albania</i>	185
L'institut d'émission	186
La Banque de dépôts	187
§ 4. <i>La Banque Agricole Nationale</i>	189
<i>Conclusion sur l'Albanie</i>	198
CONCLUSION	191
BIBLIOGRAPHIE	197

